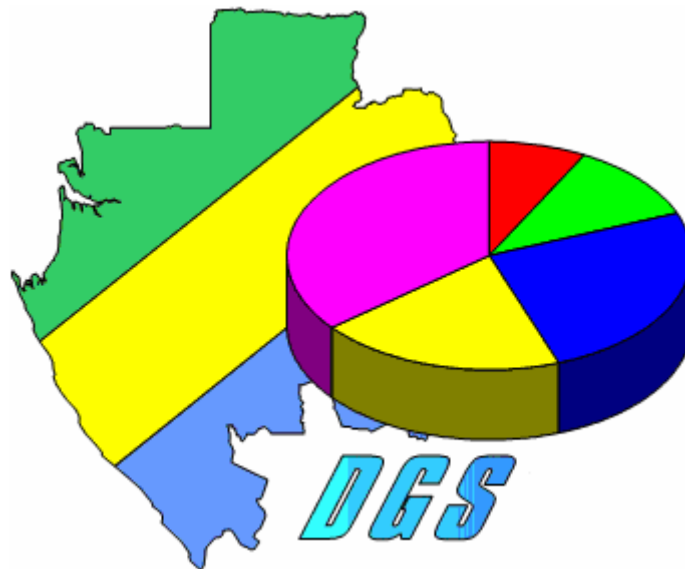

DIRECTION GENERALE DES STATISTIQUES



**ANNUAIRE STATISTIQUE
DU GABON**

2004-2008

DIRECTION DES STATISTIQUES GENERALES
SERVICE DES STATISTIQUES DE PRODUCTION
ET DU COMMERCE EXTERIEUR

N° 12- avril 2010

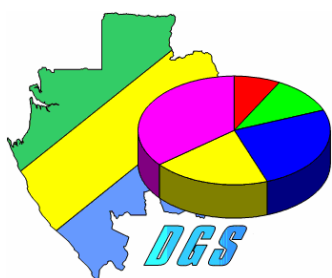
RÉPUBLIQUE GABONAISE
Union - Travail - Justice



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU COMMERCE DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

ANNUAIRE STATISTIQUE DU GABON- 2004-2008

Avec la collaboration :



SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	I
A NOS LECTEURS	III
LE MOT DU MINISTRE DE L'ECONOMIE, DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	IV
SIGLES, ABREVIATIONS ET SYMBOLES.....	V
I. ENVIRONNEMENT	0
Chapitre I.1 Territoire et climatologie	1
1. Présentation	1
2. Sources et méthodologie.....	3
3. Publication de référence	4
4. Principales définitions.....	4
Chapitre I.2 Vie politique et administrative.....	7
1. Présentation	7
2. Sources et méthodologie.....	7
3. Publications de référence	8
4. Principales définitions.....	8
II. DEMOGRAPHIE.....	11
Chapitre II.1 Structure de la population.....	12
1. Présentation	12
2. Sources et méthodologie	12
3. Principales définitions	12
Chapitre II.2 Fécondité et mortalité.....	14
1. Présentation.....	14
III. POPULATION ACTIVE, REVENUS, CONDITIONS DE VIE DES MENAGES ET PAUVRETE	19
Chapitre III.1 Population active, emploi et chômage.....	20
1. Présentation	20
2. Sources et méthodologie.....	21
3. Publications de référence	21
4. Principales définitions.....	22
Chapitre III.2 Revenus et transferts sociaux	37
1. Présentation	37
2. Sources et méthodologie.....	37
3. Publications de référence	38
4. Principales définitions.....	38
Chapitre III.3 Indice Harmonisé des prix à la consommation des ménages (IHPC)	42
1. Présentation	42
2. Sources et méthodologie.....	42
3. Publications de référence	43

4. Principales définitions	43
Chapitre III.4 Consommation des ménages	47
1. Présentation	47
2. Sources et méthodologie	47
3. Publications de référence	47
4. Principales définitions	47
Chapitre III.5 Pauvreté dans les ménages	51
1. Présentation	51
2. Sources et méthodologie	52
3. Publications de référence	52
4. Principales définitions	52
Chapitre III.6 Habitat et logement	56
1. Présentation	56
2. Sources et méthodologie	58
3. Principales définitions	58
IV. SANTE, EDUCATION ET DEVELOPPEMENT HUMAIN	64
Chapitre IV.1 Santé	65
1. Présentation	65
2. Sources et méthodologie	66
3. Publications de référence	67
4. Principales définitions	67
Chapitre IV.2 Education, formation professionnelle et technique	98
1. Présentation	98
2. Sources et méthodologie	98
3. Publications de référence	99
4. Principales définitions	99
Chapitre IV.3 Développement humain et genre	121
1. Présentation	121
2. Sources et méthodologie	121
3. Publication de référence	124
4. Principales définitions	124
V. DONNEES ECONOMIQUES D'ENSEMBLE	127
Chapitre V.1 Comptabilité nationale	128
1. Présentation	128
2. Sources et méthodologie	128
3. Publications de référence	129
4. Principales définitions	129
Chapitre V.2 Finances	140
1. Présentation	140
2. Sources et méthodologie	140
3. Publications de référence	141
4. Principales définitions	141
VI. AGRICULTURE, ELEVAGE, FORET, PECHE ET INDUSTRIES	150
Chapitre VI.1 Agriculture, élevage, forêt et pêche	151
1. Présentation	151
2. Sources et méthodologie	153

3. Principales définitions	153
Chapitre VI.2 Industries extractives	163
1. Présentation	163
2. Sources et méthodologie	164
3. Principales définitions	164
Chapitre VI.3 Autres industries	169
1. Présentation	169
2. Sources et méthodologie	170
3. Principales définitions	170
VII. TRANSPORTS, COMMUNICATIONS, CULTURE, TOURISME ET SPORTS	179
Chapitre VII.1 Transports	180
1. Présentation	180
2. Sources et méthodologie	181
3. Principales définitions	181
Chapitre VII.2 Communications, culture, tourisme et sports	190
1. Présentation	190
2. Sources et méthodologie	191
3. Principales définitions	191
VIII. ECHANGES EXTERIEURS	203
Chapitre VIII. 1 Commerce extérieur	204
1. Présentation	204
2. Sources et méthodologie	204
3. Principales définitions	205
Chapitre VIII.2 Balance des paiements	222
1. Présentation	222
2. Sources et méthodologie	222
3. Publication de référence	222
4. Principales définitions	222
LEXIQUE DES INSTITUTIONS FINANCIERES DU GABON	229
1. Banques créatrices de monnaie	229
2. Autre institution bancaire éligible	229
3. Autres institutions bancaires non éligibles	229
4. Institutions financières non bancaires	229
NOMENCLATURES GABONAISES DE COMPTABILITE NATIONALE	230
• Nomenclature gabonaise d'activités économiques	230
• Nomenclature agrégée d'activités économiques	230
SECTIONS DE LA NOMENCLATURE DOUANIERE DU GABON	231
LISTE DES PRINCIPAUX ORGANISMES CORRESPONDANTS POUR L'ANNUAIRE 2004-2008	232

Remerciements

La Direction Générale des Statistiques tient à remercier les entreprises, les organismes professionnels et les services publics qui ont contribué, par leurs informations, à l'élaboration de l'Annuaire statistique du Gabon 2004-2008.

Les mêmes remerciements sont renouvelés à l'endroit de la Coopération Française et d'AFRISTAT pour leurs appuis financiers.

Directeur de publication	Francis Thierry TIWINOT
Rédacteur en chef	Jean Nestor NGUEMA
Rédacteurs	Nicaise NKOGHE NZE Thierry MENGUE Olga ZANG TOUNG Jean Rodolphe NGUEMA Rodrigue NGUEMA NGUI Wilfried MENDAME MVE Evrard ENGOZOGHE Armand ABESOLO NKWELE Hermann MAMONGO Ghislain WAMBERT Edwige MFOUMOU ELLA
Enquêteurs	Désiré EWONG WOGA Patrick NDONG MEYO Emmanuel ANGOUE EKOMY Stéphane Jean-Baptiste BOUYOUDOU Armand ABESOLO NKWELE Gustave ABESOLO Annie Flore MONONGONE Thierry MENGUE Jean Rodolphe NGUEMA Rodrigue NGUEMA NGUY Wilfried MENDAME MVE Jean Guy BIDZAME Alain KASSA Théophile EBI MINKO Ghislain WAMBERT Edwige MFOUMOU ELLA
Maquettiste	Jacques TESSET

Comité de lecture

Francis Thierry TIWINOT

Symolin ONDO METO'O

ARMEL MOUBAMBA

DAVY OVONO

Jean Bruno PENDI PENDI

Rédaction achevée le 20 février 2010 Collecte des données arrêtées le 20 janvier 2010
--

A nos lecteurs

Après l'édition 2009, qui couvrait la période 2001-2007, l'Annuaire statistique du Gabon sera publié dans douzième édition. A travers cette édition, la DGS présente à ses lecteurs une synthèse de l'information statistique nationale. Le contenu de cet annuaire s'imprègne du contexte socio-économique.

L'édition 2010 qui couvre la période allant de 2004 à 2008 comprend huit parties scindées en vingt et un chapitres. L'information produite est assez diversifiée.

Chaque chapitre est introduit par :

- une rubrique « présentation » définissant le cadre général du chapitre ;*
- une rubrique « sources et méthodologie » décrivant la collecte et le traitement des données en vue de disposer des informations présentées ;*
- une rubrique « publications de référence » présentant les documents exploités ;*
- une rubrique « principales définitions » permettant de comprendre les concepts utilisés dans l'élaboration des données.*

A la fin de l'ouvrage se trouve une liste des organismes qui indique tous ceux qui ont apporté, de près ou de loin leur concours pour la réalisation du présent annuaire.

Des lacunes subsistent certainement dans cet ouvrage et toutes les observations constructives seront les bienvenues pour l'amélioration des prochaines parutions.

LE DIRECTEUR DE PUBLICATION

Le mot du Ministre de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme

L'édition 2010 de l'Annuaire statistique du Gabon couvre la période 2004-2008.

Cette publication est le fruit d'une laborieuse collecte de données qui a conduit la DGS à solliciter la collaboration de divers organismes publics et privés.

Cette collecte n'a pas été exhaustive car plusieurs administrations n'ont pas rempli les questionnaires qui leur étaient destinés. Par conséquent, de nombreuses informations restent non disponibles.

En effet, nous avons constaté que certains questionnaires déposés auprès des fournisseurs de statistiques n'ont pas été à la DGS, soit parce que certains fournisseurs n'exploitent pas les statistiques qui existent dans leurs administrations, soit parce que les statistiques sollicitées ne sont pas élaborées par ces entités.

En ce qui concerne la DGS, il subsiste des domaines socio-économiques qui ne sont que partiellement ou insuffisamment couverts par la collecte. On citera entre autres, le commerce dans son ensemble, les statistiques carcérales, le tourisme, la culture et les statistiques de l'éducation etc. La DGS a mis en place un programme de travail qui devrait permettre de collecter les données dans ces domaines.

Tous ces manquements altèrent, d'une part le suivi des indicateurs retenus dans le cadre de la mise en œuvre du DSCRP et des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) d'autre part. De même, ils restreignent la qualité et la consistance de cet annuaire tout en réduisant le champ d'information utile aux différents utilisateurs de données statistiques.

Enfin, il faut préciser que la réalisation d'un annuaire statistique rentre dans le cadre de la synthèse des données sectorielles et de la présentation des statistiques officielles de la République gabonaise.

Ainsi, la DGS qui est au centre de cette activité la conduit en conformité avec ses missions essentielles de :

- coordination et de centralisation des données statistiques de toutes origines ;*
- collecte et le traitement des statistiques suivant la norme universelle pour disposer des informations socio-économiques ;*
- la publication et de diffusion systématiques des statistiques officielles.*

Dans la perspective d'améliorer ce document de référence, je compte sur l'effort des uns et des autres pour parvenir à une meilleure collaboration entre les fournisseurs d'informations statistiques et la DGS. Dans un tel contexte, nous parviendrons évidemment à une meilleure connaissance du Gabon à travers un annuaire statistique plus exhaustif.

MAGLOIRE NGAMBIA

Sigles, abréviations et symboles

-	Néant
0 et 0,0	Valeur proche de zéro
*	Le renseignement n'existe pas par faute d'enquête
..	Donnée non disponible
///	Absence de donnée due à la nature des choses
°C	Degré Celsius
g	gramme
GWh	Gigawatt heure (10 ⁶ KWh)
hl	Hectolitre
Kg	Kilogramme
KWh	Kilowatt heure
m ³	Mètre cube
mio	Millions
MW	Mégawatt
t	Tonne
ADL	Aéroport de Libreville
AIB	Autres institutions bancaires
AIBE	Autres institutions bancaires éligibles au refinancement de la BEAC
AIBN	Autres institutions bancaires non éligibles au refinancement de la BEAC
APG	Appui au paysannat gabonais
APIP	Agence de Promotion des Investissements privés
ASECNA	Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar
BCM	Banques créatrices de monnaie
BAD	Banque africaine de développement
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique centrale
DED	Direction des études et de la documentation
BGD	Banque Gabonaise de Développement
BICIG	Banque Internationale pour le Gabon et l'Industrie du Gabon
BID	Banque islamique de développement
CEEAC	Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CGPD	Commissariat général au plan et au développement
CIO	Comité international olympique
CNSS	Caisse nationale de Sécurité sociale
CRH	Compte pour le refinancement de l'Habitat
CIRMF	Centre international de recherche médicale de Franceville
COMILOG	Compagnie minière de l'Ogooué
Ct-RCRH	Crédit Refinancé par le CRH
DDICB	Direction du développement des industries et du commerce du bois
DGA	Direction générale de l'agriculture
DGB	Direction générale du Budget
DGCP	Direction générale de la comptabilité publique
DGDDI	Direction générale des douanes et des droits indirects
DGCSP	Direction générale des Caisse de Stabilisation et de péréquation
DGE	Direction générale de l'économie
DGEEH	Direction générale de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures
DGEF	Direction générale de l'Economie forestière
DGPA	Direction générale des pêches et de l'aquaculture
DGRH	Direction générale des ressources humaines
DGS	Direction Générale des Statistiques
DGSEE	Direction générale de la statistique et des études économiques
DGSP	Direction générale de la santé publique

DGSR	<i>Direction générale de la sécurité routière</i>
DGTL	<i>Direction générale du tourisme et des loisirs</i>
DGTP	<i>Direction générale des travaux publics</i>
DMN	<i>Direction de la météorologie nationale</i>
DRS	<i>Direction régionale de santé</i>
SOBOLECO	<i>Société des eaux minérales de Léconi</i>
EBE	<i>Excédent brut d'exploitation</i>
EDML	<i>Enquête Dépenses des Ménages de Libreville</i>
EDSG	<i>Enquête démographique et de Santé du Gabon</i>
EGEP	<i>Enquête Gabonaise pour l'Evaluation et le suivi de la Pauvreté</i>
EI	<i>Entrepreneurs individuels</i>
ENAM	<i>Ecole nationale d'art et manufacture</i>
FBCF	<i>Formation brute de capital fixe</i>
FCFA	<i>Franc de la coopération financière en Afrique centrale</i>
FIDA	<i>Fonds international de développement de l'agriculture</i>
GABOA	<i>Société gabonaise d'oxygène et d'acétylène</i>
GBP	<i>Livre Sterling</i>
GMM	<i>Gabonaise de mousse et matelas</i>
GPL	<i>Gabonaise de peintures et laques</i>
HEVEGAB	<i>Société de développement de l'hévéaculture au Gabon</i>
IBL	<i>Institutions bancaires en liquidation</i>
IDH	<i>Indice de développement humain</i>
IFNB	<i>Institutions financières non bancaires</i>
IGAD	<i>Institut gabonais d'appui au développement</i>
INSEE	<i>Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques</i>
JPY	<i>Yen japonais</i>
MEFBP	<i>Ministère de l'économie, des finances, du budget et de la privatisation, chargé de la Programmation des investissements</i>
MEN	<i>Ministère de l'éducation nationale</i>
MESRIT	<i>Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation technologique</i>
MISPD	<i>Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation</i>
OCAM	<i>Organisation commune africaine et malgache</i>
OCEAC	<i>Organisation de l'Afrique centrale sur les programmes des grandes endémies</i>
ONB	<i>Office national du baccalauréat</i>
ONE	<i>Office national de l'emploi</i>
OPRAG	<i>Office des ports et rades du Gabon</i>
PEV	<i>Programme élargi de Vaccination</i>
PIB	<i>Produit intérieur brut</i>
PIZOLUB	<i>Société Pizo de formulation de lubrifiants</i>
PME	<i>Petites et moyennes entreprises</i>
PNB	<i>Produit national brut</i>
PNLS	<i>Programme national de lutte contre le Sida</i>
PNUD	<i>Programme des Nations unies pour le développement</i>
PPA	<i>Parité des pouvoirs d'achat</i>
RGPH	<i>Recensement général de la population et de l'habitat</i>
S.A	<i>Société anonyme</i>
SARL	<i>Société anonyme à responsabilité limitée</i>
SCG	<i>Société des ciments du gabon</i>
SCN	<i>Système de comptabilité nationale des Nations unies</i>
SECN	<i>Système élargi de comptabilité nationale</i>
SEEG	<i>Société d'énergie et d'eau du Gabon</i>
SEPBG	<i>Société d'exploitation du parc à bois du Gabon</i>
SETRAG	<i>Société d'Exploitation du Transgabonais</i>
SMAG	<i>Société meunière et avicole du Gabon</i>
SOCIGA	<i>Société des cigarettes du Gabon</i>

SOGARA	<i>Société gabonaise de raffinage</i>
SOGATRA	<i>Société gabonaise de transport</i>
SUCAF	<i>Sucreries d'Afrique Gabon</i>
GABON	
TOFE	<i>Tableau des opérations financières de l'Etat</i>
TVA	<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>
UA	<i>Union Africaine</i>
UE	<i>Union européenne</i>
UEMOA	<i>Union économique et monétaire ouest-africaine</i>
UGB	<i>Union Gabonaise de Banque</i>
UNESCO	<i>Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture</i>
UOB	<i>Université Omar Bongo</i>
URAI	<i>Union des représentants des automobiles industrielles</i>
USD	<i>Dollar américain</i>
VA	<i>Valeur ajoutée</i>
XEU	<i>Euro</i>
Yuan (Renmibi)	<i>Yuan chinois</i>



I. ENVIRONNEMENT

Chapitre I.1

Territoire et climatologie

1. Présentation

Logé dans le golfe de Guinée et à cheval sur l'Equateur, le Gabon est situé, d'une part, entre 2°15 Nord et 4° Sud de latitude et, d'autre part, entre 8°30 Ouest et 14°30 Est de longitude. Il est limité au Nord-Ouest par la Guinée Equatoriale, au Nord par le Cameroun, à l'Est et au Sud par le Congo Brazzaville et à l'Ouest par l'océan Atlantique sur 800 km. La longueur des frontières territoriales est de 2 551 km, dont 350 avec la Guinée Equatoriale, 298 avec le Cameroun et 1 903 avec le Congo.

Le territoire a une superficie de 267 667 km² dont 80% couverte par la forêt équatoriale qui, avec plus de 400 essences, présente 180 000 km² de réserves forestières. La superficie des forêts protégées et reboisées est respectivement de 2 490 000 et 30 000 hectares. Tandis que la superficie mise en exploitation représente 9 877 622 hectares.

Les décrets n^{os} 189/ PR / MEFCR et n^o 678 / PR/ MEFCR des 4 mars 1987 et 28 juillet 1994 pris par le gouvernement gabonais fixent les normes sur la protection de la faune et la flore en République gabonaise. Ainsi, certains animaux sont protégés et certaines forêts sont classées en République gabonaise.

Le pays présente des paysages assez variés. Son relief est constitué de plaines côtières, de plateaux et de massifs montagneux situés au-dessus de 800 mètres d'altitude. Le point culminant est le mont Iboundji, dans le massif du Chaillu (au Sud du pays), avec 1 575 mètres d'altitude.

Les cours d'eau sont navigables sur 3 000 km environ. Le principal fleuve, l'Ogooué, long de 1 200 km, dont 800 km au Gabon, draine 75% du territoire national et se jette dans l'océan Atlantique à Port-Gentil. La Nyanga, second fleuve gabonais, draine un bassin de 22 500 km².

Le Gabon appartient à un domaine climatique de type équatorial, caractérisé par une chaleur constante, une hygrométrie élevée, des précipitations abondantes et fréquentes. Selon les régions, la pluviométrie varie de 1 500 à 3 000 mm d'eau par an. La température moyenne varie entre 22° et 32° Celsius. Elle présente un maximum de février à avril et un minimum entre juillet et août. Le cycle climatique comporte quatre saisons : une petite saison sèche de janvier à février, une grande saison des pluies de mars à juin, une grande saison sèche de juillet à septembre et une petite saison des pluies d'octobre à décembre.

Au plan administratif, le pays est découpé en différentes entités administratives et territoriales. Le territoire national est ainsi divisé en provinces, départements, districts, cantons, regroupements de villages et villages. Au niveau décentralisé, le Gabon est constitué de collectivités locales où les communes tiennent une place principale.

L'organisation administrative, dans son ensemble, a légèrement varié depuis 2007. Le découpage administratif mis en place porte à 49 le nombre de départements, à 52 le nombre de communes et à 29 le nombre d'arrondissements. Seule la province de l'Estuaire

a enregistré deux nouveaux départements (Océan Gongoué et le Cap) et deux communes (Ndjomo et Cap Estérias)

Ainsi, le découpage administratif se présente de la manière suivante en 2008 :

	2008
Provinces	9
Départements	49
Cantons	152
Communes	52
Arrondissements	29
Districts	26
Regroupement de villages	911
Villages	2393

Source : MISPD

Par ailleurs, depuis, l'année 2007, la répartition des départements et communes apparaît de la manière suivante au Gabon.

	2008
Provinces	2008
Estuaire	
Départements	5
Communes	7
Haut-Ogoué	
Départements	11
Communes	12
Moyen-Ogooué	
Départements	2
Communes	2
Ngounié	
Départements	9
Communes	9
Nyanga	
Départements	6
Communes	6
Ogooué Ivindo	
Départements	4
Communes	4
Ogooué Lolo	
Départements	4
Communes	4
Ogooué Maritime	
Départements	3
Communes	3
Woleu-Ntem	
Départements	5
Communes	5

Source : Quotidien national « l'Union » des 9 et 13 mai 2008

Dans sa politique de protection de l'environnement, le gouvernement gabonais a préservé 11 % du territoire national. Cette politique a permis de créer des espaces de réserves naturels, des aires protégées pour la faune et la flore.

Ainsi, le cumul des espaces naturels protégés au Gabon entre les années 2000 et 2007 se présente comme suit :

Types de protection	2008	
	Nombre	Surface (ha)
Réserves naturelles	1	10 000
Aires de gestions de la Faune/Parcs nationaux	13	2 924 000
Réserves présidentielles	1	480 000

Source: DGEF

En outre, les sites inscrits et classés se répartissent de la manière suivante :

	Cumul
	2008
Nombre de sites inscrits	3
Nombre de sites classés	1

Source : DGEF

Par ailleurs, les différentes espèces animales protégées au Gabon en 2008 sont réparties de la manière suivante:

Espèces	Espèces connues nombre	2008	
		Partiellement protégées	Intégralement protégées
Mammifères	150	18	13
Oiseaux	600	-	2
Poissons	14	-	-
Reptiles	144	3	2
Amphibiens	69	-	-

Source : DGEF

2. Sources et méthodologie

La description des aspects géographiques et du relief a été fournie par l'Institut national de cartographie. Cette description a été complétée par la consultation de l'ouvrage intitulé « Notre pays le Gabon » de Frédéric MEYO BIBANG et Jean Martin NZAMBA.

Les données sur la faune et la flore ont été collectées à la Direction Générale des Eaux et Forêts à travers les statistiques fournies par la Direction des Etudes et de la Documentation.

Les données climatologiques ont été fournies par la Direction de la Météorologie Nationale (DMN) et les stations météorologiques situées dans certaines localités du pays. Sur les quatorze stations météorologiques que comptait le Gabon, il en reste trois (Libreville, Port-gentil et Franceville) qui fonctionnent normalement car elles sont pourvues d'équipements adéquats. Ces stations de la météorologie sont entretenues par l'ASECNA dans le cadre des activités de cet organisme.

Bien que produisant des informations, les autres stations ont des instruments incomplets et obsolètes. Ce qui conduit la DGS de ne plus publier les observations de ces stations.

Les températures indiquées sont prises sous abri à environ deux mètres au-dessus du sol. La température annuelle moyenne est la moyenne arithmétique simple des 12 moyennes mensuelles des « températures moyennes » observées. Les minima et maxima annuels correspondent aux valeurs extrêmes relevées au cours de l'année.

3. Publication de référence

- Frédéric MEYO BIBANG et Jean-Martin NZAMBA - *Notre pays le Gabon : géographie* - Nouvelle édition EDICEF-EDIG - 1992.

4. Principales définitions

- **Animaux intégralement protégés**

Ce sont des animaux dont la chasse, la capture, le commerce et la circulation sont interdits.

- **Animaux partiellement protégés**

Ce sont les animaux dont la chasse, la capture, le commerce et la circulation font l'objet d'une réglementation spéciale.

- **Commune**

C'est une collectivité locale de droit public regroupant les habitants d'une agglomération urbanisée liés par des intérêts socio-économiques. Elle est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Les communes de grande taille sont subdivisées en arrondissements.

- **Département**

Circonscription administrative subdivisée en districts, cantons, regroupements de villages et villages, le département est une collectivité territoriale de droit public dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

- **District**

C'est une circonscription administrative subdivisée en cantons, regroupements de villages et villages.

- **Province**

La province est une circonscription administrative subdivisée en départements, districts, cantons, regroupements de villages et villages.

- **Regroupement de villages**

C'est une entité administrative constituée d'au moins deux villages, c'est-à-dire d'au moins deux cellules administratives de base. Les villages sont des localités rurales dont les habitants, en majorité, exercent dans le secteur agricole.

- **Température maximale**

C'est la température la plus élevée de la journée, que l'on observe aux environs de 15 heures.

- **Température minimale**

C'est la température la plus basse de la journée ; elle s'observe aux environs de 4 heures.

- **Température moyenne**

C'est la moyenne arithmétique de la température maximale observée aux environs de 15 heures et de la température minimale relevée aux environs de 4 heures.

- **Humidité relative**

C'est le rapport, en pourcentage, entre la quantité de vapeur d'eau de l'air et celle qu'aurait l'air s'il était saturé. L'humidité relative est également représentée par le ratio tension de la vapeur d'eau sur tension maximum correspondant à la température au moment de l'observation.

I.1.1 : Climatologie

Tableau I.1.1.1: Températures par principales stations climatologiques

Unité: °C

		2004	2005	2006	2007	2008
Franceville	Température moyenne	25	25	26	25	25
	minimale	21	21	22	21	21
	maximale	29	30	30	29	30
Libreville	Température moyenne	27	27	26	27	27
	minimale	24	24	24	24	24
	maximale	29	30	29	29	29
Port-Gentil	Température moyenne	27	27	27	27	26
	minimale	24	24	24	25	24
	maximale	29	29	29	29	29

Source : DMN

Tableau I.1.1.2 : Pluviométrie par principales stations climatologiques

Hauteur des précipitations en mm

		2004	2005	2006	2007	2008
Franceville	Nombre de jours de pluies	156	60	108	102	96
	Hauteur des précipitations	1 610	1 104	857	898	939
Libreville	Nombre de jours de pluies	103	141	174	189	180
	Hauteur des précipitations	2 965	2 437	2 460	3 409	2 743
Port-Gentil	Nombre de jours de pluies	124	129	125	143	105
	Hauteur des précipitations	1 694	1 416	1 698	2 235	1 864

Source : DMN

Tableau I.1.1.3 : Humidité relative par principales stations climatologiques

Unité: %

		2004	2005	2006	2007	2008
Franceville	Humidité relative maximale	95	94	97	97	100
	Humidité relative minimale	63	63	65	63	66
Libreville	Humidité relative maximale	95	94	95	96	95
	Humidité relative minimale	72	72	74	73	72
Port-Gentil	Humidité relative maximale	92	94	94	93	95
	Humidité relative minimale	73	74	74	73	74

Source : DMN

Chapitre I.2**Vie politique et administrative**

1. Présentation

Le Gabon est indépendant depuis le 17 août 1960. Sa capitale politique, Libreville, est située dans la province de l'Estuaire où réside près de 50% de la population du Gabon. Les autres principales villes du Gabon sont Port-Gentil, qui est la capitale économique, Franceville, Oyem et Moanda.

Depuis la dernière modification du code électoral de l'année 2004, le Président de la République, Chef de l'Etat, est élu au suffrage universel direct à la majorité simple (scrutin à un tour) pour un mandat de sept ans, renouvelable. Il nomme le Premier ministre, Chef du Gouvernement.

L'Assemblée nationale et le Sénat, sous leurs formes actuelles, ont vu le jour respectivement en 1990 et 1996. Les députés sont élus au suffrage universel direct à deux tours pour un mandat de cinq ans, tandis que les sénateurs sont élus au suffrage universel indirect pour une durée de six ans.

Au plan local, les conseillers municipaux sont élus au suffrage universel direct pour une durée de cinq ans.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont été renouvelés respectivement en 2006 et 2007. La dernière élection présidentielle a eu lieu le 30 août 2009.

Au titre des relations internationales, le Gabon, dont la langue officielle est le français, entretient des rapports avec de nombreux Etats et organismes internationaux, régionaux ou sous-régionaux. Il est, entre autres, membre de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), de l'Union Africaine (UA) et de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes spécialisés.

Le Gabon appartient à la zone Franc et est également membre de la Banque africaine de développement (BAD), de la Banque islamique de développement (BID), de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

2. Sources et méthodologie

Les données sur les consultations électorales, la composition de l'Assemblée nationale et les partis politiques proviennent du Ministère de l'intérieur, de l'Assemblée nationale, de la Cour constitutionnelle et du Sénat.

3. Publications de référence

- Assemblée nationale - *Composition de l'Assemblée nationale et ses organes : Dixième législature (2002-2006)*.
- SENAT- Les élus nationaux et locaux de la République gabonaise, novembre 2006

4. Principales définitions

- **Electeur**

C'est une personne de nationalité gabonaise, âgée de 18 ans et plus, non privée de droits civiques et inscrite sur les listes électorales.

- **Pourcentage de suffrages exprimés**

C'est le rapport entre les suffrages exprimés et le nombre d'électeurs inscrits.

- **Suffrages exprimés**

Ils correspondent au nombre total de bulletins de vote non blancs et non nuls enregistrés lors d'une élection.

- **Suffrage indirect**

C'est l'élection à laquelle participent seulement que les « grands électeurs » (conseillers municipaux).

- **Suffrage universel direct**

C'est une élection à laquelle participe l'ensemble des électeurs.

- **Taux de participation**

C'est le rapport, en pourcentage, entre le nombre de votants et celui des électeurs inscrits.

I.2.1 : Composition du gouvernement de la République

Tableau I.2.1.1 : Composition du gouvernement

	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre de ministres ⁽¹⁾	49	..
dont nombre de femmes	9	..

(1) Ministres d'Etat, ministres, ministres délégués, secrétaires d'Etat, non compris le Premier ministre.

Source : Secrétariat général du gouvernement

I.2.2 : Assemblée nationale

Tableau I.2.2.1 : Partis politiques et Assemblée nationale

	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre de sièges à l'Assemblée	120	120	120	120	120
Nombre de partis politiques					
Légalisés
Représentés à l'Assemblée nationale ¹	7	7	7	13	13

(1) Y compris les partis en cours de légalisation.

Source : Assemblée nationale

Tableau I.2.2.2 : Composition de l'Assemblée nationale

	en début de mandat	
	2002-2006	2007-2011
Parti démocratique gabonais	91	82
Rassemblement national des bûcherons (MBA ABESOLE) ¹	8	-
Rassemblement pour le Gabon	-	7
Rassemblement national des bûcherons (ANDRE KOMBILA) ¹	1	2
Parti gabonais du progrès	3	1
Parti de l'unité du peuple	0	0
Forum africain pour la reconstruction	0	1
Congrès pour la démocratie et la justice	0	2
Mouvement de redressement national	0	0
Mouvement de redressement national originel	0	0
Alliance démocratique et républicaine	0	4
Parti social démocrate	1	2
Union socialiste gabonaise	0	0
Union du peuple gabonais	0	7
Cercle des libéraux réformateurs	2	2
Renouveau pour la démocratie et le progrès	0	0
Mouvement africain pour le développement	1	1
Rassemblement des démocrates républicains	-	1
Union gabonaise pour la démocratie et le développement	-	4
Indépendants ²	13	4
Total des députés	120	120

(1) Ce parti a été scindé pour donner deux tendances du Rassemblement national des bûcherons. Le Rassemblement national des bûcherons (MBA ABESOLE) a pris en 2006, le nom de Rassemblement pour le Gabon.

(2) Députés indépendants, c'est-à-dire siégeant pour le compte d'aucun parti politique.

Source : Assemblée nationale

I.2.3 : Activité du Parlement

Tableau I.2.3.1 : Evolution du nombre de lois votées à l'Assemblée nationale par an et par nature

	2004	2005	2006	2007	2008
Administration du territoire	0	4	1	2	..
Affaires sociales	3	3	1	6	..
Conventions internationales	6	3	1	4	..
Défense nationale	0	0	0	0	..
Enseignement	0	0	0	0	..
Environnement et culture	1	1	2	2	..
Etat de droit et pouvoir public	1	5	2	3	..
Finances publiques et économie	10	12	9	22	..
Fonction publique	0	0	0	0	..
Justice	0	1	0	0	..
Politique et élection	6	2	5	2	..
Non déterminé	5	4	8	0	..
Total	32	35	29	41	..

Source : Assemblée nationale

I.2.4 : Sénat

Tableau I.2.4.1 : Composition du Sénat à travers les partis politiques ayant un représentant

	2002-08
Parti démocratique gabonais	67
Rassemblement pour le Gabon ¹	8
Rassemblement national des bûcherons	0
Parti gabonais du progrès	1
Alliance démocratique et républicaine	3
Parti social démocrate	1
Parti de l'unité du peuple	0
Union du peuple gabonais	1
Gabon avenir	1
Mouvement commun de développement	0
Cercle des libéraux réformateurs	4
Rassemblement pour la démocratie et le progrès	1
Parti gabonais du centre indépendant	1
Autres ⁽²⁾	3
Total des sénateurs	91

(1) Né de la scission du Rassemblement national des bûcherons

(2) Sénateurs indépendants, c'est-à-dire siégeant pour le compte d'aucun parti politique.

Source : Sénat

II. DEMOGRAPHIE

Chapitre II.1

Structure de la population

1. Présentation

Au recensement général de la population et de l'habitat de 1993 (RGPH93), le Gabon comptait un peu plus de 1014976 habitants.

L'évolution de la population gabonaise (en milliers) est la suivante :

	2001	2002
Population au 1 ^e juillet	1236,7	1267,6

2. Sources et méthodologie

Les statistiques de 2001 à 2002 sont des estimations calculées à partir du taux de croissance de 1993, soit 2,5% par an.

3. Principales définitions

- **Recensement (de la population)**

Selon les Nations Unies, le recensement de la population est l'ensemble des opérations qui consistent à collecter, grouper, évaluer, analyser, publier et diffuser de toute autre manière des données démographiques, économiques et sociales se rapportant à un moment donné à tous les habitants d'un pays ou d'une partie bien déterminée du pays. C'est donc un dénombrement exhaustif de la population d'un pays à une date fixe. Cette opération ne concerne que la population de fait ou population de facto.

- **Population de fait**

C'est l'ensemble des personnes présentes sur le territoire au moment du recensement. On parle aussi de population présente.

- **Accroissement (d'une population)**

C'est la variation de l'effectif d'une population durant une période.

II.1.1 : Structure de la population

Tableau II.1.1.1 : Estimation de la population gabonaise par milieu de résidence et par sexe

	Milieu urbain		Milieu rural		Ensemble		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
2001	452 788	451 633	158 591	173 645	611 379	625 279	1 236 657
2002	464 105	462 920	162 555	177 994	626 660	640 914	1 267 574
2003
2004
2005
2006
2007
2008

Source : DGSEE

Tableau II.1.1.2 : Estimation de la population (en milliers) par groupes d'âge et par sexe

	2001	2002
Population Totale	1 236,7	1 267,6
Masculin	611,4	626,6
Féminin	625,3	641,0

Source : DGSEE

Chapitre II.2

Fécondité et mortalité

1. Présentation

Les statistiques sur la fécondité et la mortalité au Gabon sont fournies par l'Enquête Démographique et de Santé du Gabon (EDSG) réalisée par la DGSEE au cours de l'année 2000.

L'indice synthétique de fécondité est estimé à 4,3 enfants par femme selon les données de l'EDSG 2000.

L'une des caractéristiques de cette fécondité est sa précocité. En effet, une femme sur deux donne sa première naissance à 18,5 ans.

Par ailleurs, la durée médiane de l'intervalle (ou intervalle inter-génésique) qui sépare la naissance d'un enfant de la naissance précédente est généralement supérieure à deux ans et demi (33,9 mois).

Au Gabon, malgré les progrès enregistrés dans le domaine de la santé, la mortalité reste élevée.

Selon les résultats de l'EDSG, durant la période 1996-2000, on a enregistré les taux de mortalité suivants :

- mortalité infantile de : 57 pour 1000 ;
- mortalité infanto-juvenile de : 33 pour 1000 ;
- mortalité maternelle à : 519 décès pour 100 000 naissances.

2. Sources et méthodologie

Les données de ce chapitre proviennent de deux opérations de collecte réalisées par la DGSEE :

1. le recensement général de la population et de l'habitat effectué en 1993 ;
2. l'EDSG réalisée en 2000.

3. Publications de référence

- Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire - Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques - Bureau central du recensement - *Recensement général de la population et de l'habitat de 1993 : principaux résultats.*
- Ministère de la Planification, de l'Environnement et du Tourisme - Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques - Bureau central du recensement - *Recensement général de la population et de l'habitat de 1993 : analyse des résultats - Tome III.*
- Ministère de la Planification, de l'Environnement et du Tourisme - Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques - *Rapport de synthèse de l'Enquête Démographique et de Santé de l'année 2000.*

4. Principales définitions

- **Année d'exposition**

C'est le nombre d'année pendant laquelle une femme est soumise au risque de prendre une grossesse.

- **Indice synthétique de fécondité**

C'est le nombre moyen d'enfants nés vivants d'une femme en fin de vie féconde.

- **Intervalle inter-génésiq**

C'est la durée médiane qui sépare la naissance d'un enfant de la naissance précédente.

- **Quotient de mortalité néonatale (NN)**

C'est la probabilité de décéder avant d'atteindre un mois.

- **Quotient de mortalité post-néonatale (PNN)**

C'est la probabilité de décéder après la période néonatale, mais avant le premier anniversaire.

- **Quotient de mortalité infantile (1q0)**

C'est la probabilité de décéder avant le premier anniversaire.

- **Quotient de mortalité juvénile (4q1)**

C'est la probabilité de décéder entre le premier et le cinquième anniversaire.

- **Quotient de mortalité infanto-juvénile (5q0)**

C'est la probabilité de décéder avant le cinquième anniversaire.

- **Taux global de fécondité générale**

C'est le nombre moyen de naissances par femme en âge de procréer dans une population et pour une année donnée.

- **Taux brut de natalité**

C'est le nombre de naissances vivantes d'une année par rapport à la population moyenne de cette année.

II.2.1 : Fécondité

Tableau II.2.1.1 : Taux de fécondité

Groupe d'âges	Unité : pour 1000				
	Libreville et Port-gentil	Autres villes	Urbain	Rural	Ensemble
15 - 19 ans	121	124	131	210	144
15 - 19 ans	156	217	172	284	193
25 - 29 ans	146	210	162	245	178
30 - 34 ans	167	175	169	202	176
35 - 39 ans	72	129	88	143	101
35 - 39 ans	39	66	46	143	101
45 - 49 ans	(11)	(18)	13	8	11

NB : Les taux sont calculés pour la période de 1-60 mois avant l'enquête. Les taux de 45-49 ans peuvent être légèrement biaisés du fait de données incomplètes pour ce groupe d'âges. Les taux calculés sur 125-249 femmes par années d'exploitations non pondérées sont entre parenthèses.

Source : DGSEE (EDSG 2000)

Tableau II.2.1.2 : Indice synthétique de fécondité

Groupe d'âges	Libreville et Port-Gentil	Autres villes	Urbain	Rural	Ensemble
	Indice synthétique de Fécondité 15-49 (pour 1 femme)	3,6	4,8	3,9	5,7
Indice synthétique de Fécondité 15-49 (pour 1 homme)	3,5	4,8	3,8	5,7	4,2
Taux général de fécondité générale (pour 1000)	129	170	140	206	153
Taux brut de natalité (pour 1 000)	32,1	36,2	33,3	32,4	33,1

Source : DGSEE (EDSG 2000)

Tableau II.2.1.3 : Répartition (en %) des femmes par âge à la première naissance et âge médian à la première naissance selon l'âge actuel en 2000.

Age actuel	Age à la première naissance							effectif des femmes	âge médian
	femmes sans naissance	moins de 15 ans	15-17	18-19	20-21	22-24	25 et +		
15-19	73,4	3,7	19,6	3,3	A	A	A	1 587	B
20-24	28,3	6,7	28,6	23,1	10,4	2,9	A	1 260	19,2
25-29	12,5	7,8	33,6	23,1	11,0	8,1	3,9	977	18,7
30-34	7,2	8,8	35,6	19,9	11,3	8,4	8,8	864	18,5
35-39	4,5	9,4	35,9	19,4	14,2	8,2	8,3	665	18,4
40-44	3,1	13,2	34,8	21,7	13,4	8,6	5,2	497	18,2
45-49	7,0	12,5	32,6	16,0	13,1	7,9	10,9	332	18,5

(A) : Sans objet.

(B) : Non applicable: moins de 50 % de femmes ont eu un enfant.

Source : DGSEE (EDSG 2000)

Tableau II.2.1.4 : Intervalle inter génésique :

Répartition des naissances des cinq années précédant l'enquête par le nombre de mois écoulés depuis la naissance précédente, selon certaines caractéristiques socio-démographiques

En %

Caractéristiques	Nombre de mois écoulés					Total	Effectif naissances	Nombre médian de mois depuis la naissance précédente
	7-17	18-23	24-35	36-47	48 ou +			
Groupe d'âges								
15-19	15,1	25,4	46,1	9,8	3,6	100	81	25,2
20-29	9,0	14,7	36,2	18,7	21,4	100	1 462	32,1
30-39	8,9	9,4	30,2	19,7	31,8	100	1 172	36,7
40 ou plus	6,9	8,9	33,6	17,5	33,1	100	219	36,2
Rang de la naissance								
2-3	8,7	13,2	32,6	18,5	27,1	100	1 359	34,2
7 et plus	12,2	12,1	34,4	20,3	21,0	100	580	31,8
Sexe de l'enfant précédent								
Masculin	9,4	12,1	34,4	19,4	24,6	100	1 467	33,9
Féminin	8,5	12,8	33,3	18,1	27,3	100	1 467	33,9
Suivi de l'enfant précédent								
décédé	24,1	15,7	26,5	13,4	20,2	100	252	27,3
toujours en vie	7,5	12,2	34,6	19,3	26,5	100	2 682	34,3
Milieu de résidence								
Libreville-Port-gentil	10,0	12,3	29,7	18,0	30,1	100	1 353	35,3
Autres villes	7,9	13,2	33,9	19,1	26,0	100	730	34,0
Rural	8,2	12,2	40,5	19,8	19,3	100	852	32,2
Régions								
Libreville-Port-gentil	10,0	12,3	29,7	18,0	30,1	100	1 353	35,3
Nord	11,9	14,5	34,3	19,3	19,9	100	425	31,6
Est	5,4	13,0	39,3	19,0	23,3	100	461	32,6
Ouest	9,1	11,9	36,9	17,8	24,3	100	385	32,6
Sud	5,5	10,6	39,6	22,3	22,0	100	310	34,3
Niveau d'instruction								
Aucun	9,8	14,6	38,9	17,0	19,7	100	203	31,9
Primaire	8,8	11,9	36,6	20,1	22,6	100	1 321	32,9
Secondaire et +	9,0	12,7	30,6	17,8	30,0	100	1 410	35,1
Ensemble	9,0	12,5	33,9	18,8	25,9	100,0	2 934	33,9

NB : Les naissances de rang 1 sont exclues. L'intervalle pour les naissances multiples est le nombre de mois écoulé depuis la grossesse précédente qui a abouti à une naissance vivante.

Source : DGSEE (EDSG 2000)

II.2.2 : Mortalité

Tableau II.2.2.1 : Mortalité infantile, mortalité juvénile et mortalité infanto-juvénile sur les cinq années précédant l'enquête

Périodes quinquennales avant l'enquête	Unité : pour 1000				
	mortalité néonatale	mortalité post-néonatale	mortalité infantile	mortalité juvénile	mortalité infanto-juvénile
0-4 ans	30,1	27,2	57,3	33,2	88,6
5-9 ans	33,7	31,6	65,2	31,2	94,4
10-14 ans	26,3	25,8	52,1	33,1	83,5
15-19 ans	31,6	31,9	63,5	63,5	97,8

Source : DGSEE (EDSG 2000)

Tableau II.2.2.2 : Estimation directe de la mortalité maternelle à partir des données concernant l'état de suivie des frères et sœurs des enquêtées sur une période de 6 ans avant l'enquête (1994 - 2000)

Groupe d'âges	décès maternel	années d'exposition	taux par causes maternelles (%)	proportion des décès %
	15-19	7	16 893	0,43
20-24	14	17 088	0,80	26,30
25-29	21	14 520	1,47	34,40
30-34	7	11 439	0,62	13,20
35-39	5	8 130	0,58	9,70
40-44	4	4 064	1,06	12,90
45-49	1	2 081	0,61	5,00
15-49	59	74 215	0,77	19,30

NB :

1- Taux de mortalité maternelle (TMM) est de 519 pour 100 000 naissances

2- Le risque de mortalité maternelle sur la durée de vie (RDV) est de 0,23

Source : DGSEE (EDSG 2000)

Tableau II.2.2.3 : Estimation directe de la mortalité adulte par âges pour la période 0-6 ans avant enquêtées, par sexe en 1994-2000

Groupe d'âges	Sexe féminin			Sexe masculin		
	Décès	années d'exposition	Taux (p.1000)	Décès	années d'exposition	Taux (p.1000)
15-19	33	16 893	1,96	29	15 694	1,84
20-24	52	17 088	3,03	46	16 562	2,78
25-29	62	14 520	4,29	62	14 618	4,26
30-34	54	11 439	4,71	59	11 126	5,29
35-39	49	8 130	5,98	47	7 507	6,22
40-44	33	4 064	8,23	58	4 187	13,88
45-49	26	2 081	12,31	29	2 032	14,09
15-49	309	74 215	4,42¹	330	71 726	4,99¹

(1) : Taux standardisés par âge

Source : DGSEE (EDSG 2000)

III. POPULATION ACTIVE, REVENUS, CONDITIONS DE VIE DES MENAGES ET PAUVRETE

Chapitre III.1 Population active, emploi et chômage

1. Présentation

Faute d'enquête spécifique, les données sur l'emploi et le chômage au Gabon n'ont pas été actualisées. Cependant, cette édition présente les résultats issus de l'Enquête Gabonaise pour l'Evaluation et le suivi de la Pauvreté (EGEP) en 2005.

Aussi, les estimations effectuées sur certaines grandeurs à partir des données du RGPH93 et de l'EGEP 2005, montrent que :

- la population occupée âgée de 15 ans et plus comprend 447.899 personnes en 2008 ;
- le nombre de chômeurs atteint 78.985 en 2008 ;
- la population en âge de travailler est estimée à 793.358 individus ;
- le taux d'activité atteint 56,5% en 2008.

Toutefois, les résultats de l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Chômage (ENEC), en préparation au sein du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Prévoyance Sociale permettront d'actualiser les données sur l'emploi et le chômage au Gabon en 2011.

Dans le secteur moderne, l'emploi est concentré dans le secteur public. En effet, la poursuite des recrutements au sein de l'administration centrale a progressé de 7% en 2008.

Par contre, au niveau des secteurs privé et parapublic, on observe un recul des effectifs dû aux restructurations et aux privatisations.

L'exploitation des déclarations annuelles de salaires versés (DSV) en cours de traitement au sein de la Direction Générale des Statistiques permettra d'avoir une meilleure lisibilité de l'emploi au niveau du secteur privé et parapublic lors de notre prochaine publication.

Les inscriptions à l'Office National de l'Emploi (ONE) pour les demandes d'emplois ont repris en 2008. En effet, l'ONE a enregistré une variation positive de 17,2% en 2008. Ce qui renverse la tendance (-40,8%) observée au cours de l'année 2007. Aussi, les embauches sous l'égide de l'ONE et du Fond d'Aides à l'insertion et à la Réinsertion Professionnelle (FIR) ont connu une hausse de 56% en 2008.

En ce qui concerne les demandes d'emploi, contrairement à l'année 2007, les personnes en quête d'un premier emploi sont plus nombreuses que celles à la recherche d'un nouvel emploi, soit 63% des demandes enregistrées en 2008.

Par ailleurs, les offres d'emplois se sont manifestées au niveau des sociétés et entreprises au cours de l'année 2008. Ainsi, les besoins en renforcement de capacité se sont fait ressentir dans la qualité des offres des sociétés. Par conséquent, on a enregistré environ 31% des recrues de niveau BTS.

2. Sources et méthodologie

Les informations contenues dans ce chapitre proviennent de trois grands types de sources : les enquêtes, les fichiers administratifs et les publications.

Les données relatives aux adhésions par secteur au niveau du Patronat gabonais sont issues de la Confédération Patronale Gabonaise (CPG) qui procède régulièrement à la mise à jour de son fichier d'adhérents par secteur d'activité. Les données de 2008 n'ont pu être collectées.

Les statistiques relatives à l'emploi dans la Fonction publique, à l'emploi selon le régime de cotisation à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et aux inscriptions à l'ONE sont proviennent des fichiers respectifs, du Ministère en charge des finances, de la CNSS et des publications de l'ONE.

En ce qui concerne les données sur le secteur moderne du secteur public, il noter que la répartition par catégorie des agents de l'Etat ne prend pas en compte les forces de sécurité.

Les activités de l'ONE sont concentrées à Libreville et à Port-Gentil. Ces activités concernent l'enregistrement des demandeurs d'emploi, la collecte des offres d'emploi et l'intermédiation entre l'offre et la demande pour une éventuelle embauche. Les prestations du FIR concernent les formations des demandeurs d'emploi pour entreprises (stages, formation d'insertion et de réinsertion), des formations relatives à l'auto emploi et les formations à la recherche d'emploi.

La DGS procède actuellement, sur la base des déclarations statistiques et fiscales et des déclarations de salaires versés, à une estimation des effectifs globaux employés par les entreprises privées et parapubliques du secteur moderne, pour les années 2006, 2007 et 2008.

3. Publications de référence

- Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation - Direction Générale de l'Economie - *Tableaux de Bord de l'Economie : situation 2004, 2005, 2006, 2007 et 2008.*
- Ministère de l'Emploi et de la prévoyance sociale - Office Nationale de l'Emploi - Rapports statistiques 2004, 2006, 2007 et 2008.
- Agence de Promotion des Investissements Privés - Service Etudes et Projet - *Rapport annuel sur l'investissement privé 2004-2007.*

4. Principales définitions

- **Actif**

C'est une personne âgée de 10 ans et plus, travaillant ou cherchant effectivement un emploi rémunéré.

- **Chômeur**

C'est un actif n'ayant pas travaillé depuis six mois, mais qui continue à chercher un emploi rémunéré.

- **Fonctionnaires**

C'est l'ensemble des agents permanents et contractuels employés par l'Etat.

- **Population active occupée**

C'est l'ensemble des actifs ayant effectivement travaillé au moins pendant une semaine au cours des six derniers mois.

- **Secteur moderne**

C'est l'ensemble des organismes publics et privés enregistrés et qui déposent régulièrement à la DGS leurs Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF).

- **Taux d'activité**

C'est le rapport, en pourcentage, entre la population active d'un âge donné et la population totale du même âge.

- **Branche d'activité**

C'est un regroupement des unités de production homogènes, qui fabriquent des produits ou rendent des services.

- **Secteur d'activité**

Un secteur d'activité regroupe des entreprises classées selon leur activité principale.

- **Salarié**

C'est une personne qui travaille, au terme d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou une rétribution équivalente.

- **Salaire**

C'est le paiement du travail convenu entre un salarié et son employeur

- **Secteur Secondaire**

C'est un regroupement de l'ensemble des activités consistant en une transformation plus ou moins élaborée des matières premières.

- **S.A**

C'est une société anonyme où l'exercice de l'activité est séparé de la responsabilité des actionnaires

- **S.A.R.L**

C'est une société regroupant des associés dont la responsabilité est limitée à leur apport personnel.

- **Entreprise**

C'est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

- **Entreprise individuelle**

C'est une entreprise constituée par une personne physique qui décide d'affecter une partie de son patrimoine à l'exercice d'une activité professionnelle. Elle n'a aucun statut juridique et donc aucune personnalité morale.

III.1.1 : Population active au Gabon

Tableau III.1.1.1 : Population active occupée, de 15 ans et plus, par sexe et par milieu de résidences en 2005

milieu de résidence	Sexe		Total	Ensemble	
	Hommes	Femmes		Urbain	Rural
Libreville	105 677	79 510	185 187	185 187	0
Port-Gentil	16 161	14 640	30 801	30 801	0
Nord	25 497	23 007	48 504	25 002	23 502
Sud	23 526	19 011	42 537	27 313	15 225
Est	32 094	26 855	58 949	43 451	15 497
Ouest ¹	36 297	30 207	66 504	36 271	30 233
Total	239 252	193 230	432 482	348 025	84 457

1. Sans Libreville et Port-Gentil

Source : DGSEE - EGEP 2005

Tableau III.1.1.2 : Population active occupée au gabon, des personnes âgées de 15 ans et plus, par sexe et par catégories socioprofessionnelles

Catégorie socioprofessionnelles	Sexe		Total
	Hommes	Femmes	
Cadre	26 798	7 791	34 589
Employé, ouvrier	83 392	36 488	119 880
Manœuvre	29 837	13 776	43 613
Patron, employeur	2 756	758	3 514
Pour propre compte	83 972	116 824	200 796
Apprenti	2 968	1 796	4 764
Aide familiale	9 045	15 260	24 305
Non déterminés	484	537	1 021
Total	239 252	193 230	432 482

Source : DGSEE - EGEP 2005

Tableau III.1.1.3 : Population active occupée, de 15 ans et plus, par sexe et par employeurs en 2005

Employeurs	Sexe		Total
	Hommes	Femmes	
Administration publique	39 601	21 832	61 433
Entreprise publique/parapublic	6 121	1 914	8 035
Grande entreprise privée	53 582	11 431	65 013
Micro-entreprise privée	132 038	142 066	274 104
Personnel de maison	7 452	15 374	22 826
Non déterminés	458	613	1 071
Total	239 252	193 230	432 482

Source : DGSEE - EGEP 2005

Tableau III.1.1.4 : Chômage par sexe et par milieu de résidence au Gabon en 2005

milieu de résidence	Sexe		Total	Ensemble	
	Hommes	Femmes		Urbain	Rural
Libreville	13 696	18 532	32 228	32 228	0
Port-Gentil	1 689	2 844	4 533	4 533	0
Nord	2 971	4 246	7 217	3 822	3 395
Sud	3 739	4 667	8 406	5 290	3 115
Est	3 100	5 923	9 023	6 369	2 654
Ouest ¹	4 717	7 010	11 727	6 438	5 290
Total	29 912	43 222	73 134	58 680	14 454

1. Sans Libreville et Port-Gnetil

Source : DGSEE - EGEP 2005

Tableau III.1.1.5 : Population de 15 ans et plus par sexe et par groupe d'âges en 2003 à Libreville

Classes d'âges	Hommes	Femmes	Ensemble	%
15-19	34 466	46 483	80 949	18,4
20-24	33 256	41 024	74 280	16,9
25-29	31 861	33 754	65 615	14,9
30-39	53 820	53 352	107 172	24,4
40-49	38 550	28 153	66 703	15,2
50 et +	24 468	20 792	45 260	10,3
Ensemble	216 421	223 558	439 979	100,0

Source : DGSEE - EDM 2003

Tableau III.1.1.6 : Population active occupée et taux d'activité de 15 ans et plus suivant le sexe et le groupe d'âges en 2003 à Libreville

Classes d'âge	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	taux	Effectif	taux	effectif	taux
	Occupé	d'activité	Occupé	d'activité	occupé	d'activité ¹
15-19 ans	590	1,8	1 580	3,5	2 170	2,8
20-24 ans	7 600	23,2	6 681	17	14 281	19,8
25-29 ans	16 274	54	10 925	32,8	27 199	42,9
30-34 ans	24 245	83,6	15 227	55,4	39 472	69,9
35-39 ans	22 360	92,3	15 077	59,4	37 437	75,4
40-44 ans	19 483	95	11 267	69,8	30 750	83,9
45-49 ans	16 619	95	7 850	71,3	24 469	85,9
50-54 ans	7 231	72,1	4 329	47,1	11 560	60,2
55-59 ans	3 758	51	951	27,1	4 709	43,6
59-64 ans	1 184	36	315	13,1	1 499	26,6
65 ans et +	123	3,1	174	4,8	297	3,9
Ensemble	119 467	56,5	74 376	34,3	193 843	45,3

1. Taux d'activité strict

Source : DGSEE - EDM 2003

III.1.2 : Emploi

Tableau III.1.2.1 : Emploi dans le secteur moderne

	2004	2005	2006	2007	2008
Secteurs privé et parapublic	54 897	54 884	51 629	54 042	50 628
Secteur public	54 415	56 785	58 809	64 035	68 540
Fonctionnaires	44 041	46 411	48 359	51 488	55 520
Main d'œuvre non permanente	6 484	6 484	6 560	8 657	9 130
Employés des collectivités locales	3 890	3 890	3 890	3 890	3 890
Total main d'œuvre salariée	109 312	111 669	110 438	118 077	119 168

Source : MEFBP-Direction Générale de l'Economie

Tableau III.1.2.2 : Effectifs dans l'Administration centrale

	2004	2005	2006	2007	2008
Pouvoirs publics	13 653	13 969	14 343	14 658	15 483
Administration générale	6 298	6 473	6 595	6 651	6 786
Administration économique	3 392	3 626	4 085	4 265	5 082
Administration du développement	2 196	2 328	1 988	2 845	2 738
Administration des transports	450	479	494	612	657
Administration de l'éducation	12 917	13 401	13 963	14 740	16 564
Autre Administration sociale	5 108	6 108	6 869	7 698	8 156
Autres	27	27	22	19	54
Total	44 041	46 411	48 359	51 488	55 520

Source : MEFBP-Direction Générale de l'Economie

Tableau III.1.2.3 : Emploi dans la Fonction publique

	2004	2005	2006	2007	2008
Administration centrale	44 041	46 411	48 359	51 488	55 520
Collectivités locales	3 890	3 890	3 890	3 890	3 890
Main d'œuvre non permanente	6 484	6 484	6 560	8 657	9 130
Libreville	3 640	3 640	3 716	3 761	4 110
Intérieur	2 844	2 844	2 844	4 896	5 020
Total salariés	54 415	56 785	58 809	64 035	68 540

Source : MEFBP-Direction Générale de l'Economie

Tableau III.1.2.4 : Evolution des effectifs du personnel civil et par catégorie dans la Fonction publique

	2004			2005			2006		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Catégorie A1	5 753	1 790	7 543	5 836	1 883	7 719	6 092	2 007	8 099
Catégorie A2	3 312	2 039	5 351	3 416	2 213	5 629	3 625	2 410	6 035
Catégorie B1	4 339	3 507	7 846	4 690	3 896	8 586	4 929	4 176	9 105
Catégorie B2	2 687	3 369	6 056	2 812	3 812	6 624	3 022	4 205	7 227
Catégorie C1	752	1 169	1 921	779	1 231	2 010	826	1 314	2 140
Catégorie C2	403	461	864	446	489	935	485	518	1 003
Autre catégorie	267	99	366	291	108	399	321	111	432
Total	17 513	12 434	29 947	18 270	13 632	31 902	19 300	14 741	34 041

Source : Direction de la Solde

Tableau III.1.2.5 : Emploi dans les sociétés privées et parapubliques¹

	2004	2005	2006	2007	2008
Agriculture	2 030	2 011	2 076	2 149	2 090
Pétrole	1 533	1 547	1 678	2 082	2 139
Mines	1 495	1 502	1 479	1 498	2 139
Bois	9 083	9 091	9 134	9 600	6 597
Industries Agro-alimentaires	1 975	1 875	2 203	2 254	2 176
Autres industries	1 779	1 790	1 798	1 820	1 625
Eau, électricité et raffinage	2 013	1 955	1 910	1 918	1 929
Bâtiment et travaux publics	4 860	4 847	4 901	4 941	4 942
Tranports et Télécommunications	11 052	11 193	7 032	7 718	6 720
Services	11 194	11 180	11 505	11 896	12 096
Commerce	5 732	5 732	5 873	6 085	6 085
Banques et Assurances	2 151	2 161	2 040	2 081	2 090
Total	54 897	54 884	51 629	54 042	50 628

¹Les années 2006, 2007 et 2008 sont des estimations

Source : DGE, Comité de privatisation

Tableau III.1.2.6 : Employeurs cotisant au régime général de la CNSS, par province

	2004	2005	2006	2007	2008
Estuaire	..	3 887	4 397	4 081	5 253
Haut-Ogooué	..	140	154	169	176
Moyen-Ogooué	..	43	44	60	66
Ngounié	..	79	85	89	92
Nyanga	..	43	44	46	48
Ogooué-Ivindo	..	36	44	44	44
Ogooué-Lolo	..	21	23	23	24
Ogooué-Maritime	..	801	872	978	1019
Woleu-Ntem	..	136	174	180	185
Total employeurs identifiés		5 186	5 837	5 670	6 907
Indéterminé	..	6	6	6	6
Total général	..	5 192	5 843	5 676	6 913

Source : CNSS

Tableau III.1.2.6.1 : Salariés cotisant au régime "Personnels de maison" de la CNSS, par province

	2004	2005	2006	2007	2008
Estuaire	56930	61147	66070	71133	76342
Haut-Ogooué	3795	4073	4281	4526	4841
Moyen-Ogooué	364	375	382	396	410
Ngounié	214	222	236	249	280
Nyanga	141	145	148	151	158
Ogooué-Ivindo	54	56	67	71	71
Ogooué-Lolo	220	248	282	292	311
Ogooué-Maritime	15798	1753	19006	20672	22336
Woleu-Ntem	322	364	417	455	484
Total salariés	77 838	68 383	90 889	97 945	105 233

Source : CNSS

Tableau III.1.2.6.2 : Salariés cotisant au régime "Personnels de maison" de la CNSS, par province

	2004	2005	2006	2007	2008
Estuaire	..	1345	1411	1481	1571
Haut-Ogooué	..	51	54	54	58
Moyen-Ogooué	..	4	4	5	6
Ngounié	..	30	30	30	32
Nyanga	..	10	10	10	10
Ogooué-Ivindo	..	15	15	15	15
Ogooué-Lolo	..	4	4	4	4
Ogooué-Maritime	..	312	351	373	402
Woleu-Ntem	..	45	46	46	46
Total salariés	..	1 816	1 925	2 018	2 144

Source : CNSS

Tableau III.1.2.6.3 : Salariés cotisant au régime "Personnels de maison" de la CNSS, par province

	2004	2005	2006	2007	2008
Estuaire	1229	1313	1407	1494	1577
Haut-Ogooué	25	27	31	36	40
Moyen-Ogooué	1	1	1	2	3
Ngounié	29	29	30	31	33
Nyanga	3	3	3	4	4
Ogooué-Ivindo	8	8	8	10	11
Ogooué-Lolo	2	2	2	2	2
Ogooué-Maritime	222	243	266	286	299
Woleu-Ntem	44	46	49	49	51
Total salariés	1 563	1 672	1 797	1 914	2 020

Source : CNSS

III.1.3 : Emploi dans le Secteur Privé

Tableau III.1.3.1 : Répartition des entreprises par secteur d'activité¹

Secteurs	2004	2005	2006	2007	2008
Primaire	..	63	64
Secondaire	..	243	196
Tertiaire	..	636	642
Non déterminé	..	70	64

Source : DGSEE

Tableau III.1.3.2 : Répartition des salariés par secteur d'activité¹

Secteurs	2005				2006			
	Effectif	Hommes	Femmes	N.D	Effectif	Hommes	Femmes	N.D
Primaire	5 319	87,2	11,3	1,5	5 007	89,6	10,4	0,0
Secondaire	10 083	83,3	13,2	3,0	9 473	85,3	14,7	0,1
Tertiaire	18 407	69,0	23,9	7,1	21 199	76,9	22,9	0,2
Secteur non déterminé	1 911	69,0	17,2	13,8	1 632	83,3	16,7	0,0
Total tous secteurs	35 720	75,8	18,7	5,5	37 311	81,0	18,9	0,1

1. Les années 2001 à 2004 et 2007 sont non disponibles.

ND : non déterminé.

Source : DGSEE

Tableau III.1.3.2.1 : Répartition des salariés par catégories socioprofessionnelles

Secteurs	2005				2006			
	Effectif	Hommes	Femmes	N.D	Effectif	Hommes	Femmes	N.D
Ensemble	35 720	27 108	6 658	1 955	37 311	30 230	7 038	43
Cadres Sup. Ing. et assimilés	2 480	2 031	439	12	2 612	2 090	520	3
Techniciens Supérieurs	1 801	1344	432	25	2 089	1 661	426	0
Techniciens	3 741	2817	883	41	3 176	2 287	883	6
Main d'œuvre qualifiée	5 849	4 574	1 111	164	5 718	4 494	1 218	6
Main d'œuvre spécialisée	11 225	8 800	2 099	326	11 088	9 159	1 929	0
Main d'œuvre Banale	7 094	5 626	1 199	270	8 988	7 559	1 429	0
Non Déterminés	3 530	1 917	494	1 117	3 640	2 981	633	28

Source : DGSEE

Tableau III.1.3.3 : Répartition des salariés par secteur d'activité et par nationalité

Secteurs	2005				2006			
	Effectif	hommes %	femmes %	N.D %	Effectif	hommes %	femmes %	N.D %
PRIMAIRE	5 319	87,2	11,3	1,5	5 007	89,6	10,4	0,0
Gabonais	4 733	88,1	11,9	0,0	4 371	89,1	10,9	0,0
CEMAC	45	93,3	6,7	0,0	139	97,8	2,2	0,0
Autres Africains	170	96,5	3,5	0,0	214	95,3	4,7	0,0
Non Africains	286	89,2	10,8	0,0	186	90,3	9,7	0,0
ND	85	5,9	0,0	94,1	97	87,6	11,3	1,0
SECONDAIRE	10 083	83,8	13,2	3,0	9 473	85,3	14,7	0,1
Gabonais	8 492	85,4	14,6	0,1	6 986	82,6	17,4	0,0
CEMAC	316	92,7	7,3	0,0	250	87,2	12,8	0,0
Autres Africains	630	94,3	5,6	0,2	506	91,1	8,9	0,0
Non Africains	485	62,7	6,0	31,3	283	89,4	10,6	0,0
ND	160	6,9	2,5	90,6	1 448	95,1	4,6	0,4
TERTIAIRE	18 407	69,0	23,9	7,1	21 199	76,9	22,9	0,2
Gabonais	15 785	67,9	25,0	7,0	17 518	77,4	22,4	0,2
CEMAC	432	81,5	18,3	0,2	967	76,2	23,7	0,1
Autres Africains	1 142	87,7	12,2	0,2	1 018	86,5	13,4	0,1
Non Africains	818	73,2	26,8	0,0	1 227	74,7	25,0	0,2
ND	230	8,7	5,2	86,1	480	44,0	55,4	0,6
NON DECLARE	1 911	69,0	17,2	13,8	1 632	83,3	16,7	0,0
Gabonais	1 432	79,5	20,4	0,1	1 163	80,3	19,7	0,0
CEMAC	52	78,8	21,2	0,0	45	88,9	11,1	0,0
Autres Africains	87	87,4	12,6	0,0	95	87,4	12,6	0,0
Non Africains	74	79,7	20,3	0,0	309	94,5	5,5	0,0
ND	266	1,5	0,0	98,5	9	44,4	55,6	0,0
NON DETERMINES	3 530	54,3	14,0	31,7	3 640	81,9	17,4	0,7

Source : DGSEE

Tableau III.1.3.4 : Répartition des salariés par groupe d'âge en 2005 et 2006

	2005	2006
	Effectif	Effectif
ENSEMBLE	39 250	40 951
16-24 ans	1 987	2 242
25-29 ans	5 554	6 048
30-34 ans	6 855	7 728
35-39 ans	6 198	6 943
40-44 ans	5 553	5 695
45-49 ans	4 449	4 503
50-54 ans	2 919	3 004
Plus de 55 ans	752	794
Non déterminé	4 983	3 994

Source : DGSEE

III.1.4 : Créations d'entreprises

Tableau III.1.4.1 : Activités de l'APIP

	2004	2005	2006	2007	2008
Entreprises					
Individuelle	1 571	1 564	1 483	1 965	..
Personne Morale	811	685	988	953	..
TOTAL	2 382	2 249	2 471	2 918	..

Le total par an représente le nombre de créations annuelles d'entreprises

Source : APIP

Tableau III.1.4.2 : Entreprises créées selon la forme juridique

Forme juridique	2004	2005	2006	2007	2008
Individuelle	1 571	1 564	1 483	1 965	..
SUARL	176	106	35	52	..
SARL	588	563	935	871	..
SA	31	16	17	19	..
SUCCESSALES + AUTRE	16	0	1	11	..
Total	2 382	2 249	2 471	2 918	..

Source : APIP

Tableau III.1.4.3 : Entreprises créées selon la branche d'activité

Branches	2004	2005	2006	2007	2008
Agro-Industrie	494	292	..
Transport	173	0	..
Télécom	74	0	..
Prest. de service	988	1 167	..
Autres	742	1 459	..
TOTAL	2 382	2 249	2 471	2 918	..

Source : APIP

Tableau III.1.4.3.1 : Entreprises créées par des Gabonais

	cumul				
	2004	2005	2006	2007	2008
Entreprises	1 265	1 238	1 407	1 621	..

Source : APIP

Tableau III.5.1 : Effectif des entreprises enregistrées dans l'assiette fiscale¹

	2004	2005	2006	2007	2008
Activité fiscale	504	518	516	610	..

1. Ce sont des entreprises assujetties à l'activité fiscale

Source : Direction Générale des Impôts

III.1.6. : Activités du Patronat gabonais

Tableau III.1.6 : Adhésions par secteur et par lieux de résidence

	cumul 2007					TOTAL
	Libreville	Port-Gentil	Franceville	Moanda	Non déterm.	
Portuaire	7	1	0	0	18	26
Maritime	6	1	0	0	2	9
Assurance	12	4	0	0	0	16
Banque	7	0	0	0	0	7
Bâtiment	20	0	0	0	3	23
Cabinet Conseil	12	1	0	0	2	15
Commercial	18	0	0	0	2	20
Communication	13	0	0	0	2	15
Courtage	5	1	0	0	0	6
Energie	6	0	0	0	2	8
Forestier	1	1	0	0	0	2
Hotellerie	4	2	0	0	1	7
Industriel	20	0	1	0	3	24
Mine	1	6	0	1	0	8
Pétrolier	1	0	0	0	53	54
Représentation industrielle	12	0	0	0	0	12
Service	7	0	1	0	2	10
Transport aérien	3	0	0	0	2	5
Transport terrestre	4	0	0	0	0	4
Autres transports	0	0	0	0	7	7
Total	159	17	2	1	99	278

Source : Confédération patronale gabonaise

III.1.5 : Demandeurs d'emploi

Tableau III.1.5.1 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'Office national de l'emploi - Placements

	2004	2005	2006	2007	2008
Demandeurs d'emploi inscrits ⁽¹⁾	3 175	3 140	4 569	2 704	3 168
Embauches directes réalisées	264	359	692	509	620
Embauches induites ⁽²⁾	105	64	163	150	180
Total placement⁽³⁾	369	423	855	659	800

(1) Libreville et Port-Gentil

(2) Embauches réalisées après stage en entreprise par le biais du FIR .

(3) Salariés et indépendants

Source : ONE

Tableau III.1.5.2 : Offres d'emploi reçues et gérées par l'Office national de l'emploi

	2004	2005	2006	2007	2008
Employeurs	135	180	217	234	299
Offres en cours d'année (1)	548	551	1 013	758	917

(1) y compris les offres non satisfaites l' année antérieure.

Source : ONE

Tableau III.1.5.2.1 : Offres d'emploi offertes par catégories socio-professionnelles

	2004	2005	2006	2007	2008
Cadres/ingénieurs	57	82	77	106	174
Techniciens supérieurs	133	146	171	238	282
Techniciens	116	90	120	169	196
Mains d'œuvre qualifiée	86	97	415	91	117
Mains d'œuvre spécialisée	78	95	192	136	126
Autres mains d'œuvre	78	41	37	18	22
Total	548	551	1 013	758	917

Source: ONE

Tableau III.1.5.3 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'Office national de l'emploi par sexe

	2004	2005	2006	2007	2008
Hommes	2 110	2 081	2 360	1 740	2 213
Femmes	1 065	1 059	2 209	964	955
Total	3 175	3 140	4 569	2 704	3 168

Source : ONE

Tableau III.1.5.4 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'ONE par tranches d'âge

Tranche d'âge	2004	2005	2006	2007	2008
16-19	0	0	33	18	10
20-24	124	253	513	321	389
25-29	795	1 024	1426	1060	1322
30-34	1 216	993	1247	840	967
35-39	563	440	674	239	278
40-44	267	235	393	118	102
45-49	134	134	199	65	51
49 et +	76	61	84	43	49
Total	3 175	3 140	4569	2704	3168

source : ONE

Tableau III.1.5.5 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'ONE par niveau d'étude

Niveau d'instruction	2004	2005	2006	2007	2008
Aucun	6	17	35	8	11
Primaire	219	261	441	84	61
Secondaire court	1 038	1 176	1946	677	654
Secondaire long	829	689	1026	561	702
Bac +1	255	200	243	178	245
Bac +2	247	189	214	261	304
Bac + 3	303	231	277	342	476
Bac + 4	156	204	193	317	335
Bac + 5 et plus	122	173	194	276	380
Total	3 175	3140	4569	2704	3168

source : ONE

Tableau III.1.5.5.1 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'ONE par niveau d'enseignement

Niveau d'enseignement	2004	2005	2006	2007	2008
Etude supérieur prof.	622	575	567	335	979
Etude secondaire prof.	518	484	877	519	396
Etude supérieur générale	441	327	530	314	789
Etude secondaire générale	248	267	498	295	190
Etude primaire	848	910	1 183	700	475
Aucun niveau	498	577	914	541	339
Total	3 175	3 140	4 569	2 704	3 168

source : ONE

Tableau III.1.5.5.2 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'ONE par sexe et par niveau d'étude en 2008

Niveau d'instruction	2007			2008		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Aucun	6	2	8	8	3	11
Primaire	64	20	84	46	15	61
Secondaire court	420	257	677	468	186	654
Secondaire long	368	193	561	497	205	702
Bac +1	111	67	178	183	62	245
Bac +2	170	91	261	216	88	304
Bac + 3	206	136	342	304	172	476
Bac + 4	196	121	317	218	117	335
Bac + 5 et plus	199	77	276	273	107	380
Total	1 740	964	2 704	2 213	955	3 168

Source : ONE

Tableau III.5.5.3 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'ONE avec ou sans diplôme

Diplôme obtenu	2004	2005	2006	2007	2008
3 ^{ème} cycle	32	31	46	27	221
Ingénieur/DESS	124	122	178	105	215
Maîtrise/Licence	216	214	311	184	427
B.T.S/ D.U.T	327	323	471	279	492
DUEL/ DEUG	25	25	37	22	37
Baccalauréat	35	35	50	30	50
BET	213	210	306	181	326
BEP/BETI	102	100	146	87	128
CAP/CFP	406	402	585	346	267
BEPC	238	236	343	203	190
CEPE	822	813	1 183	700	474
Total des diplômés¹	2 540	2 512	3 655	2 164	2 827
Total sans diplômes	635	628	914	540	341
Total des demandeurs	3 175	3 140	4 569	2 704	3 168

1. Y compris le diplôme de l'Ecole normale de commerce (DENC)

source : ONE

Tableau III.1.5.5.4 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'ONE avec ou sans diplôme

	2007			2008		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
3 ^{ème} cycle	17	7	24	139	82	221
Ingénieur/DESS	227	82	309	170	45	215
Maîtrise/Licence	205	138	343	273	154	427
B.T.S/ D.U.T	243	168	411	335	157	492
DUEL/ DEUG	23	4	27	34	3	37
DENC	15	24	39	28	22	50
Baccalauréat	174	78	252	234	92	326
BET/BEP/BETI	66	21	87	105	23	128
CAP/CFP	140	139	279	165	102	267
BEPC	111	-96	15	143	47	190
CEPE	309	160	469	345	129	474
Aucun	210	239	449	242	99	341
Total	1 740	964	2 704	2 213	955	3 168

1. L'année 2006 fait le cumul des données depuis 1994.

Source : ONE

Tableau III.1.5.6 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'ONE par raison et/ou nécessité

Raison/nécessité	2004	2005	2006	2007	2008
Premier emploi	834	1 015	1 780	1 247	1 985
Nouvel emploi	2 341	2 125	2 789	1 457	1 183
Total	3 175	3 140	4 569	2 704	3 168

Source : ONE

Tableau III.1.5.6.1 : Nature de la demande par sexe en 2007 et 2008

	2007			2008		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Premier emploi	470	287	757	1 331	654	1 985
Nouvel emploi	1 270	677	1 947	882	301	1 183
Total	1 740	964	2 704	2 213	955	3 168

Source : ONE

Tableau III.1.5.7 : Raison/ Nécessité de la demande par sexe

Raison de perte d'emploi	2004	2005	2006	2007	2008
Licenciement économique	224	173	355	109	147
Licenciement	150	105	328	51	39
Fermeture	188	161	274	67	56
Fin CDD	757	796	1 198	719	486
Fin intérim	229	187	212	143	14
Départ volontaire	76	56	40	17	148
Sortie de stage	408	366	23	0	0
Emploi précaire	57	23	12	7	12
Chômage technique	0	20	0	0	0
Actif stable/changer emploi	0	0	0	0	0
Autres	252	237	347	344	282
Total	2 341	2 124	2 789	1 457	1 183

Source : ONE

Tableau III.1.5.8 : Evolutions sectorielle des demandes en fonction des pertes d'emplois

Secteurs	2004	2005	2006	2007	2008
Primaire	241	287	296	87	71
Secondaire	480	452	566	255	207
Tertiaire	1 620	1 385	1 927	1 115	905
Total	2 341	2 124	2 789	1 457	1 183

Source : ONE

Chapitre III.2 Revenus et transferts sociaux

1. Présentation

En 2005, l'ensemble des revenus primaires des ménages est évalué à 1693,5 milliards de francs CFA, soit une augmentation d'environ 3,9 % par rapport à 2004 et le revenu disponible brut des ménages se situe à hauteur de 1605,2 milliards de Fcfa, selon les données de la comptabilité nationale. Ces revenus sont structurellement constitués à plus de 60% de la rémunération des salariés reçue par les ménages.

En effet, c'est l'augmentation des revenus des entrepreneurs individuels qui a amélioré progressivement les revenus primaires des ménages. Aussi, certains transferts courants, entres autres les prestations sociales reçus par les ménages ont continué à stimuler la progression du revenu disponible brut des ménages.

Cependant, on peut noter que le taux moyen d'accroissement du revenu primaire a atteint 2,82% entre 2001 et 2005. Ce revenu est estimé à 1840,7 milliards de francs en 2008. Aussi, le revenu disponible brut des ménages s'établie à 1733,7 milliards en 2008, suite à un taux moyen d'accroissement quasiment de même ordre que le revenu primaire (2,6%) au cours de la même période.

Par ailleurs, le revenu national moyen par tête, approché par la dépense moyenne par tête montre de fortes inégalités non seulement entre les régions mais également entre les individus de la population gabonaise. En effet, le rapport des revenus entre les personnes les plus aisées et les personnes identifiées comme les plus pauvres est environ de 8 points, selon les données issues de l'Enquête sur l'Evaluation et le suivi de la pauvreté réalisée en 2005.

2. Sources et méthodologie

Les informations présentées dans ce chapitre sont établies à partir de trois types de sources: les comptes nationaux, les fichiers administratifs et les collectes.

Les DSF sont exploitées par la DGS pour obtenir, entre autres, les revenus primaires des ménages et la masse salariale du secteur privé. Les traitements et salaires du secteur public et les transferts sociaux sont tirés de différents fichiers administratifs (Direction générale du budget, Caisse nationale de sécurité sociale, Trésor public, Ministère des affaires sociales, etc.). La masse salariale est déterminée par la DGS sur la base de ces informations (2004 et 2005).

Cependant, dans le cadre de cet Annuaire Statistique 2004-2008, les données sur la masse salariale de 2006 à 2008 proviennent des estimations de la DGE.

Les transferts sociaux de l'administration sont constitués des versements de pensions aux retraités du secteur public, aux allocataires de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et aux prestations du Ministère des Affaires Sociales fournies aux indigents et aux personnes handicapées, à travers la Direction Générale des Affaires sociales.

3. Publications de référence

- Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement - Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) - édition 2006
- Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement - Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques - *Les comptes nationaux du Gabon, Résultats synthétiques - Résultats définitifs 2001-2005* - mai 2009.

4. Principales définitions

- **Quartiles**

Les quartiles M1, M5 sont des tranches rassemblant chacune 20 % de la population selon le revenu disponible par tête. Le premier quartile (M1) regroupe les ménages et les populations considérés comme pauvres.

- **Rapport M1/M5**

C'est l'écart qui sépare le revenu national moyen des démunis aux personnes aisées. En 2005, ce rapport indiquait que le revenu moyen des plus démunis était 8 fois inférieur à celui des plus aisés.

- **Revenus**

La notion de revenu suppose des gains en espèces ou en nature perçus, à des périodes plus ou moins régulières, sous forme de rente ou de rémunération d'une activité économique. Parmi les types de revenus, on distingue :

1. le revenu disponible qui correspond au revenu net de transferts privés ;
2. les revenus primaires qui sont des revenus de l'activité des ménages issus du travail salarié (" rémunération des salariés ") ou de l'entreprise individuelle (" revenu brut des entrepreneurs individuels ") ;
3. les revenus divers qui comprennent les gains aux jeux d'argent, l'argent ramené de voyages, l'argent trouvé, etc.

- **Transferts sociaux**

Ce sont les ressources monétaires distribuées sous forme de primes, d'aides et/ou de pensions.

III.2.1 : RevenusTableau III.2.1.1 : Revenus primaires des ménages ¹

	Unité : milliard FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
Rémunération des salaires	1 602,0	1 668,0	1 687,2	1 828,4	1 978,0
Public	353,3	361,2	366,3	401,2	403,8
Privé	647,8	691,2	666,6	739,2	849,0
Revenu brut des entrepreneurs individuels	600,9	615,6	654,3	687,9	725,2

1. Depuis 2001, les comptes nationaux sont élaborés avec le model ERETES et selon la version SCN 93.

Source : DGSEE

Tableau III.2.1.2 : Masse salariale dans le secteur moderne

	Unité : milliard FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
Secteur public ¹	245,7	251,6	267,3	270,5	320,8
Secteur privé et parapublic	491,0	542,8	577,1	616,5	659,8
Total	736,7	794,4	844,4	887,0	980,6

1. Y compris les différentes Caisses, les collectivités locales et les administrations privées.

Source : DGSEE et DGE

Tableau III.2.1.3: Revenu moyen annuel par tête en 2005

	En Francs Cfa						
	Libreville	Port-Genti	Nord	Sud	Est	Ouest	Ensemble
Moyenne générale	964 494	602 305	578 429	527 902	730 151	849 867	799 903
20% les plus riches (M1)	2 355 614	1 311 821	1 293 741	1 181 463	1 743 882	1 947 735	1 929 245
20% les plus pauvres (M5)	307 106	225 224	202 029	185 097	231 722	271 520	245 638
M5/M1	7,7	5,8	6,4	6,4	7,5	7,2	7,9

Sources : EGEP 2005

III.2.2 Transferts sociaux

Tableau III.2.2.1 : Transferts sociaux de l'administration

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
CNSS						
Nombre d'allocataires	Allocataire	1 670	5 234	6 401
Pension vieillesse		1 420	4 357	5 659
Pension de survivant		186	851	730
Pension d'invalidité		64	26	12
Montant des prestations versées	Mio FCFA	330 099	634 631	288 208
Pension vieillesse	Mio FCFA	166 486,9	327 018,3	275 506,0
Pension de survivant	Mio FCFA	156 081,3	306 853,1	12 350,0
Pension d'invalidité	Mio FCFA	7 530,3	759,1	352,0
FONCTION PUBLIQUE						
Effectif total des retraités	1	9 768	10 541	11 298	11 554	11 876
Hommes	1	5 931	6 368	6 783	6 848	6 860
Femmes	1	3 837	4 173	4 515	4 706	5 016
Retraites versées	Mio FCFA	21 935	24 993	27 252	30 666	32 278
AFFAIRES SOCIALES						
Prestations aux handicapés	Mio FCFA	197,8	198,6	212,6	315,2	329,9
Prestations aux indigents	Mio FCFA	64,2	63,6	67,4	131,0	150,2

Sources : CNSS, Trésor public et Ministère des affaires sociales

Tableau III.2.2.2 : Accessoires de solde à la fonction publique

	Unité: million FCFA million FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
Allocations familiales	8 165,1	8 182,5	8 461,8	9 021,3	..
Allocations salaires uniques	1 308,8	1 328,1	1 338,2	1 331,1	..
Allocations rentrée scolaire	1 139,2	1 127,2	1 164,4	1 225,0	..
Valeur du smig en francs cfa/mois	44 000	44 000	80 000	80 000	80 000

Source : DGB

Tableau III.2.2.3 : Prestations aux handicapés et indigents

Unité: milliers FCFA

	2004	2005	2006	2007	2008
Prestations totales					
Estuaire	71 600	75 125	84 500	127 650	126 600
Handicapés	55 000	58 300	66 250	95 550	95 400
Indigents	16 600	16 825	18 250	32 100	31 200
Haut-Ogooué	33 725	32 650	33 900	53 275	53 350
Handicapés	28 050	27 250	28 200	42 075	40 500
Indigents	5 675	5 400	5 700	11 200	12 850
Moyen-Ogooué	14 200	14 075	13 850	22 125	25 400
Handicapés	9 250	9 300	9 150	13 575	15 300
Indigents	4 950	4 775	4 700	8 550	10 100
Ngounié	23 000	22 100	24 750	43 100	54 475
Handicapés	19 700	18 950	20 350	32 400	39 525
Indigents	3 300	3 150	4 400	10 700	14 950
Nyanga	12 250	12 200	12 550	19 500	22 625
Handicapés	11 100	11 050	11 400	17 100	19 425
Indigents	1 150	1 150	1 150	2 400	3 200
Ogooué-Ivindo	17 025	15 525	16 575	25 625	25 150
Handicapés	13 950	13 300	14 200	20 925	20 400
Indigents	3 075	2 225	2 375	4 700	4 750
Ogooué-Lolo	21 775	21 625	22 025	34 400	34 600
Handicapés	17 600	17 550	17 850	26 250	27 000
Indigents	4 175	4 075	4 175	8 150	7 600
Ogooué-Maritime	11 000	10 950	11 450	18 500	19 325
Handicapés	8 550	8 550	8 900	13 350	13 425
Indigents	2 450	2 400	2 550	5 150	5 900
Woleu-Ntem	57 425	57 750	60 400	102 000	118 475
Handicapés	34 600	34 400	36 300	54 000	58 875
Indigents	22 825	23 350	24 100	48 000	59 600
Total	262 000	262 000	280 000	446 175	480 000

Source: DGAS

Chapitre III.3 **Indice Harmonisé des prix à la consommation des ménages (IHPC)**

1. Présentation

Au cours de l'année 2008, le niveau général des prix à la consommation a atteint en moyenne 113,0 alors qu'il était de 107,4 en 2007, soit une croissance de 5,20%. Mais en moyenne annuelle, l'inflation s'élève à 4,70 en 2008. Cette variation est due, pour l'essentiel, à la hausse des prix des fonctions « **Produits alimentaires et boissons non alcoolisées** » (+7,85%) et « **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** » (+9,09%. Ces fonctions, du fait de leur poids important (53,44%) dans le panier des ménages, ont contribué pour près de la moitié (40,39%) à la variation des prix (23,7%) pour la première fonction et (16,7%) pour la deuxième fonction.

2. Sources et méthodologie

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) de la République Gabonaise est un indice de type Laspeyres qui couvre la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale. La population de référence est constituée de l'ensemble des ménages africains résidant dans la ville de Libreville.

Le panier de la ménagère comprend **394** variétés qui sont suivies dans **487** points de vente répartis dans la ville de Libreville. L'ensemble des types de points de vente concernés sont : marchés, échoppes dans la rue, boutiques, prestataires de services publics et privés ; **2965** relevés de prix sont effectués chaque mois.

L'année de base de l'IHPC est l'année 2004 durant laquelle l'ensemble des produits a été suivi.

Les pondérations de ce nouvel indice proviennent d'une enquête sur les dépenses des ménages réalisée en 2003 auprès de 1008 ménages de la capitale. La nomenclature de consommation est la COICOP (Classification Of Individual Consumption by Purpose) à 12 fonctions.

Les calculs des indices sont effectués à l'aide d'un logiciel informatique CHAPO (Calcul Harmonisé des Prix par Ordinateur) spécialement élaboré à cet effet.

Le raccordement avec l'indice base 100 en 1975 est possible en utilisant le coefficient de raccordement 4,904. Pour un mois donné, il suffit de diviser les anciens indices par ce coefficient pour les rendre comparables dans la nouvelle base.

La méthodologie utilisée est identique à celle de 17 autres pays d'Afrique subsaharienne francophone, ce qui donne à cet indice un niveau de comparabilité très fort avec ceux de ces pays.

Des compléments méthodologiques sont disponibles au niveau de la DGS.

Les pondérations par fonctions et postes de consommation sont les suivantes :

Fonctions	Pondérations	Fonctions	Pondérations
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	Transports	990
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	185	Communication	355
Articles d'habillement et chaussures	794	Loisirs et culture	503
Logement, eau, gaz, électricité et autres	2053	Enseignement	170
Meubles, articles de ménages et entretien	561	Restaurants et Hôtels	466
Santé	357	Biens et services	275
		Indice général	10000

3. Publications de référence

- Ministère de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme - Direction Générale des Statistiques (DGS) - publications mensuelles de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages (IHPC) - numéros de janvier 2008 à décembre 2008.

4. Principales définitions

- **Glissement annuel**

Le glissement annuel de l'indice est la variation de l'indice d'un mois donné de l'année n par rapport à celui du même mois de l'année n-1.

- **Indice annuel moyen**

Il correspond à la moyenne arithmétique simple des 12 indices mensuels de l'année.

- **Indice des prix à la consommation**

C'est le nombre permettant de mesurer, d'une période à une autre, l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages.

- **Prix annuel moyen**

C'est la moyenne arithmétique simple des 12 prix moyens mensuels d'un produit.

- **Variation annuelle moyenne**

Elle correspond à la variation de l'indice annuel moyen de l'année n par rapport à celui de l'année n-1.

- **Contributions aux variations mensuelles**

Elle correspond à la variation pondérée de la différence de l'indice du mois m par rapport à l'indice général du mois m-1.

- **Contributions aux variations annuelles**

Elle correspond à la variation pondérée de la différence de l'indice annuel moyen de l'année n par rapport à l'indice général de l'année n-1.

- **Inflation**

L'inflation d'un mois m est la variation de la moyenne des 12 derniers indices des prix mensuels par rapport à la moyenne des 12 derniers indices des prix mensuels précédant immédiatement.

III.3.1 : Indice des prix à la consommation des ménages

Tableau III.3.1.1 : Indice des prix à la consommation : indices annuels moyens¹

	base 100 = 2004				
	2004	2005	2006	2007	2008
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées		102,2	101,1	103,4	113,1
Boissons alcoolisées et tabac		100,1	98,8	99,5	101,5
Articles d'habillement et chaussures		96,9	102,3	104,2	101,5
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles		99,2	102,0	111,2	124,9
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison		99,6	98,3	108,8	112,3
Santé		102,8	112,6	110,3	114,2
Transports		98,8	101,7	115,4	112,9
Communications		188,8	116,0	139,3	143,6
Loisirs et culture		120,4	108,3	98,7	98,5
Enseignement		95,8	98,6	99,1	98,0
Restaurants et hôtels		100,7	99,3	101,5	108,7
Biens et services divers		98,9	95,7	96,3	102,8
INDICE GENERAL	100,0	103,7	102,2	107,4	113,0

1. Depuis 2004, l'indice a changé de base. On a procédé au raccordement pour calculer l'indice général de 2001 à 2004.

Source : DGSEE

Tableau III.3.1.2 : Indice des prix à la consommation : variations annuelles moyennes

	Unité: %				
	2004	2005	2006	2007	2008
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées			0,9	2,2	9,4
Boissons alcoolisées et tabac			-1,3	0,7	2,0
Articles d'habillement et chaussures			5,6	1,8	-2,5
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles			2,8	9,1	12,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison			-1,2	10,6	3,3
Santé			9,5	-2,0	3,5
Transports			3,0	13,5	-2,2
Communications			-38,6	20,1	3,0
Loisirs et culture			-10,1	-8,8	-0,3
Enseignement			2,9	0,5	-1,1
Restaurants et hôtels			-1,4	2,3	7,1
Biens et services divers			-3,2	0,6	6,7
INDICE GENERAL	0,0	3,7	-1,4	5,0	5,2

Source : DGSEE

Tableau III.3.1.3 : Indice des prix à la consommation : variations en glissement annuel

	Unité: %				
	2004	2005	2006	2007	2008
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées			2,0	3,4	9,1
Boissons alcoolisées et tabac			-0,8	1,5	0,8
Articles d'habillement et chaussures			5,7	0,4	0,1
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles			5,9	6,9	9,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison			-0,1	11,0	1,6
Santé			9,0	-2,4	3,0
Transports			3,5	16,2	1,4
Communications			-38,6	29,4	-1,0
Loisirs et culture			-16,6	-5,2	2,4
Enseignement			6,6	-3,8	-0,3
Restaurants et hôtels			-2,4	6,7	2,8
Biens et services divers			-3,2	2,4	3,9
INDICE GENERAL			-0,7	5,9	5,6

Source : DGSEE

Tableau III.3.1.4 : Indice des prix à la consommation : indices mensuels de 2004 à 2008 (indice général)

Base 100 = 2004

	Base 100 = 2004				
	2004	2005	2006	2007	2008
Janvier	100,0	102,1	102,1	101,7	108,8
Février	100,0	103,3	101,3	103,2	108,9
Mars	100,0	103,1	101,6	106,4	110,9
Avril	100,0	103,5	101,8	106,7	112,4
Mai	100,0	103,8	101,7	107,9	112,8
Juin	100,0	103,8	102,3	108,1	113,2
Juillet	100,0	103,7	102,6	108,4	114,1
Août	100,0	104,2	102,7	108,8	114,5
Septembre	100,0	104,0	102,7	109,3	114,7
Octobre	100,0	104,5	102,7	109,7	115,3
Novembre	100,0	104,5	102,2	109,1	115,4
Décembre	100,0	104,0	103,3	109,4	115,5

Source: DGSEE

Tableau III.3.1.4 : Indice des prix à la consommation : variations mensuelles de 2004 à 2008 (indice général)

En %

	En %				
	2004	2005	2006	2007	2008
Janvier	-0,8	1,9	-1,8	-1,5	-0,6
Février	0,2	1,2	-0,8	1,5	0,2
Mars	-0,1	-0,2	0,3	3,1	1,8
Avril	-0,5	0,4	0,2	0,3	1,3
Mai	0,0	0,3	-0,1	1,1	0,4
Juin	0,2	0,0	0,6	0,2	0,3
Juillet	0,1	-0,1	0,3	0,3	0,7
Août	0,2	0,5	0,1	0,4	0,4
Septembre	0,3	-0,2	0,0	0,5	0,2
Octobre	-0,2	0,5	0,0	0,4	0,5
Novembre	0,0	0,0	-0,4	-0,6	0,1
Décembre	0,1	-0,5	1,1	0,3602	0,1

Source : DGSEE

III.3.2 : Prix moyens à la consommation

Tableau III.3.2.1 : Prix annuels moyens de vente au détail de certains articles

	Unités	Unité: FCFA				
		2004	2005	2006	2007	2008
Baguette de pain	250 g	159	169	125	125	164
Manioc en tubercules	Kg	293	308	293	297	363
Manioc en bâtons	Kg	326	323	336	349	437
Manioc Congo	Kg	654	658	644	672	748
Banane plantain	Kg	470	503	504	496	561
Huile de palme raffinée locale	Litre	894	744	750	925	1 031
Ragoût de bœuf	Kg	2 993	3 030	3 000	3 415	3 500
Capitaine frais	Kg	1 982	2 000	2 305	2 486	2 458
Rouget frais	Kg	1 975	1 958	2 308	2 500	2 478
Sardines fraîches	Kg	664	676	662	650	749
Machoirons frais	Kg	1 159	1 200	2 433	2 433	2 346
Bière locale	66 cl	353	350	350	350	350
Whisky	Litre	11 880	11 665	12 268	12 615	12 615
Eau	50 m ³	18 986	19 301	19 542	19 963	20 915
Electricité	100 kwh	28 683	29 049	29 861	30 928	16 822
Lit ordinaire en bois	Unité	25 000	25 500	31 667	30 000	35 000
Consultation médicale généraliste	Unité	2 000	2 250	2 250	2 000	2 000
Billet d'avion Libreville - Port-Gentil ¹	Unité	110 900	93 475	67 350	81 000	79 845
Essence ordinaire	Litre	450	450	475	573	595
Gazole	Litre	345,0	345,0	365,0	453,0	470,0
Timbre poste tarif intérieur	Unité	125,0	125,0	125,0	167,0	250,0

1. Billet d'avion aller/retour.

Source : DGSEE

Chapitre III.4

Consommation des ménages

1. Présentation

La consommation finale des ménages est estimée à 1 932,0 milliards de francs CFA en l'an 2008, soit une augmentation de 10% par rapport à l'année 2007.

Malgré un taux d'inflation 5,3% en moyenne annuelle en 2008, la demande des ménages a été également stimulée grâce aux augmentations des revenus salariaux dans le secteur privé et des rémunérations des administrations publiques en 2008.

2. Sources et méthodologie

Les données concernant la consommation des ménages proviennent des dépenses globales de consommation au sens de la comptabilité nationale. La Direction de la Comptabilité nationale vient de publier des comptes nationaux sur la base de la méthodologie de la SCN 93, avec le module ERESTES.

Les données de 2004 et 2005 sont définitives. Par ailleurs, les données de 2006 à 2008 sont tirées des comptes rapides.

La structure de consommation des ménages obtenue en 2003, à partir d'une enquête dépenses des ménages de Libreville n'a pas été révisée.

3. Publications de référence

- Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation - Direction Générale de l'Economie - *Tableau de Bord de l'Economie - Situation 2008 - Perspectives 2009 - 2010 - n°39 - août 2009.*
- Ministère de l'Economie du Développement, de la Performance Publique, de la Prospective et de la Statistique- Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques- Les comptes nationaux du Gabon- version CN93- Résultats synthétiques - Définitifs 2001-2005, de mai 2009.

4. Principales définitions

- **Consommation finale des ménages**

La consommation finale des ménages est la valeur d'acquisition (toutes taxes comprises) de l'ensemble des biens et services marchands et non marchands utilisés par les ménages pour la satisfaction de leurs besoins. Elle inclut tous les biens d'équipement achetés, en dehors des logements acquis ou produits pour leur propre compte.

- **Corrections territoriales**

C'est une rubrique d'ajustement regroupant, d'un côté, tous les produits consommés par les résidents dans le reste du monde (on parle de « correction territoriale par les résidents ») et, de l'autre, tous les biens et services consommés par les non résidents sur le territoire national (« correction territoriale par les non résidents »).

- **Les quintiles Q1, Q2, Q3, Q4, Q5**

Ce sont des tranches regroupant chacune 20% de la population selon leur consommation monétaire annuelle. La tranche Q1 comprend les 20% des ménages les plus pauvres.

III.4.1 : Structure de la consommation globale des ménages

Tableau III.4.1.1 : Consommation des ménages par catégorie de produits au prix du marché

Groupes de produits	Unité: milliard FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
Produits agric. de l'élevage, chasse, de la forêt, de la sylv. et de la pêche	212,0	214,5	216,6	224,5	237,0
Produits de l'industrie alimentaire	232,3	242,1	242,6	284,5	338,5
Boissons et tabacs	121,6	127,9	145,8	164,4	171,4
Textiles et habillement	77,3	83,1	92,1	100,9	105,0
Produits de l'industrie de bois et d'ameublement	30,9	27,7	30,1	34,9	35,5
Produits chimiques et parachimiques	55,5	54,7	68,9	72,7	82,8
Produits de matériaux de construction	2,3	2,3	3,9	4,9	6,2
Produits du travail des métaux	29,5	31,0	36,7	39,0	38,8
Produits de l'eau et de l'électricité	39,4	42,7	42,3	48,3	51,4
Services des hôtels, bars et restaurants	72,3	75,8	84,2	92,2	92,9
Transports	74,9	80,4	85,3	86,8	88,3
Poste et télécommunications	68,6	81,9	96,1	103,5	106,8
Autres produits et services	340,1	346,0	365,9	391,9	429,4
Corrections territoriales	83,5	108,1	56,9	94,7	102,9
Total	1440,2	1518,2	1567,34	1743,12	1886,85

Source: DGSEE, DGS et DGE

Tableau III.4.1.2 : Structure de la consommation des ménages

Groupes de produits	Unité: %				
	2004	2005	2006	2007	2008
Produits agric. de l'élevage, chasse, de la forêt, de la sylv. et de la pêche	14,7	14,1	13,8	12,9	12,6
Produits de l'industrie alimentaire	16,1	15,9	15,5	16,3	17,9
Boissons et tabacs	8,4	8,4	9,3	9,4	9,1
Textiles et habillement	5,4	5,5	5,9	5,8	5,6
Produit de l'industrie de bois et d'ameublement	2,1	1,8	1,9	2,0	1,9
Produits chimiques et parachimiques	3,9	3,6	4,4	4,2	4,4
Produits de matériaux de construction	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Produits du travail des métaux	2,0	2,0	2,3	2,2	2,1
Produits de l'eau et de l'électricité	2,7	2,8	2,7	2,8	2,7
Services des hôtels, bars et restaurants	5,0	5,0	5,4	5,3	4,9
Transports	5,2	5,3	5,4	5,0	4,7
Poste et télécommunications	4,8	5,4	6,1	5,9	5,7
Autres services	23,6	22,8	23,3	22,5	22,8
Corrections territoriales	5,8	7,1	3,6	5,4	5,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DGSEE

Tableau III.4.1.3 : Structure de la consommation des ménages de Libreville en 2003

Fonction de consommation	Montant de la consommation en milliards de Fcfa	Part Budgétaire %
Alimentation et boissons non alcoolisée	155 394,0	31,7
dont :		
Riz	11 858,2	2,4
Pain ordinaire	11 768,1	2,4
viande boeuf frais	6 442,6	1,3
Morceaux poulet	9 805,3	1,8
Morceaux volaille	3 109,2	0,6
Poissons et autres produits frais de la pêche	14 556,2	3,0
Poissons et autres produits séchés ou fumés, conserves	7 209,1	1,5
Lait et produits laitiers	9 674,6	2,0
Oeufs	2 171,2	0,4
Huiles (arachides et palme)	6 254,2	1,3
Banane Plantain	5 128,3	1,0
Sucre	3 069,1	0,6
Piment	1 216,0	0,2
Cube	1 382,7	0,3
Concentre de tomate	1 336,9	0,3
Boissons non alcoolisées artisanales	365,0	0,1
Boissons non alcoolisées industrielles	9 213,6	1,9
Boissons alcoolisées et tabac	8 970,3	1,8
Boissons alcoolisées industrielles	6 583,0	1,3
Boissons alcoolisées artisanales	1 191,1	0,2
Habillement et chaussures	38 867,5	7,9
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	101 186,0	20,7
Loyer habitation	47 823,9	9,8
Consommation d'eau	11 263,0	2,3
Consommation d'électricité	25 153,3	5,1
Consommation de Gaz	1 560,0	0,3
Meubles, articles de ménages et entretien courant	27 054,8	5,5
Santé	17 445,8	3,6
Transports	48 180,4	9,8
Communications	10 992,3	2,2
Loisirs et cultures	31 505,7	6,4
Enseignements	8 369,6	1,7
Hôtels et restaurants	28 402,8	5,8
Biens et services divers	13 253,7	2,7
Total dépenses des ménages	489 623	100,0

Source : DGSEE/ Enquête Dépenses de Ménages à Libreville en 2003

Tableau III.4.1.4 : Consommation monétaire annuelle moyenne par quintile et statut de pauvreté

	En millions de franc Fcfa								
	Quintiles de niveau de vie					Statut			Ensemble
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Pauvre	Non pauvres		
Consommation annuelle par ménage	1,7	2,4	2,6	2,9	3,8	1,8	3,2	3	
Consommation annuelle par tête	0,20	0,34	0,44	0,62	1,49	0,22	0,91	0,81	
Part (%) de l'alimentation	58,6	52,0	47,8	44,2	31,5	58,2	39,1	40,8	

Source : EDM 2003

Chapitre III.5

Pauvreté dans les ménages

1. Présentation

L'Enquête Gabonaise Pour l'Evaluation et le suivi de la Pauvreté (EGEP) de 2005 a permis d'obtenir les indicateurs de pauvreté au Gabon.

Ainsi, dans le cadre de l'analyse de la pauvreté, seuls les concepts monétaire et humanitaire ont été retenus.

En effet, le concept de pauvreté a été identifié par rapport au niveau de satisfaction résultant de la quantité de biens et de services consommés qu'un individu peut s'offrir à travers son revenu. Tandis que le concept humanitaire est fonction des perceptions et des souhaits émis par un individu dans le cadre de son existence dans un milieu donné.

La prise en compte simultanée de ces deux concepts commande à la fois l'existence d'un minimum de biens et services dans la vie d'un individu et surtout la nécessité de disposer des besoins de base. Ainsi, la pauvreté a été définie comme étant une situation dans laquelle un individu vit en dessous d'un minimum socialement acceptable.

Pour appréhender la pauvreté au Gabon, des indicateurs ont été calculés :

- la ligne de pauvreté qui donne un niveau de revenu ou de dépense, capable de satisfaire le minimum vital d'un individu. Cette ligne permet de classer les pauvres et les non pauvres ;
- l'incidence de la pauvreté qui représente le nombre de pauvres dans la société ;
- la profondeur de la pauvreté ;
- la sévérité de la pauvreté qui mentionne le niveau des écarts entre les pauvres.

En 2005, 33% de Gabonais vivent en dessous de la ligne de pauvreté nationale qui est établie à 35 778 francs Cfa par mois. Par contre, le revenu national moyen par tête et par mois, mesuré à partir de la dépense totale par tête est de 66 660 francs Cfa.

Ce revenu dissimule de fortes inégalités entre les régions du Gabon, à savoir les régions de Libreville, Port-Gentil, le Nord (Woleu-Ntem et de l'Ogooué- Ivindo), le Sud (Ngounié et Ogooué-Lolo), l'Est (Haut Ogooué et Ogooué-Lolo) et l'Ouest (Moyen Ogooué, Estuaire non compris Libreville et l'Ogooué Maritime non compris Port-Gentil).

Les indicateurs sociaux calculés à partir de l'Enquête sur les dépenses des ménages à Libreville (EDML) donnent une certaine dimension de la Pauvreté à Libreville en 2003. Ces résultats ont été comparés avec ceux de l'EGEP en 2005.

L'EDML avait pour objectif principal la mise en place des structures de consommation des ménages pour le calcul de l'indice harmonisé des prix à la consommation des ménages.

Enfin, il faut remarquer que ces données n'ont pas été actualisées faute de nouvelles enquêtes.

2. Sources et méthodologie

Les données concernant la pauvreté proviennent de l'Enquête Gabonaise Pour l'Évaluation et le suivi de la Pauvreté (EGEP), réalisée en 2005 par la Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques, avec l'appui des partenaires au développement (BIRD, UE, BAD, PNUD et la Banque mondiale).

Cette enquête a servi à la rédaction du Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSRP) en République gabonaise.

Sur la base de l'évaluation de la pauvreté à partir de la consommation, un tableau comparatif a présenté les résultats de 2003 et 2005 à partir des principales caractéristiques des ménages.

En effet, sur l'hypothèse de la consommation calorique normative de 2010 kilos joules par jour et par personne, on a dégagé, à partir d'un panier constitué de 31 principaux produits consommés, les dépenses globales des ménages.

3. Publications de référence

- Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement - Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques - *Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCRCP)*.
- Banque mondiale / Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement (DGSEE) - *Diagnostic de la pauvreté au Gabon, octobre 2005*.

4. Principales définitions

• Consommation finale des ménages

La consommation finale des ménages est la valeur d'acquisition (toutes taxes comprises) de l'ensemble des biens et services marchands et non marchands utilisés par les ménages pour la satisfaction de leurs besoins. Elle inclut tous les biens d'équipement achetés, en dehors des logements acquis ou produits pour leur propre compte.

• Ligne nationale de pauvreté

La ligne nationale de pauvreté correspond à la dépense minimale nécessaire pour satisfaire les besoins vitaux de base dans un pays. Pour ce qui est du Gabon, la ligne nationale de pauvreté est évaluée à 429.336 francs Cfa par an.

• Lignes spécifiques de pauvreté

Les lignes spécifiques de pauvreté correspondent aux différences de coût de la vie pour la satisfaction des besoins minimaux dans les différentes régions.

III.5.1 : Pauvreté

Tableau III.5.1.1 : Lignes de Pauvreté par région et écart par rapport à la Ligne Nationale

Année 2005

	Ligne (en F.CFA)	Ecart
Libreville ¹	429 336	0
Port-Gentil	707 587	278 251
Nord urbain	388 000	-41 336
Sud urbain	355 503	-73 833
Est urbain	353 443	-75 893
Ouest urbain	448 930	19 594
Nord rural	373 796	-55 540
Sud rural	374 579	-54 757
Est rural	405 270	-24 066
Ouest rural	390 826	-38 510
Ligne nationale de pauvreté	429 336	-

1. Libreville est la ligne nationale de pauvreté au Gabon. En 2003, cette ligne était évaluée à 404 020 Fcfa

2. Le signe négatif donne les efforts à fournir pour atteindre la ligne nationale

Sources : EGEP 2005 et DSCR

	Incidence de la pauvreté	Profondeur de la pauvreté	Sévérité de la pauvreté
Milieu de résidence			
Urbain	29,8	8,5	3,5
Rural	44,6	16,0	7,5
Région de résidence			
Libreville	22,8	5,8	2,3
Port-Gentil	43,6	13,4	5,7
Nord	47,4	16,0	7,2
Sud	58,9	19,3	9,0
Est	37,2	11,6	5,1
Ouest/Centre	25,8	7,8	3,2
Ensemble	32,7	10,0	4,3

Sources : EGEP 2005 et DSCR

Tableau III.5.1.3 : Caractéristiques sociodémographiques de la Pauvreté des Ménages
En 2005

	Incidence de la pauvreté	Profondeur pauvreté	Sévérité de la pauvreté	Répartition de la population	Répartition des pauvres
Milieu de résidence					
Urbain	29.8	8.5	3.5	80.1	73.0
Rural	44.6	16.0	7.5	19.9	27.0
Région de résidence					
Libreville	22.8	5.8	2.3	42.4	29.5
Port- Gentil	43.6	13.4	5.7	7.0	9.4
Nord	47.4	16.0	7.2	11.4	16.5
Sud	53.9	19.3	9.0	10.5	17.4
Est	37.2	11.6	5.1	13.6	15.5
Ouest	25.8	7.8	3.2	15.0	11.8
Sexe du chef					
Homme	31.2	9.2	3.8	73.3	69.9
Femme	36.9	12.2	5.6	26.7	30.1
Nationalité du chef					
Gabonais	35.7	11.1	4.8	84.6	92.3
Non Gabonais	16.5	3.7	1.4	15.4	7.7
Age du chef					
Moins de 30 ans	28.4	8.2	3.4	10.1	8.8
30 à 39 ans	27.9	8.5	3.6	27.5	23.4
40 à 49 ans	33.5	9.8	4.0	30.2	30.8
50 à 59 ans	33.6	11.1	5.1	18.5	19.0
60 et plus	42.9	13.3	5.8	13.7	17.9
Instruction du chef					
Aucun	44.6	15.4	7.2	12.8	17.5
Primaire	43.2	14.1	6.3	22.3	29.4
Secondaire 1	35.7	10.6	4.4	31.4	34.3
Secondaire 2	23.7	6.0	2.3	19.2	13.9
Supérieur	11.3	2.7	0.9	14.3	4.9
GSE du chef					
Cadre	10.3	2.6	0.9	14.3	4.5
Employés/ouvriers	31.5	8.3	3.2	29.8	28.7
Autres salariés	35.5	11.9	5.3	8.2	8.9
Indépendant agricole	52.7	18.7	8.8	15.5	24.9
Indépendant non agricole	25.6	6.6	2.6	13.9	10.9
Chomeurs	44.4	14.4	6.4	5.3	7.2
Inactifs	37.4	12.2	5.5	13.1	15.0
Pluri-activité du chef					
Sans emploi	39.4	12.8	5.8	18.4	22.2
Activité unique	31.0	9.2	3.9	76.9	72.8
Pluri-actif	34.9	11.9	5.7	4.7	5.0
Nombre d'actifs					
Aucun	38.5	12.3	5.6	8.5	10.0
Un actif	29.2	8.5	3.6	40.3	36.0
Deux actifs	29.4	8.7	3.6	32.3	29.0
Trois actifs et plus	43.4	14.4	6.4	18.9	25.1
Total	32.7	10.0	4.3	100.0	100.0

Sources : EGEP 2005 et DSCR

Tableau III.5.1.4 : Synthèse de l'évolution des principaux indicateurs socio-économiques liés à l'analyse de la pauvreté dans la capitale gabonaise (2003) et sur sur le plan national (2005)

Variables	Part dans la population (%)		Revenu moyen par tête (F CFA)		Part dans le revenu total (%)	
	2003	2005	2003	2005	2003	2005
Sexe						
Homme	77,5	71,8	842 452	998 308	77,7	74,3
Femme	22,5	28,2	832 727	878 459	22,3	25,7
Typologie du ménage						
Unipersonnel	3,3	5,3	2 092 040	2 400 866	8,2	13,1
Couples sans enfant	3,0	3,6	1 654 431	1 756 719	5,9	6,6
Couples avec enfants	29,8	24,8	814 385	912 348	28,8	23,5
Monoparental nucléaire	5,1	7,4	948 595	1 148 870	5,7	8,8
Monoparental élargi	14,8	19,3	783 864	701 822	13,8	14
Famille élargie	44,0	39,6	715 861	827 450	37,5	34
Niveau d'instruction						
Aucun	7,0	6,6	692 144	946 053	5,8	6,5
Primaire	16,8	15,3	674 790	745 634	13,5	11,8
Secondaire	62,8	58,9	775 591	844 442	57,9	51,6
Supérieur	13,4	19,2	1 427 130	1 513 577	22,8	30,1
Quintile du niveau de vie						
20% plus pauvres	20,0	20,1	303 235	307 906	7,2	6,4
Q40	20,9	19,9	462 029	491 648	11,5	10,1
Q60	19,1	20,0	634 569	688 547	14,4	14,3
Q80	20,0	20,0	892 987	981 992	21,3	20,4
20% plus riches	19,9	20,0	1 923 503	2 355 614	45,5	48,8
Total	100,0	100,0	840 264	964 494	100,0	100,0

Sources : DGSEE - EDML 2003, EGEP 2005

Chapitre III.6

Habitat et logement

1. Présentation

Le Gabon accuse un important déficit dans le secteur du logement. La production, dans ce secteur, reste mitigée au regard de la demande qui s'accroît chaque année. En effet, dans les grandes villes du pays, la demande en logements est chaque année plus forte que la précédente, en moyenne 1000 demandes par an.

On peut citer comme fait évocateur les innombrables constructions que l'on observe dans les quartiers sous intégrés de Libreville et Port-Gentil. Bon nombre de citoyens, pour répondre à ce besoin, parviennent tant bien que mal à se bâtir un logement à la mesure de leurs possibilités et au détriment des règles élémentaires d'urbanisation.

Justement, cet état de fait renforce l'imposante ségrégation spatiale des grandes villes gabonaises. Pourtant, l'accès au logement fait partie des points saillants de la politique du gouvernement qui a mis en place certaines institutions dans le but de faire accéder un maximum de ménages à la propriété. Elles concernent entre autres l'accès à la propriété foncière, l'accès aux logements sociaux et la facilitation des crédits logements.

La Direction Générale du Cadastre et des Travaux Topographiques et la Direction Générale de l'Urbanisme et des Aménagements Fonciers gèrent les questions foncières en ce qui concerne l'attribution et la régularisation des parcelles. Elles se chargent aussi de donner à nos villes une meilleure physionomie en réalisant les plans d'aménagement urbains.

Toutefois, l'action de ces entités administratives reste très peu ou mal connue des citoyens d'où les nombreux conflits fonciers qui se règlent assez souvent dans les tribunaux du Gabon. De plus, la difficulté d'y obtenir des informations exhaustives a rendu quasi impossible la quantification de l'information foncière nationale pour la période concernée.

La Société Nationale Immobilière (SNI) est l'opérateur immobilier national. Elle a pour mission de bâtir et d'offrir aux citoyens des logements sociaux accessibles à la population ayant un revenu modeste. Toutefois, il reste que depuis 2001, la production de cette structure n'excède pas 523 logements.

Entre 2001 et 2007, la SNI a produit en moyenne 74 logements par an alors qu'elle enregistre dans la même période 3013 demandes soit 430 demandes par an. Il apparaît donc évident que cet opérateur ne dispose pas en ce moment des capacités à pouvoir satisfaire la demande en logements sociaux au niveau national avec un ratio de 6 demandes pour un logement.

Dans la même période, elle a mis en vente 232 parcelles viabilisées. Au regard de la demande, l'offre de parcelles viabilisées reste également mitigée : 232 parcelles vendues contre 1143 demandes enregistrées soit 1 parcelle pour 5 demandes.

D'autre part, il importe de préciser que les difficultés actuelles de la SNI à mettre sur le marché plus de logements à coûts modérés tiennent de l'absence des mécanismes clairs de subvention. En effet, un logement ne devient social que si une partie des coûts de production est supportée par l'Etat. Or, selon la SNI, la contrepartie de l'Etat n'étant pas toujours assurée, la production des logements se réalise aux coûts réels du marché, les logements qu'elle produit sont de ce fait vendus aux mêmes prix que ceux des opérateurs privés.

Par ailleurs, la SNI officie dans le domaine du logement aux côtés de plusieurs entreprises immobilières privées dont les missions restent pour l'essentiel différentes de l'opérateur national. Toutefois, compte tenu des délais de collecte de données et de publication de l'annuaire 2008, il a été impossible de publier les statistiques de ces entreprises. De plus, le mutisme dont a fait preuve certains de ces opérateurs, malgré les correspondances de la DGS, a rendu difficile les efforts de collecte de données.

Enfin, le gouvernement gabonais a mis en place des mécanismes financiers permettant de faciliter et d'alléger le crédit immobilier auprès des institutions bancaires de la place.

Le Compte de Refinancement de l'Habitat du Gabon (CRH- Gabon) « refinance à long terme les crédits acquéreurs consentis par les banques agréés ». Les données du CRH-Gabon n'ont pu être obtenues en dépit de l'insistance de l'équipe de collecte. Les quelques informations y relatives contenues dans le présent chapitre ont été fournies par la BICIG. Dans tous les cas, les banques du Gabon interviennent régulièrement dans le secteur du logement par l'entremise des crédits immobiliers accordés aux ménages. Les lecteurs du présent chapitre peuvent en apprécier l'importance et les volumes de crédits immobiliers accordés entre 2001 et 2007.

La finalisation de ce chapitre a nécessité le recours aux données du RGPH 2003, de l'EGEP 2005 pour pallier les nombreux manquements imputables au mutisme des administrations citées plus haut. De plus, produire les statistiques de l'habitat et du logement à partir d'une enquête ou d'un recensement a toujours l'avantage d'assurer une meilleure couverture dans la mesure où la plus grande partie des acquisitions immobilières se fait en dehors des circuits formels.

Ainsi, 46% des ménages enquêtés sont propriétaires en 2005 des logements qu'ils occupent contre 44% de locataires. Autrement dit, un peu plus de deux 2 personnes sur 5 sont locataires. Ces chiffres donnent un aperçu des difficultés à posséder un logement.

Dans tous les cas, les données présentées à la suite du chapitre permettront de donner un aperçu de la situation de l'Habitat et du logement au Gabon dans l'édition 2010 de l'annuaire statistique du Gabon 2008.

2. Sources et méthodologie

La question de l'habitat et du logement au Gabon reste difficile à cerner du fait de la multiplicité d'acteurs intervenant à des niveaux divers. Chaque individu, dans l'essentiel de cas, s'approprie un lopin de terre, réalise des aménagements selon ses possibilités et bâtit un logement, le tout, dans une opacité qui rend difficile le suivi de ladite activité dans le pays. Dans tous les cas, on note quatre types d'intervenants dans le domaine du logement. Ce sont entre autres, les particuliers, les administrations publiques chargées des aménagements fonciers, les entreprises de construction de logements et les banques qui proposent les crédits immobiliers. La première catégorie d'intervenants agit pour l'essentiel en dehors des circuits formels. Aussi, la production des statistiques y relatives passe-t-elle nécessairement par une enquête auprès des ménages. Pour ce faire, il a été nécessaire de recourir aux données du RGPH 2003 et de l'EGEP 2005 dans la mesure où, il n'existe aucune base de données récente sur la question.

La production des statistiques qui suivent, a donc nécessité le concours de l'administration du cadastre et de l'urbanisme, des banques, et des promoteurs immobiliers.

Il a donc été nécessaire, pour assurer une couverture relativement importante, que toutes les administrations dudit secteur soit enquêtées afin d'obtenir les informations chiffrées officielles.

Cette approche qui, à priori semble aisée, s'est heurtée à quelques difficultés.

En effet, l'administration du cadastre n'a donné aucune suite aux requêtes introduites en son sein pendant la période de collecte. Quand à la Direction Générale de l'Urbanisme et des Aménagements Fonciers, seules quelques données concernant Libreville nous ont été fournies. D'où la quasi absence des statistiques foncières observées dans ce chapitre. Il est également à noter le mutisme de l'administration du CRH-Gabon qui a rendu difficile l'appréciation dans la totalité des crédits immobiliers refinancés.

En somme, seules les requêtes introduites à la SNI et aux établissements bancaires ont connu une suite favorable.

3. Principales définitions

- **Logement :**

Par logement on entend, l'ensemble des pièces qui, en tant qu'unité construite, sont destinées à être habitées par un ou plusieurs ménages privés. Un logement comporte un accès autonome depuis l'extérieur ou depuis un espace commun à l'intérieur du bâtiment (cage d'escaliers). Pour être considéré comme tel, un logement doit disposer d'une cuisine ou d'une cuisinette. Sont exclus du champ de la statistique les logements destinés à des fins autres que résidentielles (bureaux, cabinets médicaux, etc.) ainsi que locaux occupés par des ménages collectifs (homes, foyers, hôtels, hôpitaux, etc.).

- **Matériaux précaires :**

Matériaux de récupération, matériaux traditionnels, terre battue, brique de terre.

III.6.1 : habitat et Logement

III.6.1.1 Logements sociaux

Tableau III.6.1.1.1 : Répartition des logements construits par province¹ et par an

	2004	2005	2006	2007	2008
PROVINCES					
Estuaire	0	0	505	0	0
Haut-Ogooué	0	0	0	0	0
Moyen-Ogooué	0	0	0	0	0
Ngounié	0	0	0	0	0
Nyanga	0	0	0	0	0
Ogooué-Ivindo	0	0	0	0	0
Ogooué-Lolo	0	0	0	0	0
Ogooué-Maritime	0	0	0	0	0
Woleu-Ntem	0	0	0	0	0
Total	0	0	505	0	0

1. Les logements sont construits pour la location et/ou la vente.

Source : SNI

Tableau III.6.1.1.2 : Répartition des demandes de logements en location vente par province et par an

	2004	2005	2006	2007	2008
PROVINCES					
Estuaire	295	336	1 150	266	256
Haut-Ogoué	0	0	0	0	4
Moyen-Ogooué	0	0	0	0	1
Ngounié	0	0	0	0	0
Nyanga	0	0	0	0	0
Ogooué-Ivindo	0	0	0	0	0
Ogooué-Lolo	0	0	0	0	0
Ogooué-Maritime	0	-	7	11	3
Woleu-Ntem	0	0	0	0	0
Total	295	336	1 157	277	263

Source : SNI

Tableau III.6.1.1.3 : Evolution des demandes de terrains par province et par an

	2004	2005	2006	2007	2008
PROVINCES					
Estuaire	85	32	65	380	40
Haut-Ogoué	0	0	0	0	0
Moyen-Ogooué	0	0	0	11	14
Ngounié	0	0	0	0	0
Nyanga	0	0	0	0	0
Ogooué-Ivindo	0	0	0	0	0
Ogooué-Lolo	0	0	0	0	0
Ogooué-Maritime	0	0	0	0	0
Woleu-Ntem	0	0	0	0	0
Total	85	32	65	391	54

Source : SNI

Tableau III.6.1.1.4 : Evolution des ventes de terrains par la SNI

	2004	2005	2006	2007	2008
PROVINCES					
Estuaire	22	30	40	50	26
Haut-Ogoué	0	1	0	0	1
Moyen-Ogoué	0	0	2	0	3
Ngounié	0	1	0	0	1
Nyanga	0	0	0	0	0
Ogooué-Ivindo	0	0	0	0	0
Ogooué-Lolo	0	0	0	0	0
Ogooué-Maritime	0	0	0	0	5
Woleu-Ntem	0	0	0	0	0
Total	22	32	42	50	36

Source : SNI

III.6.2. Lotissements et gestion foncière

Tableau III.6.2.1 : Lotissements réservés aux opérateurs immobiliers à Libreville

Bénéficiaires	2004	2005	2006	2007	2008
Opérateurs immobiliers	3	1	5	12	..
Société nationale immobilière	3	0	0	1	..
Autres entreprises et industries	1	1	0	6	..
Personnes physiques	0	0	0	0	..
Autres bénéficiaires	0	0	0	1	..
Total	7	2	5	20	..

Source : DGUAF

Tableau III.6.2.2 : Régularisation de parcelles à Libreville

	2004	2005	2006	2007	2008
Régularisation partielle/enquête	295	305	234	257	608
Régularisation partielle/bornage
Demandes	3 858	5 051	2 603	5 225	4 822

Source: DGUAF

Tableau III.6.2.3 : Attribution des permis de construire à Libreville

	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre de construire attribué	..	59	4	8	95

Source: DGUAF

III.6.2.4. Attribution de titres foncières

	2004	2005	2006	2007	2008
Estuaire	218	68	126	183	127
Haut-Ogooué	0	0	13	67	2
Moyen-Ogooué	0	4	0	3	0
Ngounié	3	0	0	1	0
Nyanga	0	0	0	6	0
Ogooué-Ivindo	0	0	0	2	0
Ogooué Lolo	0	0	0	2	0
Ogooué-Maritime	20	32	30	27	16
Woleu-Ntem	0	0	0	5	1

Source : Conservation foncière

III.6.3. Les crédits immobiliers

Tableau III.6.3.1 : Evolution des crédits immobiliers¹

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre de crédits accordés	nombre	98	55	50	28	..
Capitaux dégagés	mio	1 797	1 069	1 457	788	..

1. Y compris les crédits refinancés au niveau du CRH.

Sources : BGD, BICIG et UGB

III.6.4. Situation de l'habitat au Gabon

Tableau III.6.4.1 : Statut d'occupation du logement des ménages en 2003

LIEU	Propriétaire	Locataire	Logé gratuite-ment par l'Etat	Logé gratuite-ment par l'employeur	Logé gratuitement par un bénéficiaire	Autres
MILIEU DE RESIDENCE						
Urbain	39,1	51,6	3,4	2,9	1,7	0,4
Rural	70,9	8,2	3,3	12,1	3,8	0,5
PROVINCES						
Estuaire	35,6	56,5	2,4	2,8	1,4	0,4
Haut Ogooué	53,7	26,9	5,4	8,9	3,8	0,5
Moyen Ogooué	52,2	28,7	3,8	11,3	2,6	0,3
Ngounié	68,8	17,2	5,3	3,7	3,4	0,5
Nyanga	67	18,2	5,4	3,3	3,6	0,7
Ogooué Ivindo	66,8	14,9	5,2	7,7	3,9	0,3
Ogooué Lolo	62,8	14,8	4,9	12	4,6	0,2
Ogooué Maritime	40,5	49,8	2,8	4,1	1,3	0,4
Woleu- Ntem	64,3	20,2	3,8	7,2	2,8	0,3
ENSEMBLE	45,8	42,5	3,4	4,8	2,2	0,4

Source: RGPH 03

Tableau III.6.4.2 : Statuts d'occupation et matériaux de construction des logements en 2005 (en%)

	Statut d'occupation du logement				
	propriétaires	propriétaires	Locataires	logés	total
	avec titre	sans titre		gratuit	
Matériaux précaires	13,8	60,3	15,1	10,8	100,0
Bois	13,3	36,9	41,7	8,1	100,0
Semi-dur	18,5	31,4	44,3	5,9	100,0
Parpaing	17,1	15,4	54,9	12,6	100,0
Autres	17,1	42,1	30,8	10,0	100,0
Total	15,4	30,1	44,3	10,2	100,0

Source: DGSEE-EGEP 2005

Tableau III.6.4.3 : Répartition des logements selon la nature des matériaux de construction en 2003 (suite)

MATERIAUX	Estuaire	Haut-Ogooué	Moyen-Ogooué	Ngounié	Nyanga
MURS					
Récupération	1.1	5.0	2.9	2.0	2.6
Traditionnel	0.5	1.5	2.9	4.2	6.8
Terre battue	0.3	9.5	1.1	16.3	6.1
Bois	37.6	24.8	67.7	44.0	31.6
Semi dur	4.8	12.5	1.9	3.2	5.6
Brique de terre	0.6	1.4	0.4	11.9	33.3
Parpaing	53.0	35.9	20.6	15.8	11.4
Autre	1.3	8.4	1.5	1.5	0.8

Source: DGS

Tableau III.6.4.3 : Répartition des logements selon la nature des matériaux de construction en 2003 (suite et fin)

MATERIAUX	Ogooué- Ivindo	Ogooué Lolo	Ogooué Maritime	Woleu-Ntem	Total général
MURS					
Récupération	2.7	2.5	2.0	2.3	1.9
Traditionnel	2.4	1.4	2.9	2.8	1.6
Terre battue	37.6	27.7	0.6	12.6	5.6
Bois	34.2	42.2	50.0	39.3	39.3
Semi dur	5.4	7.3	8.4	11.1	6.3
Brique de terre	2.7	2.1	2.7	2.9	2.9
Parpaing	11.3	13.7	28.5	22.6	38.8
Autre	2.4	2.4	3.9	4.9	2.6

Source: DGS

Tableau III.6.4.4 : Types de logements des ménages en 2005

	Fréquences	%
Maison individuelle	177 813	62,0
Maison à plusieurs appartements	58 009	20,2
Appartements et duplex	5 002	1,7
Concession	17 918	6,2
Chambre simple et autres	28 327	9,9
Total	287 069	100,0

Source : DGSEE-EGEP 2005

Tableau III.6.4.5 : Structure d'occupation du logement selon le sexe et le statut d'occupation

	Sexe du chef de ménage		
	masculin	féminin	total
Propriétaire avec titre	66,5	33,5	100,0
Propriétaire sans titre	67,9	32,1	100,0
Locataires	78,6	21,4	100,0
Logés gratuitement	77,3	22,7	100,0

Source : DGSEE-EGEP 2005

IV. SANTE, EDUCATION ET DEVELOPPEMENT HUMAIN

Chapitre IV.1

Santé

1. Présentation

Membre du programme de l'Organisation de l'Afrique Centrale sur les programmes des grandes endémies (OCEAC), le Gabon, à l'instar de la plupart des pays du Sud, bénéficie de l'appui de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et, parfois des partenaires au développement (Banque Mondiale, UNICEF, etc.) dans l'accomplissement de ses différents programmes sur la santé.

Le système de santé gabonais comprend quatre (4) secteurs : public, parapublic, paramilitaire et privé.

Dans le premier secteur, on retrouve l'ensemble des structures sanitaires appartenant à l'Etat et implantées sur l'ensemble du territoire national tandis que le secteur parapublic comprend essentiellement l'ensemble des entités sanitaires appartenant à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), à savoir la Fondation Jeanne Ebori (FJE), l'Hôpital Pédiatrique d'Owendo (HPO), le Centre Médico-Social de Libreville et l'Hôpital Paul Igamba de Port-Gentil.

Il convient également de souligner l'existence, au Gabon, de trois (3) hôpitaux spécialisés que sont : l'Hôpital psychiatrique de Melen, l'Hôpital hansenien d'Ebeigne (Oyem, en charge des lépreux) et celui de Nkembo (pour les tuberculeux).

A côté des structures publiques et parapubliques, on note la présence des structures relevant de la coopération entre le Gabon et d'autres pays partenaires dont les plus importantes sont l'hôpital sino-gabonais de Libreville et l'hôpital Albert Schweitzer de Lambaréné.

Quant au secteur paramilitaire, il comprend l'ensemble des unités sanitaires appartenant au Ministère de la Défense Nationale dont la principale est l'Hôpital d'Instruction des Armées Omar Bongo Ondimba (HIAOBO) de Libreville.

En ce qui concerne le secteur privé, il est constitué de l'ensemble des entités sanitaires du pays qui appartiennent à des particuliers dont les principales structures sont constituées d'hôpitaux, de polycliniques, des cliniques et des groupes médicaux dont les plus importantes se trouvent à Libreville.

Enfin, il convient de noter que l'organisation du système de santé au Gabon repose sur le découpage administratif sauf dans la province de l'Estuaire où il existe deux Directions Régionales de Santé (DRS) : la DRS Libreville/Owendo (DRSLO) et la DRS Ouest (pour le reste de la province de l'Estuaire). Mais, la DRSLO ne recouvre pas les principaux hôpitaux de Libreville et Owendo (excepté l'hôpital de la coopération sino-gabonaise). Ailleurs, une DRS correspond à une province.

En somme, l'architecture globale du système sanitaire montre qu'il existe :

- un niveau central composé de l'ensemble des directions centrales, y compris les programmes et les structures de soins et de diagnostics de référence (Centre hospitalier de Libreville, hôpital de Melen et hôpital de Nkembo) ;

- un niveau stratégique composé essentiellement des DRS, des bases épidémiologiques et de centres hospitaliers régionaux (9) implantés dans les chefs-lieux de province ;
- un niveau opérationnel composé de centres médicaux, de dispensaires, de centres de santé urbain et de district et des cases de santé.

Ainsi, le système permet une bonne couverture du territoire national et facilite l'accès aux structures sanitaires.

Cependant, l'offre de soins reste limitée à cause, entre autres, des problèmes d'équipements et de médicaments.

Aussi, malgré la présence de quatre centres publics régionaux d'école sanitaire et d'action sociale et d'une université des sciences de la santé, auxquels s'ajoutent des structures privées de formation, on observe encore une insuffisance quantitative et même qualitative des personnels de santé. En effet, on constate que le personnel existant est très inégalement réparti entre les régions sanitaires et une inadéquation entre les besoins du secteur et les formations du personnel de santé.

En outre, en dépit de l'existence de plusieurs structures sanitaires modernes implantées sur l'ensemble du territoire national, la population gabonaise fait encore largement appel à la médecine traditionnelle (surtout en milieu rural).

2. Sources et méthodologie

La Direction Générale des Ressources Humaines et des Moyens Généraux (DGRHMG), par le biais de la Direction de l'Informatique et des Statistiques (DIS), en charge des statistiques sanitaires publiques, ne dispose pas d'informations exhaustives sur les secteurs privé, parapublic et paramilitaire. Dans le souci de mieux coordonner des statistiques sanitaires publiques, il a également été créé au Ministère de la Santé Publique, avec l'appui des partenaires au développement, la Cellule d'Observation de la Santé Publique (COSP) dont les missions s'assimilent à celles de la DIS.

Les données présentées dans ce chapitre concernent globalement le secteur public. En effet, celles des autres secteurs nous sont parvenues partiellement.

Les données statistiques proviennent des divers rapports, documents de synthèse issus essentiellement de DIS et de la COSP, d'une part, et des questionnaires dûment remplis par des services appropriés de certaines structures sanitaires particulières (Centre Hospitalier de Libreville, HIAOBO, la Fondation Jeanne Ebori, etc.) et de certains programmes spécifiques tel que le Programme National de Lutte contre le Paludisme, d'autre part.

Toutefois, il convient de signaler que la Direction Générale de la Planification, des Infrastructures et des Equipements au Ministère de la Santé, la Direction générale de la santé publique et l'Office Pharmaceutique National (OPN) n'ont pu mettre à la disposition de la DGS les statistiques respectives sur les infrastructures, les équipements, le personnel sanitaire, la gestion des médicaments et des produits pharmaceutiques.

L'organisation du système sanitaire au Gabon ne permet pas de collecter facilement les données relatives à la santé publique. En effet, semble-t-il, les DRS n'ont pas la compétence de centraliser les données statistiques issues des formations sanitaires privées, parapubliques et paramilitaires implantées dans leurs circonscriptions respectives. Ce qui cause d'énormes problèmes de collecte dans ce secteur social.

Aussi, convient-il de noter que de nombreux questionnaires qui ont été déposés auprès de certaines entités administratives et/ou sanitaires depuis l'année 2008, jusqu'à ce jour, n'ont pas encore été remplis ; d'où le caractère incomplet de nos données.

3. Publications de référence

- Ministère de la santé publique - Direction des Ressources Humaines et des Moyens Généraux - Direction de l'Informatique et de la Statistique- *Annuaire statistiques de la santé 2005, 2006, 2007 et 2008.*
- Ministère de la santé publique - Cabinet du Ministre - *Fiche des données sanitaires pour la mise à jour du tableau de bord de la santé publique- année 2008.*
- Ministère de la santé publique - Direction Générale de la santé - *Synthèse*

4. Principales définitions

- **Naissances vivantes**
Elles correspondent à la naissance d'un enfant qui, lors de son arrivée au monde, présente un signe de vie marqué par le battement de cœur, un cri.
- **Naissance prématurée**
Naissance pesant moins de 2,5 kg survenue avant la 37^{ème} semaine de la grossesse.
- **Morbidité**
Etat de maladie que présente un individu à un moment donné.
- **Mortalité**
Branche de la démographie qui étudie les décès dans ses différentes composantes.

IV.1.1 : Dépenses de santé

Tableau IV.1.1 : Dépenses d'investissement sur budget national

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Montant des dépenses effectuées	Mio FCFA	6 801	4 050	4 903	7 719	18 796
Part des dépenses dans le budget général d'investissement	%	5,2	6,1	6,0	8,8	5,0
Part des dépenses dans le PIB	%	0,4	0,2	0,3	0,0	0,3

Sources : CGPD, DGPIE et DGS

IV.1.2 : Structures sanitaires publiques et privées

Tableau IV.1.2.1 : Nombre de centres hospitaliers par Direction Régionale de Santé ¹

Directions régionales de santé	En unité : nombre				
	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	4	6	6
Ouest	2	2	2
Sud Est	2	2	4
Centre	2	2	2
Centre Sud	2	2	1
Sud	1	1	1
Est	1	1	1
Centre Est	1	1	1
Maritime	2	2	2
Nord	1	1	3
Total	18	20	22

(1) Secteur public et privé

Sources : COSP et DRS

Tableau IV.1.2.2 : Nombre de centres médicaux

Directions régionales de santé	En unité cumulée				
	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	1	1	0
Ouest	3	3	3
Sud Est	13	11	11
Centre	2	2	2
Centre Sud	8	8	8
Sud	5	5	5
Est	3	3	3
Centre Est	3	3	3
Maritime	4	2	2
Nord	4	4	4
Total	46	42	41

Source : COSP

Tableau IV.1.2.3 : Nombre de dispensaires¹

Directions régionales de santé	cumulée				
	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	4	..	1	1	4
Ouest	19	..	26	23	23
Sud Est	66	..	56	81	81
Centre	16	..	34	27	30
Centre Sud	84	..	95	86	86
Sud	32	..	31	73	73
Est	19	..	20	45	45
Centre Est ¹	44	..	68	69	69
Maritime	35	..	50	50	50
Nord	44	..	40	55	55
Total	363	..	421	510	516

(1). Y compris des dispensaires fermés dans certains DRS.

Sources : COSP, DIS, OPN et DRS**Tableau IV.1.2.4 : Nombre de cases de santé**

Directions régionales de santé	cumulée				
	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	0	0	9
Ouest	1	4	4
Sud Est	5	2	2
Centre	10	10
Centre Sud	15	12	12
Sud	7	13	12
Est	24	21	21
Centre Est	2	7	7
Maritime	6	4	4
Nord	15	25	25
Total	98	106

Sources : COSP, OPN et DRS**Tableau IV.1.2.5 : Nombre de cliniques et polycliniques**

Directions régionales de santé					
	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	77	26	26
Ouest	0	0
Sud Est	0	0
Centre	0	0
Centre Sud	1	1
Sud	0	0
Est	0	0
Centre Est	0	0
Maritime	8	8	8
Nord	0	0
Total	35	35

Sources : COSP et DIS

Tableau IV.1.2.6 : Nombre de pharmacies

Directions régionales de santé	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	25	36	..
Ouest	1	..
Sud Est	1	8	..
Centre	0	..
Centre Sud	0	..
Sud	0	..
Est	1	0	..
Centre Est	0	..
Maritime	1	8	..
Nord	2	..
Total	55	..

Source : COSP**Tableau IV.1.2.7 : Nombre de centres de santé maternelle et infantile**

Directions régionales de santé	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	4	5
Ouest	3	0
Sud Est	1	2
Centre	2	1
Centre Sud	1	1
Sud	0	1
Est	1	1
Centre Est	1	2
Maritime	1	1
Nord	1	1
Total	15	15

Sources : COSP et DGPIE**Tableau IV.1.2.8 : Nombre de dépôts pharmaceutiques**

Directions régionales de santé	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	0	0
Ouest	6	6
Sud Est	18	18
Centre	12	7
Centre Sud	20	20
Sud	5	5
Est	10	11	11
Centre Est	11	11
Maritime	4	4
Nord	13	13
Total	100	95

Sources : OPN et DRS

Tableau IV.1.2.9 : Nombre de lits disponibles par Direction régionale de santé

Directions régionales de santé	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	..	1 019	1 679	1 588	2 664
Ouest	..	139	100	90	90
Sud Est	..	563	306	160	160
Centre	..	253	259	90	90
Centre Sud	549	549	549	143	143
Sud	182	234	235	120	120
Est	..	74	88	100	100
Centre Est	..	223	186	101	101
Maritime	233	233	233	121	121
Nord	..	657	255	135	135
Total	..	3 944	3 890	2 648	3 724

Sources : COSP, DIS, DGSSM, FJE, HPO, DGPIE, CHL, DRS et HCSG

IV.1.3 : Personnel sanitaire

Tableau IV.1.3.1 : Evolution cumulée du personnel sanitaire par DRS et spécialité ¹

	2004	2005	2006	2007	2008
DRS Libreville/Owendo					
Médecins généralistes	137	88	88
Chirurgiens dentistes	16	16
Chirurgiens	14	19	19
Pédiatres	18	18	18
Gynécologues/Obstétriciens	16	12	12
Pharmaciens	22	..	31
Sages femmes	254	317	317
Infirmiers d'Etat	379	443	443
Infirmiers Assistants/SOB	773	1067	1067
Autres
DRS ouest (Autre Estuaire)					
Médecins généralistes	12	17	17
Chirurgiens dentistes	0	3	3
Chirurgiens	3	1	1
Pédiatres	0	..	3	4	4
Gynécologues/Obstétriciens	0	..	2	4	4
Pharmaciens	12
Sages femmes	6	..	17	38	38
Infirmiers d'Etat	22	..	71	52	52
Infirmiers Assistants/SOB	53	..	140	292	29
Autres
DRS Sud-Est (Haut-Ogooué)					
Médecins généralistes	5	..	24	23	23
Chirurgiens dentistes	0	1	1
Chirurgiens	6	3	3
Pédiatres	1	1	1
Gynécologues/Obstétriciens	5	2	2
Pharmaciens	3
Sages femmes	8	..	25	21	21
Infirmiers d'Etat	37	..	133	138	138
Infirmiers Assistants/SOB	136	..	440	432	432
Autres
DRS centre (Moyen-Ogooué)					
Médecins généralistes	2	..	5	4	4
Chirurgiens dentistes	0	0	0
Chirurgiens	3	..	1	0	0
Pédiatres	1	..	1	1	1
Gynécologues/Obstétriciens	0	0	0
Pharmaciens	2
Sages femmes	7	..	10	8	8
Infirmiers d'Etat	12	..	8	12	12
Infirmiers Assistants/SOB	48	..	69	82	82
Autres

Sources : COSP et DIS

Tableau IV.1.3.1 : Evolution cumulée du personnel sanitaire par DRS et spécialité (suite)

	2004	2005	2006	2007	2008
DRS centre sud (Ngounié)					
Médecins généralistes	6	..	5	6	6
Chirurgiens dentistes	4	..	1	1	1
Chirurgiens	2		1	1	1
Pédiatres	2	..	1	0	0
Gynécologues/Obstétriciens	3	0	12
Pharmaciens	1	..	0
Sages femmes	24	..	17	16	16
Infirmiers d'Etat	107	..	37	43	43
Infirmiers Assistants/SOB	177	..	258	362	362
Autres
DRS sud (Nyanga)					
Médecins généralistes	2	..	12	4	4
Chirurgiens dentistes	1	..	1	1	..
Chirurgiens	1		..	2	2
Pédiatres	0	..	3	2	2
Gynécologues/Obstétriciens	1	..	2	1	4
Pharmaciens	1	..	1
Sages femmes	8	..	17	8	8
Infirmiers d'Etat	11	..	45	20	20
Infirmiers Assistants/SOB	85	..	159	130	130
Autres
DRS est (Ogooué-Ivindo)					
Médecins généralistes ¹	3	..	8	5	5
Chirurgiens dentistes	0	1	1
Chirurgiens	1		1	0	0
Pédiatres	1	..	1	0	0
Gynécologues/Obstétriciens	1	..	1	0	2
Pharmaciens	1	..	2
Sages femmes	9	..	18	3	3
Infirmiers d'Etat	29	..	40	24	24
Infirmiers Assistants/SOB	107	..	210	193	193
Autres ²
DRS centre est (Ogooué-Lolo)					
Médecins généralistes ¹	6	..	11	8	..
Chirurgiens dentistes	1	0	8
Chirurgiens	3		1	2	0
Pédiatres	0	..	1	0	2
Gynécologues/Obstétriciens	1	1	0
Pharmaciens	0	..	1		1
Sages femmes	8	..	14	13	13
Infirmiers d'Etat	50	..	34	40	40
Infirmiers Assistants/SOB	142	..	179	263	263
Autres ²

Sources : COSP et DIS

Tableau IV.1.3.1 : Evolution cumulée du personnel sanitaire par DRS et spécialité (suite et fin)

	2004	2005	2006	2007	2008
DRS maritime (Ogooué-Maritime)
Médecins généralistes	6	..	14	15	15
Chirurgiens dentistes	0	..	1	0	0
Chirurgiens	4	..	2	1	1
Pédiatres	1	..	1	2	2
Gynécologues/Obstétriciens	4	..	3	0	0
Pharmaciens	2	..	4
Sages femmes	26	..	24	19	19
Infirmiers d'Etat	29	..	33	30	30
Infirmiers Assistants/SOB	95	..	164	205	205
Autres ²
DRS nord (Woleu-Ntem)
Médecins généralistes	4	..	7	4	4
Chirurgiens dentistes	3	..	1	2	2
Chirurgiens	3	..	1	2	2
Pédiatres	1	..	1	1	1
Gynécologues/Obstétriciens	2	..	2	1	1
Pharmaciens	1	..	7
Sages femmes	27	..	28	17	17
Infirmiers d'Etat	39	..	49	39	39
Infirmiers Assistants/SOB	225	..	238	326	326
Autres ²

(1). les variations du nombre de personnel entre année et DRS dépendent des départs en stages, des décès, des affectations et des rétraites.

(2).Techniciens supérieurs: en santé publique (2), en Biologiste (1), en Biomédical (1), en Anesthésie (1), en Radiologie (1) et en ORL (1)

Sources : COSP et DIS

IV.1.3 : Activités de soins préventifs et lutte contre le paludisme

Tableau IV.1.3.1 : Activités de vaccination dans la DRS Libreville Owendo

	2004	2005	2006	2007	2008
Antigènes					
BCG	10 122	13 734	11 741	12 717	17 864
Polyomiélite 0	2 974	10 667	11 439	9 569	14 433
Polyomiélite 1	5 273	12 946	13 867	17 763	20 843
Polyomiélite 2	3 929	11 566	12 189	16 318	18 798
Polyomiélite 3	3 432	10 377	11 362	18 647	22 108
DTC polyomiélite 1	9 929	13 145	13 517	18 185	21 222
DTC polyomiélite 2	15 202	23 438	24 311	32 739	18 860
DTC polyomiélite 3	10 465	21 088	22 666	37 511	22 242
Rougeole	5 148	7 316	10 982	14 704	..
Fièvre jaune	3 122	6 531	11 498	15 944	19 871
Hépatite B	16 437	29 478	46 792	52 238	61 926
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	13 569	18 280	21 748	21 475	27 950
Total	99 602	178 566	212 112	267 810	..

Source : PEV

Tableau IV.1.3.2 : Activités de vaccination dans la DRS Ouest (Autre Estuaire)

	2004	2005	2006	2007	2008
Antigènes					
BCG	782	905	868	2 390	2 430
Polyomyélite 0	206	621	709	2 056	2 012
Polyomyélite 1	399	824	1 183	2 421	2 234
Polyomyélite 2	304	587	1 122	1 988	1 966
Polyomyélite 3	225	482	896	2 030	1 935
DTC polyomyélite 1	1 270	855	1 173	2 335	2 303
DTC polyomyélite 2	1 669	1 384	2 178	4 115	2 036
DTC polyomyélite 3	1 229	973	1 721	4 149	1 998
Rougeole	627	388	534	1 075	..
Fièvre jaune	88	338	370	1 100	1 278
Hépatite B	851	1 847	2 748	5 977	6 297
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	522	596	1 677	2 978	2 848
Total	8 172	9 800	15 179	32 614	..

Source : PEV

Tableau IV.1.3.3 : Activités de vaccination dans la DRS du Sud (Haut-Ogooué)

	2004	2005	2006	2007	2008
Antigènes					
BCG	4 037	2 242	5 240	6 614	6 598
Polyomyélite 0	573	987	3 416	4 161	5 691
Polyomyélite 1	1 073	1 281	4 623	5 487	6 557
Polyomyélite 2	1 037	1 051	3 560	5 503	6 322
Polyomyélite 3	938	721	3 463	5 480	6 684
DTC polyomyélite 1	4 967	2 619	4 303	6 065	6 526
DTC polyomyélite 2	6 285	3 019	6 844	11 650	6 349
DTC polyomyélite 3	3 794	2 104	6 584	11 828	6 482
Rougeole	6 073	1 400	3 117	4 897	..
Fièvre jaune	717	849	3 156	5 304	5 302
Hépatite B	5 084	2 682	9 593	17 320	19 912
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	4 727	4 108	10 418	10 412	12 313
Total	39 305	23 063	64 317	94 721	88 736

Source : PEV

Tableau IV.1.3.4 : Activités de vaccination dans la DRS du Centre (Moyen-Ogooué)

	2004	2005	2006	2007	2008
Antigènes					
BCG	917	1 436	1 667	1 891	2 114
Polyomyélite 0	348	1 300	1 645	2 027	2 080
Polyomyélite 1	584	1 395	1 815	2 163	2 026
Polyomyélite 2	584	1 180	1 544	2 009	1 980
Polyomyélite 3	556	1 054	1 348	2 130	1 998
DTC polyomyélite 1	1 323	1 463	1 808	2 039	2 024
DTC polyomyélite 2	1 896	2 405	3 086	3 907	1 980
DTC polyomyélite 3	1 836	2 156	2 688	4 136	1 998
Rougeole	948	831	1 104	1 945	..
Fièvre jaune	448	830	1 153	1 682	1 928
Hépatite B	3 370	2 515	4 838	6 279	6 005
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	2 136	1 907	2 377	2 627	2 637
Total	14 946	18 472	25 073	32 835	26 770

Source : PEV

Tableau IV.1.3.5 : Activités de vaccination dans la DRS du Centre-Sud (Ngounié)

	2004	2005	2006	2007	2008
Antigènes					
BCG	1 552	2 918	3 001	3 510	3 723
Polyomyélite 0	650	2 219	2 934	3 120	3 275
Polyomyélite 1	805	2 250	3 184	3 266	3 307
Polyomyélite 2	696	2 405	2 999	3 138	2 836
Polyomyélite 3	718	2 445	3 005	2 980	2 849
DTC polyomyélite 1	1 989	2 595	2 814	3 271	3 394
DTC polyomyélite 2	2 571	4 826	5 645	6 276	2 955
DTC polyomyélite 3	2 643	4 878	5 681	5 960	2 967
Rougeole	1 419	1 754	2 589	2 570	..
Fièvre jaune	759	1 973	2 475	2 627	2 422
Hépatite B	3 650	6 382	8 288	8 639	9 275
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	2 043	3 303	3 880	3 367	3 957
Total	19 495	37 948	46 495	48 724	40 960

Source : PEV

Tableau IV.1.3.6 : Activités de vaccination dans la DRS du Sud (Nyanga)

Antigènes	2004	2005	2006	2007	2008
BCG	895	908	869	1 394	1 693
Polyomyélite 0	217	511	717	919	841
Polyomyélite 1	533	966	816	1 312	1 582
Polyomyélite 2	512	820	632	1 310	1 398
Polyomyélite 3	386	700	449	1 208	1 337
DTC polyomyélite 1	700	503	512	834	1 574
DTC polyomyélite 2	1 517	1 654	1 094	2 661	1 403
DTC polyomyélite 3	1 215	1 417	800	2 429	1 362
Rougeole	700	503	512	834	..
Fièvre jaune	282	472	490	853	1 034
Hépatite B	876	1 940	2 383	6 406	4 263
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	1 889	1 413	1 583	1 263	1 739
Total	9 722	11 807	10 857	21 423	18 226

Source : PEV

Tableau IV.1.3.7 : Activités de vaccination dans la DRS de l'Est (Ogooué-Ivindo)

Antigènes	2004	2005	2006	2007	2008
BCG	895	908	869	1 394	2 429
Polyomyélite 0	217	511	717	919	1 512
Polyomyélite 1	533	966	816	1 312	2 391
Polyomyélite 2	512	820	632	1 310	2 033
Polyomyélite 3	386	700	449	1 208	1 807
DTC polyomyélite 1	1 164	966	678	1 324	2 501
DTC polyomyélite 2	1 517	1 654	1 094	2 661	2 131
DTC polyomyélite 3	1 215	1 417	800	2 429	1 929
Rougeole	700	503	512	834	..
Fièvre jaune	282	472	490	853	1 600
Hépatite B	876	1 940	2 383	3 406	6 493
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	1 889	1 413	1 583	1 263	3 520
Total	10 186	12 270	11 023	18 913	28 346

Source : PEV

Tableau IV.1.3.8 : Activités de vaccination dans la DRS du Centre Est (Ogooué Lolo)

Antigènes	2004	2005	2006	2007	2008
BCG	1 222	1 822	2 314	2 426	2 381
Polyomyélite 0	325	1 519	1 946	2 078	2 080
Polyomyélite 1	435	1 317	1 413	1 797	1 957
Polyomyélite 2	426	1 142	1 218	1 657	1 731
Polyomyélite 3	357	979	1 099	1 735	1 784
DTC polyomyélite 1	1 264	1 426	1 246	1 902	1 863
DTC polyomyélite 2	1 796	2 413	2 319	3 315	1 785
DTC polyomyélite 3	1 625	2 080	2 097	3 577	1 742
Rougeole	601	884	1 061	1 203	..
Fièvre jaune	357	938	1 100	1 263	1 699
Hépatite B	2 464	2 887	3 581	4 960	5 397
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	1 818	2 182	2 630	3 156	3 578
Total	12 690	19 589	22 024	29 069	25 997

Source : PEV

Tableau IV.1.3.9 : Activités de vaccination dans la DRS Maritime (Ogooué-Maritime)

Antigènes	2004	2005	2006	2007	2008
BCG	1 944	1 838	2 833	3 305	3 750
Polyomyélite 0	691	1 633	2 098	3 085	3 554
Polyomyélite 1	1 297	2 633	4 053	4 151	4 309
Polyomyélite 2	1 269	2 541	3 842	4 143	3 896
Polyomyélite 3	1 227	2 236	3 498	5 123	3 855
DTC polyomyélite 1	3 300	2 648	3 566	4 374	4 274
DTC polyomyélite 2	4 617	4 991	6 986	8 825	3 949
DTC polyomyélite 3	4 241	4 471	6 380	10 419	4 010
Rougeole	2 238	1 797	2 847	3 469	..
Fièvre jaune	905	1 863	3 448	3 672	3 219
Hépatite B	5 111	5 772	12 040	13 079	11 789
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	1 456	2 015	3 608	4 222	4 790
Total	28 296	34 438	55 199	67 867	51 395

Source : PEV

Tableau IV.1.3.10 : Activités de vaccination dans la DRS Nord (Woleu Ntem)

Antigènes	2004	2005	2006	2007	2008
BCG	2 402	2 833	2 519	3 787	3 841
Polyomyélite 0	741	2 200	2 573	2 837	3 256
Polyomyélite 1	1 145	2 801	2 594	3 608	3 719
Polyomyélite 2	946	1 292	2 033	3 135	3 256
Polyomyélite 3	928	1 904	1 664	3 437	3 006
DTC polyomyélite 1	2 876	2 868	2 500	3 848	3 904
DTC polyomyélite 2	3 434	4 566	3 961	6 520	3 353
DTC polyomyélite 3	3 252	3 892	3 210	7 051	3 975
Rougeole	1 972	1 540	1 686	2 967	..
Fièvre jaune	725	1 544	1 772	3 005	2 428
Hépatite B	4 713	5 630	7 544	10 773	10 225
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	4 003	4 873	5 185	5 044	5 229
Total	27 137	35 943	37 241	56 012	46 192

Source : PEV

Tableau IV.1.3.11 : Activités de vaccination -Données d'ensemble

Antigènes	2004	2005	2006	2007	2008
BCG	25 431	30 164	32 283	40 390	46 823
Polyomyélite 0	7 405	22 525	28 475	31 247	38 734
Polyomyélite 1	12 491	28 055	35 054	44 315	48 925
Polyomyélite 2	10 363	23 528	30 400	41 307	44 216
Polyomyélite 3	9 285	21 748	27 724	44 476	47 363
DTC polyomyélite 1	30 196	29 940	32 876	45 756	49 585
DTC polyomyélite 2	41 057	50 654	58 856	84 511	44 801
DTC polyomyélite 3	31 921	44 721	53 393	84 829	47 705
Rougeole	21 020	17 206	25 214	35 253	
Fièvre jaune	7 866	16 074	25 989	37 026	40 801
Hépatite B	44 771	61 202	101 955	128 559	141 682
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	35 032	40 644	55 374	57 791	68 561
Total	276 838	386 461	507 593	675 460	619 196

Source : PEV

IV.1.4 : Activités de lutte contre le paludisme

Tableau IV.1.4.1 : Lutte contre le paludisme: distribution de moustiquaires imprégnées

DRS	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	108 800	100 750	..
Ouest	26 880	3 300	..
Sud Est	16 630	51 000	..
Centre	22 130	10 687	..
Centre Sud	25 380	8 950	..
Sud	20 380	2 500	..
Est	28 380	2 200	..
Centre Est	23 380	18 687	..
Maritime	21 880	63 800	..
Nord	28 980	41 100	..
Total	322 820	302 974	..

(1). Série corrigée en 2007.

Source : PNLP

IV.1.5 : Activités de soins curatifs

IV.1.5.1 : Les soins curatifs

Tableau IV.1.5.1.1 : Consultations au cours de l'année

DRS	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	25 713	434 249	449 900	102 827	215 515
Ouest	..	21 057	55 613	22 865	..
Sud Est	..	79 750	45 997	5 177	204 072
Centre	..	9 814	47 870	..	63 486
Centre Sud	110 544	127 621	44 805
Sud	..	78 391	56 791	56 791	..
Est	..	19 589	20 380	22 866	..
Centre Est	..	45 630	32 179	77 880	81 959
Maritime	..	19 993	115 715	83 620	78 821
Nord	..	31 299	40 093	48 421	30 867
Total	975 082

1. La série sur Libreville et Owendo représente le nombre moyen des consultations annuelles

Sources : DIS, DRS, FJE, HPO, DGSSM et CHL

Tableau IV.1.5.1.2 : Accouchements assistés par un personnel de santé

DRS	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	8 419	12 191	11 506	490	13565
Ouest	..	1 209	204	650	..
Sud Est	1 274	2 640	1 378	..	4262
Centre	1 360	1 423	1761
Centre Sud	1 397	1 975	1 559	1565	..
Sud	1 058	1 233	1 222	1244	1165
Est	1 070	950	708	650	..
Centre Est	1 290	1 290	1 245	1407	1003
Maritime	37	1 572	1 567	2491	2147
Nord	1 735	1 136	2 065	1979	887
Total	..	25 619

Sources : FJE, DIS, DGSSM et COSP

Tableau IV.1.5.1.3 : Naissances vivantes enregistrées par DRS

DRS	2004			2005			2006		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Libreville/Owendo
Ouest
Sud Est	500	962	..
Centre
Centre Sud	844	806	..
Sud	664	1244	..
Est	363	376	..
Centre Est	95	90	..
Maritime	900	906	..
Nord	1083	1037	..
Total	5 348	4 482	10 085

Sources : DIS, FJE et DGSSM

Tableau IV.1.5.1.3: Naissances vivantes enrégistrées par DRS (suite et fin)

DRS	2007			2008		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Libreville/Owendo	254	232	486
Ouest	302	338	640
Sud Est
Centre
Centre Sud
Sud	664	1244	1908
Est	302	338	640
Centre Est	701	724	1425
Maritime	1211	1267	2478
Nord	1002	948	1950
Total

Sources : DIS, FJE et DGSSM

Tableau IV.1.5.1.4 : Naissances prématurées

DRS	2004			2005			2006		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Libreville/Owendo	86	96	182	48	53	101	77	95	172
Ouest
Sud Est	11	21	32
Centre
Centre Sud	80	82	162
Sud	99	191	290
Est	23	15	38
Centre Est	5	8	13
Maritime	108	131	239
Nord	105	105	210
Total	282	312	264	594

Sources : FJE, CHL, COSP, DGSSM et DIS

Tableau IV.1.5.1.4 : Naissances prématurées (suite et fin)

DRS	2007			2008		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Libreville/Owendo	34	43	77
Ouest
Sud Est	17	25	42	204	248	452
Centre	478	475	953
Centre Sud	90	182	272
Sud	18	26	44	84	85	169
Est	95	120	215
Centre Est	78	94	172	57	74	131
Maritime	131	142	273
Nord	51	53	104
Total

Sources : FJE, CHL, COSP, DGSSM et DIS

Tableau IV.1.5.1.5 : Personnes ayant souffert de tuberculose (tous âges confondus)

DRS	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	..	1 724	122	381	178
Ouest	..	41
Sud Est	..	31	3	..	27
Centre	..	134	42	..	283
Centre Sud	..	11	31
Sud	..	156	5	31	88
Est	..	4	10	56	..
Centre Est	..	89	3	252	108
Maritime	..	109	49	132	66
Nord	..	2	47	15	41
Total	..	2 348

Sources : FJE, DGSSM, DIS et CHL

Tableau IV.1.5.1.6 : Personnes ayant souffert de paludisme (tous âges confondus)

DRS	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	29 558	18 534	13 496	42 195	43 473
Ouest	5 921	17 026	21 515	32 294	11 880
Sud Est	30 300	28 474	13 206	35 267	13 673
Centre	5 993	5 422	6 125	16 432	12 672
Centre Sud	10 136	19 230	23 604	10 781	6 146
Sud	5 058	13 313	9 827	7 912	5 024
Est	6 658	10 374	7 212	12 177	17 932
Centre Est	18 395	15 660	2 214	13 475	8 850
Maritime	11 352	5 824	15 660	8 281	4 514
Nord	4 466	7 434	10 849	7 271	6 985
Total	127 837	141 291	123 708	186 085	131 149

Sources : DGSSM, FJE, HPO, DIS, DRS, PNL et CHL

Tableau IV.1.5.1.7 : Enfants de moins de 5 ans ayant souffert de paludisme

DRS	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	14 476	15 673	9 400	15 482	17 570
Ouest	2 658	7 631	9 960	11 241	5 699
Sud Est	8 999	11 944	9 845	14 174	4 431
Centre	1 484	3 036	2 685	5 513	2 949
Centre Sud	3 488	12 473	9 632	3 782	1 798
Sud	1 201	8 120	5 913	2 697	1 428
Est	3 114	4 538	11 761	5 424	5 606
Centre Est	7 389	9 121	4 157	4 614	3 018
Maritime	2 801	1 923	10 717	1 714	1 359
Nord	1 633	2 695	6 202	2 575	2 239
Total	47 243	77 154	80 272	67 216	46 097

Sources : DIS, DGSSM, DRS, HPO, PNL et CHL

Tableau IV.1.5.1.8 : Personnes de 5 ans et plus de ayant souffert de paludisme

DRS	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville/Owendo	3 508	14 198	9 630	26 713	41 716
Ouest	..	13 466	12 580	21 053	6 181
Sud Est	..	13 985	8 392	21 093	9 242
Centre	..	3 316	3 973	10 919	9 723
Centre Sud	..	4 233	15 393	6 999	4 348
Sud	..	8 688	6 641	5 215	3 596
Est	..	2 643	3 055	6 753	12 326
Centre Est	..	3 968	1 600	8 861	5 832
Maritime	..	2 965	12 936	6 561	3 155
Nord	..	2 802	6 784	4 696	4 746
Total	..	70 264	80 984	118 863	100 865

Sources : DIS, DGSSM, FJE, PNL et CHL

Tableau IV.1.5.1.9 : Femmes enceintes ayant souffert de paludisme au moins une fois dans l'année

DRS	2004	2005	2006	2007	2008
	Libreville/Owendo	..	25	1 852	701
Ouest	180	137
Sud Est	1 238	400
Centre	413	313
Centre Sud	1 897	280	113
Sud	1 280	238	24
Est	133	451
Centre Est	181	220	163
Maritime	341	25	124
Nord	3 882	307	258
Total	3 735	2 525

Sources : DIS, DGSSM et PNLP

Tableau IV.1.5.1.10 : Personnes ayant souffert de rhinite, pharyngite et angines (tous âges confondus)

DRS	2004	2005	2006	2007	2008
	Libreville/Owendo	..	12 956	4 077	..
Ouest	..	22 453	211	999	..
Sud Est	..	3 237	1 224	..	4 218
Centre	..	412	1 230	..	4 022
Centre Sud	..	2 464	2 501	4 141	..
Sud	..	432	2 611	2 621	3 247
Est	..	389	543	999	..
Centre Est	..	374	40	1 108	1 378
Maritime	..	1 828	9 093	2 482	9 130
Nord	..	974	752	796	830
Total	157	45 519	22 282

Sources : DIS, COSP, DGSSM, HPO et CHL

Tableau IV.1.5.1.11 : Personnes ayant souffert de fièvre sans autre indication (tous âges confondus)

DRS	2004	2005	2006	2007	2008
	Libreville/Owendo	8 786
Ouest	3 013	1 378	1 515	123	14 180
Sud Est	6 934
Centre	2 494
Centre Sud	5 320	..
Sud	1 966	1 305
Est	3 480	..
Centre Est	1 412	2 205
Maritime	125	3 451
Nord	1 309	794
Total	..	62 039	19 791

Sources : DGSSM, DIS et CHL

Tableau IV.1.5.1.12 : Personnes ayant souffert de contusion et/ou de plaie (tous âges confondus)

	2004	2005	2006	2007	2008
DRS					
Libreville/Owendo	..	3 666	4 968
Ouest	..	21 231	805	2	2 372
Sud Est	..	1 972	1 833	..	172
Centre	..	410	1 367	..	90
Centre Sud	..	1 339	2 652	26	..
Sud	..	1 905	1 240	0	90
Est	..	1 644	106	2	..
Centre Est	..	356	2 084	3	8
Maritime	..	1 798	6 921	38	25
Nord	..	558	893	673	5
Total	..	34 879	22 869

Sources : DIS, DGSSM, HPO, CHL, FJE et DRS

Tableau IV.1.5.1.13: Personnes ayant souffert d'affections buccales et des dents (tous âges confondus)

	2004	2005	2006	2007	2008
DRS					
Libreville/Owendo	12 528	14 045	11 497	4 907	12 788
Ouest	2 648	..	205	4 390	2 088
Sud Est	289	..	3 994
Centre	159	..	2 706
Centre Sud	831	3 115	..
Sud	882	873	454
Est	125	309	..
Centre Est	1 009	929	509
Maritime	5 098	444	1 954
Nord	356	615	110
Total	..	20 087	20 451

Sources : DIS, DGSSM, FJE, HPO, CHL et DRS

Tableau IV.1.5.1.14 : Personnes ayant souffert d'infection respiratoire aiguës (tous âges confondus)

	2004	2005	2006	2007	2008
DRS					
Libreville/Owendo	311	5 124	6 925	6 100	6 872
Ouest	2 578	28 440	9 764	84	..
Sud Est	..	5 407	419	..	2 857
Centre	..	190	0	..	288
Centre Sud	..	1 175	1 224	2 028	..
Sud	..	596	510	510	1 222
Est	..	1 760	0	2 665	..
Centre Est	..	1 129	30	1 436	2 146
Maritime	..	190	19	966	387
Nord	..	258	252	366	45
Total	..	44 269	19 143

Sources : DIS, DGSSM, HPO, CHL et DRS

Tableau IV.1.5.1.15 : Personnes ayant souffert de maladies mal définies (tous âges confondus)

	2004	2005	2006	2007	2008
DRS					
Libreville/Owendo	30	16 605	781	11 120	7 180
Ouest	..	25 504	6952	73	..
Sud Est	..	2 793	78	..	2 931
Centre	..	66	0	..	977
Centre Sud	..	418	4386	5 547	..
Sud	..	805	255	255	496
Est	..	1 239	524	73	..
Centre Est	..	741	146	341	608
Maritime	..	541	1285	4 421	4 193
Nord	..	13	314	718	450
Total	..	48 725	14 721	22 548	..

Sources : DIS, DGSSM, CHL et DRS

Tableau IV.1.5.1.16 : Nombre de personnes souffrant du SIDA ¹

	2004	2005	2006	2007	2008
DRS					
Libreville/Owendo	..	2 272	2 257	254	78
Ouest	..	33	7	99	..
Sud Est	..	125	72	..	224
Centre	..	66	34	..	103
Centre Sud	..	48	14	77	..
Sud	..	24	130	10	70
Est	..	11	40	230	..
Centre Est	..	89	..	182	94
Maritime	..	40	7	578	92
Nord	72	27	63
Total

1. Ces données ne représentent pas le nombre total des personnes malades du SIDA

Sources : DIS, DGSSM et CHL

Tableau IV.1.5.1.17 : Personnes ayant souffert d'anémie (tous âges confondus)

	2004	2005	2006	2007	2008
DRS					
Libreville/Owendo	79	1 398	1 470	2 682	4 486
Ouest	..	9 443	2 178	1 276	1 293
Sud Est	..	981	641	..	1 349
Centre	..	208	707	..	1 952
Centre Sud	..	997	1 609	1 608	..
Sud	..	1 728	922	925	851
Est	..	910	1 623	1 276	..
Centre Est	..	1 225	48	891	855
Maritime	..	133	815	1 880	259
Nord	..	356	803	680	944
Total	..	17 379	10 816

Sources : DIS, DGSSM, FJE et HPO

IV.1.6 : Principales pathologies causes de morbidité ^a

Tableau IV.1.6.1 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les enfants d'un an en 2005

Rang	Pathologies	0-11 mois	
		Nombre de cas	%
1.	Infections respiratoires aiguës	9 543	17,07
2.	Grippe	7 657	13,70
3.	Fièvre(sans autre indication)	7 613	13,62
4.	Rhinites, Rhinopharyngites, Angines	6 487	11,61
5.	Paludisme probable (GE non faite)	6 110	10,93
6.	Diarrhée aiguë, Gastroentérite (# D.3)	6 076	10,87
7.	Anémie (en dehors de la grossesse)	3 370	6,03
8.	Paludisme confirmé (GE positive)	3 127	5,59
9.	Eczéma, Pruit, Gale	3 031	5,42
10.	Tous autres états morbides mal définis	2 881	5,15
<i>Sous-ensemble nombre de cas déclarés pour 10 affections</i>		55 895	74,9
Ensemble		74 612	100,0

a: Les données concernant l'année 2004 ne sont point disponibles.

Source: DIS

Tableau IV.1.6.2 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les enfants âgés de 1-4 ans en 2005

Rang	Maladies	1-4 ans	
		Nbre de cas	%
1	Paludisme probable	18 070	17,7
2	Fièvre	13 136	12,9
3	Rhinites, Rhinopharyngites, Angines	12 757	12,5
4	IRA	12 425	12,2
5	Grippe	9 164	9,0
6	Diarrhée aiguë, Gastroentérite	8 559	8,4
7	Paludisme confirmé (GE positive)	7 989	7,8
8	Furocle, panaris, absès, pyodermite	7 648	7,5
9	Anémie (en dehors de la grossesse)	6 919	6,8
10	Otites	5 400	5,3
<i>Nombre de cas déclarés pour 10 affections</i>		102 067	68,0
Ensemble des cas enregistrés		150 151	100,0

Source : DIS

Tableau IV.1.6.3 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les personnes âgées de 5-14 ans en 2005

Rang	Pathologies	5-14 ans	
		Nbre de cas	%
1	Fièvre (SAI)	20 975	21,3
2	Paludisme probable	15 648	15,9
3	Furocle, Panaris, absès, pyodermite	14 574	14,8
4	Contusions	9 504	9,6
5	Grippe	8 044	8,2
6	IRA	7 066	7,2
7	Affect, de la bouche et des dents	5 986	6,1
8	Autres helminthiases	5 865	6,0
9	Paludisme confirmé (GE positive)	5 570	5,7
10	Eczéma	5 291	5,4
<i>Nombre de cas déclarés pour les 10 affections</i>		98 523	62,6
Ensemble des cas enregistrés		157 475	100,0

Source : DIS

Tableau IV.1.6.4 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les personnes âgées de 15-49 ans en 2005

Rang	Pathologies	15-49 ans	
		Nbre de cas	%
1	Tous autres états morbides mal définis	23 162	15,4
2	Paludisme probable	23 010	15,3
3	Furoncles	17 337	11,6
4	Contusions, plaies (sans fractures)	14 006	9,3
5	Fièvre sans autres indications	13 884	9,3
6	Affection génitale féminine	13 334	8,9
7	Paludisme confirmé (GE positive)	12 671	8,5
8	Grippe	12 107	8,1
9	IRA	10 431	7,0
10	Affection de bouche et des dents	9 983	6,7
<i>Nombre de cas déclarés pour 10 affections</i>		149 925	49,0
Ensemble des cas enregistrés		305 811	100,0

Source: DIS

Tableau IV.1.6.4 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les personnes âgées de 50 et plus en 2005

Rang	Pathologies	50 ans et +	
		Nbre de cas	%
1	Tous autres états morbides mal définis	10 838	22,3
2	Paludisme probable (GE non faite)	6 376	13,1
3	HTA	5 501	11,3
4	Fièvre (sans autres indications)	4 400	9,1
5	Contusions, sans autres indications)	4 091	8,4
6	Affections Oesophago-Gastro-Duodénales	4 075	8,4
7	Grippe	4 002	8,2
8	IRA	3 738	7,7
9	Troubles de la vision	2 869	5,9
10	Eczéma, Pruit, Gale	2 721	5,6
<i>Sous-ensemble de cas pour les 10 affections</i>		48 611	50,2
Ensemble		96 888	100,0

Source : DIS

Tableau IV.1.6.5 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon en 2005
(tous âges confondus)

Rang	Maladies	Nbre de cas	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	69 214	16,0
2	Fièvre (sans autres indications)	60 008	13,9
3	Tous autres états morbides mal définis	48 404	11,2
4	IRA	43 203	10,0
5	Furoncles, Panaris, Absès Pyodermite	43 178	10,0
6	Grippe	40 974	9,5
7	Rhinites, Rhinoph, Angines	35 379	8,2
8	Contusions, Plaies (sans fractures)	32 010	7,4
9	Paludisme confirmé (GE positive)	31 087	7,2
10	Diarrhée aiguë, Gastroentérite	28 840	6,7
<i>Nombre de cas déclarés pour 10 affections</i>		432 297	55,1
Ensemble		784 929	100,0

Source: DIS

Tableau IV.1.6.7 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les enfants de moins d'un an en 2006

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	5 515	5 508	11 023	26,0
2	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	3 158	3 122	6 280	14,8
3	Grippe	2 600	2 720	5 320	12,5
4	Autres infections respiratoires aiguës	1 971	2 040	4 011	9,5
5	Fièvre (sans autre indication)	1 561	2 424	3 985	9,4
6	Paludisme confirmé (GE positive)	1 757	1 752	3 509	8,3
7	Bronchite aiguë	1 395	1 425	2 820	6,6
8	Rhinites	1 077	1 049	2 126	5,0
9	Anémie (en dehors de la grossesse)	991	925	1 916	4,5
10	Gale	763	698	1 461	3,4
Total		20 788	21 663	42 451	100

Source : COSP

Tableau IV.1.6.7 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les enfants de 1-4 ans en 2006

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	11 235	11 440	22 675	30,4
2	Grippe	4 238	4 566	8 804	11,8
3	Paludisme confirmé (GE positive)	4 257	4 277	8 534	11,5
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	4 610	3 144	7 754	10,4
5	Autres infections respiratoires aiguës	3 006	3 107	6 113	8,2
6	Fièvre (sans autre indication)	3 205	2 477	5 682	7,6
7	Bronchite aiguë	2 146	1 994	4 140	5,6
8	Anémie (en dehors de la grossesse)	2 045	2 042	4 087	5,5
9	helminthiases intestinales	2 101	1 953	4 054	5,4
10	Gale	1 338	1 378	2 716	3,6
Total		38 181	36 378	74 559	100,0

Source : COSP

Tableau IV.1.6.8 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les personnes de 5-14 ans en 2006

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	10 551	12 067	22 618	34,3
2	Grippe	4 448	4 444	8 892	13,5
3	Paludisme confirmé (GE positive)	3 025	3 141	6 166	9,4
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	2 428	2 625	5 053	7,7
5	Fièvre (sans autre indication)	2 451	2 425	4 876	7,4
6	helminthiases intestinales	2 424	2 227	4 651	7,1
7	Plaies	2 509	1 914	4 423	6,7
8	Autres infections respiratoires aiguës	1 765	1 858	3 623	5,5
9	Tous autres Etats morbides mal définis	1 579	1 466	3 045	4,6
10	Bronchite aiguë	1 301	1 255	2 556	3,9
Total		32 481	33 422	65 903	100,0

Source : COSP

Tableau IV.1.6.9 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les personnes de 15-49 ans en 2006

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	13 944	15 912	29 856	35,31
2	Grippe	4 584	4 983	9 567	11,31
3	Paludisme confirmé (GE positive)	3 316	4 802	8 118	9,6
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	2 626	3 186	5 812	6,87
5	Tous autres Etats morbides mal définis	2 426	3 202	5 628	6,66
6	Fièvre (sans autre indication)	2 476	3 142	5 618	6,64
7	Plaies	3 291	2 214	5 505	6,51
8	Rhumatisme articulaire aiguë	2 518	2 506	5 024	5,94
9	Gastrite aiguë	1 932	3 016	4 948	5,85
10	Autres complications	608	3 878	4 486	5,3
Total		37 721	46 841	84 562	100

Source : COSP

Tableau IV.1.6.10 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les personnes de 50ans et plus en 2006

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	4 147	4 910	9 057	24,87
2	Rhumatisme articulaire aigu	2 613	2 571	5 184	14,24
3	Hypertension artérielle	1 922	2 868	4 790	13,15
4	Grippe	1 706	1 825	3 531	9,7
5	Gastrite aiguë	1 234	1 605	2 839	7,8
6	Tous autres Etats morbides mal définis	1 138	1 369	2 507	6,88
7	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	1 141	1 160	2 301	6,32
8	Paludisme confirmé (GE positive)	854	1 298	2 152	5,91
9	Fièvre (sans autre indication)	1 206	885	2 091	5,74
10	Lombalgies	853	1 111	1 964	5,39
Total		16 814	19 602	36 416	100

Source : COSP

Tableau IV.1.6.11 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon
en 2006 (tous âges confondus)

Rang	Pathologies	Nombre de cas			%
		Masculin	Féminin	Total	
1	Paludisme probable (GE non faite)	45 392	49 837	95 229	33,6
2	Grippe	17 576	18 538	36 114	12,8
3	Paludisme confirmé (GE positive)	13 209	15 270	28 479	10,1
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	13 963	13 237	27 200	9,6
5	Fièvre (sans autre indication)	10 899	11 353	22 252	7,9
6	Autres infections respiratoires aiguës	8 594	9 123	17 717	6,3
7	helminthiases intestinales	7 946	7 758	15 704	5,5
8	Tous autres Etats morbides mal définis	6 725	7 776	14 501	5,1
9	Plaies	6 302	5 776	12 078	4,8
10	Bronchite aiguë	138	6 238	6 376	4,4
Total		130 744	144 906	275 650	100,0

Source : COSP

Tableau IV.1.6.12 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon en 2007
(tous âges confondus)

Rang	Maladies	Nombre de cas			%
		Hommes	Femmes	Total	
1	Paludisme probable	36 661	38 713	75 374	29,0
2	Grippe	14 046	14 332	28 378	10,9
3	Hypoglycémie	14 188	13 413	27 601	10,6
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	12 060	11 518	23 578	9,1
5	Tous autres états morbides mal définis	10 806	11 742	22 548	8,7
6	Paludisme confirmé	10 498	11 663	22 161	8,5
7	Fièvre (sans autre indication)	9 450	9 714	19 164	7,4
8	Helminthiases intestinales	7 507	7 616	15 123	5,8
9	Autres maladies infectieuses et intestinales	6 659	6 513	13 172	5,1
10	Gâle	3 149	9 773	12 922	5,0
Ensemble		125 024	134 997	260 021	100,0

Source: DIS

Tableau IV.1.6.13 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité en 2008 au Gabon en 2005
(tous âges confondus)

Rang	Maladies	Nombre de cas			%
		Hommes	Femmes	Total	
1	Paludisme probable (GE non faite)	30 083	36 965	67 048	31,2
2	Grippe	12 971	14 210	27 181	12,6
3	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	11 154	11 371	22 525	10,5
4	Paludisme confirmé	9 048	10 275	19 323	9,0
5	Rhinopharyngite	7 265	7 207	14 472	6,7
6	Fièvre (sans autre indication)	6 541	6 934	13 475	6,3
7	Céphalés	6 232	7 212	13 444	6,3
8	Plaies	7 009	5 809	12 818	6,0
9	Tous autres états morbides mal définis	5 690	6 760	12 450	5,8
10	Helminthiases intestinales	5 901	6 406	12 307	5,7
Ensemble		101 894	113 149	215 043	100,0

Source: DIS

IV.1.7 : Les décès enregistrés

Tableau IV.1.7.1 : Décès enregistrés par sexe dans les Directions régionales de santé (tous âges confondus)

DRS/Sexe	2004			2005			2006		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Libreville/Owendo	2 897	3 291	6 188
Ouest	518	171	689
Sud Est	52	93	145
Centre	0	4	4
Centre Sud	13	10	23
Sud	9	8	17
Est	21	18	39	18	13	..
Centre Est	7	3	10	132	71	..
Maritime	2	5	7	8	9	..
Nord	6	7	13
Total

2007 et 2008 non disponibles

Sources : FJE, HPO, COSP, DIS et DGSSM

Tableau IV.1.7.3 : Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité chez les enfants de moins d'un an au Gabon en 2005

Rang	Pathologies	Décès	%
1	Paludisme probable(GE non faite)	365	58,9
2	Anémie(en dehors de la grossesse)	51	8,2
3	Infections respiratoires aiguës	34	5,5
4	Diarrhée aiguë, Gastroentérite	27	4,4
5	Paludisme Confirmé (GE positive)	17	2,7
6	Autres maux de l'appareil respiratoire	13	2,1
7	Kwashiorkor	10	1,6
8	Reougeole	11	1,8
9	Fièvre (sans autre indication)	8	1,3
10	Grippe	8	1,3
<i>Sous-ensemble</i>	<i>Nombre des décès déclarés pour 10 affections</i>	544	87,7
Nombre total des décès enregistrés		620	100,0

Source : DIS

Tableau IV.1.7.4: Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon chez les enfants de 1 à 4 ans en 2005

Rang	Pathologies	Décès	%
1	Anémie(en dehors de la grossesse)	88	23,6
2	Autres maux de l'appareil respiratoire	43	11,5
3	Drépanocytose	22	5,9
4	Paludisme Confirmé (GE positive)	21	5,6
5	Diarrhée aiguë, Gastroentérite (# D.3)	19	5,1
6	Convulsions (sans autres indications)	17	4,6
7	Affections respiratoires chronique	16	4,3
8	Paludisme probable(GE non faite)	14	3,8
9	Diarrhées chroniques (>15 jours)	11	2,9
10	Mycoses cutanées, Teigne (# C.3)	10	2,7
<i>Nombre des décès déclarés po</i>		261	70,0
Nombre total des décès enregistrés		373	100,0

Source: DIS

Tableau : IV.1.7.5: Les dix principales pathologies déclarées cause de mortalité au Gabon chez les personnes de 5 à 14 ans en 2005

Rang	Pathologies	Décès	%
1	Autres affections cardio-vasculaires	149	26,8
2	Hypertension artérielle	114	20,5
3	Tous autres états morbides mal définis	21	3,8
4	Autres affections périnatales	20	3,6
5	Anémie(en dehors de la grossesse)	17	3,1
6	Conjonctivites	16	2,9
7	Diarrhée aiguë, Gastroentérite (# D.3)	15	2,7
8	Drépanocytose	13	2,3
9	Appendicite	12	2,2
10	Varicelle	12	2,2
Nombre des décès déclarés pour 10 affections		389	70,1
Nombre total des décès enregistrés		555	100,0

Source: DIS

Tableau : IV.1.7.6 : Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon chez les personnes âgées de 15 à 49 ans en 2005

Rang	Pathologies	Décès	%
1	Tous autres états morbides mal définis	54	6,7
2	Affections génitales chez la femme	53	6,6
3	Affections oesophago-Gastro-Duodénales	51	6,4
4	Appendicite	43	5,4
5	Autres affections digestives	43	5,4
6	Autres affections cardio-vasculaires	34	4,2
7	Sida déclaré	28	3,5
8	Autres complications	28	3,5
9	Affections de la bouche et des dents	27	3,4
10	Hypertension artérielle	26	3,2
Nombre des décès déclarés pour 10 affections		387	48,3
Nombre total des décès enregistrés		801	100,0

Source: DIS

Tableau : IV.1.7.7 : Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon chez les personnes de 50 et plus en 2005

Rang	Pathologies	Décès	%
1	Tous autres états morbides mal définis	32	10,8
2	Hypertension artérielle	29	9,8
3	Autres affections cardio-vasculaires	29	9,8
4	Infection respiratoire aiguë	25	8,4
5	Diabète	18	6,1
6	Anémie(en dehors de la grossesse)	14	4,7
7	Affections respiratoires chroniques	13	4,4
8	Autres affections digestives	12	4,1
9	Paludisme Confirmé (GE positive)	7	2,4
10	Brûlures	7	2,4
Sous-ensemble Nombre des décès déclarés pour 10 affections		186	62,8
Nombre total des décès enregistrés		296	100,0

Source: DIS

Tableau : IV.1.7.8 : Les dix principales pathologies causes de mortalité en 2005
(tous âges confondus)

Rang	Pathologies	Décès	%
1	Diarrhée aiguë, Gastroentérite	71	19,7
2	Affections génitales chez la femme	54	15,0
3	Affections respiratoires chroniques	52	14,4
4	Contusions, plaies (sans fracture)	42	11,6
5	Fièvre (sans autre indication)	36	10,0
6	Sida déclaré	29	8,0
7	Morsures et piqûres vénimeuses	24	6,7
8	Tous traumatismes, in toxications	23	6,4
9	Rougeole	19	5,3
10	Autres helminthiases intestinales	11	3,1
Nombre des décès déclarés pour 10 affections		361	100,0

Source: DIS

Tableau IV.1.7.9 : Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon
chez les enfants de moins d'un an en 2006

Rang	Pathologies	M	F	T	%
1	Fièvre (sans autre indication)	36	78	114	60,3
2	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	11	7	18	9,5
3	Anémie (en dehors de la grossesse)	8	6	14	7,4
4	Paludisme confirmé (GE positive)	6	5	11	5,8
5	Autres infections respiratoires aiguës	2	6	8	4,2
6	Infections néonatales	3	3	6	3,2
7	Autres mal. De l'appareil respiratoire	1	4	5	2,6
8	Tous autres Etats morbides mal définis	3	2	5	2,6
9	Rougeole	3	1	4	2,1
10	Pneumonies	2	2	4	2,1
Total		75	114	189	100,0

Source : COSP

Tableau IV.1.7.10 : Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon
chez les enfants de 1-4 ans en 2006

Rang	Pathologies	M	F	T	%
1	Fièvre (sans autre indication)	19	18	37	24,3
2	Anémie (en dehors de la grossesse)	10	12	22	14,5
3	Convulsions (sans autre indication)	20	2	22	14,5
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	10	7	17	11,2
5	Paludisme confirmé (GE positive)	8	6	14	9,2
6	Rougeole	9	3	12	7,9
7	Paludisme probable (GE non faite)	7	4	11	7,2
8	Tous autres Etats morbides mal définis	8	1	9	5,9
9	Brûlures	2	2	4	2,6
10	Autres infections respiratoires aiguës	2	2	4	2,6
Total		95	57	152	100,0

Source : COSP

Tableau IV.1.7.11: Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon chez les personnes de 5-14 ans en 2006

Rang	Pathologies	M	F	T	%
1	Fièvre (sans autre indication)	16	10	26	24,1
2	Convulsions (sans autre indication)	16	1	17	15,7
3	Rhinites	5	7	12	11,1
4	Autres mal. De l'appareil respiratoire	6	3	9	8,3
5	Paludisme probable (GE non faite)	5	4	9	8,3
6	Leucémie aigue lymphoblastique	6	2	8	7,4
7	Drépanocytose	4	3	7	6,5
8	Anémie (en dehors de la grossesse)	5	2	7	6,5
9	Paludisme confirmé (GE positive)	1	6	7	6,5
10	Autres infections respiratoires aiguës	3	3	6	5,6
	Total	67	41	108	100,0

Source : COSP

Tableau IV.1.7.12: Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon chez les personnes de 15-49 ans en 2006

Rang	Pathologies	M	F	T	%
1	SIDA déclaré	42	57	99	31,9%
2	Fièvre (sans autre indication)	19	17	36	11,6%
3	Autres affections cardio-vasculaires	16	19	35	11,3%
4	Hypertension artérielle	19	11	30	9,7%
5	Tous autres états morbides mal définis	14	9	23	7,4%
6	Convulsions (sans autre indication)	19	2	21	6,8%
7	Syphilis toutes formes	11	9	20	6,5%
8	Paludisme confirmé (GE positive)	10	6	16	5,2%
9	Tous autres traumatismes ou intoxications	9	7	16	5,2%
10	Annexite	7	7	14	4,5%
	Total	166	144	310	100,0%

Source : COSP

Tableau IV.1.7.13: Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon chez les personnes de de 50 ans et plus en 2006

Rang	Pathologies	M	F	T	%
1	Hypertension artérielle	24	20	44	17,2%
2	Autres affections cardio-vasculaires	20	22	42	16,4%
3	Fièvre (sans autre indication)	17	16	33	12,9%
4	SIDA Déclare	12	12	24	9,4%
5	Insuffisance cardiaque	11	11	22	8,6%
6	Tous autres Etats morbides mal définis	12	8	20	7,8%
7	Autres affections du système nerveux et des sens	6	10	16	6,3%
8	Diabète	11	4	15	5,9%
9	Annexite	7	7	14	5,5%
10	Abcès cérébraux	5	8	13	5,1%
11	Rougeole	7	6	13	5,1%
	Total	132	124	256	100,0%

Source : COSP

Tableau : IV.1.7.14 : Les dix principales pathologies causes de mortalité au Gabon en 2006
(tous âges confondus)

Rang	Pathologies	Décès			%
		M	F	T	
1	Fièvre (sans autre indication)	107	139	246	30,2
2	Sida déclaré	57	73	130	16
3	Autres affections cardio-vasculaires	40	44	84	10,3
4	Hypertension artérielle	43	31	74	9,1
5	Convulsions (sans autre indication)	55	9	64	7,9
6	Anémie (en dehors de la grossesse)	32	28	60	7,4
7	Tous états morbides mal définis	38	21	59	6,8
8	Paludisme confirmé (GE positive)	28	27	55	6,4
9	Diarrhée aigue, Gastroentérite	30	18	48	5,6
10	Rougeole	28	15	43	5,0
Nombre des mortalité au Gabon déclarés pour 10 affections		458	405	863	100

Source: DIS

Tableau : IV.1.7.15 : Les dix principales pathologies causes de mortalité au Gabon en 2007
(tous âges confondus)

Rang	Pathologies	Décès			%
		M	F	Total	
1	Tuberculose toutes formes	22	10	32	32,0
2	Paludisme Confirmé (GE positive)	3	8	11	11,0
3	Anémie(en dehors de lagrossess)	6	5	11	11,0
4	Broncho-pneumonies	9	2	11	11,0
5	Hypertension artérielle	3	6	9	9,0
6	Plaies	2	5	7	7,0
7	Cirrhose du foie	6	1	7	7,0
8	Toxolpasmose cérébrale	2	3	5	5,0
9	Méningite infectieuse	4	1	5	5,0
10	Hépatite	2	0	2	2,0
Nombre des mortalité au Gabon déclarés pour 10 affections		59	41	100	100,0

Source: DIS

Tableau : IV.1.7.16 : Les dix principales pathologies causes de mortalité au Gabon en 2008
(tous âges confondus)

Rang	Pathologies	Décès			%
		M	F	T	
1	Infections néonatales	4	8	12	13,3
2	Paludisme Confirmé (GE positive)	3	8	11	12,2
3	Anémie (en dehors de la grossesse)	6	5	11	12,2
4	Broncho-pneumonies	9	2	11	12,2
5	Diabète	7	3	10	11,1
6	Hypertension artérielle	3	6	9	10
7	Plaies	2	5	7	7,8
8	Cirrhose du foie	6	1	7	7,8
9	Toxolpasmose cérébrale	2	3	5	5,6
10	Méningite infectieuse	4	1	5	5,6
Nombre des mortalité au Gabon déclarés pour 10 affections		46	42	88	100

Source: DIS

IV.1.8 : Quelques indicateurs de performance

Tableau IV.1.8.1 : Population par médecin par DRS

En 2008

DRS	Ratio
Libreville/Owendo	2 059
Ouest	2 005
Sud Est	6 923
Centre	10 165
Centre Sud	10 142
Sud	3 593
Est	9 166
Centre Est	4 964
Maritime	5 363
Nord	11 215
Ensemble Gabon	3 574

Source : DGPIE

Tableau IV.1.8.2: Population par hôpital par DRS

En 2008

DRS	Ratio
Libreville/Owendo	16 408
Ouest	6 014
Sud Est	16 319
Centre	20 330
Centre Sud	11 268
Sud	8 383
Est	16 041
Centre Est	16 134
Maritime	32 194
Nord	81 703
Ensemble Gabon	15 330

Source : DGPIE

Tableau IV.1.8.3: Population par case de santé (urbaine ou rurale) par DRS

En 2008

DRS	Ratio
Libreville/Owendo	6 482
Ouest	3 007
Sud Est	2 567
Centre	2 033
Centre Sud	1 127
Sud	1 290
Est	1 309
Centre Est	860
Maritime	2 259
Nord	9 544
Ensemble Gabon	2 594

Source : DGPIE

Chapitre IV.2 Education, formation professionnelle et technique

1. Présentation

Le système éducatif gabonais se compose de trois secteurs : le public, le privé et le conventionnel.

En ce qui concerne l'année 2008, deux structures administratives avaient la charge de gérer le système éducatif :

- Le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MENESRSI) qui coordonne les enseignements pré primaire, primaire, secondaire général dans les secteurs public, privé et assure la recherche Scientifique et technologique des différents centres de recherches relevant de sa tutelle;
- le Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Insertion des Jeunes (METFPIJ) qui s'occupe de l'enseignement professionnel et technique.

A côté des universités et grandes écoles de formation affiliées au Ministère de l'Enseignement Supérieur, il existe des instituts et écoles de formation professionnelle post-universitaires publiques et privés, notamment : ENA, ENEF, IEF, ENM, EPCA, ENASS, ENAM.... Ces instituts et grandes écoles préparent aux carrières professionnelles diplômantes dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la finance, de l'environnement et de la technologie. L'entrée dans ces écoles se fait par voie de concours. Les diplômes délivrés s'obtiennent pour la plupart en trois et quatre ans de scolarité selon le niveau de formation sollicité.

Dans le domaine de l'éducation, la DGS vient de publier en collaboration avec le ministère de l'éducation nationale un bulletin statistique sur les principaux indicateurs de l'enseignement primaire au Gabon pour l'année 2008.

2. Sources et méthodologie

D'une manière générale, les données de ce chapitre ont été obtenues soit à partir de questionnaires adressés par la DGSEE aux différentes administrations soit par l'exploitation de documents administratifs ou encore par l'utilisation des bases de données mises à notre disposition par certaines Inspections Déléguées d'Académie.

Les statistiques relatives à l'exécution du budget d'investissement de l'Etat sont tirées de la base de données constituée par le Commissariat Général au Plan et au Développement. Il s'agit des montants réellement ordonnancés et qui ont été payés par le Trésor public. A cause des mutations intervenues ces derniers temps dans l'administration gabonaise, la collecte des données sur le budget de l'éducation nationale au Gabon n'a pas pu être effectuée.

La confection des statistiques de l'éducation est du ressort des départements ministériels en charge des différents ordres d'enseignement. Les données de l'enseignement préscolaire sont issues du ministère chargé des Affaires sociales (qui coordonnait jusqu'à une période très récente l'enseignement préscolaire) alors que les statistiques scolaires et universitaires proviennent respectivement du Ministère de l'Education Nationale (MEN) et du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique (MESRSIT).

Les statistiques scolaires et universitaires courantes sont présentées par année scolaire alors que les données concernant les dépenses publiques sont exprimées par année civile.

De manière générale, les administrations chargées de l'éducation n'ont pas entièrement répondu aux questionnaires dans la collecte des données pour cet Annuaire 2008. Quelques statistiques de l'année 2008 présentes dans ce chapitre proviennent du bulletin statistique de l'éducation dans l'enseignement primaire en 2008 et des collectes effectuées auprès des IDA.

3. Publications de référence

- Ministère de l'éducation nationale et de l'Instruction Civique - Délégation Académique du Haut Ogooué - *Annuaire provincial des statistiques scolaires*, année 2006-2007.
- Ministère de l'éducation nationale et de l'Instruction Civique - Délégation Académique de la Ngounié - *Annuaire provincial des statistiques scolaires*, année 2007-2008.
- Ministère de l'éducation nationale et de l'Instruction Civique - Délégation Académique de la Ngounié - *Annuaire provincial des statistiques scolaires*, année 2008-2009.
- Ministère de l'éducation nationale et de l'Instruction Civique ; Ministère du Développement, de la Performance Publique, de la Prospective et de la Statistique - DPPI et DGSEE - *Projet IMIS Gabon : Principaux indicateurs dans l'enseignement primaire au Gabon en 2008*.
- Ministère de l'éducation nationale et de l'Instruction Civique ; Ministère du Développement, de la Performance Publique, de la Prospective et de la Statistique - DPPI et DGSEE - *Projet IMIS Gabon : Bulletin de l'analyse statistique de l'enseignement primaire au Gabon en 2008*.

4. Principales définitions

- **Etablissement social**

C'est un établissement d'enseignement préscolaire sous tutelle d'une municipalité ou de la Direction Générale des Affaires Sociales.

• Etablissement universitaire

C'est une unité de formation et de recherche comprenant plusieurs filières relevant de l'enseignement supérieur. Au Gabon, on en compte sept, dont trois structures relevant du secteur public et quatre autres établissements privés :

- l'Université Omar Bongo ;
- l'Université des Sciences de la Santé ;
- l'Université des sciences et techniques de Masuku ;
- l'Université Polytechnique de Kougouleu ;
- les Hautes Etudes Canadiennes Internationales ;
- l'Université Africaine des Sciences ;
- l'Académie Franco-Américaine de Management.

• Institut de Recherche

Un institut de Recherche est un établissement public dépendant du Ministère de la recherche. Il participe à des recherches scientifique et technique dans les domaines des sciences humaines, de la santé, de la nature et de la technologie. Il concourt à la diffusion des savoirs dans ces domaines par des publications. Au Gabon, certains instituts de recherche sont régis par le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CENAREST) ; il s'agit de :

- IRAF (Institut de Recherche en Agronomie) ;
- IRT (Institut de Recherches Technologiques) ;
- IPHAMETRA (Institut de Pharmacopée et de Médecine traditionnelle) ;
- IRSH (Institut de Recherche en Sciences humaines) ;
- IRET (Institut de Recherche en Ecologie Tropicale).

Le Centre International de Recherche Médicale de Franceville (CIRMF) a un fonctionnement autonome.

• Enseignement normal

C'est un enseignement spécialisé destiné à la formation des instituteurs. Actuellement, on recense trois établissements publics et deux autres du privé, notamment :

- l'Ecole Normale des Instituteurs de Libreville ;
- l'Ecole Normale des Instituteurs/Catholique ;
- l'Ecole Normale des Instituteurs/Protestant ;
- l'Ecole Normale des Instituteurs de Franceville.
- l'Ecole Normale des Instituteurs de Mouila.

• Ecoles de santé

Une école de santé est un établissement d'utilité publique qui transmet aux apprenants des enseignements et des expériences dans le domaine de la santé. Le Gabon dispose de quatre structures publiques qui forment le personnel de santé dans les catégories inférieure et moyenne. Il s'agit notamment de :

- l'Ecole Nationale d'Actions Sanitaire et Sociale de Libreville;
- l'Ecole Interprovinciale de Santé de Franceville ;
- l'Ecole Interprovinciale de Santé de Mouila ;
- l'Ecole Interprovinciale de Santé de Makokou.

- **Diplômes du premier cycle :**

- **BEPC** : Brevet d'études du premier cycle ;
- **CAP/I** : Certificat d'aptitude professionnelle industriel (menuiserie pour bâtiment, électromécanique, construction de bâtiment, ouvrages métalliques, mécanique auto, installation sanitaire, fabrication mécanique) ;
- **CAP/C** : Certificat d'aptitude professionnelle commercial (aide comptable, sténo-dactylo) ;
- **BET/I** : Brevet d'études techniques industrielles (menuiserie - ébénisterie, construction métallique et électrotechnique, construction de bâtiment, mécanique auto, fabrication mécanique) ;
- **BET/C** : Brevet d'études techniques commerciales (secrétariat, comptabilité) ;
- **BT** : Brevet technique (froid - climatisation, moteurs industriels diesels maritimes, mécanique d'entretien) ;
- **BP** : Brevet professionnel (banque, comptabilité).

- **Séries du baccalauréat :**

- **A** Philosophie, lettres, langue et mathématiques ;
- **B** Sciences économiques et sociales ;
- **C** Mathématiques et sciences physiques ;
- **D** Mathématiques et sciences de la nature ;
- **E** Mathématiques et techniques ;
- **F1** Construction mécanique ;
- **F2** Electronique ;
- **F3** Electrotechnique ;
- **F4** Génie civil ;
- **G1** Techniques administratives ;
- **G2** Techniques quantitatives ;
- **G3** Techniques commerciales ;
- **H** Génie mécanique ;
- **MI** Mécanique industrielle.

Tableau IV.2.1.1 : Nombre d'établissements

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Enseignement préprimaire ¹	41	44	45	45	232
Enseignement primaire	1 433	1 563
Enseignement secondaire	107
Enseignement universitaire	4	4	4	5	5

1. Les données avant 2007-2008 sont celles des établissements du Ministère des Affaires sociales.

Sources : MEN et MESRIT

Tableau IV.2.1.2 : Nombre de salles de classe

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Enseignement préprimaire	363	..
Enseignement primaire	..	8 356
Enseignement secondaire	1 993	..

Sources : MEN et MESRIT

Tableau IV.2.1.3 : Nombre de salles de sections

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Enseignement préprimaire ¹
Enseignement primaire	9 809	10 493
Enseignement secondaire

Sources : MEN et MESRIT

Tableau IV.2.1.4 : Population scolarisée

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Enseignement préprimaire ¹	3 663	3 827	3 925	3 811	14 032
Enseignement primaire ³	281 538	281 504	233 872	..	527 857
Filles	139 274	139 251	115 628	..	253 371
Garçons	142 264	142 253	118 244	..	274 486
Enseignement secondaire
1er cycle
Filles
Garçons
2ème cycle
Filles
Garçons
Enseignement universitaire ²	7 770	8 644
Filles
Garçons
Total

1. Les données avant 2007-2008 sont celles des établissements du Ministère des Affaires sociales.

2. Données de l'USTM non comprises

3. Les données de l'année 2008-2009 sont des estimations

Sources : MEN et MESRIT

Tableau IV.2.1.5 : Personnel enseignant

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Enseignement primaire	4 779	5 576	5 668	..	7 229
Hommes		2 984	3 138	..	4 135
Femmes		2 592	2 530	..	3 094
Enseignement secondaire	2 958
Hommes
Femmes
Enseignement universitaire
Hommes
Femmes
Total

1. Les données du primaires sont évaluées à 60% en 2008.

Sources : MEN et MESRIT

Tableau IV.2.1.6 : Principaux indicateurs de l'enseignement primaire au Gabon

	En %
	2008/09
Taux brut d'admission	88,7
Taux net de scolarisation	96,0
Taux de promotion	58,9
Taux de redoublement	38,1
Taux d'abandon	3,0
Rapport élèves-maîtres	48
Rapport élèves-classe	48
Rapport élèves-école	273

Source : DGS

Tableau IV.2.1.7 : Dépenses d'investissement sur budget national ¹

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Montant des dépenses	Mio FCFA	3 727	9 435	8 799	14 444	..
Enseignement primaire	Mio FCFA	525	1 972	1 081	1 727	..
Enseignement secondaire	Mio FCFA	2 189	3 205	2 882	7 992	..
Enseignement universitaire	Mio FCFA	1 013	4 258	4 836	4 725	..
Part des dépenses dans le budget général d'investissement						
Enseignement primaire	%	0,5	1,3	1,1	1,5	..
Enseignement secondaire	%	1,5	2,4	2,9	7,1	..
Enseignement universitaire	%	0,7	3,0	4,8	4,2	..
Part des dépenses dans le PIB						
Enseignement primaire	%	0,4	1,4	1,2	1,2	..
Enseignement secondaire	%	1,6	2,0	3,1	6,8	..
Enseignement universitaire	%	0,6	2,9	5,2	3,9	..

1. Il s'agit des montants décaissés par le trésor public.

Sources : CGPD et DGS

IV.2.2 : Enseignement primaire

Tableau IV.2.2.1 : Nombre d'écoles primaires¹

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Enseignement public
Estuaire
Haut-Ogooué	124
Moyen Ogooué	45	..
Ngounié	175	175	175	175	..
Nyanga	63	..
Ogooué-Ivindo	114	115	115
Ogooué-Lolo	67	..
Ogooué-Maritime	44	41	45	43	..
Woleu-Ntem	110	..
Enseignement privé
Estuaire	186	..
Haut-Ogooué	13	43	..
Moyen Ogooué	39	..
Ngounié	114	124	118
Nyanga	17	..
Ogooué-Ivindo	41	40	..
Ogooué-Lolo	28	..
Ogooué-Maritime	80	77	76	80	..
Woleu-Ntem	132	..
Ensemble	1 939

1. La série est corrigée. Les données de 2008 ont été collectées fournies par les IDA.

Sources : IDA Ogooué-Ivindo et IDA Ngounié)

Tableau IV.2.2.2 : Nombre de classes dans les écoles primaires

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Enseignement public
Estuaire	3 777
Haut-Ogooué	180	150	..
Moyen Ogooué	211	..
Ngounié	131	..
Nyanga	69	..
Ogooué-Ivindo	380	380	251	243	..
Ogooué-Lolo	80	..
Ogooué-Maritime	152	..
Woleu-Ntem	125	..
Enseignement privé
Estuaire	312	..
Haut-Ogooué	96	54	..
Moyen Ogooué	91	..
Ngounié	50	..
Nyanga	13	..
Ogooué-Ivindo	142	131	..
Ogooué-Lolo	41	..
Ogooué-Maritime	52	..
Woleu-Ntem
Ensemble	11 024

Source : IDA Ogooué-Ivindo

Tableau IV.2.2.3 Nombre d'enseignants dans le primaire

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Enseignement public					
Estuaire	3 412
Haut-Ogooué	601	320	593	472	714
Moyen Ogooué	149	310
Ngounié	469	522	645	390	469
Nyanga	214	233
Ogooué-Ivindo	601	673	791	179	289
Ogooué-Lolo	258	256
Ogooué-Maritime	309	315	305	334	751
Woleu-Ntem	628	795
Enseignement privé					
Estuaire	484	..
Haut-Ogooué	95	113	259	216	..
Moyen Ogooué	77	131
Ngounié	675	753	659	161	..
Nyanga	81	..
Ogooué-Ivindo	136	141	159
Ogooué-Lolo	139	..
Ogooué-Maritime	444	487	406	396	422
Woleu-Ntem	473	..
Total

Sources : DGS, IDA Ogooué-Ivindo, IDA Ngounié et Service statistique Haut-Ogooué

Tableau IV.2.2.6 : Ecoles primaires : nombre moyen d'élèves par classe

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Enseignement public
Estuaire	57
Haut-Ogooué	42
Moyen Ogooué	52
Ngounié	24	27	27	..	39
Nyanga	32
Ogooué-Ivindo	46
Ogooué-Lolo	40
Ogooué-Maritime	73
Woleu-Ntem	26
Enseignement privé					
Estuaire
Haut-Ogooué
Moyen Ogooué
Ngounié	40	39	39
Nyanga
Ogooué-Ivindo
Ogooué-Lolo
Ogooué-Maritime
Woleu-Ntem

1. Les données de 2008-2009 comprennent également l'enseignement privé.

Sources : DGS et IDA Ngounié

IV.2.3 : Résultat aux examens

Tableau IV.2.3.1 : CEP, Concours d'entrée en 6ème et BEPC

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
CEP					
Candidats				..	19 289
Admis				..	14 949
Taux de réussite				..	77,5
Concours d'entrée en 6ème					
Candidats	19 586
Admis	13 518
Taux de réussite en %	69,0
Candidats au BEPC					
Admis				..	25 968
Taux de réussite en %				..	4 425
				..	17,0

Source : MEN

IV.2.4 : Enseignement secondaire

Tableau IV.2.4.1 : Répartition des collèges et lycées par province

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Enseignement public					
Estuaire	19	..
Haut-Ogooué	75	12	..
Moyen-Ogooué	4	..
Ngounié	17	17	17	8	..
Nyanga	5	..
Ogooué-Ivindo	6	6	6	4	..
Ogooué-Lolo	8	4	..
Ogooué-Maritime	6	..
Woleu-Ntem	6	..
Enseignement privé					
Estuaire	12	..
Haut-Ogooué	33	4	..
Moyen-Ogooué	2	..
Ngounié	20	24	22	4	..
Nyanga	1	..
Ogooué-Ivindo	2	..
Ogooué-Lolo	4	..
Ogooué-Maritime	2	..
Woleu-Ntem	7	..
Ensemble					

Source : IDA des provinces et Service statistique du Ministère de l'Education nationale

Tableau IV.2.4.1: Nombre de salles de classes des collèges et lycées

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Enseignement public	
Estuaire				..	519
Haut-Ogooué	150
Moyen-Ogooué	52
Ngounié	131
Nyanga	69
Ogooué-Ivindo	66	71	72
Ogooué-Lolo	80
Ogooué-Maritime	152
Woleu-Ntem	125
Enseignement privé
Estuaire	312
Haut-Ogooué	54
Moyen-Ogooué	34
Ngounié	50
Nyanga	13
Ogooué-Ivindo	18
Ogooué-Lolo	41
Ogooué-Maritime	52
Woleu-Ntem				..	96
Ensemble	

Source : IDA Ogooué-Ivindo, IDA Ngounié et Service statistique Haut-Ogooué,

Tableau IV.2.5 : Enseignement normal

Tableau IV.2.5.1 : Enseignement normal : nombre d'école

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Nombre d'école	5	5	5	5	5
Enseignement normal public	3	3	3	3	3
Enseignement normal confessionnel	2	2	2	2	2
Répartition des élèves par niveau d'études
1ère année
2ème année
Nombre des élèves	526	624	564	621	..
Masculin	288	321	283	297	..
Féminin	238	321	281	324	..
Part des filles dans l'effectif total (%)	45,2	50	49,8	52,2	..
Nombre d'enseignants
Masculin
Féminin

1. Non compris ENI de Franceville et de Mouila

Sources : ENIC, ENIP, ENIL

Tableau IV.2.5.2 : Enseignement normal : effectifs par école ¹

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Ecole Normale des Instituteurs/Libreville	347	421	359	424	..
Garçons	185	212	184	207	..
Filles	162	209	175	217	..
Part des filles dans l'effectif total en %	46,7	49,6	48,7	51,2	..
Ecole Normale des Instituteurs/catholiques	100	120	126	130	..
Garçons	52	69	57	60	..
Filles	48	51	69	70	..
Part des filles dans l'effectif total en %	48,0	42,5	54,8	53,8	..
Ecole Normale des Instituteurs/Protestants	79	76	79	67	..
Garçons	51	40	42	30	..
Filles	28	36	37	37	..
Part des filles dans l'effectif total en %	35,4	47,4	46,8	55,2	..

1. Non compris ENI de Franceville et de Mouila

Sources : ENIC, ENIP, ENIL

IV.2.6 : Enseignement technique et professionnel

Tableau IV.2.6.1 : Nombre d'établissement d'enseignement technique et professionnel

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Enseignement public	11	11	11	11	11
Estuaire	3	3	3	3	3
Haut-Ogooué	2	2	2	2	2
Moyen Ogooué	-	-	-	-	-
Ngounié	2	2	2	2	2
Nyanga	1	1	1	1	1
Ogooué-Ivindo	-	-	-	-	-
Ogooué-Lolo	-	-	-	-	-
Ogooué-Maritime	2	2	2	2	2
Woleu-Ntem	1	1	1	1	1
Enseignement privé
Estuaire
Haut-Ogooué
Moyen Ogooué
Ngounié
Nyanga
Ogooué-Ivindo
Ogooué-Lolo
Ogooué-Maritime
Woleu-Ntem
Total

Source : MEN

Tableau IV.2.6.2 : Répartition des élèves des établissements professionnels et techniques

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
LTNOBO ¹					
1ère Année
2ème Année
3ème Année
4ème Année
Total
Garçons
Filles
LPI Libreville ²					
1ère Année	233	214	157	119	..
2ème Année	199	173	147	133	..
3ème Année	145	157	142	122	..
4ème Année	145	157	142	122	..
Total	722	701	588	496	..
Garçons
Filles
LPC Libreville ³					
1ère Année	221	177	194	157	..
2ème Année	135	115	84	85	..
3ème Année	94	153	99	51	..
4ème Année	43	63	117	110	..
Total	493	508	494	403	..
Garçons
Filles
LPI Fougamou ⁴					
1ère Année	62	76	0	64	..
2ème Année	27	13	0	39	..
3ème Année	37	31	0	20	..
4ème Année	0	0	0	8	..
Total	126	120	0	131	..
Garçons
Filles
LPCNM de Mouila ⁵					
1ère Année	39	75	68	61	..
2ème Année	49	30	32	59	..
3ème Année	73	45	30	33	..
4ème Année	49	61	42	48	..
Total	210	211	172	201	..
Garçons
Filles

1. LTNOBO (Lycée technique national Omar BONBO ONDIMBA)

2. LPI de Libreville (Lycée

3. LPI de Fougamou

4.LPC de Libreville

5. LPCNM de Mouila

Source : METP

Tableau IV.2.6.2 : Répartition des élèves des établissements professionnels et techniques (suite et fin)

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
LPIAB de Tchibanga ⁶					
1ère Année	88	125	106	72	..
2ème Année	27	44	56	43	..
3ème Année	47	34	24	34	..
4ème Année	..	29	38	27	..
Total	..	232	224	176	..
Garçons
Filles
LPIBO d'Oyem ⁷					
1ère Année	75	110	264	169	..
2ème Année	83	67	75	68	..
3ème Année	72	46	48	44	..
4ème Année	76	76	74	63	..
Total	306	299	461	344	..
Garçons
Filles
LPCAO de Franceville ⁸					
1ère Année	41	..	64
2ème Année	57	..	70
3ème Année	74	..	30
4ème Année	57	..	40
Total	229	531	204	520	..
Garçons
Filles
Ensemble ¹	2 143
1ère Année	759	..	853
2ème Année	577	..	464
3ème Année	542	..	373
4ème Année	453
Garçons
Filles

6. LPIAB de Tchibanga

7. LIPBO d'Oyem

8. LPCAO de Franceville

Sources : METP LPC et LPI

IV.2.8 : Entrée dans l'enseignement universitaire

Tableau IV.2.8.1 : Résultats à l'examen du baccalauréat

		2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Résultats d'ensemble	Présentés	11 629	13 138	13 273	16 166	18 798
	Admis	5 030	6 761	5 049	5 608	6 540
	Taux de réussite en %	43,3	51,5	38,0	34,7	34,8

Source : ONB

Tableau IV.2.8.1.1 : Résultats aux baccalauréats classiques

		2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Série A	Présentés	3 660	4 291	4 511	5 450	6 699
	Admis	1 406	2 237	1 652	1 998	2 029
	Taux de réussite en %	38,4	52,1	36,6	36,7	30,3
Série B	Présentés	3 123	3 576	3 619	4 476	5 916
	Admis	1 376	1 920	1 489	1 417	1 760
	Taux de réussite en %	44,1	53,7	41,1	31,7	29,7
Série C	Présentés	272	332	331	405	370
	Admis	163	261	202	256	233
	Taux de réussite en %	59,9	78,6	61,0	63,2	63,0
Série D	Présentés	1 644	1 715	1 787	2 122	2 214
	Admis	869	846	675	964	1 010
	Taux de réussite en %	52,9	49,3	37,8	45,4	45,6
Série E	Présentés	25	32	21	24	28
	Admis	14	27	16	13	16
	Taux de réussite en %	56,0	84,4	76,2	54,2	57,1
Total baccalauréats classiques	Présentés	8 724	9 946	10 269	12 477	15 199
	Admis	3 828	5 291	4 034	4 648	4 815
	Taux de réussite en %	43,9	53,2	39,3	37,3	31,7

Source : ONB

Tableau IV.2.8.2 : Résultats aux baccalauréats techniques

		2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Série F	Présentés	518	666	479	544	283
	Admis	200	339	182	260	147
	Taux de réussite en %	38,6	50,9	38,0	47,8	51,9
Série G	Présentés	2 333	2 460	2 477	3 070	2 972
	Admis	964	1 070	799	664	1 176
	Taux de réussite en %	41,3	43,5	32,3	21,6	39,6
Série MI	Présentés	54	66	48	75	95
	Admis	38	61	34	36	84
	Taux de réussite en %	70,4	92,4	70,8	48,0	88,4
Total baccalauréats techniques	Présentés	2 905	3 192	3 004	3 689	3 350
	Admis	1 202	1 470	1 015	960	1 407
	Taux de réussite en %	41,4	46,1	33,8	26,0	42,0

Source : ONB

Tableau IV.2.8.3 : Résultats aux baccalauréats selon la série et le centre d'examen en 2007-2008 (suite)

Centres	Série	Inscrits	Absents	Présents	Admis	%
Libreville	A1	3 584	53	3 531	877	24,8
	A2	493	1	492	178	36,2
	B	3 711	54	3 657	885	24,2
	C	297	1	296	184	62,2
	D	1 582	27	1 555	647	41,6
	E	22	0	22	10	45,5
	F1	119	2	117	57	48,7
	F3	144	2	142	71	50,0
	F4	223	1	222	85	38,3
	ACA	823	12	811	290	35,8
	ACC	1 234	18	1 216	492	40,5
	CG	963	18	945	394	41,7
	Total du centre de Libreville		9 611	136	9 475	3 293
Franceville	A1	467	4	463	193	41,5
	A2	35	1	34	28	82,4
	B	563	1	562	257	45,7
	C	24	0	24	23	95,8
	D	99	0	99	78	78,8
	MI	67	0	67	59	88,1
Total du centre Franceville		1 255	6	1 249	638	51,1

Source : ONB

Tableau IV.2.8.3 : Résultats aux baccalauréats selon la série et le centre d'examen en 2007-2008 (suite et fin)

Centres	Série	Inscrits	Absents	Présents	Admis	%
Lambaréné	A1	247	1	246	62	25,2
	A2	21	0	21	5	23,8
	B	226	4	222	69	31,1
	D	56	0	56	30	53,6
Total du centre		550	5	545	166	30,5
Mouila	A1	289	0	289	85	29,4
	A2	83	0	83	35	42,2
	B	310	2	308	86	27,9
	C	16	0	16	9	56,3
	D	124	0	124	50	40,3
Total du centre de Mouila		822	2	820	265	32,3
Tchibanga	A1	170	0	170	98	57,7
	A2	35	0	35	29	82,9
	B	69	0	69	47	68,1
	D	18	0	18	15	83,3
Total du centre Tchibanga		292	0	292	189	64,7
Makokou	A1	93	0	93	63	67,7
	A2	98	1	97	85	87,6
	B	19	0	19	17	89,5
Total du centre Makokou		210	1	209	165	78,9
Koula Moutou	A1	194	0	194	80	41,2
	A2	16	0	16	11	68,8
	B	158	1	157	59	37,6
	D	47	0	47	17	48,9
Total du centre Koulamoutou		415	1	414	167	40,3
Port-Gentil	A1	389	3	386	141	36,5
	A2	22	0	22	15	68,2
	B	318	2	316	135	42,7
	C	20	0	20	11	55,0
	D	129	1	128	82	64,1
	E	6	0	6	6	100,0
	F2	24	1	23	19	82,6
	MI	28	0	28	25	89,3
Total du centre Port-Gentil		936	7	929	434	46,7
Oyem	A1	594	1	593	116	19,6
	A2	32	1	31	14	45,2
	B	529	1	528	137	26,0
	C	14	0	14	6	42,9
	D	169	1	168	68	40,5
Total du centre d'Oyem		1 338	4	1 334	341	25,6
Total national		19 013	215	18 798	6 540	34,8

Source : ONB

IV.2.9 : Enseignement universitaire

Tableau IV.2.9.1 : Nombre d'établissements dans l'enseignement universitaire

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Nombre d'établissements					
Université Omar Bongo (UOB)	2	2	2	2	2
dont nombre de facultés	8	8	8	8	8
Université des sciences et techniques de Masuku	2	2	2	2	2
Université des Sciences de la Santé (USS)	3	3	3	3	3
Université Africaine des Sciences (UAS)	///	1	1	1	1
Académie Franco-Américaine de Management	..	1	1	1	1

Sources : UOB, USS, UAS, Université des sciences et techniques de Masuku et Académie Franco -Américaine de Management

Tableau IV.2.9.2: Nombre d'enseignants dans l'enseignement universitaire

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Nombre d'enseignants¹
Université Omar Bongo
Proportion des femmes dans l'effectif total en %
Proportion des Gabonais dans l'effectif total en %
Université des Sciences de la Santé	57	59	45	81	..
Proportion des femmes dans l'effectif total en %
Proportion des Gabonais dans l'effectif total en %	96,5	96,6	95,6	97,5	..
Académie Franco-Américaine de Management	32	..
Proportion des femmes dans l'effectif total en %	///	6,3	..
Proportion des Gabonais dans l'effectif total en %	///	65,6	..

1. Non compris USTM, UPK, HECI et UAS

Sources : UOB, USS et Académie Franco-Américaine de Management (AFRAM)

Tableau IV.2.9.3: Nombre d'étudiants par université bénéficiant des financements publics

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Université Omar Bongo					
Fac. des Lettres et des Sciences Humaines (FLSH)	5 358	5 469	6 052	6 448	..
Garçons	2 745	2 658	3 048	3 185	..
Filles	2 613	2 811	3 004	3 263	..
Part des filles dans l'effectif total en %	48,8	51,4	49,6	50,6	..
Fac. de Droit et des Sciences Economiques (FDSE)	2 326	2 385	2 881	2 977	..
Garçons	1 454	1 489	1 711	1 734	..
Filles	872	896	1 170	1 243	..
Part des filles dans l'effectif total en %	37,5	37,6	40,6	41,8	..
Total U.O.B	7 684	7 854	8 933	9 425	..
Garçons	4 199	4 147	4 759	4 919	..
Filles	3 485	3 707	4 174	4 506	..
Université des Sciences de la Santé					
Faculté de Médecine et des Sciences de la Santé	284	251	265	352	..
Garçons	161	132	151	189	..
Filles	123	119	114	163	..
Part des filles dans l'effectif total en %	43,3	47,4	43,0	46,3	..
Ecole de Biologie Médicale	150	88	100	102	..
Garçons	106	59	57	62	..
Filles	44	29	43	40	..
Part des filles dans l'effectif total en %	29,3	33,0	43,0	39,2	..
Ecole de Sages Femmes	34	33	27	35	..
Total U.S.S	468	372	392	489	..
Nombre de diplômés selon la filière					
Medecine	42	37	36	43	..
Sages Femmes
Université des Sciences et Techniques de Masuku					
Faculté des sciences
Garçons
Filles
Part des filles dans l'effectif total en %
Ecole Polytechnique
Garçons
Filles
Part des filles dans l'effectif total en %
Total Masuku
Garçons
Filles

Sources : UOB , U.S.S et USTM

Tableau IV.2.9.3 : Nombre d'étudiants par université bénéficiant des financements publics ¹ (suite et fin)

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Ecole Normale Supérieure (ENS)	531	575	518	652	628
Garçons	365	391	331	439	425
Filles	166	184	187	213	203
Part des filles dans l'effectif total en %	31	32	36	33	..
Ecole Normale Supérieure de l'Enseig. Tech.(ENSET)	175	123	159	159	..
Garçons	139	98	134	134	..
Filles	36	25	25	25	..
Part des filles dans l'effectif total en %	21	20	16	17	..
Institut National des Sciences et de Gestion (INSG)	847	1 180	1 352	1 959	..
Garçons	476	504	776	1 131	..
Filles	371	676	576	828	..
Part des filles dans l'effectif total en %	44	57	43	42	..
Institut Universitaire des Sciences de l'Organisation	376	679	1 254	1 058	1 392
Garçons	86	94	317	325	378
Filles	290	585	937	733	1 014
Part des filles dans l'effectif total en %	77	86	75	69	73
Ecole Nationale des Eaux et Forêts	69	52	37	80	..
Garçons	44	44	31	58	..
Filles	25	8	6	22	..
Part des filles dans l'effectif total en %	36	15	16	28	..
Institut Supérieur de Technologie	221	175	208	306	..
Garçons	123	105	127	202	..
Filles	98	75	81	98	..
Part des filles dans l'effectif total en %	44	43	39	32	..
Ensemble	10 196	10 887	12 694	14 128	..
Garçons	5 195	5 085	6 218	7 020	..
Filles	4 470	5 232	5 958	6 450	..
Part des filles dans l'effectif total en %	43,8	48,1	46,9	45,7	..

1. Non compris les données de l'université de Masuku (2001-2007), les données de l'ENSET (2004-2007) et les effectifs sur le genre au niveau de l'ENS.

Sources : UOB, USS, ENS, IUSO, ENSET, I.S.T, I.N.S.G, USO et E.N.E.F

Tableau IV.2.9.4 : Nombre d'étudiants par université privée

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Université Africaine des Sciences	-	20	39	34	..
Garçons	-	9	9	17	..
Filles	-	11	30	17	..
Part des filles dans l'effectif total en %	-	55,0	76,9	50,0	..
Hautes Etudes Canadiennes Internationales	158	121	87	143	..
Garçons	82	34	46	76	..
Filles	76	87	41	67	..
Part des filles dans l'effectif total en %	48,1	71,9	47,1	46,9	..
Académie Franco-Américaine de Management	20	41	111	167	..
Garçons
Filles
Part des filles dans l'effectif total en %
Université Polytechnique de Kougueleu
Garçons
Filles
Part des filles dans l'effectif total en %
Ecole Supérieure des Arts et Métiers	254	269	283	349	..
Garçons
Filles
Part des filles dans l'effectif total en %
Ecole Supérieure de Commerce et de Gestion	85	103	109	150	..
Garçons	40	53	39	60	..
Filles	45	50	70	90	..
Part des filles dans l'effectif total en %	52,9	48,5	64,2	60,0	..
Institut des Technologies Avancées
Garçons
Filles
Part des filles dans l'effectif total en %
Ensemble
Garçons
Filles
Part des filles dans l'effectif total en %

Sources : UAS, HECI et AFRAM

Tableau IV.2.9.5 : Structures de recherche scientifique

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Instituts de recherche					
IPHAMETRA	10	10	12	15	..
Hommes	4	4	5	7	..
Femmes	6	6	7	8	..
Part des femmes dans l'effectif total en %	60,0	60,0	58,3	53,3	..
IRSH	44	57	70	95	..
Hommes	40	52	63	85	..
Femmes	4	5	7	10	..
Part des femmes dans l'effectif total en %	9,1	8,8	10,0	10,5	..
IRAF	108	..
Hommes	90	..
Femmes	18	..
Part des femmes dans l'effectif total en %	16,7	..
IRET
Hommes
Femmes
Part des femmes dans l'effectif total en %
CIRMF
Hommes
Femmes
Part des femmes dans l'effectif total en %
Total Instituts de recherche
Hommes
Femmes

Sources: IPHAMETRA, IRSH et IRAF

IV.2.10 : Structures de formations gérées par les administrations publiques

Tableau IV.2.10.1 : Structures de formation : nombre d'établissements

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Nombre d'établissements total	7	7	7	7	..
Administration des finances	1	1	1	1	..
Administration de la santé	4	4	4	4	..
Administration générale	2	2	2	2	..

Source : DGSEE

Tableau IV.2.10.2 : Effectifs dans les structures de formation sanitaire : données d'ensemble

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Nombre d'établissements	4	4	4	4	4
Répartition des étudiants par niveau d'études	1 800	1 968	1 556	875	..
1ère année	891	1010	664	58	..
2ème année	656	913	853	491	..
3ème année	253	45	39	326	..
Répartition des étudiants par sexe	1 856	1 968	1 556	875	..
Garçons	525	690	641	335	..
Filles	1331	1278	915	540	..
Part des filles dans l'effectif total en %	71,7	64,9	58,8	61,7	..
Répartition des enseignants par sexe	204	202	124	110	..
Hommes	146	148	82	79	..
Femmes	58	54	42	31	..
Part des femmes dans l'effectif total en %	28,4	26,7	33,9	28,2	..
Répartition des enseignants par nationalité	204	202	124	110	..
Gabonais	186	187	113	103	..
Etrangers	18	15	11	7	..
Part des gabonais dans l'effectif total en %	91,2	92,6	91,1	93,6	..

Source: ENASS

Tableau IV.2.10.3 : Effectifs par structure de formation sanitaire

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Ecole nationale d'actions sanitaire et sociale de Libreville					
Répartition des étudiants par niveau d'études	871	990	1 130	756	..
1ère année	414	610	605	58	..
2ème année	259	335	486	413	..
3ème année	198	45	39	285	..
Répartition des étudiants par sexe	930	990	1130	756	..
Garçons	271	352	422	304	..
Filles	659	638	708	452	..
Part des filles dans l'effectif total en %	70,9	64,4	62,7	59,8	..
Répartition des enseignants par sexe	130	131	68	61	..
Hommes	87	90	39	41	..
Femmes	43	41	29	20	..
Part des femmes dans l'effectif total en %	33,1	31,3	42,6	32,8	..

Source : ENASS

Tableau IV.2.10.4 : Effectifs par structure de formation sanitaire (suite et fin)

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Ecole nationale d'actions sanitaire et sociale de Franceville					
Nombre d'étudiants par niveau d'études	216	319	211	91	..
1ère année	161	191	50	0	..
2ème année	0	128	161	50	..
3ème année	55	0	0	41	..
Répartition des étudiants par sexe	216	319	211	91	..
Garçons	78	111	112	34	..
Filles	138	208	99	57	..
Part des filles dans l'effectif total en %	63,9	65,2	46,9	62,6	..
Répartition des enseignants par sexe	39	37	32	25	..
Hommes	31	31	25	20	..
Femmes	8	6	7	5	..
Part des femmes dans l'effectif total en %	20,5	16,2	21,9	20,0	..
Ecole Interprovinciale de santé de Mouila					
Nombre d'étudiants par niveau d'études	545	464	126	18	..
1ère année	198	124	0	0	..
2ème année	347	340	126	18	..
Répartition des étudiants par sexe	545	464	126	18	..
Garçons	115	140	63	5	..
Filles	430	324	63	13	..
Part des filles dans l'effectif total en %	78,9	69,8	50,0	72,2	..
Répartition des enseignants par sexe	4	7	7	7	..
Hommes	3	5	5	5	..
Femmes	1	2	2	2	..
Part des femmes dans l'effectif total en %	25,0	28,6	28,6	28,6	..
Ecole Interprovinciale de santé de Makokou					
Répartition des étudiants par niveau d'études	165	195	89	10	..
1ère année	115	85	9	0	..
2ème année	50	110	80	10	..
Répartition des étudiants par sexe	165	195	89	10	..
Garçons	61	87	44	6	..
Filles	104	108	45	4	..
Part des filles dans l'effectif total en %	63,0	55,4	50,6	40,0	..
Répartition des enseignants par sexe	31	27	17	17	..
Hommes	25	22	13	13	..
Femmes	6	5	4	4	..
Part des femmes dans l'effectif total en %	19,4	18,5	23,5	23,5	..

Source : ENASS de Libreville

Chapitre IV.3

Développement humain et genre

1. Présentation

Le niveau de développement humain atteint par les pays et les régions est principalement appréhendé par quatre indicateurs synthétiques conçus par le PNUD.

Il s'agit de :

- l'indicateur du développement humain (IDH);
- l'indicateur sexo-spécifique du développement humain (ISDH);
- l'indicateur de participation des femmes (IPF);
- l'indicateur de pauvreté humaine (IPH) ;

L'indicateur du développement humain (IDH) est un indice composite qui mesure les résultats moyens d'un pays autour de trois dimensions fondamentales du développement humain : une vie longue en bonne santé ; l'accès à la connaissance ; et un niveau de vie décent. Ces dimensions fondamentales sont mesurées respectivement par l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation des adultes, le taux de scolarisation brut combiné pour l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, et le produit intérieur brut (PIB) par habitant en termes de parité de pouvoir d'achat en dollars américains (PPA USD).

L'indice sexo-spécifique du développement humain (ISDH) corrige le niveau de l'IDH de façon à refléter les inégalités sociologiques entre femmes et hommes sous les aspects de longévité et santé, exprimées par l'espérance de vie à la naissance ; d'instruction et d'accès au savoir, exprimés par le taux d'alphabétisation des adultes, et le taux brut de scolarisation ; et de Possibilité de bénéficier d'un niveau de vie décent, exprimée par le revenu estime du travail (en PPA).

L'indicateur de participation des femmes (IPF) quant à lui se concentre sur les opportunités ouvertes aux femmes, plutôt que sur les capacités qui sont les leurs. Il s'attache aux inégalités femmes-hommes dans trois domaines essentiels : la participation et le pouvoir décisionnaire dans la sphère politique ; la participation et le pouvoir décisionnaire dans l'économie et la maîtrise des ressources économiques.

L'indicateur de pauvreté humaine (IPH-1) pour les pays en développement mesure les carences ou manques observables dans les trois dimensions fondamentales envisagées par l'IDH ; à savoir : la longévité et la santé : risque de décéder à un âge relativement précoce ; l'Instruction et l'accès au savoir : exclusion du monde de la lecture et des communications ; la possibilité de disposer d'un niveau de vie décent : impossibilité d'accéder à ce que procure l'économie dans son ensemble.

2. Sources et méthodologie

Les statistiques sur le développement humain sont élaborées par le PNUD qui les publie, depuis 1990, dans un rapport mondial sur le développement humain. Ce rapport présente le classement des pays selon le niveau de leur IDH, tout en indiquant leur différentiel de classement par rapport au revenu national.

✓ L'indicateur du développement humain (IDH)

L'IDH est une mesure sommaire du développement humain. Il mesure les réalisations moyennes dans un pays et dans trois dimensions fondamentales du développement humain :

- Une vie longue et en bonne santé, telle que mesurée par l'espérance de vie à la naissance.
- Les connaissances, mesurées par le taux d'alphabétisation chez les adultes (avec un coefficient de pondération de deux tiers) et le taux d' enrôlement combiné primaire, secondaire et tertiaire (avec coefficient de pondération d'un tiers).
- Un niveau de vie décent, mesuré par le PIB par personne en termes de parité du pouvoir d'achat (PPA) en dollars US.

Avant de calculer l'IDH, il convient de créer un indicateur pour chacune de ces dimensions. Pour calculer ces indicateurs (l'espérance de vie, l'éducation et le PIB), des valeurs minimum et maximum sont choisis ainsi qu'il suit :

Indicateur	Valeur minimale	Valeur maximale
Espérance de vie à la naissance	25 ans	85 ans
Taux d'alphabétisation des adultes	0%	100%
Taux de scolarisation	0%	100%
PIB réel par habitant (PPA)	100 USD	40 000 USD

La performance de chaque dimension est exprimée sous la forme d'une valeur entre 0 et 1 et en appliquant la formule générale suivante :

$$\text{Indicateur de dimension} = \frac{\text{Valeur réelle} - \text{Valeur minimum}}{\text{Valeur maximum} - \text{Valeur minimum}}$$

L'IDH est ensuite calculé comme une simple moyenne des indicateurs de la dimension.

✓ L'indicateur de pauvreté humaine pour les pays en développement (IPH-1)

Alors que l'IDH mesure les résultats moyens, l'IPH-1 mesure les *défavorisations* dans les trois dimensions fondamentales du développement humain capturées dans l'IDH :

- Une vie longue et en bonne santé - vulnérabilité au décès à un âge relativement jeune, telle que mesurée par la probabilité à la naissance de ne pas survivre jusqu'à l'âge de 40 ans.
- Connaissances - exclusion du monde de la lecture et des communications, telle que mesurée par le taux d'alphabétisation chez les adultes.
- Un niveau de vie décent - manque d'accès aux approvisionnements économiques généraux, tel que mesuré par la moyenne non pondérée de deux indicateurs, le pourcentage de la population sans accès à une source d'eau assainie et le pourcentage des enfants en sous poids pour leur âge.

- Le calcul de l'IPH-1 est plus simple que le calcul de l'IDH. Les indicateurs de mesure des défavorisations sont déjà normalisés entre 0 et 100 (car elles sont exprimées en tant que pourcentages), donc il n'est pas nécessaire de créer des indicateurs de dimension comme pour l'IDH.

✓ **L'indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH)**

Tandis que l'IDH mesure des résultats moyens, l'ISDH ajuste le résultat moyen pour traduire les *inégalités* entre les hommes et les femmes dans les dimensions suivantes :

- Une vie longue et en bonne santé, telle que mesurée par l'espérance de vie à la naissance.
- Connaissances, telles que mesurées par le taux d'alphabétisation chez les adultes et le taux combiné brut d' enrôlement primaire, secondaire et tertiaire.
- Niveau de vie décent, tel que mesuré par les revenus estimés (PPA USD).

Le calcul de l'ISDH comprend trois étapes. Tout d'abord, les indicateurs des hommes et des femmes dans chaque dimension sont calculés en vertu de cette formule générale :

$$\text{Indicateur de dimension} = \frac{\text{Valeur réelle} - \text{valeur minimum}}{\text{Valeur maximum} - \text{valeur minimum}}$$

Puis, les indicateurs des femmes et des hommes dans chaque dimension sont combinés de façon à pénaliser les différences des résultats entre les hommes et les femmes. L'indicateur en résultant, dénommé l'indicateur équitablement réparti, est calculé en vertu de cette formule générale :

$$\text{Indicateur équitablement réparti} =$$

$$\{[\text{Part de la pop. féminine (indicateur féminin}^{1-?})] + [\text{part de la pop. masculine (indicateur masculin}^{1-?})]\}^{1/2}$$

Ensuite, on calcule l'ISDH en combinant les trois indicateurs équitablement répartis dans une moyenne non pondérée.

Indicateur	Valeur minimale	Valeur maximale
Espérance de vie des femmes à la naissance	27,5 ans	87,5 ans
Espérance de vie des hommes à la naissance	22,5 ans	82,5 ans
Taux d'alphabétisation chez les adultes (%)	0	100
Taux d' enrôlement brut combiné (%)	0	100
Revenus estimés (PPA USD)	40 000	100

Les données présentées dans ce chapitre proviennent du rapport du PNUD sur le développement humain des années 2005, 2006, 2007/2008, 2009. Aussi, d'autres statistiques relatives à la participation de la femme ont été obtenues au niveau du parlement et du fichier de la solde au ministère des Finances.

Par contre, les données sur la participation de la femme au niveau des secteurs de l'éducation et de la santé ne sont pas disponibles.

3. Publication de référence

- PNUD - *Rapport mondial sur le développement humain* - Editions de 2005.

4. Principales définitions

- **IDH**

L'IDH est un indicateur composite de développement humain, établi autour des trois éléments que sont : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation, mesuré par le taux d'alphabétisation (2/3) et le taux brut de scolarisation (1/3), et le niveau de vie mesuré par le PIB réel par tête exprimé en parités de pouvoir d'achat.

- **Le Genre**

Le concept « genre » est intimement lié à tous les aspects de la vie économique et sociale, quotidienne et privée des individus et à ceux de la société qui a assigné à chacun (hommes et femmes) des rôles spécifiques.

L'approche genre consiste ainsi à considérer les différentes opportunités offertes aux hommes et aux femmes, les rôles qui leur sont assignés socialement et les relations qui existent entre eux. Il s'agit ici de composantes fondamentales qui influent sur le processus de développement de la société et sur l'aboutissement des politiques, des programmes et des projets des organismes internationaux et nationaux.

- **Mortalité des enfants de moins de 5 ans**

C'est la fréquence de décès des enfants avant l'âge de 5 ans.

- **Mortalité infantile**

C'est le nombre de décès d'enfants âgés de moins de 1 an rapporté à l'ensemble des enfants de cet âge.

- **Mortalité maternelle**

Pour 100 000 naissances, c'est le taux de décès de femmes enceintes ou dont l'accouchement a eu lieu depuis moins de 42 jours.

- **Naissances suivies**

Ce sont des naissances suivies par des personnels de santé.

- **Taux d'alphabétisation des adultes**

Il correspond au pourcentage de personnes âgées de 15 ans et plus qui peuvent, en le comprenant, lire et écrire un texte simple concernant leur vie quotidienne.

IV.3.1 : Développement Humain

Tableau IV.3.1.1 : Composantes des indicateurs du développement humain

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Espérance de vie à la naissance	Années					
Femmes		54,7	56,9	..	61,5	..
Hommes		53,4	55,6	..	58,7	..
Ensemble		54,0	56,2	..	60,1	..
Indice d'espérance de vie		0,480	0,521	..	0,584	..
Taux d'alphabétisation des adultes	% des 15ans et plus					
Femmes		..	79,7	..	82,2	..
Hommes		..	88,5	..	90,2	..
Ensemble		71,0	84,0	..	86,2	..
Taux brut de scolarisation	%					
Femmes		68	68	..	75,0	132,9
Hommes		72	72	..	79,8	128,2
Ensemble		72,0	72,4	..	80,7	130,5
Indice de niveau d'instruction		0,710	0,801	..	0,843	..
Produit Interieur Brut (PIB)						
PIB par habitant	PPA	6 623	6 954	..	15 167	..
Indice de PIB		0,700	0,708	..	0,838	..
Différence de classement selon le PIB par habitant et l'IDH		-43	-35	..	-49	..

1. Le signe négatif signifie que le Gabon obtient de moins bons résultats en termes d'IDH que de PIB réel par habitant.

Sources : PNUD et DGSEE- EGEP 2005

Tableau IV.3.1.2 : Indicateurs du développement humain

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Indice de développement humain (IDH)						
Valeur de l'IDH		0,633	0,677	0,750	0,755	..
Classement mondial selon l'IDH		124	119	103	103	..
Indice de la pauvreté humaine (IPH-1)						
Valeur de l'IPH-1	%	27,3	20,4	..	17,5	..
Classement mondial selon l'IPH-1		50e	49e	..	72e	..
Indice sexospécifique du développement humain (ISDH)						
Valeur de l'ISDH		..	0,67	..	0,748	..
Classement mondial selon l'ISDH		..	105e	..	85e	..
ISDH en % de la valeur de l'IDH		..	100	..	99,1	..

1. Le signe négatif signifie que le Gabon obtient de moins bons résultats en termes d'IDH que de PIB réel par habitant.

Sources : PNUD et DGSEE- EGEP 2005

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Taux de mortalité infantile	pour 1000	85	85
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	pour 1000	144	143
Taux de mortalité maternelle ¹		520	600
Naissances suivies	%

1. pour 100 000 naissances

Sources : DGSEE- EDS 2000 et PNUD

IV.3.2 : Participation des femmes

Tableau IV.3.2.1 : Participation de la femme dans les instances politiques

	2004	2005	2006	2007	2008
Sénat ⁽¹⁾					
Total sénateurs	91	91	91	91	91
Nombre de femmes sénateurs	14	14	14	14	..
Assemblée nationale					
Total députés	120	120	120	120	120
Nombre de femmes députés	13	13	13	19	..
Gouvernement					
Total membres du gouvernement	30
Nombre de femmes au gouvernement	4
Municipalités					
Total maires des communes
Nombre de femmes maires

Sources : Assemblée nationale, Secrétariat général du gouvernement et Sénat

Tableau IV.3.2.2 : Fonctionnaires gabonais par catégories hiérarchiques et sexe

	En nombre				
	2004	2005	2006	2007	2008
A1					
Total	7 543	7 719	8 099	8 432	..
Femmes	1 790	1 883	2 007	2 162	..
Part des femmes dans l'effectif total en %	23,7	24,4	24,8	25,6	..
A2					
Total	5 351	5 629	6 035	6 435	..
Femmes	2 039	2 213	2 410	2 595	..
Part des femmes dans l'effectif total en %	38,1	39,3	39,9	40,3	..
B1					
Total	7 846	8 586	9 105	10 053	..
Femmes	3 507	3 896	4 176	4 618	..
Part des femmes dans l'effectif total en %	44,7	45,4	45,9	46,5	..
B2					
Total	6 056	6 624	7 227	7 790	..
Femmes	3 369	3 812	4 205	4 603	..
Part des femmes dans l'effectif total en %	55,6	57,5	58,2	59,1	..
C1					
Total	1 921	2 010	2 140	2 304	..
Femmes	1 169	1 891	1 314	1 418	..
Part des femmes dans l'effectif total en %	60,9	61,2	61,4	61,7	..
C2					
Total	864	935	1 003	1 090	..
Femmes	461	489	518	563	..
Part des femmes dans l'effectif total en %	53,4	52,3	51,4	51,7	..
Autre					
Total	366	399	432	464	..
Femmes	99	108	111	122	..
Part des femmes dans l'effectif total en %	27,0	27,1	25,7	26,3	..

Source : MFBP - Direction de la Solde

V. DONNEES ECONOMIQUES D'ENSEMBLE

Chapitre V.1

Comptabilité nationale

1. Présentation

En 2008, l'activité économique nationale a été marquée par la conjonction de deux situations :

- ✓ La bonne tenue des marchés pétroliers au cours du premier semestre ;
- ✓ L'effondrement des indicateurs en raison de l'influence croissante de la crise financière internationale sur les principales branches d'activité de l'économie gabonaise.

Sur cette base, le secteur primaire a enregistré des contre-performances qui ont freiné la croissance globale de l'économie à +0,7% par rapport à l'année précédente.

En effet, la production pétrolière, la production de manganèse ainsi que les exportations de grumes ont baissé respectivement de 2,6%, 2,6% et 2,4%. C'est donc les résultats favorables du secteur hors pétrole hors activités primaires qui ont permis de maintenir une croissance positive.

2. Sources et méthodologie

La comptabilité nationale est une présentation des données d'origine statistique visant à retracer, de façon cohérente et intégrée, l'ensemble des aspects économiques relatifs aux unités qui composent l'économie nationale. Les comptes nationaux gabonais sont établis par la DGS selon le Système de comptabilité nationale des Nations unies de 1993 (SCN 93).

L'élaboration des comptes nationaux se fait grâce à plusieurs sources d'informations, dont les déclarations statistiques et fiscales des entreprises, les sources administratives (finances publiques, enquêtes courantes, etc.) et les résultats d'enquêtes spécifiques.

Les comptes nationaux font l'objet, chaque année, de plusieurs évaluations successives. La version provisoire repose largement sur des estimations issues de statistiques provisoires ou incomplètes. Au fur et à mesure de l'arrivée de nouvelles données, les comptes sont révisés ; ce qui conduit à une version semi-définitive, puis aux comptes définitifs.

La production mesure la création de biens et services dans l'économie ; elle constitue ainsi, avec les importations, l'intégralité de l'offre de biens et services permettant de satisfaire la demande (consommations, investissements, exportations). La production est également la source principale des revenus dont bénéficient les unités résidentes. Pour présenter de façon détaillée l'analyse de la production, on utilise trois types de regroupements :

- les secteurs institutionnels, regroupements des unités institutionnelles (entreprises, administrations, ménages, etc.), qui sont des unités élémentaires disposant à la fois d'une autonomie de gestion et d'une autonomie de décision ;

- les branches, constituées d'unités de production homogène impliquées dans les diverses activités de l'économie nationale définies dans une nomenclature d'activité ;
- les produits, définis en référence à une nomenclature de produits.

Afin de mieux apprécier l'évolution de l'activité économique, la variation des opérations sur biens et services est, en plus de l'analyse de leurs valeurs courantes (*comptes à prix courants*), mesurée en volume (*comptes à prix constants*). Alors que les valeurs courantes intègrent simultanément les dimensions prix et quantités, les agrégats à prix constants (agrégats réels) visent à enlever l'influence des prix dans les comparaisons. La méthode utilisée est celle dite de la double déflation : on calcule *a priori* des indices de prix par produits et par rapport à l'année de base qui est 2001, puis on déflaté chaque ligne du Tableau d'entrées et sorties à prix courants pour déduire des agrégats à prix constants.

A ce niveau les données de la DGS et de la DGE sont difficilement comparables. En effet, pour les comptes à prix constants, la DGE utilise les prix de l'année 1991 comme prix de base tandis la DGS utilise maintenant les prix de l'année 2001 comme prix de base.

Les données présentées dans ce chapitre proviennent de la DGS. Les comptes de l'année 2004-2005 sont définitifs. Les données allant de 2005 à 2008 sont provisoires.

3. Publications de référence

- Ministère de la planification et de la Programmation du Développement – Direction générale de la statistique et des études économiques – *Comptes Nationaux du Gabon: définitifs 2001-2005, mai 2009.*
- Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Programmation des Investissements, chargé de la Privatisation - Direction Générale de l'Economie - *Tableau de Bord de l'Economie, n°39 août 2009.*

4. Principales définitions

- **Administrations privées**

Elles comprennent l'ensemble des unités institutionnelles privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété. Il s'agit, pour l'essentiel, de cultes, syndicats, partis politiques, organisations non gouvernementales, associations de personnes, etc...

- **Administrations publiques**

Ce sont l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Elles comprennent les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

- **Biens**

Ce sont les objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis, et dont la propriété peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais d'une opération sur le marché.

- **Capacité ou besoin de financement**

C'est le solde du compte de capital. Il est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels, etc...). On parle de capacité de financement si le solde est positif et de besoin de financement s'il est négatif.

- **Comptes à prix constants**

Ce sont des comptes déflatés des effets des variations de prix, l'année de référence, pour le Gabon, étant 1989.

- **Consommation finale**

Valeur de l'ensemble des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains, individuels ou collectifs, la consommation finale se compose de :

- **Consommation finale des ménages (consommation finale privée)**

Ensemble de la consommation des ménages résidents, qu'elle soit effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde. Elle exclut la consommation finale des ménages non résidents sur le territoire économique. La valeur des biens et services qui la composent est déterminée au prix d'acquisition (TVA comprise).

- **Consommation finale des administrations publiques (consommation finale publique)**

Valeur des services non marchands produits par les branches non marchandes, déduction faite des paiements partiels effectués par les ménages pour la fourniture de ces services.

- **Contribution à la croissance du PIB**

La contribution d'une des composantes des emplois à la croissance du PIB est le rapport, exprimé en pourcentage et à prix constants, entre la variation de cette composante entre les années n-1 et n à la valeur du PIB de l'année n-1.

- **Corrections territoriales**

C'est une rubrique d'ajustement dans l'équilibre général Ressources-Emplois des biens et services. En ressources, elle correspond aux produits consommés par les résidents dans le reste du monde ; en emplois, elle correspond aux produits consommés par les non résidents sur le territoire national.

- **Entreprise individuelle**

C'est l'entreprise qui n'a pas la forme juridique de société. En comptabilité nationale, les entreprises individuelles ne sont pas dissociées des ménages qui les possèdent et sont classées dans le secteur institutionnel des ménages.

- **Epargne brute**

Solde du compte de revenus et dépenses, l'épargne brute correspond à ce qui reste du revenu disponible brut lorsque les dépenses de consommation finale sont réalisées.

- **Excédent brut d'exploitation (EBE)**

Solde du compte d'exploitation des sociétés et des administrations, l'EBE est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur les produits, et augmenté des subventions sur les produits.

- **Exportations de biens et de services**

Ce sont l'ensemble des biens et des services fournis par des résidents à des non résidents, à titre onéreux ou gratuit. Elles sont évaluées en prix FAB (franco à bord).

- **Formation brute de capital fixe (FBCF)**

Encore appelée investissement, la FBCF est égale aux acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

- **FBCF des ménages**

C'est l'acquisition ou la production pour propre compte de logements dans le cadre de l'activité domestique des ménages. Par ailleurs, les biens d'équipement constituent de la FBCF lorsqu'ils sont acquis pour répondre à des fonctions d'entrepreneurs individuels des ménages.

- **Importations de biens et de services**

Ce sont l'ensemble des biens et des services fournis par des non résidents à des résidents, à titre onéreux ou gratuit. Elles sont mesurées en prix CAF (*coût, assurance, fret*).

- **Impôts sur la production et les importations**

Ce sont les versements obligatoires sans contrepartie, prélevés par les administrations publiques et qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ces impôts indirects sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

- **Impôts sur le revenu**

Il s'agit des impôts frappant les revenus, les bénéfices et les gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou présumés des personnes physiques, ménages, sociétés et institutions sans but lucratif au service des ménages.

- **Institutions financières : voir sociétés financières.**

- **Investissement : voir FBCF.**

- **Ménages**

Ce sont les individus ou les groupes d'individus considérés tant dans leur fonction de consommateurs que dans celle, éventuelle, d'entrepreneurs produisant des biens marchands ou des services financiers et non financiers marchands.

- **Population totale résidente**

C'est l'ensemble des personnes, nationaux ou étrangers, établies de façon durable sur le territoire économique du pays, même si elles en sont temporairement absentes. La moyenne annuelle du nombre d'habitants fournit une base appropriée pour l'estimation des variables de la comptabilité nationale ou comme dénominateur en cas de comparaison.

- **Production**

La production est une activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services.

- **Production marchande**

Production écoulee ou destinée à être écoulee sur le marché, la production marchande comprend :

- les produits vendus à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire à un prix qui a une influence significative sur les montants que les producteurs sont disposés à offrir et sur les montants que les acquéreurs souhaitent acheter) ;
- les produits troqués ;
- les produits autoconsommés ;
- les produits stockés.

- **Production non marchande**

C'est l'ensemble des biens et des services individuels ou collectifs produits par les administrations privées ou par les administrations publiques et fournis gratuitement, ou à des prix économiquement non significatifs (c'est-à-dire à des prix qui ont peu ou pas d'influence sur les quantités qu'un producteur est disposé à offrir et qui n'ont, selon toute vraisemblance, qu'une influence marginale sur les quantités demandées), à d'autres unités institutionnelles ou à la communauté dans son ensemble.

- **Produit intérieur brut aux prix du marché (PIB)**

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes, le PIB peut se définir de trois manières :

- somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits ;
- somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale, FBCF, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
- somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

- **Produit national brut (PNB)**

C'est le PIB, augmenté des revenus du travail, de la propriété et de l'entreprise reçus du reste du monde et diminué des revenus, de même nature, versés à des non résidents dans le reste du monde.

- **Revenu disponible brut**

C'est le revenu résultant de la répartition de la valeur ajoutée, de la distribution des revenus de la propriété et des opérations de redistribution.

- **Revenu brut des entrepreneurs individuels (RBEI)**

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles, le RBEI contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

- **Secteur institutionnel**

C'est l'ensemble des unités institutionnelles regroupées sur la base de leurs fonctions, de leurs comportements, et de leurs objectifs principaux.

On distingue cinq secteurs institutionnels :

- les sociétés et quasi-sociétés non financières ;
- les sociétés financières ;
- les administrations publiques ;
- les ménages ;
- les administrations privées.

Il faut noter que, contrairement aux normes internationales, le système de comptabilité nationale gabonais agrège les administrations privées avec les administrations publiques.

- **Services**

Ce ne sont pas des entités indépendantes sur lesquelles il est possible d'établir des droits de propriété. Leur commercialisation ne peut être dissociée de leur production. Les services sont des sorties hétérogènes produites sur commande ; ils se traduisent typiquement par un changement de l'état des unités qui les consomment, changement obtenu par l'activité des producteurs à la demande des consommateurs.

- **Sociétés financières**

Il s'agit de l'ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière et/ou à exercer des activités financières auxiliaires. Le secteur comprend les institutions financières (banques, caisses de dépôts etc.), les auxiliaires financiers et d'assurance et les sociétés d'assurance.

- **Sociétés et quasi-sociétés non financières**

Il s'agit de l'ensemble des unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers, et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

- **Stocks**

Ils représentent la situation, ou la détention, par les unités institutionnelles, des actifs et des passifs à un moment précis dans le temps.

On enregistre la valeur des actifs non financiers, produits et non produits, et celle des actifs et passifs financiers. Les actifs couverts se limitent à ceux qui sont utilisés dans l'activité économique et qui font l'objet de droits de propriété.

- **Subventions**

Ce sont les transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production. On distingue les subventions sur les produits, versées par unité de bien ou de service produite ou importée et les autres subventions sur la production.

- **Taux d'épargne** : Epargne brute / Revenu disponible brut.
- **Taux de marge** : Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée.
- **Taux d'investissement** : FBCF / Valeur ajoutée.
- **Taux d'autofinancement** : Epargne brute / FBCF.
- **Unité institutionnelle**

C'est le centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale.

- **Valeur ajoutée brute**

C'est la valeur de la production moins la valeur de la consommation intermédiaire. Elle se détermine en tant que solde du compte de production. La valeur ajoutée brute totale de l'économie constitue l'élément essentiel du produit intérieur brut.

- **Variation des stocks**

Au cours d'une période, c'est la valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.

V.1.1 : Ressources et emplois de biens et services

Tableau V.1.1.1 : Ressources et emplois de biens et services aux prix courants ¹

	Unité : milliard FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
RESSOURCES					
Produit intérieur brut	4 097,5	4 989,3	5 261,4	5 738,6	7 032,8
Importations	1 095,2	1 199,8	1 239,0	1 528,6	1 813,2
Biens	928,0	1 128,9	1 128,9
Services	246,8	293,0	293,0
Correction territoriale	61,6	106,7	100,7
par les résidents.....
Total ressources	5 192,7	6 189,1	6 500,4	7 267,1	8 846,0
EMPLOIS					
Consommation finale	2 055,1	2 151,6	2 195,9	2 458,8	2 648,0
Privée	1 440,2	1 518,2	1 568,3	1 740,7	1 886,4
Publique	614,9	633,4	627,5	718,1	761,7
Formation brute de capital fixe	880,8	987,0	1 073,9	1 197,4	1 333,4
Secteur pétrolier
Autres sociétés
Institutions financières
Ménages et EI
Administrations
Variation de stocks	1,6	21,9	0,4	-10,5	-7,0
Exportations	2 255,2	3 028,6	3 230,2	3 621,4	4 871,5
Pétrole	2 570,8	2 862,3	3 824,9
Produits miniers	177,6	243,3	495,2
Bois et ouvrages en bois	292,3	335,3	312,4
Autres biens	137,4	117,2	175,5
Services	44,9	51,3	50,4
Correction territoriale	7,2	12,0	13,0
par les non résidents.....
Total emplois	5 192,7	6 189,1	6 500,4	7 267,1	8 846,0

Sources : DGSEE et DGE

Tableau V.1.1.2 : Ressources et emplois de biens et services aux prix constants

	Unité : milliard FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
RESSOURCES					
Produit intérieur brut réel	3 816,6	4 242,2	3 936,9	4 058,2	4 087,1
Importations	1 091,1	1 176,6	1 098,5	1 329,3	1 546,4
Total ressources	4 907,7	5 418,8	5 035,4	5 387,4	5 633,5
EMPLOIS					
Consommation finale	2 056,9	2 137,2	2 006,2	2 150,4	2 362,5
Privée	1 441,7	1 506,9	1 466,2	1 567,0	1 656,8
Publique	615,2	630,3	540,0	583,4	705,8
Formation brute de capital fixe	863,5	954,4	931,7	1 048,9	1 109,0
Variation de stocks	2,0	19,7	19,4	16,8	11,0
Exportations	1 985,2	2 307,4	2 078,1	2 171,3	2 151,0
Total emplois	4 907,6	5 418,7	5 035,4	5 387,4	5 633,5

1. A cause des arrondis, les ressources et les emplois ne sont généralement pas parfaitement équilibrés.

Sources : DGS

Tableau V.1.1.3 : Contribution à la croissance du PIB

Contributions	Unité: %				
	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008
Consommation finale	0,9	2,5	-0,6	3,7	5,2
Privée	0,8	2,0	0,3	2,6	2,2
Publique	0,1	0,5	-1,0	1,1	3,0
Formation brute de capital fixe	0,7	2,8	1,0	3,0	1,5
Variation de stocks	-0,2	0,5	0,4	-0,1	-0,1
Balance des biens et services	7,2	17,5	-3,3	-3,5	-5,9
Exportations	7,8	20,3	-3,1	2,4	-0,5
Importations	0,6	2,7	0,2	5,9	5,4
Taux de croissance réelle du PIB ¹	8,5	23,4	-2,6	3,1	0,7

Sources : DGSEE

V.1.2 : Produit intérieur brut aux prix courants

Tableau V.1.2.1 : Répartition de la valeur ajoutée par branche en francs courants

	Unité: milliard FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
PRIMAIRE	2 039,4	2 798,8	2 966,8	3 227,6	4 279,9
Agriculture, élevage, pêche	166,3	162,7	188,2	192,6	201,3
Exploitation forestière	57,7	60,7	65,5	69,8	67,1
Pétrole brut	1 733,9	2 466,5	2 613,5	2 823,7	3 728,0
Mines	81,5	108,9	99,6	141,4	283,6
SECONDAIRE	347,3	374,0	449,3	493,8	534,4
Industries agroalimentaires	49,3	53,3	73,5	76,3	85,0
Industries du bois	35,6	40,4	36,9	43,6	43,2
Autres industries	87,8	94,4	97,2	104,4	109,0
Raffinage	16,9	21,1	39,8	40,7	48,1
Electricité, eau	53,9	56,7	43,1	48,4	53,1
Bâtiment et travaux publics	75,6	78,6	132,3	151,9	158,3
Recherche, services pétroliers	28,2	29,5	26,4	28,5	37,7
TERTIAIRE	1 183,2	1 242,6	1 361,9	1 472,1	1 641,0
Transports	204,1	211,4	269,2	295,2	321,0
Services	461,7	494,0	557,6	588,2	621,2
Commerce	240,0	256,3	243,2	263,1	287,4
Droits et taxes à l'importation + TVA nette	257,2	260,1	242,5	276,3	350,5
Services bancaires, assurances	20,2	20,8	49,5	49,3	60,8
Total des valeurs ajoutées marchandes	3 569,9	4 415,4	4 778,0	5 193,5	6 455,3
Services non marchands	298,2	300,4	483,4	545,0	577,5
Produit intérieur brut	3 868,1	4 715,8	5 261,4	5 738,6	7 032,8

Source : DGS

V.1.3 : Agrégats divers

Tableau V.1.3.1 : Principaux agrégats par secteur institutionnel¹

	Unité: milliard de FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
Production	6 138,8	7 271,6	7 785,6	8 517,0	10 235,4
Ménages et entrepreneurs individuels	1 019,1	1 046,0	1 059,0	1 117,2	1 175,4
Administrations	618,8	637,1	646,5	729,0	772,4
Institutions financières	140,3	148,4	163,0	190,7	205,3
Sociétés	4 360,6	5 440,1	5 917,0	6 480,1	8 082,4
Valeur ajoutée	3 821,1	4 712,7	4 954,5	5 378,4	6 599,7
Ménages et entrepreneurs individuels	707,7	727,0	730,7	770,9	811,0
Administrations	470,1	482,1	483,4	545,0	577,5
Institutions financières	98,9	103,7	113,9	133,2	143,4
Sociétés	2 608,8	3 462,8	3 690,9	4 013,2	5 150,4
Ajustement pour services bancaires imputés	-64,4	-62,9	-64,4	-83,9	-82,6
Excédent brut d'exploitation	2 817,0	3 676,6	3 824,1	3 804,6	3 805,9
Ménages et entrepreneurs individuels	600,9	615,6	613,8	647,6	681,2
Administrations	155,3	156,2	165,6	186,8	197,9
Institutions financières	61,0	63,0	71,5	83,6	90,0
Sociétés	2 064,2	2 904,7	3 037,6	2 970,6	2 919,4
Ajustement pour services bancaires imputés	-64,4	-62,9	-64,4	-83,9	-82,6
Revenu disponible brut	3 473,5	4 343,0
Ménages et entrepreneurs individuels	1 527,0	1 613,4
Administrations	1 077,9	1 342,1
Institutions financières	21,3	29,9
Sociétés	847,3	1 357,6
Consommation finale	2 055,1	2 151,6	2 195,9	2 458,8	2 648,0
Ménages et entrepreneurs individuels	1 440,2	1 518,2	1 568,3	1 740,7	1 886,4
Administrations	614,9	633,4	627,5	718,1	761,7
Epargne brute	1 418,4	2 191,5
Ménages et entrepreneurs individuels	86,8	95,3
Administrations	463,0	708,8
Institutions financières	21,3	29,8
Sociétés	847,3	1 357,6
Formation brute de capital fixe	880,8	987,0	1 073,9	1 197,4	1 333,4
Ménages et entrepreneurs individuels	50,8	52,1
Administrations	157,1	171,8
Institutions financières	17,7	10,2
Sociétés	655,2	752,9
Capacité de financement	536,4	1 182,6
Ménages et entrepreneurs individuels	39,8	45,9
Administrations	306,2	535,6
Institutions financières	3,2	18,8
Sociétés	187,2	582,3

1. Données 2004 et 2005 sont définitives. Les données sur la répartition de la richesse créée ne sont pas calculées dans le cadre des comptes rapides

Source : DGS

Tableau V.1.3.2 : Principaux agrégats par habitant

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
PIB	1000 FCFA	3 076,7	3 654,9	3 559,6	3 818,3	4 878,5
PIB	USD	5 824,0	6 929,0	9 525,0	11 425,0	9 805,0
PNB	Milliards FCFA
PNB	USD
Revenu disponible brut des ménages	1000 FCFA	1 146,6	1 175,9
Consommation finale des ménages	1000 FCFA	1 081,4	1 112,2	1 120,1	1 225,8	4 254,7
Epargne brute des ménages	1000 FCFA	1 065,0	1 605,4
Capacité de financement des ménages	1000 FCFA	402,8	866,3

1. La série est corrigée pour les années 2004 et 2005 qui sont des données définitives.

Source : DGS

Tableau VI.1.3.3 : Quelques ratios de comptabilité nationale

	Unité: %				
	2004	2005	2006	2007	2008
Consommation finale des ménages / PIB	35,1	30,4	29,8	30,3	26,8
FBCF / PIB	21,5	19,8	20,4	20,9	19,0
Exportations des biens et services / PIB	55,0	60,7	61,4	63,1	69,3
Importations des biens et services / PIB	26,7	24,0	23,5	26,6	25,8
Capacité de financement de la nation / PIB	13,1	23,7
Capacité financem. des administr. / PIB ¹	12,1	22,8
Taux d'épargne des ménages	5,7	5,9
Taux de marge des sociétés	78,5	83,2	77,2	70,7	57,7
Taux d'investissement des sociétés	24,9	21,4	21,7	22,3	20,2
Taux d'autofinancement des sociétés	129,1	181,8

1. Capacité de financement des administrations / PIB.

Sources : DGS

Chapitre V.2

Finances

1. Présentation

Depuis 2010, la gestion des finances publiques (fonctionnement et investissement) incombe au seul ministère du Budget qui assure tous les paiements de l'Etat à travers le trésor public.

La baisse du taux de change du dollar et la hausse du prix du baril de pétrole ont poussé l'Etat, au cours de l'année 2008, de procéder à la rectification du budget qui a connu une hausse de 48% environ, pour se situer à 2655,3 milliards de francs Cfa en ressources et emplois.

Les ressources propres de l'Etat ont connu une augmentation de 20%. Tandis que celles des emprunts plafonnant à 578,4 milliards de francs CFA.

Au niveau des emplois, les dépenses publiques en augmentation de 19% hors paiement des intérêts ont atteint 1182 milliards de francs CFA. L'investissement ayant été fixé à 20% de ce budget. Aussi, en 2008, le paiement de la dette est passé à +161% par rapport à 2007 où il se situait à 417,6 milliards de francs CFA.

Sur un autre plan, on sait que le secteur financier gabonais est à l'image de celui de la zone BEAC auquel le Gabon appartient. Il comprend quatre types d'institutions financières, à savoir la Banque centrale (BEAC), les banques créatrices de monnaie (BCM), les autres institutions bancaires (AIB) et les institutions financières non bancaires (IFNB).

En 2008, la situation monétaire large se caractérise entre autres par l'augmentation de la masse monétaire (M2) et des avoirs extérieurs, un renforcement des crédits à l'économie, une consolidation des réductions des crédits intérieurs et une amélioration de la position nette du gouvernement vis à vis du système bancaire due à son désengagement envers le FMI, la BEAC, les BCM ainsi qu'envers les AIBE. Ainsi, l'encours de sa dette est passé de -36,8 milliards en fin décembre 2006 à -487,6 milliards en décembre 2007.

Aussi, l'augmentation de la masse monétaire M2 conjuguée avec celle des disponibilités monétaires traduit un regain des activités économiques.

2. Sources et méthodologie

Les réalisations budgétaires sont établies, à travers le tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE), par le ministère des Finances. Les données relatives aux finances publiques proviennent donc, pour l'essentiel, des fichiers tenus par ce dernier.

Les dépenses en capital inscrites dans le TOFE incluent, en plus des dépenses d'investissement ordonnancées par le ministère chargé de la Planification, celles opérées directement par le ministère des Finances selon une procédure particulière.

Les données relatives à l'encours de la dette publique selon les catégories de crédits sont fournies par la Direction générale de la comptabilité publique.

Les chiffres concernant la situation monétaire et le crédit sont produits par la BEAC à partir des données comptables fournies par les institutions financières. Les résultats des traitements effectués par la BEAC sont régulièrement approuvés par un comité national présidé par l'autorité monétaire (le ministre chargé des Finances et/ou celui de la Planification).

3. Publications de référence

- Ministère des Finances, de l'Economie, du Budget et des Participations, Chargé de la privatisation – Direction Générale de l'Economie – *Tableau de bord de l'économie : situation 2007* – N° 37.

4. Principales définitions

- **Avoirs extérieurs nets**

C'est l'ensemble des créances générées par les transactions courantes et les mouvements de capitaux opérés avec le reste du monde. Ces avoirs mesurent la position nette de la Banque centrale et des autres institutions financières vis-à-vis de l'extérieur.

- **Charges communes**

Elles représentent un ensemble très hétérogène de dépenses d'investissement se rapportant essentiellement aux logements administratifs et aux différentes réfections.

- **Créances nettes sur l'Etat**

C'est l'ensemble des crédits monétaires octroyés à l'Etat, c'est-à-dire la position nette du gouvernement (crédits concédés à l'Etat par les institutions de crédit et dépôts monétaires gérés par le Trésor public) et les autres créances nettes sur l'Etat (titres émis par l'Etat et acquis par les établissements de crédit).

- **Créances sur l'économie**

C'est l'ensemble des crédits et des titres concédés par les institutions financières aux agents économiques autres que l'Etat.

- **Crédit intérieur**

C'est la somme des créances nettes sur l'Etat et des créances sur l'économie.

- **Dépenses afférentes aux équipements administratifs**

Ce sont les dépenses relatives aux réfections et constructions d'immeubles administratifs.

- **Dépenses de renouvellement**

Ce sont les dépenses relatives à la mise en l'état et à l'acquisition d'équipements.

- **Dépenses en capital (d'investissement)**

C'est l'ensemble des dépenses effectuées par l'Etat pour l'acquisition de biens durables et la réalisation de travaux d'intérêt public. Elles comprennent essentiellement les achats de matériels et de mobiliers, les dépenses supportées pour la construction des bâtiments et les autres travaux publics.

- **Dettes publiques**

C'est l'ensemble des emprunts que l'Etat contracte directement ou garantit pour des tiers. La dette publique implique les notions de :

- **Encours de la dette**

stock de la dette, c'est-à-dire l'ensemble des crédits dus par l'Etat à un moment donné ;

- **Service de la dette**

Ensemble des dépenses (capital emprunté ou principal, intérêts et autres frais) à charge de l'Etat au titre du remboursement de la dette ;

- **Dettes garanties (ou assurées)**

Dettes contractées par un tiers (avec l'aval de l'Etat) engageant l'Etat, en cas de défaillance du tiers contractant, à en assurer le remboursement.

- **Disponibilités monétaires (masse monétaire M1)**

Il s'agit de tous les moyens de paiement en vigueur : les billets et les pièces de monnaie en circulation, ainsi que les dépôts à vue mobilisables par chèques.

- **Masse monétaire M2**

Elle regroupe les disponibilités monétaires (M1) et la quasi-monnaie.

- **Quasi-monnaie**

C'est l'ensemble des placements à vue, non mobilisables par chèques, effectués auprès des établissements de crédit et du Trésor public.

V.2.1 : Finances publiques

Tableau V.2.1.1 : Exécution du budget général de l'Etat : tableau des opérations financières

	Unité : milliard de FCFA					
	2004	2005	2005	2006	2007	2008
Recettes	1 113,7	1 434,1	1 434,1	1 582,6	1 636,4	2 078,1
Recettes pétrolières	600,0	907,1	907,1	1 012,9	958,5	1 361,5
Autres recettes	511,6	525,0	525,0	569,7	677,7	716,4
Dons	2,1	2,0	2,0	0,0	0,2	0,2
Dépenses	787,8	987,9	987,7	1 122,1	1 165,6	1 296,3
Dépenses courantes	627,8	789,5	789,3	827,5	837,8	906,0
Traitements et salaires	226,3	227,8	227,8	252,4	301,8	324,1
Biens et services	125,1	153,2	153,2	167,2	190,4	208,8
Transferts et subventions	125,6	279,1	279,1	291,3	226,8	258,7
Intérêts	150,8	129,2	129,2	116,6	118,8	114,4
Dépenses en capital	160,0	193,4	193,4	238,8	246,8	298,5
Prêts nets	0,0	5,0	5,0	0,0	9,7	21,2
Comptes spéciaux, y compris FER et dons en capital	39,3	53,4	53,4	55,8	71,3	70,6
Solde Primaire	437,4	522,0	522,2	577,1	589,6	896,2
Solde (base engagement)	286,6	392,8	393,0	460,5	470,8	781,8
Variation des arriérés de paiements(1)	-193,7	-37,4	-37,4	-33,5	-40,1	-67,3
Extérieurs	-140,4	-2,9	-2,9	-0,3	-0,2	-0,2
Intérieurs	-53,3	-34,5	-34,5	-33,2	-39,9	-67,1
Solde (base caisse)	92,9	355,4	355,6	427,0	430,7	714,5
Financement	-92,8	-355,7	-355,7	-427,1	-430,8	-714,6
Financement extérieur net	93,9	-92,4	-92,4	-168,3	244,2	-862,3
Tirages	59,9	47,3	47,3	63,0	48,2	54,4
Rééchelonnement	425,4	77,3	77,3	1,2	446,3	-10,5
Remise de la dette	2,6	2,4	2,4	0,0	2,2	130,3
Amortissement	-208,2	-219,4	-219,4	-232,5	-252,1	-1 036,5
Arriérés (- =réduction)	-185,8	0,0	0,0	0,0	-0,4	0,0
Remboursement par avance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement intérieur net	-186,7	-263,3	-263,3	-258,8	-675,0	147,7
Système bancaire	-86,0	-110,6	-110,6	-95,3	-474,4	248,0
Banque centrale (y compris FMI)	-115,7	30,2	-191,2
Banques commerciales (y compris l'ACDT)	20,4	-504,6	439,2
Financement non bancaire	-100,7	-152,7	-152,7	-163,5	-200,6	-100,3
Gap de financement	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1

(1) Le signe négatif signifie qu'il y a réduction des arriérés. A cause des arrondis les soldes ne sont pas souvent en équilibre. Série corrigée depuis 2006.

Source : Ministère des Finances, comité statistique.

Tableau V.2.1.2 : Exécution du budget général de l'Etat : dépenses d'investissement ordonnancées

Secteur	Unité : million de FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
Secteur productif	3 501	8 231	13 258	20 104	..
Agriculture	500	1 847	2 928	2 799	..
Forêt et pêche	1 359	3 895	4 033	940	..
Mines, pétrole énergie et eau	856	1 949	4 462	5 834	..
Développement des PME	295	300	875	9 536	..
Tourisme	491	240	960	995	..
Infrastructures	79 629	38 558	54 899	48 154	..
Routes, ponts et voiries	77 760	36 896	43 910	41 255	..
Chemin de fer et transport	925	710	3 408	3 200	..
Marine marchande	744	243	2 875	2 437	..
Aviation civile et télécommunication	200	709	4 706	1 261	..
Secteurs sociaux	15 194	24 910	31 657	62 285	..
Education nationale	2 472	4 300	7 841	20 023	..
Formation professionnelle	468	1 388	1 447	2 700	..
Enseignement supérieur et Rech.sc.	1 429	6 590	9 250	11 953	..
Santé publique	7 005	3 885	8 285	21 462	..
Habitat et logement	3 820	8 747	4 834	6 147	..
Autres secteurs	45 809	79 712	107 320	64 412	..
Equipement administratif ¹	29 810	51 949	61 105	44 266	..
Renouvellement	6 061	21 576	29 624	2 014	..
Planification, cadastre, urbanisme	4 536	1 313	4 153	4 896	..
Charges communes ²	5 402	4 874	12 438	13 236	..
Total	144 133	151 411	207 134	194 955	..

1. Y compris l'équipement militaire.

2. y compris la participation, la parapublic, promotion de la femme, la lutte contre le SIDA, le travail et l'emploi et le sport ..etc.

Source : CGPD

Tableau V.2.1.3 : Structure des dépenses d'investissement ordonnancées

Secteur	Unité : %				
	2004	2005	2006	2007	2008
Secteur productif	2,4	5,4	6,4	10,3	..
Agriculture	0,3	1,2	1,4	1,4	..
Forêt et pêche	0,9	2,6	1,9	0,5	..
Mines, pétrole énergie et eau	0,6	1,3	2,2	3,0	..
Développement des PME	0,2	0,2	0,4	4,9	..
Tourisme	0,3	0,2	0,5	0,5	..
Infrastructures	55,2	25,5	26,5	24,7	..
Routes, ponts et voiries	54,0	24,4	21,2	21,2	..
Chemin de fer et transport	0,6	0,5	1,6	1,6	..
Marine marchande	0,5	0,2	1,4	1,3	..
Aviation civile et télécomm.	0,1	0,5	2,3	0,6	..
Secteurs sociaux	10,5	16,5	15,3	31,9	..
Enseignem. primaire et secondaire	1,7	2,8	3,8	10,3	..
Formation professionnelle	0,3	0,9	0,7	1,4	..
Enseignement supérieur et reche sc.	1,0	4,4	4,5	6,1	..
Santé publique	4,9	2,6	4,0	11,0	..
Habitat et logement	2,7	5,8	2,3	3,2	..
Autres secteurs	31,8	52,6	51,8	33,0	..
Equipement administratif ¹	20,7	34,3	29,5	22,7	..
Renouvellement	4,2	14,2	14,3	1,0	..
Planification, cadastre	3,1	0,9	2,0	2,5	..
Charges communes	3,7	3,2	6,0	6,8	..
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	..

1. Y compris l'équipement militaire.

Source: CGPD

Dettes publiques

Tableau V.2.1.4 : Encours de la dette publique

Situation au 31 décembre

	Unité : milliards de FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
Dettes extérieures	1 852,1	1 770,1	1 594,9	1 479,9	1 032,9
Dette multilatérale	213,9	199,0	174,7	163,4	157,9
Dette bilatérale	1 620,3	1 558,8	1 413,6	1 309,2	875,0
Dette bancaire	17,9	12,3	6,6	7,3	
Dettes intérieures	169,0	124,4	93,5	140,6	147,6
Dette directe	168,9	124,4	93,5	140,6	147,6
Total de l'encours de la dette	2 021,1	1 894,5	1 688,4	1 620,5	1 180,5

Sources : DGCP et DGE

Tableau V.2.1.5 : Ratios d'endettement¹

Unité : %

	2004	2005	2006	2007	2008
Service de la dette / recettes publiques	27,5	24,8	26,7	25,1	52,5
Service dette / exportations de biens et services	15,5	13,3	13,5	13,6	24,8
Intérêts dette / dépenses publiques courantes	24,0	16,4	16,4	14,1	12,6
Encours de la dette / PIB	53,3	41,4	33,8	29,6	18,3
Encours dette / exportations de biens et services	102,6	70,9	53,7	53,6	26,8

(1). Série corrigée depuis 2004. Les recettes publiques et les dépenses publiques sont du tof. Tandis que les exports sont de la balance des paiements.

Sources : DGCP, DGE et DGS

V.2.2 : Monnaie et crédit

Tableau V.2.2.1 : Situation monétaire consolidée : ressources et contreparties des ressources du système monétaire

Situation au 31 décembre

Unité : milliard FCFA

	2004	2005	2006	2007	2008
RESSOURCES					
Disponibilités monétaires (M1)	385,3	521,7	617,8	688,3	770,9
Monnaie fiduciaire hors BCM et AIBE	138,5	189,9	218,6	225,4	228,8
Monnaie scripturale	246,8	331,8	399,2	462,9	542,1
Quasi-monnaie	273,4	313,1	360,7	358,1	369,5
Masse monétaire (M2)	658,7	834,8	978,5	1046,4	1140,4
Ressources extra-monétaires	169,2	183,7	196,3	178,3	277,1
Fonds propres	209,9	209,4	208,2	204,2	222,3
Allocations de DTS	0	0	0	0	0
Autres postes nets	-40,7	-25,7	-11,9	0	54,8
Total des ressources	827,9	1 018,5	1 174,8	1 224,7	1 417,5
CONTREPARTIES DES RESSOURCES					
Avoirs extérieurs nets	286,0	536,5	709,2	1 108,9	981,1
Créances nettes sur l'Etat	119,1	17,4	-89,9	-519,8	-236,7
Position nette du gouvernement	154,4	60,1	-36,7	-487,6	-214,7
Autres créances nettes sur l'Etat	-35,3	-42,7	-53,2	-32,2	-22,0
Créances sur l'économie	422,7	464,7	555,5	635,6	673,1
Crédit intérieur	541,8	482,1	465,6	115,8	436,4
Total des contreparties	827,8	1 018,6	1 174,8	1 224,7	1 417,5

Source : BEAC

Tableau V.2.2.2 : Situation de la BEAC par secteur en fin d'année

	Unité : milliard FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
ACTIF					
Avoirs extérieurs	216,2	375,4	558,6	551,7	907,5
Créances sur l'Etat	197,2	174,0	90,0	110,3	0,4
Créances actives ¹	196,2	173,2	89,2	109,8	0,4
Créances consolidées	1,0	0,8	0,7	0,5	0
Créances sur les institutions financières	0	0	0	0,0	0,0
BCM	0	0	0	0	0,0
IBL ⁽²⁾	0	0	0	0	0,0
Autres	18,1	12,9	14,4	17,6	9,7
Total actif	431,5	562,3	663,0	679,6	917,6
PASSIF					
Base monétaire	260,6	342,8	437,1	482,7	657,4
Monnaie fiduciaire hors BCM	138,7	190,2	219,1	225,6	230,0
Réserves des BCM	119,5	148,8	216,2	248,8	414,7
Dépôts des AIBE	0,4	0,8	0,5	1,3	6,7
Dépôts des IBL ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Dépôts des IFNB	0	0	0	0	0,0
Dépôts des entreprises publiques	1,9	2,9	1,2	6,9	5,9
Dépôts et encaisses de l'Etat	102,8	144,6	176,1	163,3	247,6
Engagements extérieurs ¹	51	41,4	30,7	20,1	4,5
Fonds propres	3,7	4,2	4,3	1,1	-4,2
Autres	13,4	29,2	14,8	12,4	12,3
Total passif	431,5	562,2	663,0	679,6	917,6

1. Y compris le recours au FMI.

2. Créances non consolidées.

La série a été corrigée. Aussi à cause des arrondis, le passif n'est pas toujours égal au passif pour l'année 2005.

Source : BEAC

Tableau V.2.2.3 : Position nette du gouvernement vis-à-vis du système monétaire

Situation au 31 décembre	Unité : milliard FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
Position nette du gouvernement vis-à-vis de la BEAC	47,2	-7,5	-112,7	-63,9	..
Créances	149,1	136,2	61,5	99,4	..
Avances à court terme	148,1	135,4	60,9	98,9	..
Créances consolidées sur l'Etat ¹	1,0	0,8	0,7	0,3	..
Engagements	101,9	143,7	174,2	163,3	..
Encaisses du Trésor	9,4	25,2	24,3	36,5	..
Dépôts du gouvernement	321,4	150,0	869,0	471,0	..
Position nette du gouvernement vis-à-vis du FMI²	48,0	37,8	28,4	11,0	..
Position nette du gouvernement vis-à-vis des BCM et AIBE	59,2	29,7	47,5	-434,7	..
Crédits au gouvernement	89,3	88,7	90,0	117,8	..
Dépôts du gouvernement	30,1	58,9	42,5	552,5	..
Position nette du gouvernement	154,4	60,0	-36,8	-487,6	..

1. Créances sur les banques en liquidation ou restructurées, consolidées sur l'Etat.

2. Crédits FMI et divers.

Source : BEAC

Tableau V.2.2.4 : Ventilation sectorielle du crédit au secteur privé de 2001-2007

Périodes/Années	Unité : milliard de FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
<u>Court terme</u>					
Agriculture et pêche	4 200	2 138	1 917	2 842	..
Sylviculture	951	300	273	227	..
Mines	3 019	13 300	4 761	2 320	..
Industries	18 556	22 628	11 380	9 356	..
Eau et électricité	497	1 851	3 126	17 532	..
Bâtiment et travaux publics	17 669	24 401	23 679	23 083	..
Commerce intérieur	55 177	53 864	59 236	51 657	..
Exportations	2 156	1 993	1 350	1 546	..
Services	124 630	123 145	111 139	112 535	..
Crédits aux particuliers	38 936	38 859	35 535	36 483	..
Non classés	2 104	2 681	2 837	3 108	..
S/total :	267 896	285 160	255 233	260 690	..
<u>Moyen et Long terme</u>					
Agriculture et pêche	1 027	4 202	4 202	3 550	..
Sylviculture	0	0	0	0	..
Mines	6 570	6 470	87 094	59 300	..
Industries	33 476	22 100	27 855	17 243	..
Eau et électricité	122	66	13 345	11 818	..
Bâtiment et travaux publics	6 927	7 396	9 468	9 237	..
Commerce intérieur	50 875	62 101	78 234	94 165	..
Exportations	14	0	0	0	..
Services	89 194	55 927	40 747	49 441	..
Crédits aux particuliers	39 415	31 436	31 117	35 547	..
Non classés	358	336	1 136	342	..
S/total :	227 979	190 033	293 198	280 643	..
Total	495 875	475 193	548 430	541 333	..

Source : BEAC

Tableau V.2.2.5 : Situation résumée des Banques Créatrices de monnaie de 2001-2008

Situation au 31 décembre	Unité : millions FCFA				
	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008
Réserves	119 502	148 835	216 168	248 853	..
Dépôts à la BEAC	98 684	126 290	188 979	220 992	..
Avoirs en monnaie fiduciaire	20 818	22 545	27 189	27 861	..
Avoirs extérieurs nets	126 195	207 995	187 502	582 232	81 664
Avoirs extérieurs bruts	193 672	265 293	246 700	714 802	161 685
Engagements extérieurs à court terme	58 403	43 493	53 419	55 102	76 924
Engagements extérieurs à moyen et long terme	9 074	13 805	5 779	77 468	3 097
Créances nettes sur l'Etat	23 126	-13 073	-4 342	-466 956	..
Créances brutes	92 968	91 776	95 738	127 473	..
dont : Administration Centrale	86 605	86 703	88 332	116 817	82 607
Dépôts	69 842	104 849	100 080	594 429	..
dont : Administration Centrale	29 396	58 365	41 664	551 817	..
Crédits à l'Economie	374 506	417 877	506 693	595 137	630 379
dont : entreprises publiques	16 079	7 508	3 985	1 837	1 334
Dépôts	519 562	638 533	756 829	811 737	898 187
Dépôts à vue	248 058	326 406	396 992	455 576	531 598
dont : entreprises publiques	4 512	4 304	5 745	12 946	..
Dépôts à terme	271 504	312 127	359 837	356 161	366 589
dont : entreprises publiques	19 932	13 034	10 688	7 724	..
Crédits de la BEAC ¹	0	0	0	0	0
Autres postes nets (fonds propres+divers)	123 767	123 101	149 192	147 529	182 584

1. Y compris les créances sur les IBL et les AIBE

Source : BEAC

Tableau V.2.2.4 : Evolution du taux de change des principales monnaies

Moyenne annuelle	Unités	Unité : FCFA				
		2004	2005	2006	2007	2008
Dollar américain	1 USD	528,30	527,50	522,90	479,30	447,80
Yen japonais	100 JPY	0,20	0,21	0,22	0,25	0,23
Euro ¹	1 XEU	656,60	656,60	656,60	656,60	656,60
Yuan chinois (Renmibi)	1 Yuan	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02

1. La parité entre l'euro et le F.Cfa est fixe.

Source : Agence Française de Développement

VI. AGRICULTURE, ELEVAGE, FORET, PECHE ET INDUSTRIES

Chapitre VI.1 Agriculture, élevage, forêt et pêche

1. Présentation

Le Gabon recourt encore largement à l'extérieur pour la satisfaction de ses besoins alimentaires. Pourtant, il dispose, entre autres, d'un environnement favorable aux activités agricoles, halieutiques et d'élevage : une importante étendue de terres exploitables, 800 km de côtes maritimes, un plateau continental de 46 000 km², un réseau hydrographique riche.

Ainsi, l'Etat s'est engagé à réduire cette dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Les structures et les programmes sont mis en place avec le concours des bailleurs de fonds et certains pays pour un développement de l'agriculture au Gabon.

Parmi ces structures on note l'ONADER, FIDA, CIAM, bénéficiant des financements de l'Etat. En ce qui concerne les programmes, on retrouve le PSSA (programme spécial pour la sécurité alimentaire), le projet rizicole et l'IGAD.

Au Gabon, le café et le cacao, considérés comme des cultures de rente, ont été développés par la puissance coloniale en tant que cultures d'exportation. Mais au sortir de la période coloniale, les difficultés de production et de commercialisation des produits agricoles de rente se caractériseront par une faible croissance malgré l'injection massive des investissements publics dans ce secteur à la fin des années 70.

Au lendemain des indépendances, les exportations de café connaissent une importante progression, mais éphémère, jusqu'en 1984 où près de 40 000 sacs de 60 kg¹ sont exportés. Soit environ 2 400 tonnes, contre 172,8 tonnes en 1977.

Au début des années 90, la production et les exportations amorcent un déclin irréversible. En dehors de la saison 1994, les productions et les exportations sont en dessous de 300 tonnes. La filière connaît des rendements mitigés.

Cette filière cacao-café est confrontée à deux grands facteurs qui influencent son activité de nos jours :

- *sur le plan économique* : la filière ne bénéficie pas du même niveau d'investissement comparativement au secteur minier et le secteur n'offre pas des revenus plus attrayants ;
- *sur le plan technique* : le vieillissement et le manque d'entretien des plantations résultent surtout de l'absence de bras valides.

Toutefois, la Direction Générale des Caisses de Stabilisation et de Péréquation relance les activités liées à la production du café et cacao, avec la création des plantations et la mise à la disposition des moyens d'entretien des plantations aux producteurs. Les prix aux producteurs n'ont pas chuté malgré les variations enregistrées sur le marché international.

Pour ce qui est de l'activité de production de caoutchouc, elle est en pleine restructuration, avec la reprise par SIAT des activités d'HEVEGAB. En 2008, la production du caoutchouc naturel s'est consolidée avec un taux de rendement de 15,4% entre 2006 et 2007.

¹ S'agissant du café, l'unité de mesure est le sac de 60 kg.

La transformation du caoutchouc humide en granulé a également augmenté (15,6%) suite à l'acquisition d'une nouvelle usine de production à MITZIC. Cependant, les exportations du caoutchouc granulé ont régressé d'environ 9% entre 2006 et 2007.

Le potentiel forestier couvre 80% du territoire national, avec plus de 400 essences dont 65 constituées de bois divers sont exploitées. Notons que, 10 essences seulement (Padouk, Kevazingo, Moabi, Agba, Bilinga, Iroko, Azobe, Bahia, Béli et Movingui) représentent 70 % de la production des bois divers au Gabon.

L'Okoumé et l'Ozigo sont les espèces les plus exploitées au Gabon.

Par ailleurs le taux de déforestation atteint 0,1% par an.

C'est le ministère de l'Economie forestière qui veille sur les intérêts de l'Etat dans le déroulement des activités forestières au Gabon. De ce fait, il contrôle et régule les activités des différents opérateurs.

La loi n°016/01 du 31 décembre 2001 portant code forestier, fixe le cadre réglementaire précis aux engagements contractuels à prendre par les exploitants forestiers afin de préserver la ressource en bois, la biodiversité végétale et animale ainsi que les équilibres sociaux. Il redéfinit les principaux types de permis forestiers, à savoir la Concession Forestière sous Aménagement Durable (CFAD), le Permis Forestier Associé (PFA) et le Permis de Gré à Gré (PGG).

Dans le cadre de la politique d'industrialisation du secteur bois, cette loi classe les principales activités liées à l'industrialisation dans ce secteur. Ces activités sont de trois niveaux. Le premier niveau de transformation concerne les activités de sciage, de déroulage, de tranchage et de séchage. Le second niveau de transformation comprend les activités de fabrication de panneaux et de produits standards simples, tels que les parquets et les moulures. Enfin le troisième niveau de transformation intègre les activités qui donnent lieu aux produits finis et aux composites de la menuiserie et de l'ébénisterie.

Les activités de première transformation sont les plus usitées par les opérateurs forestiers.

Aussi, l'arrêté n°000641/PR/PM/MEFPR-CEPN, du 01/07/2001, donne la possibilité, entre autres, à chaque opérateur économique du secteur bois d'exporter sa production de grumes sous réserve de transformer une partie de cette dernière au Gabon. Ainsi, la Société Nationale des Bois du Gabon (SNBG) du fait de cette semi libéralisation voit ainsi son monopole réduit dans cette activité.

En 2008, la crise économique mondiale a influencé négativement la filière bois au Gabon. En effet, la demande internationale a subit une contraction.

Aussi, les exportations ont chuté suite à la baisse de la demande mondiale (toutes essences confondues) conjuguée à la politique des quotas imposés par la République gabonaise.

Les activités sur l'élevage restent dominées par la présence de petits opérateurs fermiers disséminés à travers le territoire national. Cet élevage rudimentaire et traditionnel se concentre entre autres sur les poules, les canards, les porcs et les lapins.

Par ailleurs, un petit nombre d'entre eux est suivi par l'IGAD et par la SIAT dans le cadre de l'élevage villageois.

Enfin, sur le plan structurel, SIAT a repris la gestion des ranchs de la Nyanga qui se concentrent dans l'élevage des bovins.

Au Gabon, trois types d'activités de pêche sont pratiqués, à savoir la pêche industrielle, la pêche artisanale maritime et continentale et la pisciculture.

Globalement, l'activité de production dans la branche pêche continue à baisser (-28%) en 2008. Cette situation est due à plusieurs raisons. On peut noter entre autres :

- la baisse des efforts de pêches de 17,1% ;
- la réduction du nombre de navires dans la pêche industrielle ;

Cependant, la pêche artisanale, qui couvre une large variété d'espèces, a produit environ 57% de la production totale.

2. Sources et méthodologie

Les données ont été collectées par la DGS soit à l'aide des questionnaires remplis soit en exploitant des publications des administrations productrices de données.

Dans le domaine de l'agriculture, les statistiques des produits courants ont été collectées à la Direction Générale de l'Agriculture. Les produits maraîchers sont celles de l'IGAD et d'AGRIPOG.

Les données relatives à l'élevage sont celles de la SIAT et des services provinciaux du ministère de l'agriculture.

La production forestière a été obtenue à partir des données fournies par la Direction Générale des Eaux et Forêts (déclarations des exploitants forestiers) et la SNBG (achats des grumes par qualité).

La commercialisation de grumes a été fournie par la SEPBG qui gère les parcs à bois de Port-Gentil et Libreville.

En ce qui concerne les achats et la commercialisation par qualité, ces données sont fournies par la SNBG. Cette société est, non seulement le principal acheteur de grumes auprès des exploitants forestiers, mais elle reste la principale entreprise de commercialisation de l'Okoumé et de l'Ozigo.

Par ailleurs, les statistiques sur les différents types de permis accordés pour l'exploitation forestière proviennent de la Direction Générale des Eaux et Forêts.

3. Principales définitions

- **Potentiel forestier exploitable**

Il concerne l'ensemble des essences commercialement connues et ayant atteint le diamètre règlementaire.

- **Aquaculture**

C'est la culture des produits halieutiques (poissons, mollusques, crustacés,...).

- **Armement**

C'est une entreprise agréée qui exerce dans le domaine de la pêche.

- **Cheptel villageois de bovins**

C'est le nombre de tête de bétail disponible en fin d'année.

- **Effort de pêche**

C'est le nombre de jours passés en mer par les bateaux de pêche.

- **Pêche artisanale maritime**

C'est la pêche en mer à l'intérieur des estuaires et de la zone des 3 miles marins.

- **Pêche continentale**

C'est la pêche dans des eaux intérieures du territoire.

- **Pêche industrielle**

C'est la pêche en mer pratiquée au-delà de 3 miles marins.

VI.1.1 : Superficies et productions agricoles

Tableau VI.1.1.1 : Superficie

	1000 hectares
	2008
Superficies	
Superficie du Gabon	26 767
dont terre :	25 767
terres agricoles	5 160
forêts	20 607

Source : DGA

Tableau VI.1.1.2 : Production agricole

	Unité : tonne				
	2004	2005	2006	2007	2008
Cultures vivrières					
Manioc	228 000	229 333
Banane plantain	271 000	270 000
Taro, igname, patate douce	54 000	55 000
Régime de palme	7 345	24 126	36 167	30 391	
Production maraichère					
Aubergine	94	96
Concombre	23	23
Gombo	22	21
Oignon	1,5	1,5
Piment	49	49
Persil	38	38
Salade	1,3	1,3
Tomate	340,0	334,0
Principales cultures de rente					
Cacao ¹	*	195,0	
Café ¹	*	100,0	
Caoutchouc sec	2 480,0	33 052,0	39 170,0	45 206,0	46 283,0
Scaferlatis	552,1	1 732	2 082	1 588	1 635
Tabac en feuilles (en caisse)	3 143	2 826	2 178	2 164	1 609

1. Faute de subventions de l'Etat, la DGCSP n'a pas effectué des achats auprès des planteurs en 2004.

Sources : AGRIPOG, DGA, SIAT, IGAD et DGCSP

Tableau VI.1.1.2.1 : Commercialisation de caoutchouc

	Unité : tonne				
	2004	2005	2006	2007	2008
Exportation du caoutchouc granulé	*	12 052	14 526	13 228	18 974

Source : SIAT-Gabon

Tableau VI.1.1.2.1 : Production de Café marchand par province et par campagne¹

	Unité : tonne				
	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08
Provinces					
Woleu-Ntem	*	5,0	
Ogooué Lolo	*	1,0	
Ogooué Ivindo	*	22,0	
Haut-Ogooué	*	60,0	
Ngounié	*	12,0	
Total	*	100,0	
Prix du Café cerise aux planteurs en Fcfa	400	400	400	400	

1. Faute de subventions de l'Etat, la DGCS n'a pas effectué des achats auprès des planteurs en 2002,2003 et 2004.

Source : DGCS

Tableau VI.1.1.2.2 : Production de Cacao par qualité et par campagne

	Unité : tonne				
	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08
Cacao supérieur (GI)	*	128,8	
Cacao Courant (GII)	*	66,0	
Total	..	194,8	

Source : DGCS

Tableau VI.1.1.2.3 : Production de Cacao par province et par campagne

	Unité : tonne				
	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08
Provinces					
Woleu-Ntem	*	159,0	
Ogooué Lolo	*	30,0	
Ogooué Ivindo	*	6,0	
Total	*	195,0	
Prix du Cacao aux planteurs en Fcfa					
Cacao supérieur (GI)	600	600	600	600	
Cacao Courant (GII)	300	300	300	300	

Source : DGCS

Tableau VI.1.1.2.4 : Commercialisation du Café et Cacao¹

	Unité : tonne				
	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08
Exportation du Café marchand	*	23,0
Exportation du Cacao supérieur	18,0	160,0
Exportation du Cacao courant	*

1. Les ventes de l'année en cours peuvent être supérieures à la production de l'année courante à cause des stocks des années antérieures.

Source : DGCS

VI.1.2 : Elevage

Tableau VI.1.2.1 : Evolution du Cheptel de bovin

Situation au 31 décembre

	Unité : tête				
	2004	2005	2006	2007	2008
Cheptel des ranchs	1 900	2 214	4 581
Cheptel villageois ¹	1 679	1 916	2 114
Ensemble			4 014

1. Données de la province de l'Ogooué Ivindo seulement

Sources : SIAT et Service provincial du Ministère de l'Agriculture de l'Ogooué Ivindo

Tableau VI.1.2.2 : Ateliers d'élevage de poules pondeuses et de porcs

Situation au 31 décembre

	En unité				
	2004	2005	2006	2007	2008
Nbre d'ateliers de poules pondeuses	*	16	40	49	43
Nbre d'ateliers d'élevage de porcs	*	20	38	57	48

Source : IGAD

Tableau VI.1.2.3 : Evolution du Cheptel de porcin

Situation au 31 décembre

	Unité : tête				
	2004	2005	2006	2007	2008
Cheptel total (tête)	*	194	339	572	704
Volume de viande produit (tonne)	*	75	131	220	271

Source : IGAD

Tableau VI.1.2.4 : Activité avicole

	en milliers				
	2004	2005	2006	2007	2008
Importations de poussins	132,5	147,9	138,1	145,8	140,4
Elevage de poule ¹	163,0	231,2	276,6	369,0	384,0
Ventes de poules	111,4	99,7
Production d'œufs ¹	35 242	47 149	54 572	67 485	74 128

1. y compris le cheptel suivi par IGAD à partir de 2005. La série est corrigée.

Sources : SMAG et IGAD

VI.1.3 : Exploitation forestière

Tableau VI.1.3.1 : Cumul de permis accordés par type en cours de validité

	2004	2005	2006	2007	2008
Permis industriels (PI)	110	110	110	110	131
Permis zone d'attraction chemin de fer (ZACF)	24	24	24	24	24
Permis forestiers aménagés (PFA)	-	-	-	..	248
Permis d'exploitation temporaire (PTE)	238	238	238	238	220
Permis coupe familiale (C.F)	238	238	238	238	..

1. En fait depuis l'année 2004, aucun nouveau permis d'exploitation forestière n'a été accordé

Source: DGEF

Tableau VI.1.3.3 : Cumul des superficies exploitées en cours de validité

	En 1000 ha				
	2004	2005	2006	2007	2008
Superficie (PI)	5 027,6	5 027,6	5 027,6	5 027,6	3 846,6
Superficie (ZACF)	1 306,1	1 306,1	1 306,1	1 306,1	1 011,5
Superficies (PFA)	-	-	-	..	2 285,8
Superficie (PTE)	2 717,6	2 768,5	2 885,5	2 904,4	1 791,8

1. Il n'existe pas de superficie en coupe familiale. Ces permis sont attribués par pieds.

Source : DGEF

VI.1.4 : Production, achat et commercialisation de grumes

Tableau VI.1.4.1 : Production de grumes

	Unité : 1000 m ³				
	2004	2005	2006	2007	2008
Okoumé et Ozigo	1 414	2 711	1 500	2 200	1 573
Autres essences	2 087	489	2 000	1 200	1 352
Total	3 500	3 200	3 500	3 400	2 925

Sources : DGEF et SNBG

Tableau VI.1.4.2 : Achats de grumes par espèce et par qualité

Unité : 1000m³

	2004	2005	2006	2007	2008
Okoumé	602,2	601,5	446,3	527,9	282,6
Loyal et marcand	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Qualité seconde	15,1	11,6	7,0	2,9	0,0
Choix industriel	256,6	229,5	177,6	144,0	42,4
Choix économique	268,9	281,5	197,1	256,2	98,9
Choix spécial	60,1	73,5	61,7	122,3	141,3
Irrecevable ¹	1,5	5,4	2,9	2,5	0,0
Ozigo	1,2	7,5	1,8	15,7	1,3
Loyal et marcand	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Qualité seconde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Choix industriel	0,4	0,6	0,3	6,5	0,4
Choix économique	0,7	6,8	1,4	9,1	0,8
Irrecevable	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Bois divers	3,9	1,0	12,2	43,6	135,3
Total achats	607,4	610,0	460,2	587,1	419,1

1. Bois déclassé mais contrôlé par la SNBG et impropre à l'exportation.

Source : SNBG

Tableau VI.1.4.3 : Prix d'achat des grumes aux producteurs¹Prix moyen du m³ en francs cfa

	2004	2005	2006	2007	2008
Okoumé	61 414	60 816	///	///	///
Ozigo	///	///	///
Bois divers			

1. Du fait de la libéralisation des activités du secteur, les prix pratiqués par la SNBG ne peuvent être affichés en 2006 et 2007.

Sources : SNBG

VI.1.5 : Commercialisation de grumes

Tableau VI.1.5,1 : Exportations de grumes

Unité : 1000 m³

	2004	2005	2006	2007	2008
Okoumé et Ozigo	849	814	862	1 065	837
Autres essences	668	772	906	874	813
Total	1 517	1 586	1 768	1 938	1 650

Sources : DGEF, SEPBG et SNBG

Tableau VI.1.5.2 : Evolution des exportations de grumes par qualité

Unité : 1000 m3

	2004	2005	2006	2007	2008
Okoumé	698,6	639,6	452,7	417,5	369,8
Loyal et marchand	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Qualité seconde	18,6	12,4	7,6	2,8	0,0
Choix industriel	293,3	245,2	182,6	130,9	66,6
Choix économique	312,4	300,5	200,6	204,7	140,5
Choix spécial	71,3	81,1	58,1	77,4	162,7
Irrecevable	2,9	0,4	3,8	1,7	0,0
Ozigo	1,2	7,2	1,3	9,8	2,4
Loyal et marchand	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Qualité seconde	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Choix industriel	0,4	0,5	0,3	5,9	0,9
Choix économique	0,7	6,7	1,0	3,9	1,6
Bois divers	6,2	0,6	8,3	27,4	125,4
Total exporté	706,0	647,5	462,3	454,7	497,6

1. Pour certaines années les achats de la SNBG sont inférieurs aux exportations à cause des stocks des années antérieures.

Source : SNBG

Tableau VI.1.5.3 : Prix moyens du m³ de grume à l'exportation

Prix moyen du m3 en francs cfa

	2004	2005	2006	2007	2008
Okoumé	93 088	93 306	///	///	///
Ozigo	74 869	65 870	///	///	///
Bois divers	87 622	105 348			

1. Du fait de la libéralisation des activités du secteur, les prix pratiqués par la SNBG ne peuvent être affichés pour les 3 dernières années.

Sources : SNBG

Tableau VI.1.5.4 : Exportation d'okoumé et d'Ozigo par destination ¹

Unité : 1000 m3

	2004	2005	2006	2007	2008
Afrique	117,8	66,5	80,0	136,3	69,6
Amérique	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
Asie	481,6	562,5	617,1	718,5	537,8
Europe	249,3	185,2	164,8	209,8	120,0
Autre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	848,7	814,3	861,9	1 064,6	727,6

1. Ce sont les exportations globales d'okoumé et d'ozigo réalisées par la SNBG et tous les autres opérateurs économiques

Source : SEPBG

VI.1.6 : Pêche

Tableau VI.1.6.1 : Flotte industrielle maritime

	2004	2005	2006	2007	2008
Armements	17	17	13	12	12
Flotte	78	61	60	53	46
Chalutiers	29	38	25	23	21
Crevettiers	35	22	14	14	12
Ligneurs	2	1	3	0	0
Thoniers	10	0	0	0	0
Autres	2	0	18	16	13

Source : DGPA

Tableau VI.1.6.2 : Pêcheurs et parc piroguier dans la pêche artisanale et continentale au Gabon

	2008
Total pêcheurs	5 045
dont des femmes (%)	16,3
dont femmes patrones (%)	10,0
Equipements	
Total pirogues	3 425
pirogues avec moteurs (%)	32,5
pirogues sans moteurs (%)	67,5

Source: DGPA

Tableau VI.1.6.3: Production par type de pêche

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Effort de pêche	jours	105 725	105 185	92 983	77 102	104 057
Production	tonnes	46 038	43 941	41 647	38 092	27 554
Pêche industrielle		13 454	11 620	9 786	7 016	5 860
Pêche artisanale maritime		22 863	22 543	22 224	21 299	15 666
Pêche continentale		9 641	9 700	9 512	9 653	5 911
Aquaculture		80	78	126	124	117

Source : DGPA

Tableau VI.1.6.4 : Prise des chalutiers par espèce

	Unité : tonne				
	2004	2005	2006	2007	2008
Sardinelle	26,6	25,8	0	0	..
Machoirion	223,3	137,7	78,2	53,7	..
Mérou	85,2	65,4	23,2	14,4	..
Carangue	50,3	13,5	0,1	0,6	..
Carpe de mer	19,3	9,7	1,5	22,8	..
Rouge	191,8	65,8	53,6	10,3	..
Dorade grise	309,5	340,8	207,2	144,8	..
Dorade rose	434,4	429,7	180,1	75	..
Pageot	90,9	32,7	8,5	16,5	..
Bossu	294,1	204,8	80,7	400,6	..
Bar	2714,8	1939,8	1503,5	1529,9	..
Disque	181,5	9,5	84,3	65,4	..
Rouget	241,3	135	36,7	80,5	..
Bécune	385,1	402,3	207,3	141,8	..
Capitaine	1625,1	1608,8	1122	871,8	..
Chinchard	12,2	22,4	0,2	18,8	..
Barbillon	21	37	23,7	311	..
Maquereau Turbot	63,1	6,9	27,7	31,1	..
Turbot	39,8	58,5	9	0,4	..
Sole	424,5	449,5	227,3	287,2	..
Thon albacore	5,8	2,1	0	0	..
Thon obèse (patudo)	5,2	0	0	0	..
Thon autre	62	33,1	3,6	0,1	..
Voilier	3,6	1,4	0	0	..
Raie	27	27,6	48,9	3,4	..
Requin	37,8	24	49,4	160,8	..
Langouste	44,6	28,6	0,8	9,9	..
Crevettes grises	70,4	344,3	259,4	268	..
Crevettes tigrées	2,2	6,8	0	0,9	..
Crevettes roses	0,4	8	8,8	3,1	..
Crevette nia	0	0,5	1,1	0,8	..
Crabe	50,8	15,3	11,5	8	..
Seiche	1227,3	885,1	423,1	449	..
Espadon	21	0,6	0	0	..
Tarpon	0,4	0,9	0	0	..
Poulpe	0,3	0,8	0	0	..
Tortues	1,6	0	0	0	..
Autres	712,8	549,4	118,4	117,3	..
Rejets	14,7	47,8	153	253,3	..
Divers	274,7	1652,4	1519,5	1694,2	..
Total	9 996,4	9 624,3	6 472,3	7 045,4	..

Tableau VI.1.6.5 : Production de crevettes

	Unité : tonnes				
	2004	2005	2006	2007	2008
Production totale	2 310,2	2 062,4	2 794,6
Pêche industrielle	2 294,1	2 037,1	2 777,6
Pêche artisanale	1,2	9,3	4,6	14,5	..
Pêche continentale	14,9	16,0	12,4	10,0	..

Source : DGPA

Chapitre VI.2

Industries extractives

1. Présentation

Le sous-sol gabonais renferme de nombreuses matières premières dont les plus importantes sont le pétrole et le manganèse.

L'exploitation pétrolière se fait sur terre (dans des puits souterrains) et en mer (dans des puits sous-marins). Elle couvre toute la côte sud de l'île Mandji (de Port-Gentil à Mayumba). Elle est assurée par sept compagnies (Total-Gabon, Shell-Gabon, Perenco, Marathon, Vaalco, Adaax et Maurel & Prom). La majeure partie du pétrole brut est exportée, le reste étant raffiné, à Port-Gentil, par la Société gabonaise de raffinage (SOGARA).

Dans cette activité, l'Etat, propriétaire du sous-sol attribue des concessions pétrolières aux compagnies qui font de l'exploration et l'exploitation dans des domaines miniers pétroliers, sur la base de permis et de contrats. Les permis attribués au Gabon sont des permis en **Contrats d'Exploitation et de Partage de Production (CEPP)**.

On trouve du gaz naturel associé au pétrole. Ce gaz est brûlé, à l'exception d'une exploitation, à Port-Gentil, par Total-Gabon. Cette production est utilisée pour l'alimentation de centrales électriques par les sociétés pétrolières, la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) et quelques autres entreprises.

L'activité pétrolière est restée confortée dans l'ensemble à cause de la bonne tenue des cours qui, ayant atteint 150 dollars le baril au mois de juillet 2008, ont fini l'année à seulement 35 dollars le baril.

En 2008, la production pétrolière a connue un léger déclin, s'établissant à 11, 81 millions de tonnes, soit une baisse de 2,64% par rapport à l'année précédente. Cette situation s'explique entre autres par le vieillissement de certains champs pétroliers.

De nombreux gisements minéraux existent, dont quelques-uns seulement sont exploités. Des prospections sont en cours, qui concernent principalement le fer, et l'uranium. Il existe une petite production artisanale d'or, mais l'exploitation des minerais concerne pour l'essentiel le manganèse de Moanda.

L'extraction du manganèse, qui a commencé en 1962, est réalisée par la Compagnie minière de l'Ogooué (COMILOG). Le gisement de Moanda, qui est l'un des deux sites mondiaux à très forte teneur en manganèse (> 44 %), place le Gabon au 2^e rang mondial des producteurs de manganèse. Les réserves gabonaises représentent environ 25 % des réserves mondiales, tandis que la production avoisine 15 % de la production mondiale.

En 2008, la production de manganèse a chuté de 2,6% par rapport à l'année 2007, pour se situer à 3, 248 millions de tonnes. Le retournement de la conjoncture internationale intervenu au 4^{ème} trimestre de l'année 2008 a contribué à cette contre performance

2. Sources et méthodologie

Les données sur le pétrole proviennent de la Direction générale de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures, au Ministère des mines, du pétrole et des hydrocarbures.

Les données sur la production d'or proviennent de la Direction Générale des mines et de la Géologie qui appartient au même Ministère.

Les données sur le manganèse sont fournies par la COMILOG.

3. Principales définitions

- **Le Brent**

Référence mondiale en matière de transactions pétrolières, le Brent est un brut léger (exploité en mer du Nord) à faible teneur en soufre. Il donne, après raffinage, plus d'essence que de fuel.

- **Le Mandji**

Le Mandji a une densité de 0,877 à 15° C et une teneur en soufre de 1,09%. C'est un brut plus lourd que le Brent et qui donne un fuel beaucoup plus soufré, avec une teneur de 2,4% contre 1,1% pour le Brent. La proportion de produits légers obtenus à partir du Mandji est de 65%, contre 80% pour le Brent. Son prix de vente est inférieur d'environ 10 % à celui du Brent.

- **Le Rabi**

Le Rabi a une densité de 0,8535 à 15° C et une teneur en soufre de 0,06%. C'est un pétrole de qualité très proche du Brent. Son prix de vente est légèrement inférieur (de 2 à 3 %) à celui du Brent.

- **La concession pétrolière**

C'est un titre minier accordé par un Etat donnant le droit à une société pétrolière d'explorer et/ou d'exploiter un territoire défini.

- **Le Domaine minier Pétrolier**

C'est l'ensemble des zones couvertes par les titres pétroliers exclusifs dans lesquels un intérêt pétrolier est détenu.

VI.2.1 : Production de Pétrole brut

Tableau VI.2.1.1 : Contrats d'exploitation et de partage de production

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Permis terrestres						
Nombre de permis attribués		14	17	17	17	17
Superficies	Km ²	23 341	33 353	35 207	36 232	37 691
Permis maritimes						
Nombre de permis attribués		18	22	21	23	24
Superficies	Km ²	68 634	81 346	75 145	86 734	92 644

Source : DGEEH

Tableau VI.2.1.2 : Production de pétrole brut

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Production	Mio tonnes	13,5	13,3	11,9	12,1	12,7
Exportations	Mio tonnes	12,7	12,5	11,0	11,3	11,8
Cours annuel moyen du Brent	USD/baril	38,22	54,38	65,13	72,52	81,15
Prix de vente annuel moyen		35,75	50,49	61,83	69,59	75,46
Cours annuel moyen du dollar US	FCFA	528,3	527,5	522,9	479,3	488,2

Sources : DGE, DGH , UPEGA et AFD

Tableau VI.2.1.3 : Production de pétrole brut par producteur

Opérateurs	en 1000 barils				
	2004	2005	2006	2007	2008
Total Gabon	36 625	35 610	30 938	29 744	28 281
Shell-Gabon	25 542	22 918	21 198	20 911	18 714
Pérenco	16 340	18 599	17 190	16 833	16 008
Marathon	11 599	11 678	9 396	7 660	6 493
Vaalco	6 291	6 926	6 357	7 407	7 715
Eni-Gabon	623	0	0	0	0
Addax	1 224	1 362	1 987	5 944	8 741
Maurel et Prom	0	0	0	34	85
Total	98 244	97 092	87 066	88 535	86 037

Sources : DGH et UPEGA

Tableau VI.2.1.4 : Production de pétrole par principal type de brut

	Unité : 1000 barils				
	2004	2005	2006	2007	2008
Rabi Light	26 386	24 532	20 605	22 367	24 049
Rabi Blend	29 961	28 886	26 761	26 516	27 013
Mandji	22 947	23 999	21 664	20 994	18 294
Lucina	2 864	3 883	3 462	3 370	3 213
Oguendjo	9 362	8 494	7 900	7 610	6 513
Remboué	433	372	318	270	253
Etame	6 291	6 926	6 357	7 407	6 703
Total	98 244	97 092	87 066	88 535	86 038

Source : DGEEH

Tableau VI.2.1.5 : Production de pétrole brut par qualité et champ d'exploitation

Unité : 1000 barils

	2004	2005	2006	2007	2008
Qualité Rabi et Gamba	56 347	53 419	47 366	48 883	48 325
Avocette	3 710	3 799	3 347	3 029	2 716
Coucal	3 324	3 117	1 699	1 424	1 290
Gamba/Ivinga	2 891	2 699	2 622	2 395	2 134
Rabi	20 026	15 943	13 409	12 165	10 007
Tchatamba Ouest	2 510	1 855	1 443	1 426	1 594
Tchatamba Sud	8 650	9 477	7 824	6 138	5 711
Atora	6 004	4 165	3 939	4 091	4 191
Echira	905	661	709	335	285
Autres	8 329	11 703	12 372	17 878	20 397
Qualité Mandji	22 947	23 999	21 664	20 994	20 687
Anguille	2 893	2 687	2 378	2 696	2 575
Anguille N.E et S.E	942	878	698	587	612
Barbier Marine	1 293	1 072	813	1 040	1 198
Baudroie Marine et Nord	4 848	5 620	4 133	3 552	4 033
Gonnelle Marine	2 963	3 391	4 402	3 235	3 019
Grondin Marine	1 079	1 123	1 219	1 329	1 403
Hylia Marine	954	1 073	958	1 081	1 195
Mandaros Marine	1 463	1 194	934	1 034	1 108
Torpille Marine et N.E	1 687	2 052	2 036	1 888	1 715
Autres	4 825	4 908	4 092	4 553	3 829
Qualité Lucina	2 864	3 883	3 462	3 370	3 228
Lucina	659	477	417	363	322
Mbya	1 857	3 008	2 720	2 638	2 523
Autres	347	397	324	369	383
Qualités Oguendjo	9 362	8 494	7 900	7 610	7 725
Gombé	1 728	1 397	1 267	460	472
Limande	623	294	407	589	636
Obando	1 240	1 267	997	777	841
Rembo Kotto	1 354	1 353	1 277	1 208	1 195
Turnix	1 729	2 103	1 455	1 027	935
Autres	2 689	2 080	2 497	3 548	3 646
Autres Qualités	6 723	7 297	6 675	7 677	6 069
Remboué	433	372	318	270	344
Etame	6 291	6 926	6 357	4 928	3 189
Avouna	0	0	0	2 480	2 536
Total Général	98 244	97 092	87 066	88 535	86 034

Source : DGH

Tableau VI.2.1.6 : Exportations de pétrole brut par qualité

	Unité : 1000 barils				
	2004	2005	2006	2007	2008
Rabi/blend/Light	57 012	53 074	47 439	44 883	..
Tchatamba	0	0	0	0	..
Mandji	17 112	18 643	16 828	13 574	..
Oguendjo	9 290	8 513	7 479	5 553	..
Lucina	3 042	4 043	3 422	2 994	..
Limandé	0	0	0	0	..
Rémboué	323	342	335	233	..
Etame	5 935	6 883	6 406	7 377	..
Olendé fuel	0	0	303	844	..
Total	92 714	91 498	82 212	75 458	..

Source : DGH

Tableau VI.2.1.7 : Prix moyen du pétrole brut par qualité et taux de change du dollar

	Unité : 1000 barils				
	2004	2005	2006	2007	2008
Rabi/blend/Light	42,33	53,17	64,62	71,64	..
Tchatamba	-	-	-	-	-
Mandji	34,01	46,56	57,60	66,19	..
Oguendjo	29,83	42,87	55,77	63,97	..
Lucina	39,61	52,74	64,26	69,16	..
Limandé	37,56	-	-	-	-
Rémboué	37,56	46,84	58,27	66,34	..
Etame	43,81	51,78	63,80	72,03	..
Taux de change du dollar/Fcfa	528,3	527,5	522,9	479,3	..

Source : DGH

Tableau VI.2.1.8 : Livraison du pétrole brut à la SOGARA pour la contribution au marché intérieur

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Etat	1000 bbls	1 277,7	2 404,5	2 002,5	2 072,0	..
Société	1000 bbls	2 534,9	2 777,1	3 119,9	3 802,5	..
Total barils	1000 bbls	3 812,6	5 181,6	5 122,4	5 874,5	..
Total	m ³	605,9	823,4	814,0	933,5	..

Source : DGH

VI.2.2 : Le Gaz naturel

Tableau VI.2.2.1 : Production de gaz naturel

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Production nationale	Mio m ³	143,6	150,9	155,3	167,1	187,3
Total Gabon	Mio m ³	86,1	91,9	96,2	113,4	132,7
Shell Gabon	Mio m ³	57,4	58,9	59,1	53,6	54,1
Perenco*	Mio m ³	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5
Prix de vente moyen national	USD/m ³	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total Gabon	USD/m ³	-	0,1	0,1	0,1	0,1
Shell Gabon	USD/m ³	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Perenco (Libreville)	USD/m ³	-	-	-	0,2	0,2
Perenco (Port-Gentil)	USD/m ³	-	-	-	0,2	0,2

Source : DGH

VI.2.3 : Mines

Tableau VI.2.3.1 : Production de manganèse par qualité

	Unité : 1000 tonnes				
	2004	2005	2006	2007	2008
Production de Manganèse	2 459,2	2 753,0	2 979,0	3 333,8	3 248,0
Minerai	1 874	2 153	2 333	2 803	2 802
Minerai R1 R2 SD ou minerais métallurgiques	1 473	1 616	1 848	2 121	2 078
Hydrométal	401	537	484	681	257
Minerai F1 F2	0	0	0	0	467
Bioxydes	36	44	57	38	52
Agglomérés	549	555	589	494	394
Exportations	2 491	2 887	2 900	3 302	3 200
Minerais	1 935	2 252	2 291	2 784	2 736
Bioxydes	39	44	54	47	38
Agglomérés	518	590	556	470	426
Variation de stocks	-32	-134	79	32	48
Prix à l'exportation en milliers de Fcfa/kg					
Bioxyde	84,4	83,3	92,5	79,7	186
Agglomérés	69,1	80,3	95,5	87,3	272
Autres minerais	53,6	60,3	57,7	81,8	186

Source : COMILOG

Tableau VI.2.3.2 : Production d'or brut par site

	Unité : gramme				
	2004	2005	2006	2007	2008
Etéké	///	///	///	235	-
Mitzié	///	///	///	925	2 542
Makokou	///	///	///	1 169	1 417
Minkébé	///	///	///	-	2105
Ndangui	///	///	///	-	-
Autre ¹	///	///	///	10,3	-

1. Achats effectués à Libreville

Source : DGMG

Tableau VI.2.3.3 : Activité de production de l'or brut par province

	2004	2005	2006	2007	2008
Estuaire	///	///	///	10,3	-
Ogooué- Ivindo	///	///	///	1 404	3 522
Ogooué- Lolo	///	///	///	-	-
Woleu-Ntem	///	///	///	925	2 542
Prix de vente moyen national	///	///	///	7 500	7 500
Collecteurs de l'or brut agréés	///	///	///	9	9

Source : DGMG

Chapitre VI.3

Autres industries

1. Présentation

Le Gabon est un pays faiblement industrialisé. Le secteur industriel contribue faiblement au PIB. La majorité des entreprises industrielles sont à capitaux privés. L'Etat gabonais a poursuivi son désengagement dans les grandes industries du pays par le biais des privatisations.

Les principales industries interviennent dans :

- la production d'électricité et d'eau qui est assurée par la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) dont les capacités de production ont connu une baisse de 2,0% environ pour l'électricité et une hausse de 2.3% de m³ d'eau en 2008;
- le raffinage des produits pétroliers opéré, depuis 1967, par la Société gabonaise de raffinage (SOGARA) dont le potentiel réel de raffinage est de 800 000 tonnes ;
- la fabrication de boissons réalisée principalement par la Société des brasseries du Gabon (SOBRAGA) ;
- l'industrialisation de la filière bois qui s'accélère avec l'adoption du nouveau code forestier.

Par ailleurs, les activités de scierie et de menuiserie restent fortement ancrées dans le secteur informel.

Les principales industries présentées dans ce chapitre sont :

- l'industrie agroalimentaire ;
- l'industrie du bois ;
- l'industrie chimique ;
- la raffinerie de pétrole ;
- la production d'eau et d'électricité.

L'agro-industrie représente un domaine assez varié avec, principalement, la production avicole et meunière, la production des huiles et corps gras, la production du sucre, de l'eau potable et/ou minérale, les boissons, les tabacs et les produits laitiers. Le secteur agro-industriel a maintenu les résultats de ses activités au cours de l'année 2008, hormis la production sucrière qui a connu une légère baisse (-0,5%). En effet, la plupart des branches de ce secteur ont consolidé leurs résultats de l'année 2007.

L'industrialisation de la filière bois s'arrime aujourd'hui au nouveau code forestier gabonais et à la politique du gouvernement dans le développement du tissu industriel au Gabon.

Les différentes productions évoluent en dents de scie. Ainsi, après les hausses de l'année 2007, la production des bois ouvrés a chuté globalement de 8,2% ; avec la baisse de la production de contreplaqué/déroulage de -0,4% et la chute de sciages de 14,9% en 2008.

A cet effet Il faut noter que la principale usine de tranchage a fermé ses portes en 2008.

Dans le domaine de l'industrie chimique, les résultats de ce secteur sont globalement satisfaisants en 2008. Ce secteur comprend les peintures, les gaz industriels, les lubrifiants et les autres produits dérivés des intrants chimiques.

L'activité de la raffinerie a consolidé sa production (+1,8%) en 2008 en raison du renouvellement de l'outil de production.

En définitive, en 2008, l'indice de la production industrielle a enregistré environ 13 points de plus qu'en 2007, pour se situer à 200 confirmant ainsi les performances du secteur secondaire.

2. Sources et méthodologie

Les données sont, en majorité, issues des questionnaires adressés par la DGS aux différentes entreprises industrielles.

Au niveau de l'industrie de bois, les données proviennent du Ministère de l'Economie Forestière, singulièrement de Direction des Etudes et de la Documentation et de la Direction du Développement des Industries et du Commerce du Bois du Ministère de l'Economie Forestière.

3. Principales définitions

- **Abonnement social**

C'est un abonnement à tarif préférentiel, destiné aux ménages sociaux dont la consommation mensuelle ne dépasse pas 120 KWh d'électricité et 15 m³ d'eau.

- **Cessions internes (d'eau ou d'électricité)**

Elles correspondent à la production autoconsommée par la SEEG pour les besoins de ses activités de production.

- **Industrie du bois**

Elle comprend, au sens strict, les activités de transformation des grumes en placages, contreplacages et sciages.

VI.3 : Les Principales Productions Industrielles

VI.3.1 : Les Industries agroalimentaires

Tableau VI.3.1.1 : Production et commercialisation de sucre

Unité : tonne

	2004	2005	2006	2007	2008
Récolte de sucre brut	23 522	25 207	21 475	25 935	25 808
Transformation					
Morceaux	9 073	9 346	9 179	10 245	8 813
Granulé 1 kg et dosettes	3 221	4 357	4 686	4 993	4 853
Gain ou perte de production	-228	541	-17	193	16
Granulé non transformé	11 456	10 963	7 627	10 504	12 126
Niveau de stock	-1 050	2 782	2 933	-955	-364
Total des ventes (locales + exports)	22 472	27 989	24 408	24 980	25 444
Ventes locales	17 819	19 241	21 316	22 996	23 606
Exportations	4 653	8 748	3 092	1 984	1 779
Importations	2 173	1 062

Source : SUCAF GABON

Tableau VI.3.1.2 : Production de boissons et de cigarettes

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Bière	1000 hl	750,1	852,1	912,5	1 000,0	1 068,1
Boissons gazeuses	1000 hl	548,3	620,2	709,8	800,4	848,7
Vins	1000 hl	43,3
Eaux minérales	1000 hl	65,4	95,4	113,8	143,6	171,8
Jus de fruits	1000 litres	6 020	6 941	6 788
Produits laitiers	1000 litres
Cigarettes (paquets)	1000 paquets	22 389	27 529	29 195	34 160	37 351

Sources : EAULECO, SOBRAGA, SIGALI et SOCIGA

Tableau VI.3.1.3 : Autres productions

Unité : tonne

	2004	2005	2006	2007	2008
Huile de palme rouge ¹	219	12 079	7 587	6 568	9 024
Huile de palme raffinée	0	1 223	4 377	3 612	4 100
Farine	..	53 221	56 182	55 917	60 137
Blé mis à la consommation	..	66 899	70 626	69 440	76 434
Issues de blé	0	0	0	14 164	16 437
Aliment pour bétail	..	12 419	13 358	14 915	15 768

1. Une partie de l'huile rouge est utilisée pour produire de l'huile raffinée.

Sources : SIAT, SIGALLI et SMAG

VI.3.2 : Industrie du bois

Tableau VI.3.2.1 : Unités de transformation de bois

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Unités de sciage	1	46	37	53	57	64
Unités de déroulage	1	10	7	7	9	10
Unités de tranchage	1	1	1	1	1	1
Unités de fabrication de contreplaqués	1	4	4	3	3	4
Total	1	61	49	64	70	79

Source : DGEF/DDIB

Tableau VI.3.2.2 : Production des bois œuvrés

	Unité : en 1000 m ³				
	2004	2005	2006	2007	2008
Sciages	120,0	229,7	229,7	287,4	244,6
Déroulage/Contreplaqué	202,0	210,0	137,3	264,6	263,0
Tranchage	2,9	3,4	2,7	1,2	0,0
Total	324,9	443,1	369,7	553,2	507,6

Source : DGEF/DDIB

Tableau VI.3.2.3 : Commercialisation du Bois œuvré

	Unité : en 1000 m ³				
	2004	2005	2006	2007	2008
Exportations	413,9	333,7	450,2	451,8	450,6
Déroulage/Contreplaqué	204,0	172,5	222,3	190,5	190,5
Sciage	207,0	157,8	225,2	260,1	260,1
Tranchage	2,9	3,4	2,7	1,2	0,0
Ventes locales	1 000	1 098	1 418	1 500	..

Source : DGEF/DDIB

VI.3.3 : Industrie chimique

Tableau VI.3.3.1 : Production chimique

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Peintures	tonne	3 261	3 475	3 977	4 341	4 440
Oxygène	1000 m ³	397 300	404 561	274 651	219 137	199 338
Acétylène	1000 m ³	57 100	59 140	48 399	36 725	36 260
Azote liquide	1000 m ³	155 700	174 100	85 279	412 215	481 832
Azote gazeux	1000 m ³	0	31 754	25 443	13 847	15 323
Savons	tonne	0	1 060	1 359	1 773	3 133

Sources : AGROGABON, CHIMIE GABON, GABOA, GPL, GMM et SIAT Gabon

VI.3.4 : Raffinage de pétrole

Tableau VI.3.4.1 : Production en produits pétroliers et lubrifiants

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Butane	TM	9 227	9 533,0	6 748	14 033	13 467
Essence + Supercarburant	TM	65 868	75 095	70 538	80 944	83 863
Kérosène ¹	TM	61 763	79 801	75 573	77 537	82 302
Gasoil	TM	223 046	214 526	213 113	259 835	257 899
Fuel oil	TM	316 423	313 947	325 224	355 751	363 973
Pétrole lampant	TM
Bitume	TM	9 227	9 533	6 748	3 555	1 674
Lubrifiants	tonnes	6 690	6 777	6 946	8 541	9 162

1. Kérosène = Jet A1 + pétrole lampant

Sources : PIZOLUB et SOGARA

Tableau VI.3.4.2 : Production en produits pétroliers¹

	Unité : tonne				
	2004	2005	2006	2007	2008
Butane	9 227	9 533	6 748	14 033	13 467
Essence + Supercarburant	48 084	54 819	51 493	59 089	61 220
Kérosène	49 410	63 841	60 458	62 030	65 842
Gasoil	268 960	266 855	276 440	302 388	219 214
Fuel oil	316 423	313 947	325 224	355 751	363 973
Bitume	9 227	9 533	6 748	14 033	1 674

1. Utilisation les densités pour obtenir les productions en tonnes

Source : DGS

Tableau VI.3.4.3 : Importations de produits pétroliers

	Unité : tonne-métrique				
	2004	2005	2006	2007	2008
Butane	10 855	11 600	15 215
Supercarburant	1 999	5 525	..
Jet A1/Kérosène	19 265	15 412	9 937	11 854	..
Gasoil	41 985	105 029	139 188
Bitume

Source : SOGARA

Tableau VI.3.4.4 : Exportations de produits pétroliers

	Unité : tonne				
	2004	2005	2006	2007	2008
Supercarburant	26 014	33 843
Gaz-oil	7 990	15 200
Fuel oil	261 465	245 669

Source : SOGARA

Tableau VI.3.4.5 : Ventes au Gabon de produits pétroliers

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Butane	t	19 679	20 957	21 758	24 488	..
Essence + supercarburant	m ³	59 095	60 316	63 529	64 008	..
Pétrole lampant	m ³	28 116	27 821	32 305	38 235	..
Turbine fuel	m ³	..	78 810	74 373	61 170	..
Jet A1	m ³	66 717	77 209
Gasoil	m ³	288 141	363 701
Fuel oil	t	57 618	80 088	55 848	48 734	..
Bitume	t	..	966	498	719	..

Source : SOGARA

Tableau VI.3.4.5.1 : Ventes au Gabon de produits pétroliers en tonnes

	2004	2005	2006	2007	2008
Butane	19 679	20 957	21 758	24 488	..
Essence + supercarburant	43 139	44 031	46 376	46 726	..
Pétrole lampant	22 493	22 257	25 844	30 588	..
Turbine fuel	..	66 989	63 217	51 995	..
Jet A1	53373,6	61767,2
Gasoil	244920	309146
Fuel oil	57 618	80 088	55 848	48 734	..
Bitume	..	966	498	719	..

Source : SOGARA

Tableau VI.3.4.6 : Transporteurs des produits pétroliers affiliés à la DGCSP

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre de transporteurs	1	12	12	12	12	12

Source : DGCSP

Tableau VI.3.4.7 : Nombre de stations service par distributeur à Libreville et à l'intérieur du pays

	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville :	54	54	54	54	..
Total Gabon	24	24	24	24	..
Pétro Gabon	5	5	5	5	..
Pizo Shell (Engen)	16	16	16	16	..
Mobil (Oilibya Gabon)	9	9	9	9	..
Intérieur du pays :	40	40	40	40	..
Total Gabon	22	22	22	22	..
Pétro Gabon	4	4	4	4	..
Pizo Shell (Engen)	7	7	7	7	..
Mobil (Oilibya Gabon)	7	7	7	7	..

Source : DGCSP

Tableau VI.3.4.8 : Prix des produits pétroliers à la pompe

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Essence Super	F CFA	450	450	475	595	595
Gaz oil	F CFA	345	470	470	470	470
Pétrole lampant	F CFA	225	225	245	245	245
Butane (gaz domestique)	F CFA	5 625	5 625	5 625	5 625	5 625

Sources : DGCSP et SOGARA

VI.3.5: Eau potable

Tableau VI.3.5.1 : Production d'eau potable

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre de localités desservies		40	40	41	42	42
Capacité de production	m3/j	222 508	227 074	230 290	259 396	264 964
Eaux de surface	m3/j	218 192	222 584	225 440	226 160	226 160
Eaux souterraines	m3/j	4 316	4 490	4 850	33 236	38 804
Longueur du réseau	Km	1 633	1 688	1 739	1 810	1 842
Production	Mio m3	63,2	66,8	73,3	74,1	77,5
Libreville	Mio m3	44,6	47,0	51,3	52,1	55,0
Port-Gentil	Mio m3	6,0	6,1	7,0	6,8	6,4
Franceville	Mio m3	2,8	3,3	3,3	3,4	3,6
Autres centres	Mio m3	9,8	10,5	11,6	11,8	12,5

Source : SEEG

Tableau VI.3.5.2 : Distribution d'eau potable

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre d'abonnés	1	93 055	100 633	107 089	113 932	121 852
Social	1	12 233	11 613	12 396	13 484	13 517
Non social	1	80 822	89 020	94 693	100 448	108 335
Ventes et cessions	Mio m3	52,9	55,1	59,9	60,6	61,6
Ventes domestiques	Mio m3	51,6	54,8	59,5	60,3	61,2
Cessions internes	Mio m3	1,3	0,3	0,4	0,3	0,4

Source : SEEG

Tableau VI.3.5.3 : Consommation d'eau potable par grand centre

	Unité: million de m3				
	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville	35,9	36,4	40,3	40,4	40,0
Port-Gentil	5,6	6,5	6,6	6,3	6,2
Franceville	2,5	2,8	2,8	3,1	3,2
Autres centres	8,9	9,5	10,1	10,8	12,3

Source : SEEG

Tableau VI.3.5.4 : Nombre d'abonnés en eau potable par grand centre

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville	1	57 916	61 237	65 341	69 553	74 413
Port-Gentil	1	12 046	14 104	14 383	15 079	16 017
Franceville	1	4 269	4 735	4 972	5 279	5 634
Autres centres	1	18 824	20 557	22 393	24 021	25 788

Source : SEEG

VI.3.6: Electricité

Tableau VI.3.6.1 : Production d'électricité

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre de localités desservies		47	48	48	49	49
Puissance installée	MW	347,0	344,0	346,0	380,0	373,9
Hydraulique		171	170	170	170	170
Thermique		176	174	176	210	204
Longueur du réseau	Km	3 925	3 992	4 143	4 397	4 489
Transport		626	626	626	706	706
Distribution (BT/MT)		3 299	3 366	3 517	3 691	3 783
Postes de transformation MT/BT						
Production	GWh	1 337,2	1 363,8	1 463,0	1 525,1	1 639,1
Libreville		891,1	916,3	981,6	1 015,5	1 099,5
Port-Gentil		184,0	170,5	183,5	196,6	208,6
Franceville		175,7	185,0	199,4	206,6	214,7
Autres centres		86,4	92,0	98,5	106,4	116,3
Production hydraulique	%	67,0	60,0	65,0	53,0	55,0

Source : SEEG

Tableau VI.3.6.2 : Distribution d'électricité

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre d'abonnés	1	156 669	168 705	179 370	189 804	202 963
Basse tension social		34 325	31 277	31 806	35 424	38 358
Basse tension non social		121 459	136 495	146 597	153 380	163 556
Moyenne tension		885	933	967	1 000	1 049
Ventes et cessions	GWh	1182,8	1202,6	1267,9	1377,2	1435,8
Basse tension		608,5	635,9	679,0	735,9	781,5
Moyenne tension		513,4	502,5	517,3	544,6	562,4
Cessions internes		60,9	64,2	71,6	96,7	91,8

Source : SEEG

Tableau VI.3.6.3 : Nombre d'abonnés en électricité par nature du consommateur

	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre d'abonnés	156 669	168 705	179 370	189 804	202 963
Domestiques	122 344	137 428	147 564	154 380	164 605
Sociaux	34 325	31 277	31 806	35 424	38 358

Source : SEEG

Tableau VI.3.6.4 : Ventes et cessions d'électricité par nature du consommateur

	Unité : GWh				
	2004	2005	2006	2007	2008
Ventes et cessions	1 183	1 203	1 268	1 377	1 436
Domestiques
Sociaux
Industriels

Source : SEEG

Tableau VI.3.6.5 : Commercialisation de l'eau et de l'électricité

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Prix moyen de l'eau	Franc cfa/m ³					
Tarif social		149,7	180,4	125,5	156,2	161,8
Tarif Normal		279,8	286,4	285,5	300,3	311,8
Prix moyen électricité	F.cfa/kwh					
Moyenne tension						
Tarif		49,7	52,1	54,4	56,7	56,5
Basse tension						
Tarif social		53,5	54,5	55,1	59,6	61,8
Tarif normal		70,7	80,1	74,3	80,0	84,7

Source : SEEG

VI.3.7 : Matériaux de construction

Tableau VI.3.7.1 : Production de clinker et de ciment

	Unité: tonne				
	2004	2005	2006	2007	2008
Clinker ¹	210 204	167 380	145 985	185 109	231 516
Ciment	271 755	287 204	270 833	228 601	267 766

1. Le clinker est utilisé pour la fabrication du ciment.

Sources : SCG et Cim-Gabon

VI.3.8 : Indice de la Production industrielle

Tableau VI.3.8.1: Indice général et indice par branche en moyenne trimestrielle

	Base 100 en 1989				
	2004	2005	2006	2007	2008
Indice Général	158,4	167,3	177,2	187,3	200,0
Fabrication des produits alimentaires	116,1	127,6	135,7	148,4	158,4
Fabrication des produits à base de tabac	140,4	172,6	183,1	214,2	234,2
Travail du bois	141,0	141,7	163,2	183,5	189,5
Edition, imprimerie	262,5	287,5	297,5	276,2	306,1
Fabrication des produits chimiques	111,2	137,7	149,9	174,0	196,6
Raffinage pétrolier	173,6	178,3	174,6	205,8	207,9
Fabrication du ciment	237,2	250,6	236,4	199,5	233,7
Production et distribution d'énergie et d'eau	168,2	173,5	187,8	193,4	206,0

Source : DGS

VII. TRANSPORTS, COMMUNICATIONS, CULTURE, TOURISME ET
SPORTS

Chapitre VII.1

Transports

1. Présentation

Le système de transport gabonais est caractérisé par l'utilisation de tous les types de transport :

Les transports aériens s'identifient par un réseau assez dense qui utilise 27 aéroports dont trois de classe internationale. Le réseau domestique est desservi par des compagnies privées de plus en plus nombreuses et spécialisées dans le transports de personnes et de frets (La Nationale, Air Service, N2AG, Heli-Union, etc.) tandis que le réseau international est exploité par Gabon Airlines, Air Service, et de grandes compagnies internationales (Air France, Royal Air Maroc, Cameroun Airlines, Ethiopian Airlines, Air Ivoire, South Africa Airways, etc.).

Le transport terrestre se fait remarquer actuellement par une organisation progressive du secteur. En effet, on note, avec l'amélioration du réseau routier, la mise en place des compagnies de transport terrestre plus structurées. Ces compagnies sont pour la plupart basées à Libreville. Cependant, la présence des unités informelles reste remarquable. Les activités de ce secteur se déroulent en zones urbaine (SOGATRA) et périurbaine. A cela s'ajoute le transport interurbain (Sociétés de transport terrestre) et en zone rurale.

En dehors des opérateurs exerçant dans ces différentes branches du secteur du transport terrestre, il y a la présence des auxiliaires de transport (agences de voyages, agences de déménagement, sociétés de transit, d'acconage, manutention, etc.)

Le transport ferroviaire est assuré par la Société d'Exploitation du Transgabonais (SETRAG) en collaboration avec la Compagnie minière de l'Ogooué et la Société nationale des bois du Gabon avec leurs véhicules propres (transport du manganèse et du bois en grumes).

Le transport fluvial et maritime est exploité par plusieurs entreprises spécialisées à partir de deux ports maritimes (Owendo et Port-Gentil) et une vingtaine de ports fluviaux, tous gérés par l'Office des ports et rades du Gabon (OPRAG), au niveau de la gestion domaniale, l'exploitation du port à bois, entre autres. En effet, en 2003, l'Etat a concédé la gestion des Ports d'Owendo et de Port-Gentil à la société SIGEPRAG.

Au niveau du transport fluvial, la Compagnie de Navigation Intérieure (CNI), structure étatique, souffre non seulement de l'absence de matériel d'exploitation et de la concurrence des autres opérateurs du secteur (SONAGA, La Villageoise, OBOTA, ANTARES) qui assurent le trafic entre Libreville et Port-Gentil et la desserte de Lambaréné et des lacs. Certaines de ces compagnies exploitent le trafic maritime entre le Gabon et d'autres pays de la côte ouest africaine.

Le trafic maritime de grande envergure est sous le contrôle des compagnies multinationales. Elles assurent le trafic des marchandises entre le Gabon et l'extérieur. A côté de ce trafic de marchandises, certains navires (surtout d'Afrique centrale et de l'ouest) exercent dans le transport des personnes, des biens de consommations et de matériaux.

2. Sources et méthodologie

Les données proviennent des questionnaires adressés par la DGS à différents organismes : SETRAG, OPRAG, SOGATRA, URAI, et les transporteurs terrestres, puis des administrations publiques, à savoir le Gouvernorat et la Direction Générale des Travaux Publics.

L'entreprise Aéroport de Libreville (ADL) fournit régulièrement les données sur l'activité commerciale de l'Aéroport de Libreville.

Les statistiques relatives aux immatriculations de véhicules, fournies par les gouvernorats de province, ne prennent pas en compte les véhicules des services de sécurité et des représentations diplomatiques. Les immatriculations sont supérieures aux ventes déclarées par l'Union des représentants des automobiles industrielles (URAI), en raison du développement, à partir de 1996, du marché des véhicules d'occasion importés.

3. Principales définitions

- **Mouvement d'appareil**

Exprimé en tours, le mouvement d'appareil comprend le décollage et l'atterrissage d'un aéronef.

- **Passagers en transit**

Ce sont les passagers des vols domestiques et internationaux en escale à l'Aéroport de Libreville et devant poursuivre leur voyage.

VII.1.1 : Transport terrestre

Tableau VII.1.1.1: Réseau routier national

	Unité : Km	
	2007	2008
Routes nationales bitumées¹	1 098,0	..
Routes modernes bitumées	969,0	..
Routes ordinaires bitumées	129,0	..
Routes nationales en terre¹	8 072,0	..
Routes modernes larges latéritées	1494,0	..
Routes modernes étroites latéritées	907,0	..
Routes ordinaires latéritées	2841,0	..
Pistes aménagées	0,0	..
Pistes et pistes en sables	2830,0	..
Total réseau routier national	9 170,0	..

1. Non compris les voies urbaines.

Source : DGTP

Tableau VII.1.1.2 : Ventes de véhicules neufs par pays d'origine

	2004	2005	2006	2007	2008
France	272	324	504	396	259
Allemagne	229	291	419	319	468
Etats Unis d'Amérique	38	37	53	215	73
Japon	1 835	3 009	3 500	3 751	3 850
Corée	9	9	19	173	365
Autres	12	2	2	5	0
Total	2 395	3 672	4 497	4 859	5 015

Source : URAI

Tableau VII.1.1.3 : Ventes de véhicules neufs par type

	2004	2005	2006	2007	2008
Voitures de tourisme	496	610	786	755	577
Voitures utilitaires	187	275	315	252	217
Véhicules 4x4	1 420	2 358	2 809	3 152	3 442
Autobus	117	187	211	229	274
Poids lourds	94	122	215	244	425
Tracteurs	81	120	161	227	80
Total	2 395	3 672	4 497	4 859	5 015

Source : URAI

Tableau VII.1.1.4 : Ventes de véhicules neufs par marque

	2004	2005	2006	2007	2008
Peugeot	165	170	285	155	89
Renault	80	122	219	241	170
Mercedes VL	9	12	10	16	12
Isuzu	135	244	345	297	297
Mitsubishi	493	831	986	940	1 020
Nissan	204	402	302	279	304
Toyota	895	1 417	1 479	1 508	1 527
Kia	0	0	0	0	0
Autres	414	474	871	1 423	1 596
Total	2 395	3 672	4 497	4 859	5 015

Source : URAI

Tableau VII.1.1.5 : Immatriculation des véhicules au Gabon¹

Chefs-lieux de Province	2004	2005	2006	2007	2008
Libreville	5 980	8 357	11 884	13 489	..
Franceville	..	586	794
Lambaréné
Mouila
Tchibanga
Koulamoutou	157	156	150
Makokou
Port-Gentil	1 111	1 007	1 461
Oyem	513	720	703
Total

1. les immatriculations concernent les véhicules neufs, d'occasion, le changement de lieu et de propriétaire et les réformes.

Sources : Gouvernorat de l'Estuaire, Services décentralisés du Ministère du transport et de l'aviation civile

VII.1.1.6. Transport inter-urbain

Tableau VII.1.1.6.1 : Transport intra-urbain de la Société gabonaise de transport

Opérateurs	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Transporteurs para-étatique	1	1	1	1	1	1
Nombre de bus disponibles	1	157	174	150	136	..
Nombre en circulation	1	37	28	20	18	..
Localité desservies ¹	1	2	2	2	2	2
Voyage réalisés/mouvements	1					
Libreville	1000	20	19	14	13	..
Autres localités inter-urbaines	
Passagers transportés	1000	8,5	7,0	4,9	4,3	..

1. La SOGATRA est basée seulement à Libreville.

2. La SOGATRA assure également le transport des élèves, en particulier à Libreville.

3. Cette Société dessert, en dehors de Libreville, la ville de Ntoum située à 40 km de la capitale et celle de Lambaréné qui se trouve à plus de 200 km de Libreville.

Source : SOGATRA

Tableau VII.1.1.6.2 : Transport intra-urbain des opérateurs recensés¹

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre d'opérateurs ¹	1	5	7	8
Nombre de véhicules utilisés ²	1	49	63	85	83	..
Nombre de voyages (Aller /retour)	1
Nombre de passagers transportés	1 000	..	111,0	142,4	149,8	..
Tonnage transporté	1

1. Seuls les Opérateurs ayant un siège ont été enquêtés. Ces opérateurs assurent le transport terrestre entre les chefs-lieux de province.

2. Les véhicules utilisés sont des Pick-up, des mini-bus de 12 à 16 places et des bus de grande capacité ayant plus de 20 places.

Sources : Ndong-Sima transport ; G.4.A.T.S. ; G.5. Voyages ; Bitam Express ; A.G.T.T ; Molvilois ; Ivindo transport ; Major transport ; C.G.T.T

VII.1.2 : Transport ferroviaire

Tableau VII.1.2.1 : Equipement et personnel ferroviaire

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Réseau						
Longueur des lignes exploitées	km	649	649	649	649	649
Passages à niveau	1	43	43	43	43	43
Matériel						
Locomotives	1	29	29	29	29	34
Wagons	1	810	822	812	812	813
Voitures	1	54	54	54	58	58
Personnel						
Nombre de personnes employées	1	1 294	1 310	1 291	1 328	1 313

Source : SETRAG

Tableau VII.1.2.2 : Trafic commercial

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Trafic voyageurs et colis						
Nombre de voyageurs transportés	1	214 370	218 252	229 816	215 279	220 210
Colis acheminés	tonnes	3 093	3 013	4 116	4 264	3 958
Marchandises transportées						
	1000 tonnes	3 456	3 924	3 966	4 382	..
Bois		843	796	771	767	699
Clinker		31	22	27	36	39
Fuel		37	45	43	51	48
Matériel de carrière		1	4	11	16	..
Manganèse		2 345	2 842	2 886	3 290	3 335
Divers		200	215	228	223	216

Source : SETRAG

VII.1.3 : Transport fluvial lagunaire et maritime

VII.1.3.1 : Transport fluvial et lagunaire

Tableau VII.1.3.1 : Activités de la Compagnie de navigation intérieure

	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre de bateaux utilisés par la CNI	6	3
1-Trafic Libreville - Port-Gentil (A)					
nombre de voyages	..	10	11	6	16
nombre de passagers	..	975	1 379	337	2 800
poids transportés en kg	..	600 660	1 224 900	62 379	8 000
prix moyens des billets	..	12 000	12 000	12 000	17 000
prix moyens des bagages en kg	..	5 000	5 000	5 000	500
4-Trafic Port-Gentil - Libreville (R)					
nombre de voyages	..	10	..	5	16
nombre de passagers	..	460	..	494	3 040
poids transportés en kg	..	59 000	..	929 410	5 600
prix moyens des billets	..	12 000	..	12 000	17 000
prix moyens des bagages en kg	..	5 000	..	5 000	500
3-Trafic Libreville - Etranger (A/R)					
nombre de voyages	5	3	1
nombre de passagers	806	492	228
poids transportés en kg	1 443 800	544 860	2 800
prix moyens des billets	47 000	47 000	120 000
prix moyens des bagages en kg	11 200	11 200	1 500
4-Trafic Port-Gentil lacs et lagunes (A/R)					
nombre de voyages	5	8
nombre de passagers	413	1 120
poids transportés en kg	487 110	3 200
prix moyens des billets	4 375	7 000
prix moyens des bagages en kg	800	300

Source : CNI

VII.1.3.2 : Transport maritime

Tableau VII.1.3.2.1 : Mouvements de navires (Owendo et Port-Gentil)

	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre de navires en entrée	1 340	1 529	1 493	1 546	1 401
Nombre de navires en sortie	1 340	1 529	1 493	1 546	1 401
Total des mouvements	2 680	3 058	2 986	3 092	2 802

Source : OPRA G

Tableau VII.1.3.2.2 : Mouvements de navires par type (Owendo et Port-Gentil)

	2004	2005	2006	2007	2008
Porte-conteneurs	212	334	330	382	414
Porte-voitures	24	16	24	12	20
Navires frigorifiques	24	10	0	6	4
Pinardiers	10	12	14	18	10
Cargos grumiers	38	58	88	86	102
Cargos	174	234	212	260	224
Tankers	222	234	0	36	86
Grumiers	318	404	420	346	392
Minéraliers	150	162	162	170	150
Pétroliers	972	958	986	914	830
Divers	536	636	750	862	570
Total des mouvements	2 680	3 058	2 986	3 092	2 802

Source : OPRAG

Tableau VII.1.3.2.3 : Trafic par port et par grandes catégories (Libreville et Port-Gentil)¹

	Unité: 1000 tonnes				
	2004	2005	2006	2007	2008
PORT D'OWENDO					
Entrées	556 584	986 546	1 113 233	1 301 236	1 392 319
Produits agricoles	49 377	95 963	89 650	99 635	115 407
Produits alimentaires	94 216	128 361	186 652	234 077	236 840
Produits de consom. domest.	25 168	35 573	51 838	71 478	81 684
Biens d'équipement	50 984	93 624	87 412	101 100	115 768
Produits énergétiques et dérivés	223 126	376 884	374 571	432 198	392 432
Matériaux de construction	21 848	107 021	137 471	176 687	251 496
Transactions spéciales	91 865	149 120	185 639	186 061	198 692
Sorties	2 187 506	3 733 082	4 047 153	4 525 956	4 302 932
Produits agricoles et forestiers	7 053	25 211	23 586	25 232	28 586
Produits alimentaires	3 996	7 324	5 932	1 732	4 023
Produits forstiers	480 965	658 368	857 034	928 864	793 086
Produits de consom. domest.	2 077	2 154	3 005	2 835	3 016
Biens d'équipement	8 838	6 182	3 969	5 236	4 153
Produits énergétiques et dérivés	0	35	0	0	0
Matériaux de construction	101 086	141 413	183 296	208 487	201 519
Transactions spéciales	1 583 491	2 899 719	2 976 263	3 355 302	3 268 549
Total manipulé à Owendo	2 744 090	4 719 628	5 160 386	5 827 192	5 695 251

1. Serie corrigée depuis 2004.

Source : OPRAG

Tableau VII.1.3.2.3 : Trafic par port et par grandes catégories (Libreville et Port-Gentil) (suite et fin)¹

Unité: 1000 tonnes

	2004	2005	2006	2007	2008
PORT DE PORT-GENTIL					
Entrées	71 461	240 001	216 990	186 605	218 659
Produits agricoles	9 710	2 362	22 162	16 873	2 451
Produits alimentaires		14 702			20 533
Produits de consom. domest.	2 352	7 422	5 016	4 329	8 606
Biens d'équipement	40 870	84 524	79 479	79 523	102 789
Produits énergétiques et dérivés	6 657	118 579	79 112	59 912	58 958
Matériaux de construction	1 451	5 022	9 674	4 060	10 631
Transactions spéciales	10 421	7 391	21 546	21 909	14 690
Sorties	4 994 181	879 077	910 113	1 066 818	967 277
Produits agricoles et forestiers	200 670	0	0	0	0
Produits alimentaires	626	2 230	4 414	1 022	360
Produits forestiers		353 991	357 426	391 830	342 749
Produits de consom. domest.	336	374	1 084	492	684
Biens d'équipement	5 328	21 692	6 192	5 778	4 914
Produits énergétiques et dérivés	4 743 104	425 260	462 669	589 609	545 906
Matériaux de construction	27 800	37 342	43 414	46 248	47 754
Transactions spéciales	16 318	38 188	34 913	31 840	24 910
Total manipulé à Port-Gentil	5 065 642	1 119 078	1 127 103	1 253 424	1 185 936
Total général manipulé	7 809 732	5 838 706	6 287 489	7 080 615	6 881 187

1. Série corrigée à partir de 2005. 2004, non comparable avec les autres années.

Source : OPRAG

Tableau VII.1.3.2.4 : Trafic maritime par type de marchandises (Owendo et Port-Gentil)

Unité: 1000 tonnes

	2004	2005	2006	2007	2007
Entrées de marchandises	628 345	1 226 547	1 330 223	1 487 841	1 610 978
Marchandises générales	268 707	543 153	684 777	805 891	972 168
Vracs liquides	229 147	487 454	439 413	487 127	436 405
Vracs solides	130 191	195 939	206 033	194 824	202 405
Sorties de marchandises	7 181 687	4 612 159	4 957 266	5 592 775	1 134 375
Marchandises générales	180 351	297 937	337 620	370 214	368 569
Vracs liquides	4 743 134	424 314	462 669	588 489	543 713
Vracs solides	1 576 586	2 877 549	2 942 512	3 313 378	222 093
Bois en grumes	681 616	1 012 359	1 214 460	1 320 694	1 135 834
Total entrées + sorties	7 809 732	5 838 706	6 287 489	7 080 616	2 745 353
Marchandises générales	421 333	841 091	1 023 279	1 176 105	1 340 737
Vracs liquides	4 972 281	911 768	901 199	1 075 615	980 118
Vracs solides	1 706 777	3 073 489	500 284	3 508 201	424 498
Bois en grumes	681 616	1 012 359	1 214 460	1 320 694	1 135 834

Source : OPRAG

VII.1.4 : Transport aérien

Tableau VII.1.4.1 : Infrastructures et opérateurs

	2004	2005	2006	2007	2008
Aéroports					
Aéroports internationaux	3	3	3	3	3
Aérodromes locaux ¹	60	60
dont Aérodromes à vocation commerciale	30	30
Agences de voyages	7	..
Compagnies desservant le Gabon²	23	21

1. Aéroports situés dans les chefs-lieux de province et dans les chefs-lieux de département. 13 d'entre-eux peuvent accueillir des avions de taille moyenne.

2. Il s'agit des compagnies n'assurant que des vols domestiques et internationaux

Source : ADL

Tableau VII.1.4.2: Compagnies desservant le Gabon

	2004	2005	2006	2007	2008
Compagnies desservant le Gabon	23	21
Compagnies commerciales régulières locales	9	..
Compagnies commerciales régulières étrangères	14	..

Source : ADL

Tableau VII.1.4.3 : Mouvements d'appareils à l'aéroport de Libreville

	2004	2005	2006	2007	2007
Vols commerciaux	22 532	22 784	24 484	26 186	26 508
national	13 403	13 740	15 276	16 018	16 444
régional	4 380	5 274	5 476	5 500	5 267
international	4 749	3 770	3 732	4 668	4 797
Vols non commerciaux	6 971	5 602	3 475	6 581	5 609
national	4 722	3 763	2 100	3 514	3 280
régional	797	785	790	1 582	1 102
international	1 452	1 054	585	1 485	1 227
Total	29 503	28 386	27 959	32 767	32 117

Source : ADL

Tableau VII.1.4.4 : Activité commerciale de l'aéroport de Libreville¹

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Mouvements d'appareils ²	tour	29 503	28 386	27 959	32 767	32 117
A l'arrivée		14 772	14 167	13 816	16 397	16 117
Au départ		14 731	14 219	14 143	16 370	16 000
Nombre de passagers	1	698 589	635 422	603 374	666 928	666 928
A l'arrivée	1	339 955	301 690	285 857	308 723	339 793
Au départ	1	347 530	310 231	295 010	319 039	388 650
En transit	1	11 104	23 501	22 507	39 166	48 513
Fret et Poste	tonne	14 400	14 839	20 174	25 425	22 227
A l'arrivée		8 224	9 223	13 997	17 135	14 104
Au départ		6 176	5 616	6 178	8 290	8 123
Tonnage atterissage	tonne	504 789	464 966	452 174	478 839	..

1. Mouvements domestiques et internationaux.

2. Arrivée + départ

Source : ADL

Chapitre VII.2 Communications, culture, tourisme et sports

1. Présentation

Le secteur des communications est composé de plusieurs opérateurs économiques. On note la présence de :

- la Poste, née à la suite de la privatisation de Gabon-Poste en novembre 2006. Cette société est spécialisée dans le traitement et l'acheminement du courrier, des colis postaux, et de la gestion des boîtes aux lettres. Dans cet acheminement de courrier, on retrouve aussi la présence de EMS Delta plus dans le traitement du courrier accéléré ;
- le groupe Gabon-Télécom-Libertis, né de la privatisation de Gabon Télécom et de la fusion avec l'opérateur de la téléphonie mobile Libertis, en novembre 2006. Ce groupe exerce dans les télécommunications et la gestion des fournitures d'accès à l'Internet ;
- Gabonaise de Télécommunication spécialisée dans la gestion des fréquences d'émissions et des ventes de terminaux ;
- les opérateurs de la téléphonie mobile ;
- TV SAT, opérant dans l'installation des équipements pour les réseaux de télévision satellitaire.

La circulation de l'information est régulée par le Conseil national de la communication qui octroie, suspend et abroge le droit d'exercer, sur le territoire national, dans le domaine de la presse. Le paysage médiatique se développe lentement. On observe que le nombre de titres hebdomadaires et de périodiques varie considérablement d'une année à l'autre.

C'est le ministère de la culture, du sport, des Arts et des Droits de l'homme qui a en charge la promotion, la protection du domaine culturel et son développement en République gabonaise.

Ce département ministériel est en pleine structuration de ses organes.

La Direction Générale de la culture ne dispose pas d'un fichier permettant la lisibilité des activités effectuées par des structures privées et/ou publiques relevant de sa compétence (maisons d'édition de livres et de supports audiovisuels, des salles de cinéma, etc.).

Cependant, elle vient d'effectuer des missions à l'intérieur du pays dans le cadre du dénombrement du patrimoine culturel gabonais.

Les activités culturelles (spectacles, expositions, concerts) réalisées ne sont pas enregistrées par le ministère de tutelle.

Le Gabon dispose d'un potentiel touristique remarquable. Avec un peu plus de 50 sites et monuments touristiques puis la création de 13 parcs nationaux (voir annexe) de spécificités attractives, ce pays a mis en place des moyens pour développer davantage l'écotourisme. La LOPE, l'un des sites, a été déclaré patrimoine mondial.

Cependant, avec la fermeture des principales structures hôtelières, le volume des arrivées des touristes au Gabon reste assez stable. Notamment, le tourisme de congrès (séminaires, conférences, rencontres inter-Etats) a connu un ralentissement.

En effet, la capacité du parc hôtelier de classe internationale continue de baisser progressivement depuis 2006. Le nombre de chambres disponibles aujourd'hui est environ de 1000 chambres.

Par contre, les hôtels de capacités standard (plus de 20 chambres) sont les plus nombreux aujourd'hui. Le volume de chambres disponibles dans ces structures est en progression. Les activités se développent pour suppléer aux hôtels de classe internationale.

Par ailleurs, les difficultés telles que les aménagements des sites, les coûts de transports élevés freinent le développement des activités touristiques.

Toutefois, il existe des agences touristiques (Gabon contact, Gabon tour, Eurafrique voyages, etc.) qui oeuvrent, entre autres, dans l'organisation des voyages, la réception des touristes et les visites des sites touristiques.

En outre, des centres sportifs (tennis, Aéro club), l'activité des expositions et le développement des jeux de hasard (PMUG, Fortune's club) assurent les loisirs et les divertissements.

Les activités sportives sont sous la responsabilité du ministère de la jeunesse et des sports. C'est le comité olympique et les fédérations de sports olympiques qui assurent le développement et la gestion de la pratique du sport au Gabon.

Aussi, depuis quelques années, outre l'Institut National de la Jeunesse et des Sports, les structures privées s'installent pour la formation des jeunes à travers le territoire national. On note l'ouverture d'écoles de football, de hand-ball, etc.

2. Sources et méthodologie

L'essentiel des informations contenues dans ce chapitre est tiré des questionnaires émis par la DGS.

Les statistiques sur les structures d'hébergement par province concernent toutes les structures (hôtels de classe internationale et autres hôtels disposant d'une capacité d'accueil de 20 chambres au moins). Le dénombrement de ces structures a été fait par la Direction Générale du Tourisme dans l'Estuaire uniquement.

Les statistiques concernant l'arrivée des touristes au Gabon ont cessé d'être collectées depuis 2003.

3. Principales définitions

- **Carte postale ordinaire**

C'est un courrier sur carte postale non recommandé et sans enveloppe.

- **Périodique**

C'est un journal dont la périodicité de parution est supérieure à la semaine.

- **Pli ordinaire**

C'est une lettre ou un paquet simple sans valeur déclarée.

- **Titulaire (d'une carte « bibliothèque »)**

C'est un usager ayant déposé une caution à la bibliothèque afin de pouvoir bénéficier de prêts d'ouvrages pour la consultation à domicile.

- **Recettes des produits financiers de la Poste**

Elles se composent, entre autres, des mandats, des produits de la caisse d'épargne postale et des produits budgétaires des chèques postaux.

- **Effectif client par chambre**

C'est le rapport entre le nombre de clients logés et le nombre de chambres loués ou occupés au cours d'une période.

- **Flux clientèle**

C'est le rapport entre le nombre de nuitées et le nombre d'unité de temps sur une période.

VII.2.1 : Postes

Tableau VII.2.1.1 : Personnel et infrastructures

	2004	2005	2006	2007	2008
Personnel des services postaux	407	462
Infrastructures					
Nombre de bureaux de poste	56	57	57	57	57
dont Libreville	11	11	11	11	11
Nombre de boîtes postales	39 937	40 437	40 437	51 002	51 002
Nombre de boîtes aux lettres	50
Véhicules utilisés¹	58

1. Données du 31-12

Sources : Gabon Poste et La Poste

Tableau VII.2.1.2 : Courrier

	Unité	2004	2005	2006	2007	2008
Courrier au départ du Gabon	1					
Correspondance émise						
Lettres et cartes postales ordinaires		445 000	470 000	420 000	358 000	336 000
Lettres recommandées		13 700	11 950	9 200	6 000	9 272
CPX (colis postaux)	1	94	86	92	145	169
Courrier à l'arrivée au Gabon	1					
Correspondance reçue						
Lettres et cartes postales ordinaires		1 350 000	1 800 000	1 550 000	1 294 000	1 380 000
Lettres recommandées		17 900	14 120	14 640	8 145	6 400
CPX	1	3 350	2 100	2 700	2 740	3 325

Sources : Gabon Poste et La Poste

Tableau VII.2.1.3 : Mandats postaux

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Régime extérieur						
Mandats émis par zones de destination.....	1000 Cfa					
CEMAC		980	165	125	0	..
UEMOA		1 381	222	30	0	..
Union européenne (express et ordinaires)		103 046	91 764	72 744	67 551	41 058
Reste du monde		1 117	0	0	0	..
Montant des mandats émis		106 524	92 151	72 899	67 551	41 058
Mandats reçus par zones de provenance....	1000 Cfa					
CEMAC		2 934	263	40	0	..
UEMOA		112	0	0	0	..
Union européenne (express et ordinaires)		64 818	45 150	32 335	26 186	25 509
Reste du monde		0	0	0	0	..
Montant des mandats payés	Mio Cfa	67 863	45 413	32 375	26 186	25 509
Régime intérieur	1					
Nombre de mandats émis		52 432	60 740	47 464	22 212	19 819
Nombre de mandats payés		51 844	62 223	49 062	22 234	19 328

Sources : Gabon-Poste et La Poste

Tableau VII.2.1.4 : Mandats express national

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Régime intérieur						
1. Emission des mandats express						
Nombre	1	600	45 764
Montant	Mio Fcfa	54,6	4 203,9
2. Paiement des mandats express						
Nombre	1	546	45 764
Montant	Mio Fcfa	48,9	4 203,9

Source : La Poste SA

Tableau VII.2.1.5 : Mandats express internationaux

	Unités	2004	2005	2006	2007	2008
Régime Extérieur						
1. Emission des mandats express						
Nombre	1	617	4 818
Montant	Mio Fcfa	220,6	1 216,0
2. Paiement des mandats express						
Nombre	1	49	345
Montant	Mio Fcfa	10,1	65,3

Source : La Poste SA

Tableau VII.2.1.6 : Recettes postales

	Unité : million de Fcfa				
	2004	2005	2006	2007	2008
Vente de timbre poste	118,9	126,7	76,9	68,4	92,2
Taxes de dédouanement	8,5	7,0	5,0	6,8	11,5
Taxes sur colis postaux nat. +inter.	3,3	3,6	2,0	2,5	3,2
Quotes parts colis	41,5	30,2	27,0	33,7	22,9
Frais terminaux	176,0	152,9	169,0	166,9	124,0
Total des recettes	348,2	320,4	279,9	278,3	253,8

1. Les Recettes diverses sont composées entre autres des redevances de boites postales et Affranchissements spéciaux .

Sources : Gabon Poste et La Poste

VII.2.2 : Télécommunications

Tableau VII.2.2.1 : Equipements et abonnements en téléphone

	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre de lignes téléphoniques	33 472	32 611	31 448	26 512	33 165
Téléphone ordinaire (TRC)	32 827	32 055	31 055	26 078	27 807
Filaire	32 827	32 055	30 780	26 078	27 807
Téléphone Officiels (administrations)	3 900	3 679	5 396	5 153	6 118
Résidentiels (privé)	16 351	15 980	14 199	9 595	6 835
Sociétés/entreprise	12 576	12 396	11 185	11 330	14 854
GSM ¹					
Téléphone cellulaire AMPS ²	645	556	-	-	-
Téléphone cellulaire GSM ¹	475 223	639 505	913 307	1 150 215	1 447 061
CDMA ³	-	-	-	434	5 358

1. Stock abonnées au réseau GSM en fin d'année. Les statistiques sont fournies par la DGE.

2. Les téléphones AMPS ont disparus à partir de l'année 2006.

3. Téléphone sans fil permettant de se connecter sur internet. Il a été lancé en novembre 2007.

Sources : DGE, Celtel, Libetis, Télécel, OPT et Gabon Télécom, La poste, Zain, MOOV

Tableau VII.2.2.2 : Abonnements aux réseaux et services à valeur ajoutée (RSVA)

	2004	2005	2006	2007	2008
Abonnés Internet	6 900	6 924	8 848	10 036	13 839
Abonnés TV SAT ¹	2 900	1 100	900	1 000	1 100
LS x 25	51	25	18
LS IP	75	55	48	22	..
Enregistrement domaine	69	14	48	14	..
Hébergement site Web	5	5	5
Adsl	445	860	903	1 531	..
Gshdsl	14	31	38	56	..
VPN	8	8	8	11	..
NUI	4	5	5	5	..

1. Données de la DGE

Sources : DGE et Gabon Télécom

Tableau VII.2.2.3 : Répartition des recettes en télécommunication

	Unité : million de F cfa				
	2004	2005	2006	2007	2008
Téléphone ⁽¹⁾	73 091,9	51 776,7	16 785,0
recettes du trafic	64 167,0	47 820,5	7 182,0
Télex	123,5	89,6	-	-	-
Internet	3 882,6	4 108,5	-	-	2 979,0
Divers	8 599,2	11 062,7	8 928,0
Total recettes	85 697,2	67 037,4	28 692

1. Redevance et trafic de Gabon télécom, non compris les recettes de Libetis

Sources : Gabon Télécom et Libetis

VII.2.3 : Autres communications, culture, sport et tourisme

Tableau VII.2.3.1 : Radiodiffusion, télévision et presse écrite

	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre de chaînes locales					
Radiodiffusion ¹					
chaînes nationales	2	2	2	2	2
chaînes privées	16	17	25	38	..
Télévision					
chaînes nationales	2	2	2	2	2
chaînes privées	5	5	9	19	..
Nombre de chaînes étrangères ³					
Radiodiffusions	2	2	2	2	..
Télévisions	0	0	0	0	0
Presse écrite locale					
Quotidiens	1	1	1	1	1
Nombre de titres	1	1	1	1	1
Nombre de jours de tirage	304	303	300	301	..
Tirage annuel	5 092 985	4 559 987	4 409 532	5 443 086	..
ventes ordinaires	3 953 242	4 077 858	5 348 715	4 580 918	..
spécimens gratuits et abon.	19 440	21 960	22 260	26 436	..
invendus	1 163 097	987 300	929 189	954 362	..
Hebdomadaires					
Nombre de titres	8	9	10	11	..
Bimensuels					
Nombre de titres	23	..
Mensuels					
Nombre de titres	13	..
Périodiques					
Nombre de titres	5	7	..	31	..
Tirage annuel total	1 327 959	1 576 082	1 490 777	1 516 222	..
ventes	792 213	814 873	857 818	947 392	..
Invendus	1 163 097	761 209	270 141	568 830	..
Presse écrite étrangère²					
Quotidiens	116 759	108 935	97 447	88 747	..
Revue et périodiques	633 711	700 235	730 740	638 455	..
Autres

1. Chaînes de radiodiffusion ayant ou non signé des conventions avec le CNC.

2. Presse importée et distribuée en nombre d'exemplaires

3. Chaînes de radio étrangères ayant obtenu une fréquence d'émission au niveau du C.N.C

Sources : Conseil National de la Communication et SONAPRESSE

Tableau VII.2.3.1.1 : Activités de la radio et de la télévision nationale

	2004	2005	2006	2007	2008 ^a
Activités de la radio					
Volume total des horaires de programmes	6 552	6 552	6 552	6 552	6 552
dont en % :					
Information	20,0	20,0	20,0	20,0	16,7
Musique et divertissement	40,0	40,0	40,0	40,0	29,2
Sport et jeux	5,0	5,0	5,0	5,0	4,2
Emissions culturelles	15,0	15,0	2,0	2,0	25,0
Emission destinées aux enfants	10,0	10,0	12,0	12,0	1,0
Publicité	5,0	5,0	6,0	6,0	8,3
Volumes horaires en langues locales	4,4	4,4	3,7	3,7	9,8
Autres ¹	0,6	0,6	11,3	11,3	5,8
Activités de la télévision					
Volume total des horaires de programmes	2 016	2 016	2 031	2 520	8 008
dont en % :					
Informations	6,3	6,3	6,2	10,0	9,1
Documentaires	12,9	12,4	13,8	11,2	13,6
Films et séries	17,8	17,9	19,6	19,8	18,2
Musique et divertissements	10,7	10,9	11,3	10,8	18,2
Sport et jeux	22,3	22,3	23,1	19,0	13,6
Emissions culturelles	19,8	19,8	20,3	19,2	9,1
Autres ¹	10,2	10,4	5,7	10,0	18,2

1. Santé, agriculture, consommation, religion, émissions jeunesse et enfants etc.

a. Depuis 2008, la télévision émet 24h/24

Source : Radio et télévision nationale chaîne n°1

VII.2.3.2 : Culture

Tableau VII.2.3.2.1 : Bibliothèques

	2004	2005	2006	2007	2008
Bibliothèque nationale					
Fréquentation annuelle	3 728	2 867	1 992
Ouvrages disponibles	25 516	25 561	25 730	25 758	25 772
Nombre de titres de livres déposés	36	51	18	28	14
Acquisitions annuelles de livres	..	25	202	218	291
Personnels employés	10	11	13	..	13
dont expatriés	-	-	-	-	-
Bibliothèque du centre culturel français					
Fréquentation annuelle
Emprunteurs annuels	18 275	..
Ouvrages disponibles	40 000	..
Nombre d'abonnés	3 055	3 291	..
Nombre de titres de livres déposés
Personnels employés
dont Gabonais
Bibliothèque universitaire					
Fréquentation annuelle	29 606	28 925	27 809	29 006	32 904
Consultations des ouvrages	15 004	1 165	13 419	10 641	15 052
Ouvrages disponibles	24 356	24 356	24 356	24 356	24 356
Acquisitions annuelles ¹	-	-	-	-	-
Personnels employés	32	35	36	39	46
dont expatriés	2	3	3	3	3

A partir de juillet 2006, les fréquentations à la bibliothèque nationale sont suspendues pour cause de réfection des bâtiments.

Sources : Bibliothèque nationale, Bibliothèque du Centre culturel français, Bibliothèque de l'université Omar Bongo Ondimba

Tableau VII.2.3.2.2 : Activités culturelles et formation

	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre d'étudiants	177	412	378
dont nombre de femmes	55	108	119
Année préparatoire			54	289	89
Art dramatique					
Théâtre	5	33	70
Art plastique					
Sculpture	9	7	31
Arts graphiques			14	14	24
Céramique	35	28	39
Peinture	17	15	39
Architecture d'intérieur	43	36	52
Personnels enseignants					
Personnels enseignants spécialisés	25	30	40
permanents spécialisés	16	19	19
permanents spécialisés-Femmes			3	3	3
Personnels d'administration et autres	29	29	29

Source: ENAM

Tableau VII.2.3.2.3 : Activités culturelles

	2004	2005	2006	2007	2008
Centre culturel Français					
Concerts de musique	34	32	..
Soirées théâtrales	25	28	..
Expositions	7	9	..
Musée Nationale					
nombre de musées nationaux	1	1	1	1	1
Objets d'arts disponibles
Fréquentation annuelle
Gabonais
Autres

Sources : Musée national et la Bibliothèque du Centre culturel français

Tableau VII.2.3.2.4 : Infrastructures cinématographique au Gabon

	cumul				
	2004	2005	2006	2007	2008
Infrastructures					
Nombre de salles de cinéma	2	2	2	2	2
Nombre de maison de production de films	3	4	5	5	5

Source : CENACI

Tableau VII.2.3.2.5 : Production cinématographique au Gabon

	Cumul				
	2004	2005	2006	2007	2008
Productions locales					
Longs métrages	2	2	3	3	3
Court métrages	2	2	2	2	4
Feuilletons	4	6	7	10	11
Documentaires	11	13	15	18	20
Coproductions					
Longs métrages	3	4	5	5	5
Court métrages	3	3	3	3	3
Feuilletons	0	0	1	1	1
Documentaires	1	1	2	2	2

Source : CENACI

VII.2.3.3 : Sports

Tableau VII.2.3.3.1 : Formation des encadreurs de sport au Gabon

	2004	2005	2006	2007	2008
Formation					
Conseillers sportifs	15	11	11	15	15
Hommes	13	10	10	10	10
Femmes	2	1	1	5	5
Instructeurs des activités socio-éducatives et Jeunesse	17	17	18	34	30
Hommes	7	7	10	15	12
Femmes	10	10	8	19	18
Conseillers des activités socio-éducatives et Jeunesse	11	12	12	15	..
Hommes	11	8	8	12	..
Femmes	0	4	4	3	..
Professeurs Adjoints d'EPS	47	67	44	92	70
Hommes	39	57	37	70	52
Femmes	8	10	7	22	18
Maîtres d'Education Physique et Sportive	18	26	37	57	50
Hommes	14	19	31	47	42
Femmes	4	7	6	10	8

Source : INJS

Tableau VII.2.3.3.2 : Structures sportives et licences par sport olympique

	En nombre				
	2004	2005	2006	2007	2008
Fédérations de sports olympiques	11	11	11	11	11
Licences délivrées pour les sports olympiques					
Athlétisme	500	400	300	300	..
Basketball	850	850	950	950	..
Boxe	450	520	600	750	..
Cyclisme	400	400	450	450	..
Football	8 500	10 000	12 000	12 000	..
Handball	850	850	875	875	..
Judo	600	800	800	800	..
Karaté	600	800	800	800	..
Volleyball	400	450	450	500	..
Taekwendo	800	800	850	950	..
Tennis	450	450	600	600	..
Equipements sportifs ¹					
Terrains de football aux normes FIFA	1	1	1	1	1
Terrains de basketball aux normes FIFA	1	1	1	1	1
Piste d'athlétisme aux normes CIO	0	0	1	1	1
Fédérations de sports non olympiques	8	8	9	9	9

1. Equipements opérationnels

Source : DGJS

Tableau VII.2.3.3.3 : Etablissements de formation

	2004	2005	2006	2007	2008
Etablissements de formation	1	1	1	1	1
1. Ministère de la Jeunesse					
- Nombre d'établissements multisports	1	1	1	1	1
nombre d'étudiants dans ces établissements	98	125	118	197	
nombre d'encadreurs gabonais
nombre d'encadreurs non gabonais
Nombre de professeurs de sport
- Nombre d'établissements spécialisés	0	0	0	0	0
nombre d'étudiants dans ces établissements	0	0	0	0	0
nombre d'encadreurs gabonais	0	0	0	0	0
nombre d'encadreurs non gabonais	0	0	0	0	0

Source : Direction des Sport et du Plein Air

Tableau VII.2.3.3.4 : Infrastructures et établissements sportifs par propriétaire en 2007

	cumul	
	Ministère	Privé
Infrastructures sportives		
Stades omnisport	1	0
Pistes d'athlétisme	1	0
Autres stade aux normes FIFA	0	1
Complexes sportifs	1	3
Etablissements de Jeunesse		
Maison de jeunesse	-	-
Auberges de jeunesse	-	-
Salles de sports	2	-
Stades ou aires de jeu pluridisciplinaire	1	3

Source : Direction des Sport et du Plein Air

Tableau VII.2.3.3.5 : Nombre de mouvements et/ou associations par sport olympique en 2007 (clubs)
Affiliés aux fédérations nationales de sport

	cumul 2007
Athlétisme	11
Basketball	11
Boxe	9
Cyclisme	4
Football	21
Handball	10
Judo	7
Karaté	10
Volleyball	10
Taekwendo	8
Tennis	6

Source : Direction des Sport et du Plein Air

VII.2.3.4 : Tourisme et structures d'hébergement**VII.2.3.4.1 : Arrivées des touristes au Gabon par zones de provenance**

Tableau VII.2.3.4.1.1 : Arrivées des touristes au Gabon

	En nombre				
	2004	2005	2006	2007	2008
Total arrivées (nationaux)	159 132	150 379	136 015	149 461	145 534
Total arrivées (internationaux)	180 579	151 368	149 680	159 412	185 572
dont CEMAC	46 529	38 710	30 296	28 402	25 017

Source : DGT

Tableau VII.2.3. 4.1.1.1 : Activités de Gabontour

	En nombre				
	2004	2005	2006	2007	2008
Touristes enregistrés au niveau des sites touristiques	13 803	14 140	14 988	16 941	17 105
Nombre d'agences touristiques connues	15	19	22	26	36
Nombre de sites et monuments touristiques connus	38	40	43	48	54

1. Les touristes enregistrés par Gabontour

Source : Gabontour

VII.2.3.4.2 : Structures hôtelières

Tableau VII.2.3.4.2.1 : Structures hôtelières et d'hébergement

	En nombre				
	2004	2005	2006	2007	2008
Structures appartenant à l'Etat	6	6	6	4	4
Libreville	2	2	2	1	1
Franceville	1	1	1	1	1
Oyem	1	1	1	1	1
Makokou	1	1	1	1	1
Port-Gentil	1	1	1	0	0
Structures hôtelières privées¹	..	10	10	14	16
Estuaire					
Libreville	..	10	10	14	16

1. Ce sont des hôtels ayant une capacité de 20 chambres au moins (y compris les chaînes internationales)

Sources : Structures hôtelières et DGS

Tableau VII.2.3.4.2.2: Activités des autres structures hôtelières¹

	2004	2005	2006	2007	2008
Nombre de chambre ordinaires² (cumul)					
Estuaire					
Libreville	603	603	903
Activités³					
Nombres de clients	26 519	37 814	92 038
Nombre de nuités ⁴	99 929	169 225
Prix moyen des chambres ordinaires ⁵	19 850	19 760	21 957	24 525	25 401
Effectif client par chambre⁶	4 398	6 271	10 192
Flux clientèle à Libreville par mois		8 327	14 102

1. Structures de 20 chambres et plus. Cette série a été corrigée. Non comprises les données de laïco Palace.

2. Non compris les suites et les appartements

3. Non compris Bananas hôtel, hôtel du centre, Somotel et Tropicana car n'ayant fourni de données.

4. Non compris hôtel Bananas, hôtel du centre, Somotel et Tropicana.

5. C'est la moyenne des prix de chambre dans ces structures. Le Méridien Ré-Ndama et Hôtel Laïco n'ont pas été pris en compte.

6. Pour le calcul sur l'effectif par chambre, on fait l'hypothèse que toutes les chambres disponibles ont été occupées sur les périodes considérées. Aussi le calcul a été fait sur 12 structures ayant rempli les questionnaires.

Sources : Structures hôtelières et DGS

VIII. ECHANGES EXTERIEURS

Chapitre VIII. 1

Commerce extérieur

1. Présentation

La balance commerciale du Gabon est restée positive au cours de l'année 2008, malgré le fléchissement des productions et des exportations de ses principales matières premières, le bois, le manganèse, le pétrole.

Cependant, la bonne tenue du cours du pétrole, durant les neuf premiers mois de l'année 2008, a soutenu les recettes pétrolières.

Par ailleurs, le taux de couverture (FAB/CAF) a changé de tendance en 2008 pour atteindre un taux de croissance positive de 24,6% par rapport à l'année 2007.

2. Sources et méthodologie

La principale source de données sur le commerce extérieur est la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI) qui produit les statistiques douanières relatives aux échanges entre le Gabon et l'extérieur.

Il existe d'autres sources de données. Les plus importantes sont :

- la balance des paiements, élaborée par la Banque Centrale ;
- les comptes nationaux élaborés par la Direction générale des Statistiques ;

Les résultats entre ces sources présentent souvent des écarts.

- Ecarts entre Banque Centrale, DGDDI et la DGS

Concernant les exportations de produits du secteur primaire, la Banque Centrale corrige les données relatives aux échanges entre les pays membres de la CEMAC en procédant à une estimation de la valeur des mouvements de marchandises non contrôlée aux postes douaniers.

Les statistiques du commerce extérieur sont aussi établies par les comptes nationaux dans le cadre de la présentation de l'équilibre ressources-emplois des biens et services. La valeur des importations de biens, issue de la DGDDI, est ajustée par la Direction Générale des Statistiques (DGS) à partir de petites enquêtes menées auprès de quelques entreprises. Celle des exportations de biens est tirée des déclarations statistiques et fiscales. Dans tous les cas, des écarts existent entre la DGDDI et les deux autres.

Les tableaux publiés dans ce chapitre proviennent de l'exploitation, par la DGS, d'un fichier des enregistrements des statistiques douanières qui lui a été fourni par la DGDDI. Cependant, ce fichier était incomplet en 2008.

Ainsi, la DGS procède au traitement des données douanières selon les nomenclatures internationales pour aboutir aux statistiques du commerce extérieur. Seules les valeurs statistiques des échanges sont prises en compte.

Les valeurs *franco à bord* (FAB) sont estimées à partir d'un coefficient issu d'une enquête menée par la BEAC auprès des transitaires et des gros importateurs. L'estimation porte sur les frais d'assurance et de transport. Cet estimateur n'a plus été révisé depuis plusieurs années.

3. Principales définitions

- **Taux de Couverture**

Le taux de couverture est le rapport, en pourcentage, entre la valeur des exportations et celle des importations. Il permet d'apprécier la « couverture » des importations par les exportations.

- **Importations totales**

Les importations totales sont données en valeur FAB (franco à bord) de manière à faire apparaître le solde exact du commerce extérieur au sens strict du terme. On passe de la valeur CAF (coût de la marchandise, assurance, fret) à la valeur FAB en retranchant le coût d'acheminement de la marchandise importée de la frontière du pays producteur à la frontière gabonaise. Le taux de passage CAF-FAB fait l'objet, par la BEAC, d'une évaluation périodique portant uniquement sur le niveau global. Pour la période sous-revue, ce taux était de 0,799 (importations FAB = importations CAF x 0,799).

- **Valeur des marchandises**

La valeur dont il est fait état dans les statistiques du commerce extérieur est, à l'importation comme à l'exportation, une valeur franco-frontière nationale. Les valeurs retenues sont :

- **à l'importation : la valeur CAF**, valeur de la marchandise à son point d'entrée au Gabon ;
- **à l'exportation : la valeur FAB**, valeur de la marchandise à son point de sortie du Gabon.

VIII.1.1 : Données d'ensemble

Tableau VIII.1.1.1 : Balance commerciale globale

	Unité : million de FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
Balance FAB/CAF	1 295 216	1 895 519	2 240 486	2 014 187	3 116 232
Exportations FAB	1 969 905	2 671 804	3 144 365	3 023 707	4 256 807
Importations CAF	674 689	776 285	903 879	1 009 520	1 140 575
Taux de couverture (%)	292,0	344,2	347,9	299,5	373,2
Balance FAB/FAB	1 430 828	2 051 552	2 422 166	2 217 100	3 345 487
Taux de couverture (%)	365,4	430,8	435,4	374,9	467,1

Source : DGS

Tableau VIII.1.1.2 : Balance commerciale par continent (FAB/CAF)

	Unité : million de FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
Europe	-31 570	-53 252	-120 674	-110 933	17 076
Afrique	13 924	49 151	89 503	25 508	36 712
Amérique	976 528	1 701 959	1 744 656	1 556 622	2 212 897
Asie	148 530	171 136	542 640	561 703	847 888
Australie-Océanie	-608	33 902	-953	-1 344	-2 116
Pays et territoires non déterminés	188 412	-7 376	-14 686	-17 370	3 774
Total balance	1 295 217	1 895 520	2 240 486	2 014 186	3 116 232

Source : DGS

Tableau VIII.1.2.1: Exportations vers les principaux pays partenaires

	Vol : en tonnes		Valeur : en millions de Fcfa	
	2004		2005	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur
EUROPE	2 736 872	408 830	3 564 960	455 493
Union européenne	2 367 998	368 824	1 384 442	261 863
France	714 492	145 821	579 966	123 150
Pays Bas	18 002	4 276	13 184	15 358
Espagne	170 087	18 167	310 770	56 616
Portugal	52 514	7 317	35 302	5 128
Grande-Bretagne	1 167	2 751	1 501	849
Italie	195 441	32 818	145 556	33 392
Grèce	44 228	4 615	51 278	5 640
Belgique/Luxembourg	44 530	3 129	132 367	6 061
Allemagne	32 104	4 678	40 665	5 233
Islande	1 094 195	144 154	0	0
Autres	1 238	1 096	73 853	10 436
Autres pays d'Europe	1 670 963	92 598	2 180 517	193 630
Suisse/Liechtenstein	368 874	40 006	881 837	144 085
Turquie	39 984	4 140	56 777	5 978
Gibraltar	0	0	0	0
Norvège	254 810	16 464	620 823	21 720
Chypre	288	150	248	124
Autres	1 007 007	31 838	620 831	21 724

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.2.1 : Exportations vers les principaux pays partenaires (suite)

	Valeur : en millions de Fcfa		Valeur : en millions de Fcfa	
	2004		2005	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur
AFRIQUE	520 561	73 388	705 547	122 927
Afrique du Nord	76 087	11 301	52 158	9 720
Maroc	70 472	10 694	48 103	9 396
Algérie	5 613	586	4 039	318
Autres	2	21	16	6
Afrique occidentale	66 368	6 699	253 423	25 456
Sénégal	5 947	741	59 850	4 533
Guinée (Conakry)	49 540	4 244	51 792	6 803
Mali	51	24	76 194	86
Togo	489	550	16 255	3 765
Bénin	10 336	1 119	151	45
Autres	6	21	49 181	10 225

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.2.1 : Exportations vers les principaux pays partenaires (suite)

	Vol : en tonnes		Valeur : en millions de Fcfa	
	2004		2005	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Afrique centrale	141 834	32 968	90 647	38 438
Zone CEMAC	71 339	21 471	61 238	27 991
Congo	11 068	3 515	9 613	7 323
Cameroun	12 483	4 057	6 365	4 097
Guinée Equatoriale	46 855	8 332	37 858	7 491
Tchad	620	4 952	783	5 271
Centrafrique	314	615	6 620	3 810
Autres pays d'Afrique centrale	70 494	11 497	29 409	10 447
République démocratique du Congo	65 338	9 123	24 076	4 438
Autres	5 156	2 374	5 333	6 009
Afrique australe et orientale	236 273	22 421	309 319	49 314
Afrique du Sud	235 802	22 273	309 293	49 307
Autres	471	148	27	6
AMERIQUE	8 231 817	1 037 814	7 753 427	1 778 603
Amérique du Nord	8 020 417	1 012 323	7 546 530	1 751 243
Etats-Unis	8 020 130	1 012 105	7 546 530	1 751 066
Canada	287	217	0	177
Autres	0	0	0	0
Amérique centrale, latine et Caraïbes	211 400	25 491	206 897	27 360
Antilles néerlandaises	0	0	0	0
Chili	192 512	23 882	0	0
Martinique	0	0	0	0
Brésil	356	44	0	0
Argentine	1	2	0	2
Trinidad et Tobago	8 490	988	0	0
Bahamas/Bermudes	0	0	0	0
Mexique	10 042	571	38 736	1 103
Autres	0	4	168 161	26 255

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.2.1 : Exportations vers les principaux pays partenaires (suite)

	Vol : en tonnes		Valeur : en millions de Fcfa	
	2004		2005	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur
ASIE	2 667 125	209 436	2 469 339	254 842
Proche et Moyen-Orient	12 132	1 124	5 759	836
Israël	3 033	795	2 973	665
Autres	9 098	329	2 786	171
Asie centrale et du Sud	528 847	48 261	449 642	52 543
Inde	527 360	48 158	414 342	50 039
Autres	1 487	102	35 300	2 504
Extrême-Orient	2 126 145	160 050	2 013 938	201 462
Chine	1 581 111	111 510	1 298 076	106 968
Japon	15 316	1 132	54 935	2 758
Corée du Sud	150 864	11 586	47 756	1 786
Philippines	0	0	0	0
Singapour	45 491	1 927	156 814	22 524
Corée du Nord	23 092	729	287 983	33 591
Taiïwan	170 976	16 493	27 715	3 559
Hong-Kong	506	142	2 763	407
Thaïlande	137 675	16 454	136 244	29 628
Autres	1 114	78	1 652	241
AUSTRALIE-OCEANIE	314	66	718	34 522
Australie	0	2	179	34 427
Autres	314	63	539	95
Autres pays et territoires	2 360 090	240 372	113 563	25 416
MONDE	16 516 779	1 969 905	14 607 554	2 671 804

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.2.1 : Exportations vers les principaux pays partenaires (suite)

	Vol : tonnes		Valeur : en millions de Fcfa			
	2006		2007		2008	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
EUROPE	2 703 999	486 766	6 460 764	553 658	..	732 634
Union européenne	1 739 746	378 962	5 588 081	517 725	..	689 427
France	836 296	222 071	4 636 380	341 382	..	255 435
Pays Bas	18 918	11 570	35 305	15 008	..	154 374
Espagne	289 499	43 065	283 674	45 735	..	140 073
Portugal	23 877	4 041	27 702	4 613	..	2 511
Grande-Bretagne	130 012	38 845	174 392	46 620	..	882
Italie	161 579	35 379	173 449	36 180	..	118 703
Grèce	155 896	9 252	108 731	13 305	..	5 645
Belgique/Luxembourg	35 253	5 017	89 678	7 522	..	6 625
Allemagne	34 825	5 074	37 185	4 266	..	3 289
Islande	4 691	148	32	120	..	0
Autres	48 901	4 501	21 552	2 975	..	1 889
Autres pays d'Europe	964 253	107 803	872 683	35 933	..	43 207
Suisse/Liechtenstein ¹	328 342	81 713	0	23	..	10865
Turquie	48 368	4 870	39 895	4 385	..	6642
Gibraltar	0	0	0	0	..	1 337
Norvège	293 698	10 550	440 105	15 466	..	15 838
Chypre	148	120	682	443	..	487
Autres	293 698	10 550	392 000	15 615	..	8 038
AFRIQUE	674 962	168 446	402 621	114 693	..	160 669
Afrique du Nord	62 909	10 683	97 628	21 183	..	15 053
Maroc	58 099	10 195	93 934	19 991	..	11 022
Algérie	4 701	431	1 641	105	..	162
Autres	109	57	2 053	1 087	..	3 869
Afrique occidentale	270 789	64 080	151 902	40 061	..	88 165
Sénégal	117 617	22 619	1 700	559	..	9 794
Guinée (Conakry)	21 005	3 267	8 006	1 452	..	16 121
Mali	23	17	29	128	..	63
Togo	13 808	2 282	5 613	1 764	..	61
Bénin	4 600	628	51 601	9 449	..	11 108
Côte-d'Ivoire	15 345	2 413	4 567	747	..	510
Autres	98 390	32 853	80 386	25 962	..	50 508

1. Volume de moins de 100 kg en 2007

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.2.1 : Exportations vers les principaux pays partenaires (suite)

	Vol : tonnes		Valeur : en millions de Fcfa			
	2006		2007		2008	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Afrique centrale	46 461	32 036	117 371	43 699	..	45 686
Zone CEMAC	15 265	22 456	98 636	39 859	..	32 640
Congo	3 999	8 865	4 356	8 300	..	12 982
Cameroun	3 448	4 471	8 892	6 199	..	7 807
Guinée Equatoriale	5 092	1 720	85 058	23 496	..	9 501
Tchad	659	5 057	21	6	..	29
Centrafrique	2 067	2 343	308	1 858	..	2 322
Autres pays d'Afrique centrale	31 196	9 580	18 735	3 840	..	13 046
République démocratique du Congo	30 027	8 480	15 645	2 747	..	11 418
Autres	1 169	1 100	3 090	1 094	..	1 627
					..	
Afrique australe et orientale	294 802	61 647	35 721	9 749	..	11 765
Afrique du Sud	294 548	61 560	35 717	9 747	..	11 684
Autres	254	87	4	2	..	80
AMERIQUE	5 601 815	1 840 418	6 465 879	1 651 933	..	2 337 275
					..	
Amérique du Nord	5 540 872	1 836 668	6 363 284	1 639 922	..	2 204 130
Etats-Unis	5 540 872	1 836 486	6 230 801	1 604 663	..	2 204 057
Canada	0	182	132 482	35 259	..	73
Autres	0	0	0	0	..	0
Amérique centrale, latine et Caraïb	60 942	3 749	102 596	12 011	..	133 144
Antilles néerlandaises	0	0	0	0	..	0
Chili	0	0	0	0	..	0
Martinique	0	0	0	0	..	0
Brésil	0	16	0	6	..	3 574
Argentine	735	235	0	0	..	136
Trinidad et Tobago	6 310	1 728	55 504	10 617	..	72 604
Bahamas/Bermudes	19	7	0	0	..	55 655
Mexique	12 014	354	47 011	1 316	..	960
Autres	41 864	1 410	81	72	..	215

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.2.1 : Exportations vers les principaux pays partenaires (suite et fin)

	Vol : tonnes		Valeur : en millions de Fcfa			
	2006		2007		2008	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
ASIE	4 315 778	642 166	5 110 709	688 083	..	1 001 845
Proche et Moyen-Orient	30 403	1 812	75 448	3 706	..	11 253
Israël	2 245	430	33	44	..	91
Autres	28 159	1 382	75 415	3 662	..	11 162
Asie centrale et du Sud	575 402	67 257	377 145	27 800	..	272 865
Inde	575 198	67 085	376 999	27 660	..	272 854
Autres	204	172	146	141	..	11
Extrême-Orient	3 709 973	573 097	4 658 116	656 577	..	717 727
Chine	2 968 506	332 236	3 097 363	287 732	..	560 698
Japon	33 997	1 909	748 678	167 470	..	29 394
Corée du Sud	74 095	2 622	123 461	3 951	..	926
Philippines	21	10	0	0	..	0
Singapour	265 983	166 352	50 862	13 996	..	5 060
Corée du Nord	15 135	490	42	4	..	1 533
Taiwan	16 941	2 217	22 239	3 105	..	3 219
Hong-Kong	1 178	377	2 091	832	..	38 962
Thaïlande	330 868	66 362	487 600	95 203	..	133
Autres	3 248	523	125 780	84 283	..	77 802
AUSTRALIE-OCEANIE	14 297	11	0	0	..	70
Australie	0	0	0	0	..	70
Autres	14 297	11	0	0	..	0
Pays et territoires non déterminés	36 264	6 558	30 291	15 340	..	24 314
MONDE	13 347 115	3 144 365	18 470 264	3 023 707	..	4 256 807

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.2.1.1 : Structure des exportations par continent

	Unité : %					
	2006		2007		2008	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Europe	20,3	15,5	35,0	18,3	..	17,2
Afrique	5,1	5,4	2,2	3,8	..	3,8
Amérique	42,0	58,5	35,0	54,6	..	54,9
Asie	32,3	20,4	27,7	22,8	..	23,5
Australie-Océanie	0,1	0,0	0,0	0,0	..	0,0
Pays et territoires non déterminés	0,3	0,2	0,2	0,5	..	0,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	..	100,0

Source : DGSEE

Tableau VIII.1.2.2 : Importations par principaux pays partenaires (suite)

	Vol : en tonnes		Valeur : en million de Fcfa	
	2004		2005	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur
EUROPE	808 549	440 400	421 789	508 746
Union européenne	799 794	434 447	419 378	500 797
France	620 159	259 568	215 733	305 230
Grande-Bretagne	16 300	28 877	8 028	18 253
Allemagne	5 679	10 606	5 404	10 883
Pays Bas	33 496	27 519	22 033	20 839
Belgique/Luxembourg	66 770	64 358	87 617	94 450
Italie	17 871	21 328	22 070	19 701
Espagne	20 557	12 363	43 014	15 419
Irlande/Islande	481	560	0	1
Suède	288	5 418	0	0
Autres	9 440	3 850	1 918	7 064
Autres pays d'Europe	8 754	5 954	2 411	7 948
AFRIQUE	167 312	59 464	132 103	73 776
Afrique du Nord	6 519	7 485	8 569	6 128
Maroc	5 077	4 231	6 673	4 991
Autres pays	1 442	3 254	1 897	1 137
Afrique occidentale	69 862	20 721	37 689	20 009
Côte d'Ivoire	51 364	13 136	11 041	5 399
Sénégal	3 904	2 769	3 848	6 237
Nigéria	701	700	0	0
Autres pays	13 892	4 116	22 800	8 373
Afrique centrale	62 955	31 258	69 570	35 877
Zone CEMAC	62 649	31 206	68 045	34 723
Cameroun	48 057	24 245	53 628	28 204
Congo	12 934	5 177	12 821	5 374
Guinée Equatoriale	1 658	1 785	1 568	1 111
Centrafrique	0	0	0	6
Tchad	0	0	27	28
Autres pays d'Afrique centrale	307	51	1 525	1 154
Afrique australe et orientale	27 975	12 028	16 275	11 763
Afrique du Sud	27 841	12 001	15 866	11 448
Autres	134	26	410	315
AMERIQUE	142 920	61 286	95 213	76 644
Amérique du Nord	114 573	61 286	55 778	52 529
Etats-Unis	109 183	57 512	52 659	50 259
Canada	5 390	3 774	3 119	2 270
Autres	0	0	0	0

Sources: DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.2.4 : Importations par principaux pays partenaires (suite)

	Vol : en tonnes		Valeur : en million de Fcfa	
	2004		2005	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Amérique centrale, latine et Caraïbes	28 347	15 598	38 859	23 717
Brésil	16 540	9 063	27 349	16 960
Argentine	6 990	4 458	9 216	5 403
Autres	4 816	2 077	2 294	1 355
ASIE	112 691	60 906	134 327	83 706
Proche et Moyen-Orient	31 845	10 047	16 286	11 031
Asie centrale et du sud	8 054	5 785	8 992	6 529
Extrême Orient	72 793	45 074	109 050	66 146
Japon	10 187	17 326	5 564	25 791
Thaïlande	43 351	14 395	37 101	13 666
Vietnam	421	72	21 637	4 463
Corée du Sud	2 612	1 138	781	1 291
Hong-Kong	1 681	1 672	2 251	1 958
Chine	11 380	8 594	35 152	14 241
Autres	3 161	1 877	6 564	4 736
AUSTRALIE ET OCEANIE	1 009	673	634	620
Pays et territoires non déterminés	27 208	51 960	59 866	33 190
MONDE	1 259 688	674 689	843 356	776 285

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.2.2 : Importations par principaux pays partenaires (suite)

	Vol : en tonnes		Valeur : en millions de Fcfa			
	2006		2007		2008	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
EUROPE	1 229 820	607 429	746 839	664 591	444 754	715 557
Union européenne	1 228 506	603 303	743 659	659 790	434 509	710 655
France	1 028 461	362 030	507 454	365 473	164 097	403 915
Pays Bas	27 485	25 224	41 038	32 337	49 577	38 994
Espagne	17 411	21 681	27 308	27 919	40 851	21 372
Portugal	1 417	1 249	602	797	938	1 255
Grande-Bretagne	11 074	17 151	6 508	15 929	34 263	28 503
Italie	17 041	17 007	23 687	27 396	24 644	25 202
Grèce	90	168	20 454	15 531	1 909	2 771
Belgique/Luxembourg	118 343	128 102	107 340	131 696	101 413	157 325
Allemagne	4 404	18 196	5 406	24 069	13 261	19 582
Islande ¹	0	1	11	33	41	17
Autres	2 781	12 493	3 851	18 609	3 515	11 720
Autres pays d'Europe	1 314	4 126	3 180	4 801	10 245	4 902
AFRIQUE	147 515	78 943	148 793	89 185	161 120	123 956
Afrique du Nord	12 848	7 242	13 956	8 723	23 675	16 893
Maroc	9 611	5 649	9 539	6 377	11 480	10 037
Autres pays	3 238	1 593	4 417	2 346	12 194	6 856
Afrique occidentale	38 574	18 057	39 703	17 272	78 025	33 786
Sénégal	5 138	2 879	3 302	2 320	4 170	3 959
Guinée (Conakry)	27	22	0,021,274	4	0	1
Mali	10	7	0	13	3	7
Togo	9 392	3 485	18 894	5 289	46 182	13 258
Bénin	1 077	309	2 224	778	3 884	2 295
Côte-d'Ivoire	15 902	7 369	11 809	5 749	14 740	7 150
Autres	7 028	3 987	3 473	3 118	9 046	7 117
Afrique centrale	76 068	37 402	77 988	41 515	44 389	54 526
Zone CEMAC	75 837	37 021	77 693	40 994	41 335	53 086
Congo	4 096	3 308	12 275	7 324	2 457	25 083
Cameroun	65 573	31 324	59 649	31 364	37 053	26 814
Guinée Equatoriale	6 164	2 361	5 768	2 289	1 825	1 185
Centrafrique ¹	0	0	0	1	0	0
Tchad	3	28	0	15	0	3
Autres pays d'Afrique centrale ²	231	380	295	521	3 054	1 440
Afrique australe et orientale	20 025	16 242	17 146	21 675	15 030	18 751
Afrique du Sud	19 887	16 180	17 097	21 484	15 030	18 751
Autres	137	62	50	191	438	252
AMERIQUE	102 559	95 762	127 335	95 311	99 869	124 378
Amérique du Nord	61 749	69 572	69 446	64 259	55 368	91 702
Etats-Unis	59 216	66 169	66 240	60 118	51 305	84 854
Canada	2 533	3 403	3 207	4 141	4 024	6 756
Autres	0	0	0	0	39	92

1. Le volume des importations de l'Islande (2005, 2006) et celui de la Centrafrique (2005, 2007) représentent moins de 100 kg.

2. Y compris l'Angola

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.2.4: Importations par principaux pays partenaires (suite et fin)

	Vol : en tonnes				Valeur : en millions de Fcfa	
	2006		2007		2008	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Amérique centrale, latine et Caraïbes	40 139	25 537	57 776	30 930	44 501	32 674
Brésil	29 003	16 715	43 342	20 777	35 252	26 226
Argentine	7 779	6 477	12 102	8 620	5 874	4 140
Autres	3 357	2 345	2 333	1 533	3 374	2 308
Autres pays d'Amérique non déterminés	672	653	112	122	0	2
ASIE	194 276	99 526	279 410	126 380	315 131	153 958
Proche et Moyen-Orient	18 938	13 518	18 183	13 839	27 482	22 414
Asie centrale et du sud	10 160	7 735	17 194	10 616	12 648	9 304
Extrême Orient	165 178	78 272	244 033	101 925	275 002	122 239
Japon	29 299	27 285	5 692	27 024	5 436	23 374
Thaïlande	27 256	14 637	53 849	20 927	56 204	32 336
Vietnam	12 926	2 934	16 152	4 352	13 208	4 921
Corée du Sud	536	764	821	1 454	1 392	10 341
Hong-Kong	2 789	1 943	2 744	2 359	1 710	3 858
Chine	67 279	23 612	146 629	39 237	196 273	44 964
Autres	25 093	7 098	18 145	6 572	779	2 445
AUSTRALIE ET OCEANIE	1 064	965	1 238	1 344	2 066	2 186
Pays et territoires non déterminés	65 618	21 254	53 204	32 710	23 104	20 540
MONDE	1 740 852	903 879	1 356 819	1 009 520	1 046 044	1 140 575

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.2.4.1 : Structure des importations par continents

	Unité : %					
	2006		2007		2008	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Europe	70,6	67,2	55,0	65,8	42,5	62,7
Afrique	8,5	8,7	11,0	8,8	15,4	10,9
Amérique	5,9	10,6	9,4	9,4	9,5	10,9
Asie	11,2	11,0	20,6	12,5	30,1	13,5
Australie-Océanie	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Pays et territoires non déterminés	3,8	2,4	3,9	3,2	2,2	1,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DGS

Tableau VIII.1.3.2 : Exportations par continent (FAB) en volume

	Unité : millier de tonne				
	2004	2005	2006	2007	2008
Europe	2 737	3 565	2 704	6 461	..
Afrique	521	706	675	403	..
Amérique	8 232	7 753	5 602	6 466	..
Asie	2 667	2 469	4 316	5 111	..
Australie-Océanie	0	1	14	0	..
Pays et territoires non déterminés	2 360	114	36	30	..
Total exportations	16 517	14 608	13 347	18 470	..

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.3.3 : Importations par continents (CAF) en valeur

	Unité : million de FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
Europe	440 400	508 746	607 429	664 591	715 557
Afrique	59 464	73 776	78 943	89 185	123 956
Amérique	61 286	76 644	95 762	95 311	124 378
Asie	60 906	83 706	99 526	126 380	153 958
Australie-Océanie	673	620	965	1 344	2 186
Pays et territoires non déterminés	51 961	32 792	21 254	32 710	20 540
Total importations	674 689	776 285	903 879	1 009 520	1 140 575

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.3.4 : Importations par continents (CAF) en volume

	Unité : millier de tonne				
	2004	2005	2006	2007	2008
Europe	809	422	1 230	747	445
Afrique	167	132	148	149	161
Amérique	143	95	103	127	100
Asie	113	134	194	279	315
Australie-Océanie	1	1	1	1	2
Pays et territoires non déterminés	27	59	66	53	23
Total importations	1 260	843	1 741	1 357	1 046

Sources : DGDDI et DGS

VIII.1.4 : Commerce extérieur du Gabon par types de produits

Tableau VIII.1.4.1 : Exportations selon les sections de la nomenclature douanière ¹

		Unité : millions de FCFA				
		2004	2005	2006	2007	2008
I	Animaux vivants et produits du r.a.	10 405	12 844	8 333	7 146	3 785
II	Produits du règne végétal	216	45	36	39	77
III	Graisses et huiles animales ou végét.	621	240	946	238	0
IV	Produits des industries alimentaires	8 718	16 928	17 075	11 850	13 740
V	Produits minéraux	1 679 444	2 341 472	2 789 017	2 629 463	3 888 351
VI	Produits des industries chimiques	2 378	945	559	1 948	1 291
VII	Matières plastiques et ouvrages	1 400	5 853	11 756	13 981	24 987
VIII	Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages	5	1	2	14	1
IX	Bois, charbon de bois et ouvrages	216 969	250 481	262 211	318 816	281 969
X	Pâtes de bois ou d'autres matières fibr.	12 404	3 149	134	81	71
XI	Matières textiles et ouvrages	457	103	36	361	134
XII	Chaussures, coiffures, parapluies	6	22	23	28	31
XIII	Ouvrages en pierres, plâtre, ciment	236	209	51	252	282
XIV	Perles fines ou de culture, pierres g.	0	0	1 117	7	1 733
XV	Métaux communs et ouvrages	3 463	4 626	3 430	3 350	5 605
XVI	Machines et appareils, matériel électr.	8 177	13 820	4 804	6 422	9 968
XVII	Matériel de transport	19 961	19 545	42 555	26 874	22 666
XVIII	Instruments et appareils d'optique	4 183	1 014	1 558	1 547	1 466
XIX	Armes, munitions et leurs parties	649	50	540	802	226
XX	Marchandises et produits divers	189	319	156	481	481
XXI	Objets d'art, de collection ou d'antiq.	24	138	27	6	16
						..
	Total	1 969 905	2 671 804	3 144 365	3 023 707	4 256 881

1. Les rubriques de cette nomenclature sont mieux présentées à l'annexe.

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.4.2 : Exportations selon les sections de la nomenclature douanière en volume ¹

		Unité : en tonnes				
		2004	2005	2006	2007	2008
I	Animaux vivants et produits du r.a.	5 067	4 899	4 461	2 259	3 071
II	Produits du règne végétal	1 408	385	94	88	266
III	Graisses et huiles animales ou végét.	2 539	750	4 043	997	0
IV	Produits des industries alimentaires	19 288	25 115	17 034	17 543	18 866
V	Produits minéraux	15 075 989	12 942 306	11 623 759	16 528 300	14 284 932
VI	Produits des industries chimiques	1 104	1 029	478	1 155	909
VII	Matières plastiques et ouvrages	1 800	9 321	11 777	13 754	18 693
VIII	Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages	2	2	0	1	0
IX	Bois, charbon de bois et ouvrages	1 356 071	1 516 451	1 638 919	1 856 205	1 568 258
X	Pâtes de bois ou d'autres matières fibr.	46	162	39	36	19
XI	Matières textiles et ouvrages	56	21	22	43	49
XII	Chaussures, coiffures, parapluies	1	13	17	20	17
XIII	Ouvrages en pierres, plâtre, ciment	1 457	624	227	904	435
XIV	Perles fines ou de culture, pierres g.	0	0	134	56	44 826
XV	Métaux communs et ouvrages	38 334	62 858	40 069	44 594	3 126
XVI	Machines et appareils, matériel électr.	2 052	1 671	1 950	2 081	2 178
XVII	Matériel de transport	10 855	41 430	3 814	1 955	1 628
XVIII	Instruments et appareils d'optique	304	106	164	54	120
XIX	Armes, munitions et leurs parties	14	2	17	8	6
XX	Marchandises et produits divers	108	172	83	195	56
XXI	Objets d'art, de collection ou d'antiq.	284	237	14	17	44
Total		16 516 779	14 607 554	13 347 115	18 470 264	15 947 500

1. Les rubriques de cette nomenclature sont mieux présentées à l'annexe.

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.4.3 : Importations selon les sections de la nomenclature douanière en valeur ¹

		Unité : millions de FCFA				
		2004	2005	2006	2007	2008
I	Animaux vivants et produits du r.a.	43 854	49 051	51 683	65 924	74 431
II	Produits du règne végétal	32 516	34 423	33 017	46 163	49 090
III	Graisses et huiles animales ou végét.	11 295	11 323	9 782	11 217	17 322
IV	Produits des industries alimentaires	47 440	53 306	57 131	60 826	62 160
V	Produits minéraux	33 850	35 466	47 609	62 385	75 857
VI	Produits des industries chimiques	61 172	67 033	75 530	83 806	136 015
VII	Matières plastiques et ouvrages	24 928	31 849	33 968	40 266	43 690
VIII	Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages	1 473	1 163	1 572	1 527	1 775
IX	Bois, charbon de bois et ouvrages	690	856	1 031	1 136	1 276
X	Pâtes de bois ou d'autres matières fibr.	15 819	19 238	21 000	26 714	23 151
XI	Matières textiles et ouvrages	10 277	11 957	15 909	15 936	14 423
XII	Chaussures, coiffures, parapluies	2 972	3 468	4 464	4 917	4 731
XIII	Ouvrages en pierres, plâtre, ciment	8 468	11 755	10 937	12 821	15 477
XIV	Perles fines ou de culture, pierres g.	146	42	2 308	1 454	192
XV	Métaux communs et ouvrages	65 173	93 737	115 091	148 954	125 911
XVI	Machines et appareils, matériel électr.	178 994	210 419	246 900	271 099	311 869
XVII	Matériel de transport	105 672	101 715	139 323	112 030	132 738
XVIII	Instrumentes et appareils d'optique	17 517	22 518	22 061	23 167	27 200
XIX	Armes, munitions et leurs parties	1 324	2 140	1 721	2 156	1 517
XX	Marchandises et produits divers	10 983	14 826	12 698	16 966	21 628
XXI	Objets d'art, de collection ou d'antiq.	124	0	144	58	122
Total		674 689	776 285	903 879	1 009 520	1 140 575

1. Les rubriques de cette nomenclature sont mieux présentées à l'annexe.

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.4.4 : Importations selon les sections de la nomenclature douanière en volume ¹

		Unité : en tonnes				
		2004	2005	2006	2007	2008
I	Animaux vivants et produits du r.a.	66 814	71 048	76 870	87 969	88 681
II	Produits du règne végétal	145 473	167 132	149 465	177 800	103 768
III	Graisses et huiles animales ou végét.	18 668	20 508	19 350	17 932	24 676
IV	Produits des industries alimentaires	55 458	54 808	61 526	71 544	64 461
V	Produits minéraux	240 847	198 898	432 559	350 780	375 915
VI	Produits des industries chimiques	107 345	46 919	194 389	146 634	57 240
VII	Matières plastiques et ouvrages	13 826	17 353	18 054	23 318	24 657
VIII	Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages	442	643	595	576	758
IX	Bois, charbon de bois et ouvrages	1 303	1 284	1 211	1 671	1 650
X	Pâtes de bois ou d'autres matières fibr.	9 509	11 032	12 459	12 149	12 758
XI	Matières textiles et ouvrages	6 508	7 796	9 802	10 993	10 568
XII	Chaussures, coiffures, parapluies	1 656	2 005	2 438	2 586	2 732
XIII	Ouvrages en pierres, plâtre, ciment	21 646	26 673	25 179	30 157	35 124
XIV	Perles fines ou de culture, pierres g.	4	7	439	272	9
XV	Métaux communs et ouvrages	272 397	107 521	512 173	262 258	134 549
XVI	Machines et appareils, matériel électr.	99 344	51 109	179 821	111 770	54 663
XVII	Matériel de transport	192 413	50 762	37 436	39 262	42 261
XVIII	Instruments et appareils d'optique	1 006	1 291	1 066	1 241	1 429
XIX	Armes, munitions et leurs parties	121	355	113	109	130
XX	Marchandises et produits divers	4 893	6 213	5864,296	7 751	9 991
XXI	Objets d'art, de collection ou d'antiq.	14	0	41	44	24
Total		1 259 688	843 356	1 740 852	1 356 819	1 046 044

1. Les rubriques de cette nomenclature sont mieux présentées à l'annexe.

Sources : DGDDI et DGS

Chapitre VIII.2

Balance des paiements

1. Présentation

L'estimation du solde global de la balance des paiements reste créditeur d'un montant global de 371 milliards de francs CFA 2008. Ce résultat est en nette amélioration par rapport à l'année 2007, soit 370 milliards de plus qu'en 2007, selon les données de la Banque Centrale.

Aussi, le solde de la balance des transactions courantes demeure toujours excédentaire même si ceux des capitaux et des opérations financières présentent un déficit.

Cette situation s'explique, entre autres, par la pratique des politiques macroéconomiques prudentes et la fermeté du prix du baril de pétrole.

2. Sources et méthodologie

La balance des paiements, qui retrace l'ensemble des transactions réalisées entre le Gabon et le reste du monde, est établie, depuis une trentaine d'années, par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). Jusqu'en 1994, les comptes étaient élaborés, en collaboration avec les administrations économiques et financières, selon la méthodologie du 4e Manuel du Fonds Monétaire International (FMI) - édition de 1979. A partir de 1995, les résultats sont présentés selon la version V (édition de 1997) du Manuel afin de tenir compte des recommandations du FMI en matière d'établissement des balances des paiements.

Le Comité national de la balance des paiements se réunit de manière ponctuelle pour approuver les résultats établis par la BEAC. Ainsi, les comptes des années 2001 à 2005 ayant été approuvés par ce comité doivent être considérés comme définitifs.

Par ailleurs les comptes de l'année 2008 sont des estimations provisoires.

3. Publication de référence

- Les Balances des paiements de la République Gabonaise avec l'Extérieur, années 2001, 2002, 2003, 2004 et 2005 (définitifs).

4. Principales définitions

- **Balance des paiements**

C'est un état statistique où sont systématiquement résumées de manière comptable, pour une période déterminée, les transactions réelles, financières et monétaires opérées entre les résidents du Gabon et les non résidents.

- **Compte des transactions courantes**

Encore appelé compte des opérations courantes ou des paiements courants, ce compte retrace l'ensemble des transactions liées aux marchandises, services, revenus des facteurs et transferts unilatéraux.

- **Compte de capital**

C'est l'ensemble des transferts de capital (aides à l'investissement, remises de dette, transferts d'épargne des migrants) et des échanges d'actifs incorporels tels que les brevets, les droits d'auteurs, les marques, etc.

- **Compte d'opérations financières**

Il concerne l'ensemble des investissements classés selon leur ventilation fonctionnelle. Il comprend :

- les opérations d'investissements directs qui sont subdivisées en capital social, bénéfiques réinvestis et autres transactions entre entreprises apparentées ;
- la rubrique investissements de portefeuilles qui recouvre les transactions portant sur les titres de participation et les titres de créance ;
- la rubrique autres investissements qui recouvre les crédits commerciaux et les prêts à court et long terme ;
- le poste avoirs de réserve qui enregistre les transactions relatives aux avoirs dont les autorités monétaires du Gabon considèrent qu'elles disposent pour répondre aux besoins de financement de la balance des paiements et, dans certains cas, à d'autres besoins.

- **Erreurs et omissions nettes**

C'est un poste d'ajustement qui permet de compenser la surévaluation ou la sous-évaluation des composantes enregistrées dans la balance des paiements.

VIII.2.1: Balance des paiements: crédits, débits et soldes

Tableau VIII.2.1.1 : Balance des paiements de 2004 à 2008 ¹

	Unité: milliard FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
Balance des transactions courantes					
Débit	1 757,3	1 941,7
Crédit	2 245,8	2 987,7
Solde	488,5	1 046,0	919,9	1 050,7	1 729,6
Balance commerciale					
Débit	642,2	716,7	827,8	892,7	941,2
Crédit	2 151,0	2 882,0	3 165,6	3 445,6	4 352,3
Solde	1 508,8	2 165,3	2 337,8	2 552,9	3 411,1
Balance des services					
Débit	496,1	549,4	..	678,3	733,2
Crédit	82,6	77,1	..	82,1	101,1
Solde	-413,5	-472,3	..	-596,2	-632,1
Balance des revenus					
Débit	516,7	524,4
Crédit	7,0	19,3
Solde	-509,7	-505,1	-710,8	-812,4	944,4
Balance des transferts courants					
Débit	102,3	151,2
Crédit	5,2	9,3
Solde	-97,1	-141,9	-91,3	-93,6	-105,1
Balance de capital et d'opérations financières					
Débit	633,3	1 036,2
Crédit	217,6	230,9
Solde	-415,7	-805,3	-385,0	-815,3	-1 150,0
Capital					
Débit	0,0	0,0
Crédit	0,0	0,0
Solde	0,0	0,0
Acquisitions et cessions d'actifs NFNP ²					
Débit	0,0	0,0
Crédit	3,4	0,0
Solde	3,4	0,0
Opérations financières					
Débit	633,3	1 036,2
Crédit	217,6	230,9
Solde	-415,7	-805,3
Erreurs et omissions					
Débit	102,8	140,8	-198,3	-220,6	208,6
Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde	-102,8	-140,8	-198,3	-220,6	-208,6
Solde global					
Débit	2 493,4	3 118,7
Crédit	2 463,4	3 218,6
Solde	-30,0	99,9	193,9	0,6	371,0

1. Présentation selon la 5^e version du Manuel du FMI. Les données de 2006 à 2008 sont des estimations.

2. Acquisitions et Cessions d'actifs non financières non productives.

3. Les années 2006,2007 et 2008 sont des estimations

4. La série est corrigée depuis 2006.

Source : BEAC

VIII.2.2 : Balances diverses

Tableau VIII.2.2.1 : Principaux soldes de la balance des paiements de 2004 à 2008¹

	Unité: milliard FCFA				
	2004	2005	2006	2007	2008
Solde des transactions courantes	488,4	1 046,0	919,9	874,4	1 729,6
Solde des biens et services	1095,2	1 693,0	1 023,4	1 857,6	2 779,1
Solde des revenus	-509,7	-505,1	..	-1 397,2	-944,4
Solde des transferts courants	-97,1	-141,9	..	-158,4	-105,1
Solde des capitaux et d'opérations financières	-415,6	-805,3	-610,4	-653,1	-1 150,0
Transferts de capital	0,0	0,0	..	0,0	0,0
Acq/cessions d'actifs non financiers non prod.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Opérat. fin. autres que finan.du solde	-415,6	-805,3	-610,4	-653,1	-1150,0
Erreurs et omissions nettes	-102,8	-140,8	-115,6	-220,7	-208,6
Solde global	-30,0	99,9	193,9	0,6	371,0

1. Présentation selon la 5^e version du Manuel du FMI. Données 2006 à 2008 estimées.

Source : BEAC

Tableau VIII.2.2.2 : Structure du solde de la Balance bilatérale des échanges géographiques

PAYS	En %				
	2004	2005	2006	2007	2008
Afrique Centrale (Pays de la CEMAC)	128,1	-37,6
Cameroun	121,1	-39,8
Centrafrique	-0,2	0,9
Congo	7,1	-2,9
Guinée Equatoriale	1,2	2,2
Tchad	-2,8	1,4
Autres pays d'Afrique Centrale	-12,2	1,6
Pays d'Afrique Centrale	92,2	-24,5
Autres pays de l'Afrique de l'Ouest	6,8	-0,8
Pays de l'Afrique du Nord	-77,2	-7,2
Pays de l'Afrique de l'Est	0,6	0,0
Pays de l'Afrique Australe	-44,5	30,5
Union Européenne	2073,0	-659,3
Belgique	113,7	-23,9
Espagne	-40,3	43,5
France	3250,5	-1215,8
Italie	62,6	-93,6
Pays-Bas	214,3	-71,7
Royaume-Unie	-1714,4	723,3

Source : BEAC

Tableau VIII.2.2.2 : Structure du solde de la Balance bilatérale des échanges géographiques (suite et fin)

PAYS	En %				
	2004	2005	2006	2007	2008
Autres pays d'Europe Occidentale	-303,2	-14,3
Suisse	-303,4	-6,4
Pays de l'Europe centrale et orientale	4,3	-1,3
Communauté des Etats Indépendants	-87,3	34,8
Pays de l'Amérique du Nord	-1466,6	749,7
Etats-Unis	-1451,1	766,7
Pays de l'Amérique Centrale	7,2	28,5
Pays de l'Amérique du Sud	-18,7	37,5
Japon et Nouveaux Industrialisés d'Asie	-137,7	101,3
Japon	37,3	-20,3
Corée du Sud	-2,5	41,5
Pays du Moyen et du Proche Orient	33,4	-27,3
Chine	-474,1	98,9
Autres pays d'Asie	-438,7	99,0
Océanie	-2,8	0,9
Reste du Monde	378,8	-209,3

Source : BEAC

QUELQUES AGENCES TOURISTIQUES

NOMS	ADRESSES/ FAX	EMAIL/SITE WEB
MISTRAL VOYAGES	BP. 2106 Lbv -TEL: 761222	WWW.ecotourisme-gabon.com/mistral.lbv@internetgabon.com
EUROAFRIQUE VOYAGES	BP. 4026 Lbv -TEL: 762787	WWW.euroafriquevoyages.c.la eurovoyages@internet.ga
GABON CONTACT VOYAGES	BP. 17012 Lbv-Fax: 746889	
GLOBE TROTTER GABON	TEL: 773576/77	
GUENAR VOYAGES	PB. 4321 Lbv- TEL: 07528785	guenarvoyages@yahoo.fr
SDV VOYAGES	BP. 77 Lbv -TEL: 761634	voyage.lbv@sdv-gabon.com
AFRICA'S EDEN	BP. 2106 POG -TEL: 07399618	reservation-iguela@ine.ga
CHICA VOYAGES		
GLOBAL SERVICES	BP. 20155 Lbv -TEL: 07894535	Global lbv@yahoo.fr
OGOOUE VOYAGES		
PREVOYANCE VOYAGES		
INTINERIS GABON	BP. 12817 Lbv -FAX: 721007	fabrice@itinerisgabon.com
JOSMA SERVICES	BP. 8128 Lbv -TEL: 07449608	Josma77@yahoo.fr
GABON GROUPE VOYAGES	BP. 8215 Lbv -TEL: 06272109	gabongroupvoyage@yahoo.fr
GLOBAL VOYAGES		

QUELQUES COMPAGNIES AERIENNES DESSERVANT LE GABON

NOMS DES COMPAGNIES	CONTACTS LOCAUX	NOMS DES COMPAGNIES	CONTACTS LOCAUX
GABON AIRLINES	241.77 02 02	BENIN GOLF AIR	241.765780
AIR SERVICE GABON	241.732407	INTERAIR	241.7241191
NOUVELLES AIR AFFAIRE GABON	241.730192	VIRGIN NIGERIA	241.77 02 02
GABON 2AG	241.730880	AIR IVOIRE	241.773626
AIR France	241.773677	ROYAL AIR MAROC	241.731025
ETHIOPIAN AIRLINES	241.760145	BELLVIEW	..
INTER SOUTH AFRICA	241.729574	AIR BURKINA	..

SITES TOURISTIQUES DU GABON

Noms	Localisations	Noms	Localisation
Pointe Denis	Estuaire	Sette Cama	Ogooué Maritime
Nyonié	Estuaire	Loango	Estuaire
Wingombè village	Estuaire	Gavilo	
Cap caravane	Estuaire	Musée Albert Schweitzer	Moyen-Ogooué
Traversée de l'Equateur à Oyane 4	Estuaire	Ile Samory Touré	Moyen-Ogooué
Akanda	Estuaire	Village touristique de Minkongo	
Eva Rose Pk 27	Estuaire	La Lopé	Ogooué-Lolo
Pont de Lianes et Chutes de Poubara	Haut-Ogooué	Ivindo	Ogooué-Ivindo
Les Canyons de Léconie	Haut-Ogooué	Mayumba	Nyanga
Le Parc animalier de Bakoumba	Haut-Ogooué		
Iguela	Port-Gentil		

LES PARCS NATIONAUX DU GABON

NOMS DU PARC	Superficies. en 1000 hectares	Localisation	Attractions touristiques
Parc National d'Akanda	53,7	Nord -Est de Libreville	Les plus grandes concentrations d'oiseaux du monde
Parc National des Monts Birougou	69,0	Massif du Chaillu	Refuge forestier des époques passées
Parc National de l'Ivindo	300,0	Makokou	Prés. des grands éléphants et gorilles
Parc National de Loango	155,2	Lagunes de Ndogo	Prés. des hippopotames et baleines
Parc National de la Lopé	491,3	Koulamoutou	Concentrations de mandrilles
Parc National de Mayumba	97,2	Mayumba	Premier site de ponte des œufs des tortues
Parc National de Minkebé	756,6	Ogooué Ivindo	Rochers dominant la forêt
Parc National des Monts de Cristal	119,6	Medouneu	Zone plus riche en plantes
Parc National de Moukalaba-Doudou	449,5	Nyanga	Faunes, cop défassa, chacal,
Parc National de Mwangné	116,5	Makokou	Les plus grandes baies
Parc National des Plateaux Batéké	204,9	Haut-Ogooué	Derniers .refuges faune téké
Parc National de Pongara	92,9	Face de Libreville	Belles plages
Parc National de la Waka	106,9	Fougamou/Lopé	

Source : Journal HEBDO informations, n°463 - du 14 décembre 2002

LEXIQUE DES INSTITUTIONS FINANCIERES DU GABON

1. Banques créatrices de monnaie

BGFI	Banque gabonaise et française internationale
BICIG	Banque internationale pour le commerce et l'industrie
CCP	Centre de chèques postaux
CITIBANK GABON SA	First National City Bank
FIBA	Banque française intercontinentale
UGB	Union gabonaise de banque
IBC	Interfi Banking Corporat
ECOBANK	La Banque Panafricaine
UBA	United Banck for Africa

2. Autre institution bancaire éligible

BGD	Banque gabonaise de développement
BNH	Banque nationale de l'habitat

3. Autres institutions bancaires non éligibles

CNE	Caisse nationale d'épargne
FODEX	Fonds d'expansion et de développement des petites et moyennes entreprises

4. Institutions financières non bancaires

FIGADIM	Financière gabonaise de développement immobilier et mobilier
SDHO	Société de développement du Haut-Ogooué
SOGACA	Société gabonaise de crédit automobile
SOGABAIL	Société gabonaise de crédit-bail
SOGALIM	Société gabonaise de leasing immobilier
SOGAPAR	Société gabonaise de participation
SONADIG	Société nationale d'investissement du Gabon
Toutes les compagnies d'assurance et de réassurance du Gabon	
FINATRA	
ALOIS	

NOMENCLATURES GABONAISES DE COMPTABILITE NATIONALE

● Nomenclature gabonaise d'activités économiques

N°	Libellé	CITI ⁽¹⁾
01	Agriculture, élevage, chasse et pêche	11 + 13
02	Exploitation forestière et sylviculture	12
03	Production de pétrole brut et de gaz naturel	22
04	Extraction de minerais métalliques	23
05	Extraction d'autres minéraux	21 + 29
06	Industries agro-alimentaires	311 + 312
07	Fabrication de boissons et de glaces, industries du tabac	313 + 314
08	Industrie textile, de l'habillement et du cuir	32
09.1	Industrie du bois et de l'ameublement	33
09.2	Fabrication du papier, imprimerie, presse et édition	34
10	Industrie chimique, fabrication d'ouvrages en caoutchouc et en matière plastique	(35)
11	Raffinage du pétrole	353
12	Fabrication de matériaux de construction et industrie du verre	36
13	Fabrication d'ouvrages en métaux, machines et appareils mécaniques et autres industries manufacturières	38 + 39
14	Services de réparation	951
15	Production et distribution d'eau et d'électricité	4
16	Bâtiment, travaux publics et génie civil	5
17	Forage, recherche pétrolière et minière - Travaux connexes et tous services spécifiques à ces activités	...
18	Hôtels, cafés et restaurants	63
19.1	Transports terrestres et auxiliaires directs	711
19.2	Transports maritimes et auxiliaires directs	712
19.3	Transports aériens et auxiliaires directs	713
19.4	Auxiliaires des transports	719
20	Postes et communications	72
21	Services immobiliers	831
22	Services rendus aux entreprises dont : informatique, comptabilité, gestion, services juridiques, services d'ingénieurs, d'architectes et services techniques	832
23	Services rendus aux particuliers	(95)
24	Commerce, import-export et distribution	61 + 62
25	Institutions financières (crédit et assurances)	81 + 82
26	Services non marchands (administrations et services domestiques)	(9)

(1) CITI = Classification internationale type d'industries.

● Nomenclature agrégée d'activités économiques

Intitulé	Correspondance nomenclature des activités économiques
Agriculture, élevage et pêche	1
Bois et industrie du bois	02, 091
Production de pétrole et de gaz naturel	3
Mines	4
Industries alimentaires et du tabac	06, 07
Autres industries	05, 08, 092, 10, 12, 13, 14
Raffinage	11
Electricité et eau	15
Bâtiment et travaux publics	16
Forage et recherche pétrolière	17
Transport	19 à 20
Services	18, 21, 22, 23
Commerce	24
Banques et assurances	25

SECTIONS DE LA NOMENCLATURE DOUANIERE DU GABON

N ^{os} de section	Intitulés
I	<i>Animaux vivants et produits du règne animal</i>
II	<i>Produits du règne végétal</i>
III	<i>Graisses et huiles animales ou végétales ; produits de leur dissociation ; graisses alimentaires élaborées ; cires d'origine animale ou végétale</i>
IV	<i>Produits des industries alimentaires ; boissons, liquides alcooliques et vinaigres ; tabacs et succédanés de tabac fabriqués</i>
V	<i>Produits minéraux</i>
VI	<i>Produits des industries chimiques ou des industries connexes</i>
VII	<i>Matières plastiques et ouvrages en ces matières ; caoutchoucs et ouvrages en caoutchouc</i>
VIII	<i>Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières ; articles de bourrellerie ou de sellerie ; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires ; ouvrages en boyaux</i>
IX	<i>Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège et ouvrages en liège ; ouvrages de sparterie ou de vannerie</i>
X	<i>Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques ; papier ou carton à recycler (déchets et rebuts) ; papier et ses applications</i>
XI	<i>Matières textiles et ouvrages en ces matières</i>
XII	<i>Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes, fouets, cravaches et leurs parties ; plumes apprêtées et articles en plumes ; fleurs artificielles ; ouvrages en cheveux</i>
XIII	<i>Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues ; produits céramiques ; verre et ouvrages en verre</i>
XIV	<i>Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières ; bijouterie de fantaisie ; monnaies</i>
XV	<i>Métaux communs et ouvrages en ces métaux</i>
XVI	<i>Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties ; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils</i>
XVII	<i>Matériel de transport</i>
XVIII	<i>Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précisions ; instruments et appareils médico-chirurgicaux ; horlogerie ; instruments de musique ; parties et accessoires de ces instruments ou appareils</i>
XIX	<i>Armes, munitions et leurs parties et accessoires</i>
XX	<i>Marchandises et produits divers</i>
XXI	<i>Objets d'art, de collection ou d'antiquité</i>

LISTE DES PRINCIPAUX ORGANISMES CORRESPONDANTS POUR L'ANNUAIRE 2004-2008

Aéroport de Libreville
Académie franco – américaine de management
Agence de Promotion des Investissements privés
Agence française de développement
Assemblée nationale
Auberge d'Ambowe
Appart hôtel
Banque gabonaise de développement
Banque des Etats de l'Afrique centrale
Banque Internationale pour le Gabon et l'Industrie du Gabon
Bibliothèque nationale
Centre culturel français
Commissariat général au plan et au développement
Caisse nationale de Sécurité sociale
Centre international de recherche médicale de Franceville
Centre national de cinéma
Compagnie minière de l'Ogooué
Conseil national de la communication
Cellule d'observation de la santé publique
Compagnie de navigation intérieure
Direction Générale des Statistiques
Direction des études et de la documentation au Ministère des Eaux et Forêts
Direction du développement des industries et du commerce du bois
Direction générale de l'agriculture
Direction générale des affaires sociales
Direction générale des impôts
Direction de la dépense
Direction de la solde
Direction des sports et du plein air
Direction de l'informatique et de la statistique au ministère de la santé
Direction générale de la comptabilité publique
Direction générale des douanes et des droits indirects
Direction générale des Caisse de Stabilisation et de péréquation
Direction générale de l'économie
Direction générale de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures
Direction générale de l'Economie forestière
Direction générale des pêches et de l'aquaculture
Direction générale de la statistique et des études économiques
Direction générale de la santé publique
Direction générale du tourisme et des loisirs
Direction générale des travaux publics
Direction de la météorologie nationale
Ecole nationale d'art et manufacture
Ecole nationale des instituteurs de Libreville
Ecole nationale des instituteurs (catholique)
Ecole nationale des instituteurs (protestante)
Ecole nationale de santé et d'action sociale
Ecole normale supérieure
Ecole nationale des eaux et forêts
Gabontour
Gabon poste
Gabon télécom et Libertis

Gabonaise de mousse et matelas
Gabonaise de peintures et laques

Gouvernorat de l'Estuaire
 Gouvernorat du Haut-Ogooué
 Gouvernorat de l'Ogooué-Lolo
 Gouvernorat de l'Ogooué-Maritime
 Gouvernorat du Woelu-Ntem
 Hautes Etudes canadiennes internationales
 Hôtel hibicus
 Hôtel du centre
 Hôtel du stade
 Hôpital général de Libreville
 Institut gabonais d'appui au développement
 Institut national de la jeunesse et des sports
 Institut des sciences de la technologie
 Institut national des sciences et de gestion
 Institut de pharmacopée et de médecine traditionnelle
 Institut de recherche en sciences humaines
 Institut pour la recherche agronomique et forestière
 Ministère de l'économie, des finances, du budget et de la privatisation, chargé de la Programmation des investissements
 Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation technologique
 Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation
 Ministère de l'enseignement technique et professionnel, chargé de l'insertion des jeunes
 Moabi hôtel
 Motel Lac Bleu
 Office national du baccalauréat
 Office national de l'emploi
 Office des ports et rades du Gabon
 Programme élargi de Vaccination
 Société de formulation de lubrifiants
 Programme des Nations unies pour le développement
 Programme national de lutte contre le paludisme
 Re-Ndama
 SENAT
 Société des eaux minérales de Léconi
 Société des ciments du Gabon
 Société d'énergie et d'eau du Gabon
 Société d'exploitation du parc à bois du Gabon
 Société gabonaise d'oxygène et d'acétylène
 Société de développement de l'hévéaculture au Gabon
 Société nationale immobilière
 Société de transport terrestre NDONG-Sima
 Société de transport terrestre G4.A.T.S
 Société de transport terrestre G 5 voyage
 Société de transport terrestre Bitam express
 Société de transport terrestre A.G.T.T
 Société de transport terrestre Molvilois
 Société de transport terrestre Ivindo transport
 Société de transport terrestre Major transport
 Société de transport terrestre C.G.T.T

Société meunière et avicole du Gabon
 Société des cigarettes du Gabon
 Société gabonaise de raffinage
 Société gabonaise de transport
 SIAT Gabon
 Sucreries d'Afrique Gabon
 Sunset beach
 Studio M'plaza
 Trésor public

Université Omar Bongo Ondimba
Université des sciences de la santé
Université africaine des sciences
Union Gabonaise de Banque
Université Omar Bongo
Union des représentants des automobiles industrielles
UPEGA
ZAIN

DIRECTION GENERALE DES STATISTIQUES
B.P. 2119 Libreville - Gabon
Téléphone : (241) 72 13 69, 76 06 71, 76 14 12
Télécopie : (241) 72 04 57
Site Web : WWW.stat-gabon.ga
Courrier : plan.dgsee@yahoo.fr

DIRECTEUR GENERAL	Francis-Thierry Tiwinot
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	Paolo OVONO OVONO
DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE NATIONALE	
<i>CHEF DE SERVICE DES COMPTES NATIONAUX</i>	<i>Césaire MBADINGA KOMBILA</i>
<i>CHEF DE SERVICE DES ETUDES ECONOMIQUES</i>	<i>Jean-Jacques ONDO MEGNE</i>
DIRECTEUR DES ETUDES, DE LA COORDINATION STATISTIQUE ET DE L'INFORMATIQUE	Symolin ONDO METO'O
<i>CHEF DE SERVICE DES ETUDES ET DE LA COORDINATION STATISTIQUE</i>	<i>Jean-Benoît PONGUI</i>
<i>CHEF DE SERVICE DE L'INFORMATIQUE</i>	
DIRECTEUR DES STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES	Jean-Noël BIYOGO
<i>CHEF DE SERVICE DES ETUDES DEMOGRAPHIQUES</i>	<i>Noël MOUSSAVOU</i>
<i>CHEF DE SERVICE DES MOUVEMENTS DE POPULATION ET DE L'ETAT-CIVIL</i>	<i>Edwige OYE NDONG</i>
<i>CHEF DE SERVICE DE LA CARTOGRAPHIE</i>	<i>Désiré ZE NGUEMA</i>
DIRECTEUR DES STATISTIQUES GENERALES	Jean-Nestor NGUEMA
<i>CHEF DE SERVICE DES PRIX ET DES INDICATEURS SOCIAUX</i>	<i>Nicole NGUEMA</i>
<i>CHEF DE SERVICE DES ENQUETES</i>	<i>Louis Bernard MOUANDA</i>
<i>CHEF DE SERVICE DES STATISTIQUES DE PRODUCTION ET DU COMMERCE EXTERIEUR</i>	<i>François Nicaise NKOGHE NZE</i>